

UNIVERSITE DE PARIS I
SORBONNE-PANTHEON
Département de Sciences Politiques
Année universitaire 1996-97

LIV. - FRA
3908 (I)
INSTITUT KURDE DE PARIS
BIBLIOTHÈQUE

Thèse de doctorat

**La géostratégie de l'Asie centrale : fragmentation, interdépendance,
recomposition**

TOME I

Préparée par Darius A.R TAVASSOLI
Sous la direction de Mr le Professeur Michel LESAGE

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier le Ministère des Affaires Etrangères et l'Institut Kurde de Paris qui, en m'octroyant une bourse d'étude, m'ont permis de poursuivre mes recherches.

Par ailleurs je tiens à remercier toutes les personnes qui ont été présentes le long des différentes phases de l'élaboration de ce travail : la recherche documentaire, la rédaction et la correction ; un grand nombre de mes amis s'y reconnaîtra.

A mes parents qui m'ont donné le *'courage'*,
à ma sœur qui m'a donné le sens de la *'curiosité'*,
à mon oncle qui m'a appris l'art du *'combat de bié'*.

Et à Marie-Claude Zalamanski pour ce qu'elle est.

"Et maintenant promène ton regard sur Samarcande! N'est-elle pas reine de la terre? Fièrè au dessus de toutes les villes et dans ses mains leurs destinées?"

Edgar Allen Poe
1809-1849

"Notre position géopolitique, nos communications, nos frontières, tout ce qui à l'heure actuelle passe par l'Ouzbékistan vous montre qu'en pénétrant sur le marché ouzbek, vous pénétrerez sur tous les marchés de l'Asie centrale."

Islam Karimov, lors de réunion
avec les entreprises françaises
au siège du CNPF à Paris

Sommaire.

Remerciements.
Sommaire.
Préface.

INTRODUCTION

Première Partie : FRAGMENTATION.

Chapitre Premier : La quête de sens.

- 1-1 La Nation face au nationalisme.
- 1-2 L'Islam.
- 1-3 La représentation de soi.

Deuxième chapitre : Transition politique ou fracture au sein de la fragmentation.

- 2-1 De l'apprentissage du concret ...
- 2-2 ... à la mise en application pratique ...
- 2-3 ... en passant par des cas pathétiques.

Troisième chapitre : *Une liberté conditionnelle ?*

- 3-1 Définir un langage commun : indépendance dans la dépendance.
- 3-2 La sécurité avec l'autre : sous l'épée de Damoclès.
- 3-3 La sécurité sans l'autre, version quête de neutralité
- 3-4 Sécurité sans l'autre, version hégémonique

Quatrième chapitre : Sécurité contre l'autre : le sommet de la fragmentation ?

- 4-1 L'absence d'une identité nationale, comme facteur interne, ...
- 4-2 Les influences externes au conflit
- 4-3 Afghanistan : le compte à rebours interminable.
- 4-4 L'interférence entre les affaires internes et externes.

Deuxième Partie : INTERDEPENDANCE.

Cinquième chapitre : Une Interdépendance économique.

- 5-1 Initiation à l'économie du marché
- 5-2 L'hydrocarbure et son évacuation au cœur de la géostratégie énergétique.
- 5-3 Enjeux stratégiques liés à l'interdépendance économique.

Sixième chapitre : La continuité d'une logique de la présence russe.

- 6-1 La '*Fiancée Rouge*'.
- 6-2 D'une stratégie globale à une approche continentale.
- 6-3 La mise en place d'une nouvelle tradition russe : rupture dans la continuité ?

Septième chapitre : La CEI ; Du nostalgie de séparation à l'Union libre ?

- 7-1 La mise en place de la CEI.
- 7-2 La nature des conflits.
- 7-3 Les limites de la mise en place de la CEI.

TROISIEME PARTIE: RECOMPOSITION

Huitième chapitre : Des frontières inexistantes aux '*limes*' incertaines.

8-1 Des frontières de la Russie à celles de la CEI.

8-2 Le principe de l'inviolabilité des territoires sauf ...

Neuvième chapitre : Environnement *rouge, vert* ou *Gris* ?

9-1 '*Environnement-proche*' : l'Iran, la Turquie.

9-2 Les voisins inconnus.

Dixième chapitre : L'Asie centrale et le '*nouvel ordre mondial*'

10-1 La rivalité américaine et européenne au centre de l'Asie.

10-2 Des prévisions stratégiques pour l'avenir.

CONCLUSION GENERALE.

Bibliographie.

Annexes

Table de matières.

Préface.

Une meilleure formulation du problème est la première condition pour arriver à un résultat souhaité.

Thomas C. SCHELLING¹

Il est indispensable de donner un certain nombre de précisions sur les méthodes de travail. Depuis 1993, un ensemble de travaux a été effectué sur cette question; nous ne sommes plus en 1992, où le fait de trouver des papiers récents et sérieux sur la zone relève du domaine de l'impossible. Aujourd'hui un grand nombre d'ouvrages - souvent sous forme de travail collectif-, traitent de l'Asie centrale de deux manières :

- ceux traitant de l'ensemble de l'espace de la Communauté des Etats Indépendantes, la CEI, relevant une par une les problématiques de l'après-indépendance dans le cadre de quatre grands sous-ensembles (1- les pays Baltes : Lituanie, Lettonie, Estonie. 2 - la Russie 3 - les Etats occidentaux issus de l'URSS : Ukraine, Biélorussie, Moldavie et 4 - les Etats dits du sud, issus de cet empire; incluant les trois républiques du Caucase : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie et les cinq d'Asie centrale : Kazakhstan, la République Kirghize, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan). Les ouvrages de BREMMER/TARAS ou de DAWISHA/PARROTT en sont des exemples².

- et ceux qui sont consacrés entièrement à l'Asie centrale en prenant une par une les problématiques comme l'économie, le nationalisme, l'islam, les frontières, ... Le livre de BANOOAZIZI illustre bien ces propos.

Etant souvent le fruit des spécialistes anglo-saxons de la région, les livres de cette deuxième catégorie sont souvent, d'une manière générale, identiques en ce sens qu'il leur manque souvent une problématique principale à soulever; ils finissent par se ressembler. Les composants de la seconde catégorie, plus générale, se veulent complets sur l'ensemble de la CEI. Dans leur quête de la généralité, les auteurs - qui sont souvent les mêmes spécialistes de l'Asie centrale - renvoient le lecteur en recherche d'un approfondissement des problématiques aux ouvrages de la première catégorie.

En 1993, une série de dix volumes sous le nom de « Russian Litoral Project », a constitué un des premiers pas vers une étude sérieuse et globale de l'ensemble des questions soulevées par la chute de l'URSS. Des spécialistes occidentaux se sont fait aidés des chercheurs de la CEI, ainsi que des penseurs du monde turc et iranien pour mieux partager la tâche lourde de soulever de nouvelles problématiques.

¹ SCHELLING Thomas. C La stratégie du conflit Paris Ed : PUF. 1986.

² - Voir la bibliographie à la fin du travail.

Dans cette optique je pense que malgré les efforts déployés par les chercheurs en France, jusqu'à présent la question d'une recomposition régionale en Asie centrale, ont été traités soit par des méthodes outre que stratégique-politique, ou alors s'il y a eu un effort extra-journalistique dans ce sens, ils ont suivi les méthodes théoriques de l'ère bipolaire.

La présente thèse est le fruit de plus de six ans de travail³ aussi bien théorique que pratique sur le terrain. J'ai pu effectuer plusieurs voyages dans la région et constituer un réseau, non seulement en Asie centrale mais aussi en France, en Russie, en Iran et aux Etats-Unis. Ce papier se veut différent en ce sens qu'il ne prétend pas donner de réponses à toutes les questions mais de soulever de nouvelles questions dans tous les domaines relatifs à une recomposition stratégique de cette zone. En effet, « *Il faut se garder de penser que la perception des joueurs est la même que celle de l'analyste, ou que tel élément dont ce dernier subit l'influence aura le même effet sur eux* »⁴.

³ - 1992-93, dans le cadre du DEA des relations Internationales du Département des Sciences Politiques de la Sorbonne, et depuis dans le cadre de cette thèse de doctorat. TAVASSOLI Darius La recomposition géostratégique de l'Asie centrale DEA de Sciences Politique de la Sorbonne, Paris, 1993

⁴ SCHELLING. Thomas C Stratégie de conflit Paris Ed: PUF 1986.

INTRODUCTION

« Le changement qu'un spectateur perçoit dans son entourage n'est donc rien d'autre qu'un 'événement' au sens que l'on donne à ce mot dans la littérature historique, comme en témoigne n'importe quel tableau chronologique, bien que le lien entre les événements et la perception y soit le plus souvent occulté. Pour qu'il y ait événement, il est donc nécessaire qu'un changement se produise dans le monde même, et qu'il soit accessible à une pluralité de spectateurs virtuels, capables de se communiquer réciproquement les résultats de leurs perceptions »¹.

Six ans après l'indépendance des cinq pays d'Asie centrale issus de l'URSS, nous assistons à l'émergence d'un double phénomène : d'une part le fait que *« les républiques d'Asie centrale se sont retrouvées, d'un seul coup, face à un grand chantier qui était la création d'un Etat avec ce qu'il englobait à savoir: la création d'une légitimité politique, l'intégration nationale et les mécanismes nécessaires de la mise en place d'une participation politique et d'une justice économique »*². Autrement dit, ces Etats se sont retrouvés face à un ensemble de questions politiques, économiques, sociales, militaires auxquelles les Etats modernes occidentaux ont répondu au fur et à mesure de leur développement historique à travers des décennies, voire des siècles. L'appareil complexe de l'Etat, la mise en place des divers organes administratifs et judiciaire, la transition d'une économie planifiée à une économie de marché, l'adoption d'une nouvelle constitution, se mettent en place tout en gérant le déroulement de la vie quotidienne. D'un autre côté, le fait que l'ensemble des pays de la région et les grands Etats occidentaux se sont intéressés à l'indépendance des pays d'Asie centrale et du Caucase et du vide stratégique laissé par l'empire soviétique.

Les analyses contemporaines doivent trouver de nouvelles hypothèses et de nouvelles méthodologies de recherche permettant de mettre en valeur un des tournants majeurs de la dynamique politique en Eurasie. Il s'agit de l'effondrement du système soviétique qui a inauguré ce qui pourrait bien être une période de construction des Etats dont la dimension serait sans précédent au vingtième siècle. Les seules événements analogues - partielles - que l'on puisse trouver pour un tel événement sont l'effondrement de l'Empire des Habsbourg après la fin de la Première Guerre mondiale et le remplacement de l'Empire Russe par l'Etat Soviétique. Cependant, dans aucun de ces deux cas, le pays qui s'est

¹ POMIAN. Krzysztof *L'ordre du temps* Paris Gallimard 1984.

² MENON. Rajan « *In the Shadow of the Bear* » in: *International Security* été 1995, Vol 20, n° 1.

effondré n'avait joué un rôle aussi central dans l'organisation de l'ordre politique international et de l'équilibre des puissances (balance of power) que ne l'a fait l'URSS après la Deuxième Guerre mondiale. Si l'on veut trouver des analogies plus précises il faut nous tourner vers l'époque de la construction des Etats en Europe, au cours des seizième et dix-septième siècles. En outre, il ne faut pas considérer que le processus actuel de construction des Etats ne concerne que les Etats non-russes qui sont issus de l'ex-URSS. En Russie aussi il existe des efforts qui sont en cours et qui visent à construire un Etat radicalement différent. Ce processus exige de mettre en oeuvre une approche analytique complètement différente de celles que l'on a l'habitude d'utiliser pour travailler sur les dynamiques individuelles et collectives d'un système d'Etats déjà établi.

L'expérience de la mise en place des piliers d'un Etat moderne s'avère plutôt mitigée ; d'autant plus qu'il est difficile d'évaluer les conséquences d'un grand nombre d'actes entrepris dans un laps de temps si court. Quant au vide stratégique laissé derrière l'URSS, pour le moment aucun des pays voisins de la région : l'Iran, la Chine, le Pakistan, l'Afghanistan, ni aucune puissance externe à la région qui ait pu manifester un intérêt quelconque pour cette zone à savoir la Turquie, l'Inde, les Etats-Unis, l'Europe et dans un moindre mesure l'Arabie Saoudite, n'a pu présenter une hégémonie pour combler l'affaiblissement du rôle de la Russie.

Nous parlons d'un affaiblissement de la place de la Russie car, pour le moment, ce pays est loin d'être effacé dans les mémoires politique, économique, ethnique, religieuse, linguistique et surtout culturelle de la région. Malgré les spéculations précipitées des observateurs qui voyaient une disparition de la Russie de tous les aspects de cette région en faveur d'une arrivée triomphante de l'Iran, armé de son islam ou de la Turquie accompagnée d'un ombre panturquiste du passé et des prophètes de la démocratie et de la prospérité immédiate, à l'heure actuelle, il faut compter plus que jamais avec la Russie dans cette zone. Pour que ces propos puissent illustrer les justes idées de l'auteur, il faut donner quelques précisions.

Il est clair que la Russie est en perte de vitesse d'une manière vertigineuse dans les pays indépendants en Asie centrale et dans le Caucase ; il est tout aussi clair que d'ici vingt ans ce n'est pas de la Russie dont on parlera mais bien d'autres entités étatiques ou supranationales. L'influence du colonisateur du passé s'éteint au fur et à mesure du temps et de l'ouverture de ces Etats au monde entier. « *La langue russe ne sera plus la langue vernaculaire de l'Asie centrale ; elle est en perte de vitesse par rapport aux langues européennes notamment l'anglais* »³. Cela va de même pour les aspects socioculturels et économiques.

³ Olivier ROY lors d'un colloque sur la place de la Russie dans le monde d'aujourd'hui au CERI, le 28 février 1997.

Toujours est-il que six ans après l'indépendance de ces Etats, c'est la Russie qui est amenée à effectuer une gestion des crises et des conflits de l'ère de transition.

Par ailleurs, l'Asie centrale est en phase de devenir un enjeu majeur dans le domaine de l'hydrocarbure. Désormais à la rivalité classique des empires dans cette zone s'ajoute une compétition pour acquérir le contrôle de la production, de la commercialisation, du transport et de l'acheminement du pétrole et du gaz. L'Asie centrale est la troisième zone de réserve potentielle d'hydrocarbure. L'enjeu est de taille ; si les Américains l'ont réalisé avant la chute de l'empire et si les Russes commencent à élaborer une nouvelle doctrine énergétique dans cette zone⁴, c'est loin d'être le cas d'une part des républiques nouvellement créées ou encore moins que des pays européens.

Suite aux changements qui ont eu lieu depuis 1990 dans cette partie du monde, nous estimons qu'**une recomposition géostratégique est en cours**. Cette recomposition n'est qu'un ensemble de facteurs impliquant une multitude d'acteurs régionaux. Toutefois, il ne faut pas oublier que derrière ces mouvements le grand jeu ne se passe plus au milieu des empires séculaires présents dans la région; désormais outre la Russie, l'Iran, et l'Inde d'autres acteurs régionaux tels la Chine, la Turquie et le Pakistan sont présents. Par ailleurs, si au cours des XIX^e et XX^e siècles, la seule présence étrangère à la région se réduisait à la Grande-Bretagne, dans le cadre du nouveau jeu centre-asiatique l'acteur britannique a disparu, mais désormais nous sommes en présence d'une compétition croissante entre les Etats-Unis et l'Europe, comme un acteur encore non homogène, mais néanmoins symboliquement uni ; le rôle de la Grande-Bretagne s'est résumé à une présence économique au même titre que ses voisins Européens. Autrement dit, l'issue des événements et le leur déroulement en Asie centrale constituent une réalité à travers laquelle la compétition économique, politique, culturelle et même militaire entre l'Europe, les Etats-Unis et l'Asie, se réalise concrètement.

Nous allons voir les divers éléments de la présente étude à travers une *base théorique pluridisciplinaire*. Mais préalablement nous essayerons de délimiter le champ de l'étude en se situant géographiquement ; cela nous permet de mieux comprendre les divers éléments du titre.

A - Un élément territorial dynamique : l'ASIE CENTRALE ?

Depuis la délimitation des frontières entre la Russie tsariste et la Chine, on distingue l'Asie centrale orientale ou le Turkestan chinois, le Sinkiang de l'Asie centrale occidentale ou l'Asie centrale soviétique. Olivier Roy définit l'Asie centrale comme telle : « *les cinq des six républiques musulmanes de l'ex-URSS, à*

⁴ HOLOBOFF. Elaine « *Russia's draft energy security doctrine* » in : Jane's Intelligence Review January 1997.

savoir le Kirghizistan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan plus l'Afghanistan, l'Iran et le Sin-Kiang chinois »⁵. Marta Brill Olcott précise « La région était connue sous son nom soviétique de « Sredniaia Aziia i Kazakhstan » (l'Asie Moyenne et le Kazakhstan) ; elle devient désormais « Tzentral'naia Aziia » ou l'Asie centrale »⁶.

L'Asie centrale occidentale couvre plus de 4.000.000 de kilomètres carrés et s'étend de la Sibérie centrale jusqu'à l'Hindou Kouch dans l'Afghanistan central, de la mer Caspienne à l'ouest aux monts Tian-Chan à l'est. L'ensemble est marqué par l'aridité, la continentalité et une grande variabilité interannuelle des précipitations. On reconnaît deux grands types de climat, dont la limite passe approximativement par le cours du Sayr-Daria, séparant au nord le Kazakhstan de l'Asie centrale inéquatoriale. Le cœur de cette dernière est la Transoxiane, délimitée par l'Amou-Daria et le Sayr-Daria. Le climat du Kazakhstan, compris entre les 53° et 44° parallèles, est plus rigoureux que celui de la Transoxiane, situé entre les 44° et 36° parallèles. Le régime des précipitations diffère aussi. Au nord du Sayr-Daria, la moyenne en plaine est de 200 mm/an, répartis inégalement sur l'ensemble de l'année. Au sud de cette ligne et s'étendant jusqu'au plateau iranien et à l'Hindou-Kouch, les étés sont absolument secs sauf en altitude, avec des moyennes régionales variant de 50 mm/an (à l'ouest) à 500 mm/an (à l'est).

Dans la zone nord, qui correspond à l'actuel Kazakhstan, les rivières sont rares, et connaissent des crues peu marquées, d'origine essentiellement nivale, car elles drainent des régions peu élevées. Elles sont endoréiques sauf au nord pour celles qui font partie du bassin de l'Ob. Les basses eaux commencent avant l'été, qui est peu arrosé. Les flancs est des Tian-Chan donnent naissance au Tarim, qui coule en sens inverse (ouest-est) des rivières de la dépression aralo-caspienne. L'Histoire de la zone à l'est des Tian-Chan et du Pamir, située aujourd'hui dans la région autonome du Sin-kiang en république de Chine, est distincte de celle de la sphère aralo-caspienne ou de la steppe, tout en possédant de nombreux traits communs avec elles, en tant que sous-ensemble de la haute Asie. Il est nécessaire, donc, de ne pas confondre l'Asie centrale, tel qu'elle est définie, et « l'Asie 'intérieure' qui est composée de l'Asie centrale plus l'Afghanistan, la Mongolie et la province chinoise du Sinkiang »⁷.

B - La méthodologie du travail.

Il existe plusieurs questions à soulever avant de traiter le sujet. La période de la recherche documentaire s'arrête en septembre 1996 ; toutefois un certain nombre d'articles et d'entretiens sont venus s'ajouter aux documents existants.

¹ ROY Olivier « Ethnies et politique en Asie centrale » in: Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée Numéro spécial Des Ethnies aux nations en Asie centrale, Aix-en-Provence Ed : Edisud n° 59-60 .1991.

⁶ BRILL OLCOTT. Marta « *The Myth of Central Asia* » in : Orbis Vol 38, n° 4 Juillet 1994.

⁷ FOURNIAU. Vincent Histoire de l'Asie Centrale Paris Ed : PUF, Que sais-je ? n°2821, 1994.

Un de mes soucis majeur a consisté à éviter le piège des « *analyses simplistes* » ; ils constituent un risque dans le cadre d'une étude de type stratégique; il est vrai que l'éclatement de l'URSS a laissé beaucoup d'incertitudes dans le Caucase et en Asie centrale ; il est vrai aussi qu'un certain nombre de pays musulmans de la région disposent ou sont en quête du facteur nucléaire. Mais de là à extrapoler sur « *l'apocalypse islamique* », « *le danger immédiat d'un sud nucléarisé* » ou encore « *les supermarchés d'armements des cinq pays d'Asie centrale* », il existe des nuances.⁸

Un autre aspect de ce type d'analyse simpliste consiste à ne traiter de cette région qu'en termes de victoire de la démocratie sur les débris du communisme⁹. Cette vision linéaire de l'histoire limite la vision des spécialistes de la question en occident. Toutes ces républiques ne sont pas en quête de la démocratie ou de l'économie de marché comme moyen de légitimation. Cela ne vaut pas pour autant dire que, d'une part, les pays les moins démocratiques de cette zone ne sont pas pour autant en quête de la démocratie ultérieurement. Cela ne signifie pas non plus qu'il n'y a que la démocratie et le marché qui peuvent les remettre sur la voie du développement ; « *les marchés peuvent apporter l'efficacité et le bien-être à long terme, mais ils créent un désordre à court terme* »¹⁰.

La question de savoir si *le Kazakhstan fait partie ou non de l'Asie centrale* occupe une grande place au sein des divers débats qui structurent l'étude post-soviétique. Dans la présente introduction, je me contenterai de mentionner la question avant d'y répondre ultérieurement, cependant la plupart des textes, des livres et des Atlas, ainsi que les personnes que j'ai interrogées, parlent des « *cinq pays d'Asie centrale* » Il faut surtout compter avec l'importance des 'classiques' de l'étude sur la région¹¹; en effet, ils sont pratiquement unanimes concernant l'appartenance du Kazakhstan à l'Asie centrale avant l'effondrement de l'URSS. Le raisonnement *a contrario* consiste à poser la question de savoir pourquoi séparer le Kazakhstan de cette zone ? Nous y répondrons ultérieurement ; toutefois, il est de plus en plus clair de compter le Kazakhstan au sein de l'Asie centrale.

Le dernier *obstacle* est la question d'*objectivation*. Pour un chercheur qui consacre six années de sa vie à une région avec toute la part de la magie propre à la 'route de la soie' et qui, par ailleurs, trouve ses origines dans les différentes

⁸ Ce 'discours type' est souvent tenu par des journalistes qui n'ont qu'une connaissance très approximative de l'ensemble de la région et qui sont constamment en train de lancer des cris d'alarme à l'instar de Mr K. R. Timmerman ; son discours sur le danger nucléaire de l'Iran islamique au Sénat, le premier décembre 1992 en est un exemple. Il ne faut pas négliger, par contre, le danger de ce type de discours.

⁹ « *Les Kirghizes galopent vers la démocratie* » Libération, mercredi 18 mars 1992.

¹⁰ POLANYI. Karl The Great Transformation New York Ed: Farrar and Reinhart 1940.

¹¹ Voir les travaux de ALLWORTH. E comme : The Nationality Question in Soviet Central Asia New York, Ed: Praeger Press University; 1973. Voir aussi CRITCHLOW. J. Nationalism in Uzbekistan New York Ed : Westview Press . 1991

pages de l'histoire de ce monde, le fait de couper avec « *le sens commun* »¹² relève d'une épreuve quotidienne.

C - La problématique.

Les cinq pays issus de l'éclatement de l'URSS et l'Afghanistan se retrouvent dans une situation où, à l'absence d'une forte autorité étatique s'ajoutent une grande hétérogénéité ethnique ainsi qu'une dispersion des ethnies composant ces entités étatiques sur le territoire d'Etats voisins.

Par ailleurs, comme nous le verrons plus loin, la plupart des frontières - et parfois même des régions entières - sont l'objet de contestations de part et d'autre. C'est la raison pour laquelle nous assistons actuellement à une *recomposition de l'espace politique de l'Asie centrale*.

En se référant aux énoncés ci-dessus, nous pourrions, sans chercher à avancer des « *scénarios* » pour l'avenir - émettre les hypothèses qui sont, selon les cas, envisageables à court ou à moyen terme en Asie centrale.

Tout d'abord, dans ce nouvel espace se dessinent déjà les grandes lignes d'un « *nouveau grand jeu* ». Nous pouvons déduire de celles-ci la première caractéristique de cet espace: la « *conflictualité* ». Autrement dit, cette recomposition semble se présenter davantage sous une forme de rivalité (inter-étatique, intra-étatique, inter-ethnique...) plus que de coopération régionale. Nous sommes amenés ici d'essayer d'établir « *un système théorique* » nous permettant de voir tous les aspects des relations inter-étatique dans cette zone. Pour mieux voir l'articulation de ces théories en Asie centrale, il nous est indispensable d'établir une base théorique qui se veut différente de celle de la période bipolaire.

D - Tentative d'une construction théorique.

Parler d'une recomposition d'un espace international requiert avant tout la mise en place d'une base théorique de recherche. Nous assistons depuis très peu de temps à l'émergence d'un phénomène nouveau aux Etats-Unis dans les études de sciences politiques en général et dans celle des relations internationales en particulier. Il est désormais impensable de vouloir expliquer un phénomène politique par le biais d'une seule théorie bien définie. Nous sommes loin de la période des *réalistes* personnifiés par Raymond Aron en France et Hans. J. Morgenthau aux Etats-Unis. La fin de la guerre froide a entre autre signifié la fin d'une vision théorique bien encrée dans les rapport est/ouest. Dans un article très riche John Lewis Gaddis a mis en évidence la faiblesse des théories de l'aire bipolaire¹³.

¹² DURKHEIM. Emile *Les règles de la méthode sociologique* Paris Ed : Flammarion 1988 .

¹³ GADDIS. John. Lewis « *International Relations Theory and the End of the Cold War* » in : *International security* Vol 17, n° 3, Winter 1992/93.

En effet, une théorie unidimensionnelle est incapable de donner une explication cohérente et globale des phénomènes qui régissent la période post-communiste et l'indépendance des républiques d'Asie centrale. Il serait plus cohérent d'expliquer les divers phénomènes par un ensemble de théories qui se complètent, un ensemble des points qui s'articulent autour d'une recomposition de l'espace centre-asiatique. *Cette étude de caractère géostratégique ne vaut surtout pas une description de la scène centre-asiatique, basée sur la vision chronologique de l'histoire. En effet, depuis un certain temps, des auteurs tel Thomas Schelling ont posé les jalons d'un tel postulat. « Il nous sera aisé d'apprécier la pertinence des comportements réels que nous comprendrons mieux le mécanisme des règles 'correctes', c'est pour mieux les approprier à la situation. Nous pouvons être amenés à exercer un contrôle ou une influence sur le comportement des autres et il importe que nous disposons à cet effet d'une connaissance suffisante des paramètres susceptibles de jouer sur ce comportement. Limiter nos études à la théorie de la stratégie équivaldrait à restreindre nos investigations au seul domaine du comportement rationnel »¹⁴.*

Ce travail se propose de comprendre les mécanismes qui permettent aux divers facteurs économique, politique, énergétique, historique, culturel et ethnique de se dessiner comme facteurs stratégiques dans la configuration des forces en place aussi bien au sein du système que dans son environnement. Pour se faire il est nécessaire de multiplier les outils d'analyse théorique. Bien évidemment, il n'est pas question de pratiquer un « *mixage des théories en vue d'invention de toute pièce d'une explication* ». Il s'agit avant tout de s'intéresser aux divers éléments d'un système qui fonctionne ensemble mais qui ont une formation particulière et, donc, un rouage propre.

Nous nous permettons de nous servir de multiples outils d'analyse le cas échéant d'autant plus que « *La science politique s'est en grande partie constituée de méthode comparative. Celle-ci s'est très tôt imposé comme substitut à l'expérimentation; faute de pouvoir manipuler les objets sociaux en laboratoire, la sociologie propose de comparer les faits sociaux relevant des mêmes catégories, mais s'insérant dans des contextes différents de manière à expliquer ainsi leur genèse et les différences de configuration et d'agencement qui les distinguent* »¹⁵. A titre d'exemple, pour expliquer la perception des acteurs en place de leur force et de celle de leur vis-à-vis, les analyses de Thomas. C. Schelling peuvent nous servir d'outil d'observation¹⁶. Mais le premier point à aborder sera le fait de définir ce qu'est une théorie?

D - 1 Définition de la 'théorie'.

¹⁴ SCHELLING. Thomas C Stratégie de conflit Paris Ed: PUF 1986.

¹⁵ BADIE. Bertrand & BIRNBAUM. Pierre Sociologie de l'Etat Paris Ed: Pluriel 1982.

¹⁶ SCHELLING. Thomas C Stratégie de conflit op.cit.

Quel est le rôle de la théorie? Le rôle de la théorie a toujours été, non seulement de compter les événements du passé, ou d'essayer d'expliquer le présent, mais de proposer, au moins une esquisse, de ce qui pourrait advenir. Il s'en suit, toutefois, qu'un des moyens de confirmer la validité d'une théorie est de voir comment successivement elles remplissent chacune des tâches qui leur est attendue.

« La théorie est un ensemble d'emballage des modelés et des schémas, venus du passé, avec pour but d'en faire des termes usuels dans le présent pour pouvoir les utiliser dans le futur; sans ceux-ci toute tentative de prédiction et de pronostique se réduirait à un simple effort de deviner un événement »¹⁷.

Autrement la théorie se définit comme « *'un énoncé concernant les phénomènes inconnus qui sont basés sur les généralisations connues et acceptées comme telles et les conditions incertaines « les inconnus partiels », alors qu'une prédiction implique le lien du connu ou de la généralisation acceptée avec certaines conditions (connues) pour donner un énoncé sur les phénomènes inconnus »¹⁸.*

La théorie permet d'expliquer les régularités des comportements (Behaviour) et nous conduit de s'attendre à ce que les résultats (outcomes) produits par les unités interactives seront déjà tombés dans les classifications spécifiques. Le comportement des Etats et des gouvernants demeure, toutefois, indéterminé.

Une bonne théorie est la théorie qui satisfait deux conditions:

- elle doit précisément décrire une grande classe d'observation sur les bases d'un modèle qui ne contient que quelques éléments arbitraires
- elle doit permettre de faire des prédictions définies quant aux résultats de futures observations.

Dans son article, John Lewis Gaddis classe les théories de relations internationales comme suit :

1) Le behaviouralisme (the Behavioural).

Cette théorie se base sur l'ascension de l'empirisme classique, selon laquelle on peut seulement comprendre ce qu'on peut directement observer et mesurer. Au cours de ce développement, nous remarquons que les behaviouralistes ont eu du mal quant à la construction d'une théorie quelconque. Par ailleurs, nous serons amenés à nous poser des questions telles que finalement la théorie est devenue la même chose pour les behavioralistes que la société sans classe au marxisme-léninisme: un but? A force de s'acharner sur la récolte de ce qui est observable et de vouloir en faire une matière première en plus en vue de la construction de la grande théorie, ils se sont basés seulement sur l'espoir d'en faire « une ».

¹⁷ GADDIS. John. Lewis « *International Relations and the End of the Cold War* » *op.cit.*

¹⁸ FREEMAN & JOB « *Scientific Forcastes in International Relations: Problems of Definitions and epistemology* » in : *International studies Quarterly* Vol 23, n° 1, Mars 1979.

2) Le structuralisme (the Structural).

Le structuralisme diffère du behaviouralisme en cela que le premier se base sur l'inobservable cependant, dorénavant, les structures non mesurables modèlent les relations internationales dans les voix mesurables et observables. *Grosso modo*, les structures inobservables produisent des effets observables.

3) L'évolutionnisme (the evolutionary).

L'évolutionnisme combine les éléments, à la fois du structuralisme et du behaviouralisme, mais les étend à un troisième axe qui est celui du Temps. Cet élément de 'temps' n'effectue pas seulement une influence sur les deux précédentes approches, il peut obscurcir également la distinction entre les deux. Arrêtons-nous sur cette notion d'évolutionnisme.

Les évolutionnistes supposent l'interaction du comportement et de la structure dans le monde de la politique et intègrent des phénomènes observables et non observables dans leurs explications. Mais leur caractère distinctif principal - celui qui différencie le plus distinctement les évolutionnistes des autres théoriciens - est l'attention qu'il porte dans les changements des comportements et des structures au fil du temps. Pour les évolutionnistes, le temps lui-même a de l'influence sur ce qui se passe, dans la mesure où il fournit le cadre chronologique que nous utilisons pour donner du sens à ce qui est arrivé. Une représentation statique du comportement et de la structure peut fonctionner relativement bien quand les objets décrits sont inanimés ou quand les organismes répertoriés sont incapable d'apprendre grâce à l'expérience¹⁹. Mais les êtres humains apprennent du passé. L'histoire permet d'hériter de caractères acquis même si la biologie ne le permet pas²⁰. Pour cette raison, le passage du temps, qui est le processus par lequel on accumule l'expérience, affecte le comportement et la structure de façon tangible et intangible : cela constitue un troisième axe autour duquel devrait s'articuler la recherche d'une théorie des relations internationales.

Cependant, les évolutionnistes ne sont pas tous d'accord sur la façon dont le temps produit ses effets. Les évolutionnistes linéaires ont tendance à percevoir les processus historiques comme irréversibles : comme le temps lui-même, l'histoire se déroule dans une seule direction; un retour à des conditions antérieures est aussi improbable qu'une flèche inversant sa direction au milieu de sa trajectoire. De ce point de vue, l'avenir ne ressemblera pas au passé ; on peut cependant en prévoir certains aspects en calculant les trajectoires des tendances historiques.- ou des flèches - qui vraisemblablement ne changeront pas de direction. Les évolutionnistes cycliques croient, bien que le temps avance et ne recule pas, que les processus historiques peuvent évoluer dans les deux directions : ils peuvent s'inverser malgré le déroulement du temps ; le cycle est une

¹⁹ Bien que ce ne soit pas parfait : comme Darwin l'a fait remarquer il y a longtemps, la sélection naturelle fournit même à l'organisme le plus primitif une manière 'd'apprendre', au moins indirectement, des expériences du passé.

²⁰ Voir : CARR. E. H. What is History ? New York Ed : Vintage Books 1961.

métaphore plus appropriée que celle de la flèche. De ce point de vue, par moment, même s'il ne s'agit pas d'une réplique exacte l'avenir ressemblera au passé. On peut en prévoir certains aspects grâce à la compréhension de la fréquence, de l'amplitude et des implications des cycles historiques.

Il est certain que les différences entre les analyses historiques *cycliques* et *linéaires* ne sont pas dans la pratique aussi distinctes. Car si l'avenir était totalement différent du passé, nous n'aurions aucune catégorie nous permettant de le caractériser: chaque matin - en vérité chaque moment - serait complètement nouveau²¹ et aucune prévision ne serait possible. Inversement, si le futur ressemblait toujours au passé, tout serait prévisible et il n'y aurait pas besoin de faire de projection²². Cependant, les évolutionnistes ont tendance à travailler dans le cadre de systèmes de références linéaires ou cycliques quand ils font des généralisations sur le passé; le choix qu'ils font affecte leur vision de l'avenir.

Comment définir l'évolution linéaire? La croyance que les processus historiques évoluent de façon linéaire remonte aux '*Anciens Hébreux*', mais c'est Karl Marx qui a élaboré la principale théorie du changement historique irréversible en inversant la dialectique hegelienne en insistant sur le fait que les forces économiques profondément enracinées - les changements dans '*les moyens de production*' pour utiliser les termes de Marx - déterminent la structure des sociétés et le comportement des Etats, les poussant vers l'avant dans le temps de façon inexorable et par conséquent largement prévisible. Marx cependant n'a pas totalement nié la possibilité d'une autonomie individuelle dans l'histoire: '*Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas comme ils le souhaiteraient; ils ne la font pas dans des conditions qu'ils choisissent eux-mêmes mais dans des conditions directement trouvées, données et transmises par le passé*'²³.

D - 2 Défaillance des outils théoriques datées de la Guerre-froide ?

Chacune de ces théories, le behaviouralisme, le structuralisme et l'évolutionnisme, ont leurs propres faiblesses. Le behaviouralisme tente seulement de mettre l'accent sur « *l'observable* », *le phénomène mesurable* et par delà, il exclut de cette vision tous ce qui ne rentre pas dans cette catégorie. Le structuralisme, en prônant le démarche inverse, produit un jugement impressionniste et des conclusions invérifiables. Par ailleurs, aussi bien le behaviouralisme que le structuralisme rejettent le rôle du temps dans le cadre de la politique internationale ; un élément qui est pris en compte par l'évolutionnisme, seulement aux dépens d'une distinction entre le comportement

²¹ Pour une poignante analogie médicale, Voir : SACKS. Oliver *The Man Who Mistook his Wife for a Hat, and Other Clinical Tales* New York Ed : Harper and Row, 1987.

²² GADDIS. J.L « *International Relations and the End of the Cold War* » *op.cit.*

²³ MARX. Karl *le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* Paris Ed : Sociales 1979.

et la structure, en première place. Nous voyons à nouveau que c'est dans les cas rares où une théorie quelconque a réussi à prendre la place des tautologies de Morgenthau²⁴.

En effet, on ne s'est jamais posé la question de savoir ce qui se passerait si ces blocs devaient commencer à se désintégrer sans qu'il n'y ait de guerre ? Kaplan affirmait qu'au sein d'un bloc plus la hiérarchie est importante, plus celui-ci résistera à la fragmentation : les coalitions qui s'étaient formées sur une base volontaire auraient tendance à disparaître plus facilement que celles qui se sont édifiées et qui ont perduré grâce à un pouvoir central fort. L'instabilité au sein des coalitions volontaires pousserait probablement le système dans son ensemble vers l'uni-polarité; dans le cas peu probable où les coalitions forcées devraient être démembrées, le système international retournerait à une configuration d'équilibre des pouvoirs, ou vers une forme d'organisation internationale. Un affaiblissement simultané des deux coalitions ferait également probablement renaître l'idée d'un système d'équilibre des pouvoirs ou encouragerait un mouvement vers une forme de gouvernement central mondial.

La critique principale de la méthode de Kaplan résidait dans le fait qu'il n'est pas parvenu à distinguer la structure de ces systèmes internationaux respectifs du comportement même des Etats. Dans un effort pour expliquer comment les systèmes peuvent devenir instables et évoluer vers quelque chose d'autre, il a donné comme argument que les *processus à l'intérieur des Etats* pouvaient façonner les structures systémiques. Ceci n'aurait rien d'exceptionnel si Kaplan n'avait pas également insisté sur le fait que les *systèmes internationaux* déterminent le comportement des Etats. Mais du fait que Kaplan a soutenu cette affirmation, la logique de son analyse, et par là-même sa capacité à faire des prévisions était contestable²⁵. C'est du moins l'argument que Kenneth Waltz, le principal critique de Kaplan et le 'structuraliste' le plus renommé de la théorie des relations internationales contemporaines, a énoncé en 1979. Dans son livre, *Theory of International Politics*, Waltz a cherché à sauver l'approche structuraliste en faisant une nette distinction entre ce qu'il appelait les phénomènes au 'niveau des systèmes' et au 'niveau des éléments'. Il insistait sur le fait que toute théorie qui cherchait à rendre compte ou à anticiper les fonctionnements d'un système international, devait se préoccuper uniquement des caractéristiques du système ; il ne pouvait rendre la question compliquée en introduisant le comportement des Etats pris individuellement à l'intérieur du système.

Qu'est-ce que tout cela impliquait au sujet de l'avenir de la guerre-froide ? Une lecture superficielle de Waltz suggérerait le fait qu'il a décrit la bipolarité

²⁴ GADDIS. John. Lewis « *International Relations and the End of the Cold War* » *op.cit.*

²⁵ WALTZ. N. Keneth *Theory of international politics* New York Ed : Random House 1979.

comme étant *'plus stable que la multipolarité'* et parce qu'il a défini la *'stabilité'* comme simplement la capacité du système à durer²⁶, il s'est trompé en 1979 : la multipolarité a duré ; trois cents ans ; la bipolarité ne lui a survécu que 10 ans. Mais Waltz a pris soin de relever que les acteurs principaux dans le système multipolaire d'avant la Seconde Guerre Mondiale avaient changé fréquemment. Des sept grandes puissances qui existaient en 1700, seules la France et la Grande-Bretagne continuaient à jouir de ce statut en 1939. La Turquie, la Suède, l'Espagne, l'Autriche et les Pays-Bas avaient tous perdu leur position dominante au moment où la Seconde Guerre Mondiale a éclaté. L'Allemagne, l'Italie, le Japon et l'Union Soviétique les avaient supplanté. La bipolarité américano-soviétique semblait solide quarante ans plus tard parce qu'aucune troisième puissance n'avait développé des capacités comparables à celles de Moscou et Washington, mais il était *'peu probable que le système dure aussi longtemps que le précédent'*²⁷. C'est là que Waltz s'est trompé : il a envisagé la possibilité que le comportement américain et soviétique au sein d'une structure bipolaire puisse évoluer de la confrontation à la collaboration; mais il n'a pas envisagé la possibilité que la structure elle-même puisse changer ou que des changements dans les politiques des nations en son sein puissent contribuer à ce processus.

L'échec pour expliquer le changement structurel a toujours été le point le plus faible dans la théorie de Waltz. Car si les structures systémiques reflètent en fait la distribution des capacités *'d'unité traversantes'*, et si les changements dans cette distribution peuvent en fait altérer de telles structures, alors il est difficile de voir d'où peuvent provenir ces changements excepté des changements dans les capacités des Etats au sein du système. Ces changements peuvent survenir, à leur tour, d'une décision de faire la paix avec des ennemis, ou de la reconnaissance qu'on ne peut plus continuer la compétition avec des ennemis ou des deux - les deux perspectives ne sont pas incompatibles comme l'a démontré la politique soviétique après 1985. Mais dans les deux cas, elles résultent d'actions prises à *'l'intérieur des unités'* et parce qu'elles façonnent les capacités, elles *'affectent les structures'*. Egalement. Waltz, lui-même, reconnaît que la structure n'explique pas tout ce qui se passe dans le monde politique: *« pour expliquer les résultats, on doit regarder les capacités, les actions et les interactions des Etats aussi bien que la structure de leurs systèmes »*²⁸. Les causes au niveau national et international rendent le monde plus ou moins pacifique et stable²⁹.

C'est dans ce sens qu'on voit que l'absence de la théorie est le handicap principal face aux efforts de prévision et de pouvoir mesurer le futur à court ou

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Ibid.*

moyen terme. Constatant les impacts de changements internationaux sur la conception même de la théorie nous amène à voir clairement qu'il existe une insuffisance au niveau théorique pour l'étude des relations internationales.

D - 3 Défaillance des anciens outils de travail théorique.

Nul ne s'est posé la question de savoir pourquoi les événements de 1988 à 1989 n'ont jamais été prévus par aucune des théories dites *dures* des relations internationales. La disparition du communisme et de l'Union Soviétique comme une des deux superpuissances de l'aire bipolaire, a laissé perplexe tous les théoriciens de cette discipline. La chute du mur de Berlin, l'indépendance d'un grand nombre d'Etats en Europe centrale et orientale, ainsi qu'en Asie et finalement la rupture de l'équilibre bipolaire, comme la conséquence de cette disparition ont grosso modo fait tomber en désuétude une grande majorité des théories des relations internationales.

La principale raison de ce phénomène réside dans le fait que toutes ces théories se sont basées sur le monde de l'après-guerre froide, c'est-à-dire le monde bipolaire ; la disparition de ce monde a mis en branle les fondements de ces théories. C'est dans ce cadre qu'une nouvelle révision de ces théories semble nécessaire. En effet, pendant plus de quatre décennies de guerre froide, la menace soviétique pesait à travers des chiffres et de statistiques sur les démocraties occidentales. « *Cette force militaire, composée de 5 millions de personnes en uniforme, près de 27 000 armes nucléaires, 55 000 chars, plus de 200 divisions armées, 6 000 bombardiers, 9 000 lanceurs de missiles sol-air, près de 300 navires de combats et autant de sous-marins. Cet arsenal avait été disposé sur plus d'un millier de sites de lancement de missiles, des postes de défense aérienne, de dépôts de munitions et de bases navales autour de ce continent qu'était l'URSS* »³⁰.

« *Mais les théoriciens ont aussi commencé à tourner leur attention vers la possibilité du changement irréversible au niveau du comportement individuel et étatique peut apparaître à une échelle mondiale et cela peut, à long terme, modifier les structures systémiques* »³¹.

Or la nature des conflits et le schéma de la fracture au niveau international comme au niveau régional a connu des changements. Le clivage « Est-Ouest » sera-t-il désormais remplacé par une fracture dite de manière simpliste « Nord-Sud » ? Dans cette hypothèse, il faut prêter attention à cette ligne longue de 18 000 kilomètres qui s'étend de Tijuana à l'embouchure du Tumen, en passant

³⁰ - MAYER. Stephen. M in : COLTON. Timothy.J & LEGVOLD Robert After the Soviet Union New York, Ed : Norton & Vompany, 1992.

³¹ KEOHANE. Robert. O & NYE. Joseph. S Power interdependence: World politics in Transition Boston Ed: Little, Brown 1977.

par le Rio Bravo-Rio Grande, la Thrace, le Caucase du Sud, l'Araxe, l'Atrek, l'Amou-Daria, la chaîne des Sayan et le fleuve Amour : 9% de la longueur des frontières du monde, qui dessine non pas un nouvel Equateur mais une ligne de discontinuité démographique, économique et surtout culturelle majeure.

Dans la quasi-totalité des guerres régionales qui survivent à la guerre froide, mais dans des contextes complètement modifiés (Cambodge, Afghanistan, Guatemala), on est passé d'une dynamique d'internationalisation balisée par les superpuissances à une internationalisation parfois construite sur le vide. D'une désaffiliation universaliste à une affiliation particulariste. La prédation économique, le pouvoir brut ou l'inertie de la guerre sont autant des moyens que des buts de guerre; on ne fait pas la guerre nécessairement pour atteindre des objectifs préalablement définis, et c'est en faisant la guerre que l'on trouve la motivation nécessaire à sa poursuite. Dans ces cas, la guerre n'est plus la continuation de la politique par d'autres moyens, comme dans le schéma classique de Clausewitz, mais parfois l'expression première de formes d'action ou d'organisation en quête de sens. La guerre n'est plus, ou en tout cas de moins en moins, une institution soigneusement contrôlée ou manipulée par les Etats. « Elle est plutôt un processus qui révèle le dérèglement interne de certaines sociétés et les pertes de sens qui en découlent »³². « La guerre devient ainsi, non pas le moyen ultime d'atteindre des objectifs, mais la manière la plus efficace de s'en trouver un »³³. L'Asie centrale actuelle nous permet de constater une fois de plus qu'il est nécessaire de raisonner en terme d'un fait. Il s'agit « du fait de se trouver dans une situation mixte conflit/intérêt »³⁴ au sein d'un système régional.

D - 4 Le système régional d'Asie centrale.

Cette analyse de la recomposition géostratégique se veut avant tout une « analyse systémique ». Il s'agit de prendre en compte la zone géographique déjà citée comme un « sous-système régional ».

En ce qui concerne le cadre systémique du travail, quelques définitions préalables semblent nécessaire d'autant plus qu'il s'agit de ne pas se lancer dans un « labyrinthe de discours théoriques » au long de cet exposé. En se basant essentiellement sur les analyses de D. Easton et de M. Kaplan, nous essayerons d'appliquer les notions de base de l'analyse systémique telles que: « la boîte noire », « input, output, feed-back » et enfin les notions telles « l'environnement et interactions ». Le système n'est pas figé ; il est d'abord un système de transformations. L'environnement exerce sur lui des pressions auxquelles il réagit, soit en se transformant, soit en réagissant sur cet environnement. Le milieu influe

³² HERMET. Guy Culture et démocratie Paris Ed : Albin Michel/UNESCO 1994.

³³ LAÏDI. Zaki Un monde privé de sens Paris Ed: Fayard 1994.

³⁴ SCHELLING. Thomas C Stratégie de conflit op.cit.

sur le système, provoque des transformations du système et subit les effets du système.

Il faut distinguer les transformations *dans le système* et les transformations *du système* ; les premières modifient l'état du système sans changer ses caractéristiques. Une source de lumière provoque une contraction de la pupille. Mais cette transformation n'affecte pas les caractéristiques fondamentales du système. D'autres événements au contraire, en modifiant l'état du système, en altèrent définitivement les caractéristiques. Des piqûres répétées de morphine provoquent une dilatation permanente de la pupille et modifient ainsi les caractéristiques du système oculaire. La clé de ces transformations réside dans la notion '*d'auto-régulation*'. Tout système a tendance à rétablir son équilibre face aux événements qui le transforment. Cet équilibre n'est pas un retour à la situation antérieure, au *statu quo ante*, mais un équilibre dynamique. On dira que cet équilibre est *stable*, non s'il reste immobile, mais s'il varie à l'intérieur de certaines limites déterminées. Il sera qualifié d'équilibre *instable* si les fluctuations dépassent ces limites. Il y aura *ultra-stabilité* si le système peut rectifier le mécanisme de contrôle de sa propre stabilité.

L'instrument fondamental de l'équilibre d'un système est la notion de '*rétroaction*' (feed-back). Le système réagit aux effets que produit à l'extérieur son action antérieure, comme la chauve-souris se dirige d'après l'écho de ses cris. La rétroaction peut être '*positive, amplificatrice*' : panique dans une foule, inflation monétaire. Elle peut être '*négative, réductrice*' : thermostat d'un appareil de chauffage, pilotage automatique.

Ce survol de quelques principes d'analyse systémique nous conduit à faire deux observations. En premier lieu, les transformations du système sont intégrées dans une théorie de la stabilité. Stabilité, non *statu quo ante*. Le système n'est pas un pantin qui retombe en place quand on le lâche, mais un mobile qui maintient son équilibre tout en se modifiant sans cesse. Stabilité tout de même. Tous les changements extérieurs ou intérieurs sont intégrés au système, qui s'y adapte. Le changement social n'est donc pas analysé en termes de rupture, de révolution, mais d'évolution, de continuum. Certes, les docteurs *ès systèmes* affirment que leur modèle rend aussi bien compte d'octobre 1917 que du remplacement de M. Wislon par M. Heath. Mais la manière dont le problème est posé implique une hypothèse implicite, la recherche de l'équilibre. David Easton a explicité cette hypothèse par analogie avec le principe biologique de la lutte pour la vie.

En second lieu, le système n'est pas analysé en soi, mais dans ses rapports avec l'environnement. C'est-à-dire dans ses rapports avec d'autres systèmes. La théorie générale des systèmes incite à l'étude des rapports entre systèmes. Ces rapports peuvent être horizontaux ou verticaux, lorsqu'un système comprend des sous-systèmes, c'est-à-dire des éléments organisés eux-mêmes en systèmes. Ainsi, on parlera du '*système mondial*' et des '*sous-systèmes régionaux*'.

Par cette notion de « *système* », donc, nous entendons un certain degré de cohérence interne, une « *institutionnalisation* » de l'ensemble; l'accent est mis sur la capacité de celui-ci à répondre aux besoins de cet ensemble : la « *conversion capacity* », selon M. Kaplan. Cette capacité propre de conversion ou d'apports qualitativement nouveaux peut être mesurée selon un certain nombre de critères généralement axés sur certaines complexités, d'autonomie et de cohérence du *système*.

La notion de « *système régional* » peut être considérée comme l'expression conceptuelle cohérente d'une tendance fondamentale de la société internationale contemporaine au regroupement. En d'autres termes, le *système régional* est la formation institutionnelle d'une réalité politique: le régionalisme. A la différence des diverses formes d'entente entre Etats que connaît la vie politique internationale, il tend à se développer dans un cadre spatial et politique relativement bien défini et il est fondé sur une certaine solidarité entre les Etats membres, dont le contenu peut varier d'un cas à un autre. Sous cet aspect, la notion de système régional est axée sur l'idée de la *région*. En cela, elle s'oppose aux principes universalistes qui se trouvent à la base de l'organisation de la société internationale telle qu'elle fut conçue par la Charte de l'Organisation des Nations Unies mais qui a subi un large échec durant la période de la Guerre Froide.

En même temps, la notion de *système régional* tend à organiser une certaine continuité et une certaine stabilité en vue de la réalisation d'objectifs communs durables et s'inscrivant dans la logique du concept de système.

Il est évident que la notion de *région* est vague et ambiguë; nous tenterons de démontrer que dans le cadre de l'Asie centrale cette ambiguïté prend parfois une forme d'obsession. Par ailleurs, aucune organisation régionale ne s'est encore implantée solidement dans cette zone, mais la question est de savoir : *si cette entité peut être considérée comme un embryon d'un quelconque système?* C'est la raison pour laquelle tout au long de cette analyse, nous utilisons cette terminologie. En effet, « *Les dynamiques du système limitent la liberté des unités qui le composent; de là, la prédiction de leur comportements, ainsi que le résultat de ces comportements deviennent plus à la portée de la main* »³⁵.

Morton A Kaplan distingue six modèles d'action susceptibles d'être mis en oeuvre pour réguler les conflits. Marcel Merle en propose trois : « *domination, équilibre des forces et concertation* »³⁶.

La *concertation*, qui est un des modèles proposés par Marcel Merle, est un modèle de règlement qui peut intervenir soit pour consolider la paix à l'issue d'un conflit, soit pour prévenir la survenance d'un conflit. Selon lui « *Les vertus de ce*

³⁵ GADDIS. John. Lewis « *International Relations and the End of the Cold War* » *op.cit.*

³⁶ MERLE Marcel *La crise du Golfe et la nouvel ordre international* Paris Ed : Economica 1991.

modèle ne sont pas épuisées comme le prouve les négociations qui se déroulent dans le cadre de la CSCE depuis 1975, en marge des Nations Unies »³⁷.

Les trois modèles constituent bel et bien des systèmes au sens où Kaplan l'entend, à savoir une régulation interne au modèle des lois propres à chacun d'entre eux et les entrées et sorties mais c'est seulement le troisième modèle qui constitue un cas d'étude de *régime international* au sens où Krasner l'entend. Le modèle d'équilibre des forces qui est « *aussi vieux que le monde* » peut être considéré comme *un modèle tacite de régime international* sans qu'il y ait des lois officielles écrites pour la gestion des conflits.

Nous essayerons d'identifier et le cas échéant de délimiter l'environnement de ce sous-système. Depuis l'indépendance de cette région par rapport à la Russie et suite à la création d'un *sous-système régional*, un *environnement régional* et international réagit sur cet ensemble. Cet environnement est pris en compte sous forme de diverses coquilles qui entourent l'Asie centrale. La première couche est composée de la Russie et des voisins immédiats de la région : l'Iran, l'Afghanistan, la Chine ; la deuxième couche est constituée d'un ensemble d'Etats et d'entités politiques qui influencent directement ou indirectement le déroulement de cette recomposition en cours ; la Turquie, le Pakistan, l'Inde, le Caucase et la zone à majorité habitée par les Kurdes au nord de l'Irak, ainsi qu'en Iran et en Turquie. Et, finalement, la troisième couche qui est l'environnement international : les Etats-Unis, l'Europe occidentale, l'Asie et les divers mécanismes internationaux d'ordre politique (l'ONU), économique (Banque Mondiale, FMI) ou militaire (OTAN).

L'imbrication inextricable des divers acteurs régionaux dans une multitude de zones rend extrêmement difficile une étude de type '*chirurgical*' sur l'Asie centrale proprement dit. Nous essayerons de voir un par un l'implication de ces acteurs régionaux et internationaux dans cette zone.

Tout d'abord en ce qui concerne la Russie, il faut noter qu'après l'effondrement de l'URSS, elle se présente comme la seule héritière de cet empire. Depuis le milieu du XVIII^e siècle et les premières incursions de la Russie tsariste dans le '*Turkestan*'³⁸, ce pays se présente comme la super-puissance régionale. Dans le cadre de ce travail, on ne prendra en compte que les implications centro-asiatiques de ce pays; son immense territoire, ses dimensions européennes, est-asiatique et internationales ainsi que l'évolution de sa politique interne ne nous intéresse pas en soi sauf si ce n'est que dans leur rapport avec les perceptions de divers acteurs politiques susceptibles d'influencer les rapports de la Fédération de Russie avec son « *étranger-proche* ».

³⁷ MERLE Marcel *La crise du Golfe et la nouvel ordre international* op.cit.

³⁸ - Le nom du Turkestan, d'usage courant jusqu'à la Première Guerre mondiale désignait une vaste région s'étendant des confins de la Mongolie à la mer Caspienne. On distinguait alors le Turkestan chinois, le Sinkiang ou le Sinkiang du Turkestan russe, dénommé à partir des années 1920, l'Asie centrale soviétique.

« *L'Iran en jouant une carte essentiellement idéologique au Moyen-Orient et en Afrique du nord* »³⁹, est par ailleurs un des trois piliers de la stratégie américaine dans la zone du Golfe persique, avec l'Irak et l'Arabie Saoudite. Dans cette zone les actions de la République islamique ont plus un caractère militaire plus marqué qu'ailleurs. La réouverture de sa frontière nord étendue sur plus de 1740 km (y compris la frontière maritime sur la mer Caspienne, longue de 630 km), a d'une part effacé un vieux tabou, datant de plus de 75 années de communisme, et d'autre part lui a permis d'élargir son champs d'action vers de nouvelles zones géographiques. Cette ouverture nécessite d'autres moyens d'intervention que l'arme idéologique et les moyens militaires. Cette combinaison de moyens d'action anciens et nouveaux sera prise en compte dans le cadre de l'Asie centrale.

La Turquie, 'le pont entre l'Europe et Asie', est aussi impliquée au Moyen-Orient et désormais d'une manière plus active dans les Balkans. A ses vieilles frictions avec la Grèce (dans la « *question Chypriote* ») et avec la Bulgarie (présence d'une forte minorité turque dans ce pays), s'ajoutent désormais les problèmes issus de l'éclatement de la Yougoslavie. L'expansion serbe, soutenue par la Russie et la France au début du conflit bosniaque face à une Croatie, appuyée par l'Allemagne, a irrité la Turquie. Quelle serait sa position face à la disparition de la seule entité étatique musulmane: la Bosnie-Herzégovine avant le règlement du conflit sous l'égide des Etats-Unis? Ce membre eurasiatique de l'OTAN frappe depuis des années à la porte de l'Union Européenne; le refus européen pourrait-il inciter la Turquie à s'intéresser davantage à ce qui se passe à l'Est de ses frontières? Le Caucase mis à part, c'est dans le cadre de ses agissements en Asie centrale que cet acteur retiendra notre attention.

Malgré le bouleversement radical qu'a connu le « *monde communiste* », la **République Populaire de Chine** demeure une démocratie populaire. Avec une population de plus d'un milliard d'habitants, ce pays des Hans abrite une minorité musulmane, composée notamment des *Huis*, « les chinois musulmans » et des *Ouïgours*, d'origine altaïque. Le Sinkiang chinois constitue l'autre moitié du « *milieu des empires* »⁴⁰. Dans le présent travail, nous traiterons des Ouïgours en tant qu'acteur transnational au-delà des actions directes ou indirectes du gouvernement chinois en direction de l'Asie centrale. Nous pensons que l'action chinoise en Asie centrale est une des plus réfléchi de l'ensemble des acteurs

³⁹ La présence des 'Pasdarans', les gardiens de la révolution, au Soudan, l'aide implicite aux islamistes de l'Egypte, le soutien ouvert au FIS algérien, et enfin, un regain de sympathie auprès des chefs d'Etats musulmans d'Afrique noire, en sont quelques exemples les plus significatifs.

⁴⁰ Pour une étude approfondie au sujet des musulmans chinois, le travail de Michel Jan dans l'ouvrage collectif avec René Cagnat *Le milieu des Empires* reste un œuvre non-négligeable. En effet la part des population Ouïgour dans des différents Etats d'Asie centrale est d'ordre suivant : 14.000.000 en Xinjiang, 185.000 au Kazakhstan, 37.000 en Kirghizistan et 36.000 en Ouzbékistan. Il est indispensable de signaler que le chiffre relatif au Sinkiang inclut, entres autres, les musulmans chinois, les Huis.

régionaux ; il s'agit d'une ouverture économique massive tout en restant prudente quant aux agissements politiques en Asie centrale. Pour cela, la Chine n'est pas pour le moment un acteur qui existe en agissant sur une recomposition de cette zone mais qui se donne les moyens de le devenir dans un avenir relativement proche pour mieux négocier son intégrité territoriale avec la Russie et l'Inde dans le contexte régional et les Etats-Unis dans un cadre plus vaste.

L'**Afghanistan** est depuis 1979, en quelque sorte une partie de l'Asie centrale; cela est dû à l'implication de nombreux soldats d'origine d'Asie centrale dans l'occupation de ce pays par l'Armée rouge. Dès l'indépendance du Tadjikistan les interactions entre ces deux pays se multiplient. La guerre civile au Tadjikistan s'est régionalisée à partir du moment où la Russie et l'Ouzbékistan d'une part et les divers factions de forces armées afghanes s'y sont intéressés.

Par ailleurs, le **Pakistan** se pose comme un outsider dans cette région. Les tentatives de ce pays de rassembler les musulmans du sous-continent indien ne se bornent plus à l'Afghanistan voisin mais à l'ensemble des républiques centro-asiatiques. L'émergence des Talibans comme force hégémonique en Afghanistan et le soutien inconditionnel du Pakistan à ces derniers montre clairement l'intérêt croissant de ce pays pour l'Asie centrale.

L'implication du **Pakistan** dans cette zone attire les attentions de l'Inde vers cette région ; toutefois les actions de ce dernier en Asie centrale sont extrêmement limitées à l'heure actuelle.

La région de **Caucase**, se trouvant de l'autre côté de la mer Caspienne, est une zone turbulente entre les trois puissances régionales : la Russie, l'Iran et la Turquie, déjà impliquées en Asie centrale. Nous estimons que le fait de l'existence de tensions dans cette zone multiethnique et les précédentes interventions de l'armée russe dans cette région, exercent une influence directe sur le déroulement de la gestion des conflits en Asie centrale. Par ailleurs, les intérêts de la Russie pour le passage de l'hydrocarbure vers l'Europe à travers cette zone et la stabilité régionale du Nord-Caucase peuvent avoir des impacts directs sur le choix des tracés des oléoducs et des gazoducs des décideurs économiques et politiques. Finalement, le statut de la mer Caspienne est un sujet important de litige qui met côte à côte l'Azerbaïdjan et deux des Etats de l'Asie centrale, riverain de la mer Caspienne : le Kazakhstan et le Turkménistan, face à la Russie et l'Iran.

Le **Kurdistan** est une région partagée entre l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. En quoi le sort de cette région peut être lié à l'Asie centrale ? Tout d'abord comme nous parlons d'une recomposition géostratégique dans cette zone, l'Iran et la Turquie se voient impliqués. En effet, depuis le démembrement de l'empire ottoman, cette région est le centre d'un grand nombre de révoltes des kurdes contre les gouvernements centraux. Le glacié de la guerre froide n'aurait jamais laissé imaginer une modification interne à ces Etats ou au niveau des frontières. Suite à l'opération de police menée par les Etats-Unis contre l'Irak en

1991, une zone autonome kurde a été mise en place. Autrement dit, depuis cette année, l'Iran, la Turquie et l'Irak, des Etats-nations du Moyen-Orient sont confrontés à la naissance d'une nouvelle entité politique qui est susceptible de modifier les données ethniques de ces Etats. Cela d'autant plus qu'à la frontière de l'Iran et de la Turquie, nous assistons à la naissance de nouveaux Etats issus de l'URSS.

Nous aurions pu multiplier les cercles entourant la région centre-asiatique. En effet selon un certain nombre d'observateurs le Moyen-Orient et l'Asie centrale sont désormais un même et unique système ; ils iront jusqu'à l'Afrique du Nord et le monde musulman de ce continent « *Quant à l'Egypte elle pèse de sa masse humaine à l'axe de l'Asie et de l'Afrique, de la Méditerranée et de l'océan indien. La Syrie, L'Irak et leur hinterlands dessinent un croissant fertile du levant méditerranéen au golf persique. Istanbul-Bakou-Almaty, Le Caire-Aden-Mascate-Kaboul-Tachkent, Téhéran-Douchambé... C'est le moyen Orient avec lequel il faut désormais compter* ». Cette multiplication n'est pas possible dans le cadre de ce travail.

Finalement le monde occidental et l'Asie se montrent de plus en plus intéressés par les pays nouvellement indépendants de la région. Nous essayerons de voir la place des Etats-Unis comme une puissance économique, la lenteur de l'Europe Occidentale et les hésitations de la France à faire face à l'émergence de ce sous-système régional.

D -5 Impacts de la géostratégie sur la région; les traits d'une géostratégie régionale.

« Le désengagement russe du Caucase et de l'Asie centrale entraîne un bouleversement géopolitique dont les effets dépassent très largement le contexte régional. Pourquoi l'accession à la souveraineté internationale de huit Etats, aux dimensions variées et dont deux seulement ont une population dépassant les dix millions d'habitants, conduit à une transformation géopolitique qu'on peut, sans exagérer, qualifier de majeure ? En fait, s'il y a une certaine disproportion entre l'événement lui-même et les conséquences qui en découlent cela tient à la conjonction assez exceptionnelle d'une série d'éléments et de facteurs de natures diverses. Parmi ceux-ci, retiendra surtout : (1) la position géographique des nouvelles entités étatiques du Caucase et de l'Asie centrale ; (2) l'enclavement des Etats et les conséquences qui en découlent ; (3) les bouleversements des rapports de force entre les Etats limitrophes que provoque l'arrivée du Caucase et de l'Asie centrale sur la scène internationale ; (4) les nouveaux problèmes relatifs au tracé des frontières que ces accessions à l'indépendance suscitent ; (5) la résurgence d'un passé historique qui concerne à la fois les nouveaux Etats et un

certain nombre d'autres pays⁴¹. Suite à ces remarques de Mohammad-Reza Djalili, énumérant l'importance géostratégique de la région, nous sommes amenés à définir les terminologies telles que : la géopolitique et la géostratégie.

La *Geopolitik* allemande s'est principalement déployée sur deux registres. D'abord, la remise en cause méthodique, au moyen d'analyses géographiques et cartographiques minutieuses, des configurations issues de la Première Guerre mondiale et imposées dans le Mitteleuropa par les Alliés vainqueurs aux Empires défaits - Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie- ou affaiblis par la révolution - Russie. Haushofer adopte le terme de « *géopolitique* » inventé par le suédois Kjellen en 1899 (article de la revue *Ymer*, en 1899, repris dans un ouvrage de 1916 et diffusé dans sa traduction allemande en 1917 *Der Staat als Lebensform*).

Haushofer élaborait une perspective planétaire : le général-géographe propose, afin que les puissances centre-européennes et asiatiques se dégagent de l'encerclement par les Anglo-Saxons, la formation d'une masse territoriale eurasiatique où le Japon occuperait la fonction d'avant-poste maritime dans le Pacifique qui lui revient de droit. La combinaison des flottes allemande et japonaise avec l'armée de terre soviétique obligerait les puissances anglo-saxonnes à négocier équitablement. [...] « *La coopération entre l'Asie et le Mitteleuropa profiterait naturellement à l'Allemagne qui pourrait se fournir en matières premières d'URSS et de Chine, tout en gagnant d'extraordinaires marchés* », explique Michel Korinman⁴². D'où le choix d'une voie « *eurasiatique* » comme seule issue permettant d'ouvrir des perspectives hors de la dépendance des Anglo-Saxons, de la suzeraineté française, de la résignation dans le cadre d'une politique strictement européenne avec les limites imparties par Versailles. D'où la faveur pour une alliance allemande avec l'Union soviétique et le Japon. Nous pouvons, donc, résumer la géopolitique originelle comme un changement d'échelle ou comment penser le monde. De ce bref historique, on retiendra trois éléments de réflexion.

- 1) Ces géopolitiques ont été élaborées en un temps où il devenait nécessaire pour les deux Etats où elles furent produites de penser le monde dans sa globalité.
- 2) Ces géopolitiques n'ont pas été conçues comme des descriptions à finalité académique, mais comme des analyses liées à l'action.
- 3) Conséquence logique de la remarque précédente, cette approche manifeste que l'on a affaire non pas à 'la' géopolitique, comme s'il s'était agi d'une doctrine, mais à 'des' géopolitiques, conçues en fonction d'intérêts spécifiques, donc largement opposés et rivaux, alors même qu'au départ il pouvait y avoir convergence théorique sur les enjeux politiques, par exemple en Eurasie.

⁴¹ DJALILI. Mohammad-Reza « *Caucase et Asie centrale : entrée en scène et recomposition géostratégique de l'espace* » in : *Central Asian Survey* n° 13 1994.

⁴² KORINMAN. Michel *Quand l'Allemagne pensait le monde* 1990.

Les cartes mentales qui simplifiaient la rivalité Est-Ouest, en lui donnant une interprétation strictement territoriale alors qu'il s'agissait d'abord d'une opposition sur les modèles socio-politiques, sont désormais obsolètes. Pour comprendre les réalités présentes et à venir, l'analyse géopolitique peut se révéler efficace, à condition de disposer d'un outillage renouvelé. Si le retour de la référence géopolitique ne s'accompagne pas d'un renouvellement des méthodes, on court en effet le risque de voir exhumés les auteurs du passé sans guère d'analyse critique ni de réflexion sur les carences de leurs théories ou leurs fonctions datées. Cette réinvention passe par la négation de 'la' géopolitique par 'des' géopolitiques.

Dans *Géopolitique, les voies de la puissance*⁴³, Pierre Gallois estime que « la géopolitique est l'étude des relations qui existent entre la conduite d'une politique de puissance portée au plan international et le cadre géographique dans lequel elle s'exerce ». La notion de « cadre » est ici plus vaste et moins déterministe que celle de « milieu ». Mais c'est l'exercice de la « puissance » qui est désigné comme l'objet central et l'échelle « internationale » qui est seule retenue. Cette perspective coïncide avec la guerre-froide, analysée comme rivalité entre deux superpuissances sur l'ensemble du monde. On parlait alors des ambitions géopolitiques de l'Union Soviétique.

'La' géopolitique n'est pas l'étude de l'influence du « milieu » sur la politique. L'espace est un support, un théâtre, parfois aussi (mais moins souvent qu'on ne le dit) un enjeu, s'il recèle des ressources utiles à plusieurs, jamais un « acteur ».

La géopolitique s'intéresse à l'articulation du politique et du spatial. Soit. Mais il faut admettre la polysémie de la notion pour mieux situer les trois registres de ses usages.

La géopolitique agit dans trois registres :

1 - **La géopolitique comme représentation.** Le terme géopolitique peut désigner d'abord des « écoles », des « discours », des constructions plus ou moins théorisées, souvent appuyées de schémas plus ou moins simplifiés ou d'images cartographiques. On a affaire ici à des représentations, à des rationalisations *ex post*, à des perceptions, parfois à des visions du monde. A cet égard, les cartes, par les projections et les sélections informatives retenues, peuvent aussi bien induire des perceptions - on l'a noté amplement plus haut- que communiquer des informations objectives.

Michel Foucher définit la géopolitique comme représentation de cette manière : « J'entends par représentation géopolitique une combinaison sélective d'images empruntées à diverses catégories du champ socio-historique propre au groupe qui la produit, et qui sont recomposées de manière à former un ensemble spatial dont la dénomination est à la fois le symbole et le slogan d'un projet

⁴³ GALLOIS. P.-M. *Géopolitique, les voies de la puissance* 1990.

politique en principe cartographiable. Il a valeur d'icône et exprime un « grand dessein ». Exemples : « l'Europe », comme projet unitaire ; la « Grande Syrie » ou la « Grande Serbie », comme ambition de retour à un passé jugé plus glorieux et souvent mythique, le mythe étant entendu ici comme « événement qui n'a pas eu lieu » mais auquel on croit. Cela dessine des « desseins », plus ou moins nobles, appuyés, par souci de preuve, sur des images plus ou moins cartographiables, mais aussi des visions du monde qui, pour être globales, n'en sont pas moins orientées »⁴⁴.

2 - La géopolitique comme pratique. C'est ce qui a lieu sur un terrain de conflit entre les divers protagonistes.

3 - La géopolitique comme méthode. La géopolitique-méthode ne se limite pas à l'étude des relations internationales ou inter-étatiques, qu'on prend encore souvent pour synonymes, puisqu'elle fait place à la structuration interne des Etats et nations, les frontières ayant ici un rôle évident d'interface.

Dans cette optique, nous nous en tiendrons à la proposition de définition suivante : *la géopolitique est une méthode globale d'analyse géographique de situations socio-politiques concrètes envisagées en tant qu'elles sont localisées, et des représentations habituelles qui les décrivent. Elle procède à la détermination des coordonnées géographiques d'une situation et d'un processus socio-politique et au décryptage des discours et des images cartographiques qui les accompagnent.* On cherchera à établir les rapports, les liens de « connexité » entre ce qui relève de la pratique et ce qui est représenté. Les coordonnées demandent à être rétablies, et ce n'est pas toujours simple ; cela n'a rien à voir avec des données géographiques (dont l'auteur est toujours mal identifié) qui détermineraient par avance le cours des choses et le destin des hommes. *Cette méthode peut être utilisée à des fins d'analyse, mais aussi de prévision et d'action. L'analyse géopolitique doit envisager les coordonnées à la fois internes et externes d'une situation : on ne peut réduire le champ de la géopolitique aux seules relations internationales, encore moins à la seule rivalité stratégique entre les acteurs des deux métasystèmes dominants. Ce qui est externe peut s'appréhender en changeant d'échelle, pour repérer, par diatopie⁴⁵, les ensembles englobants ; mais, et c'est particulièrement nécessaire dans l'étude des frontières, il faut aussi être attentif à la syntopie⁴⁶, dans la mesure où les frontières peuvent être sécantes par rapport à la gamme des ensembles d'un niveau scalaire donné.*

La démarche géopolitique a pour fonction première d'analyser, s'il y a lieu, les articulations entre les composantes externes et les composantes internes d'une situation concrète localisée ; le plan de séparation-contact entre l'interne et

⁴⁴ FOUCHER. Michel *Front et frontières* op.cit.

⁴⁵ Diatopie : jeu des échelles.

⁴⁶ Syntopie : étude de tous les phénomènes observables à une échelle.

l'externe est souvent le tracé présent des frontières, mais certains clivages internes peuvent être ressentis comme aussi vifs.

Si l'on néglige la nécessité d'une approche multidimensionnelle, et donc *multi-carte et multi-scalaire*⁴⁷, on risque de s'en tenir à des explications monistes des rapports entre Etats, peuples et espaces. Tantôt, on insistera sur les seuls facteurs internes de la « *coagulation* » (ou de la dislocation) nationale ; tantôt, on ne retiendra que les facteurs externes (les frontières des Etats étant interprétées dans le seul cadre de la théorie de la dépendance : la notion de frontière arbitraire est une des versions spatialisées, alors qu'on ne voit qu'avec le temps et pour des raisons internes que des sédimentations se produisent). Il n'y a pas à choisir entre divers pôles explicatifs, mais à voir comment les uns et les autres jouent, à un moment donné et dans un cas concret, de manière plus ou moins complémentaire (enchaînement : guerre plus formation nationale, par exemple) ou, à l'inverse, exclusive (cas évident des frontières de chancellerie, mais aussi des frontières « *dissymétriques* », imposées unilatéralement par une formation nationale dominante).

Le problème épistémologique posé est bien celui d'une pensée d'éléments hétérogènes et discontinus, car l'interne et l'externe ne sont pas de même *nature*. On pourrait donc estimer que le raisonnement géopolitique cherche à retrouver les rapports de connexité entre des faits géographiques disjoints.

L'examen exclusif de cartes à très petite échelle, où seules des réalités très simplifiées sont observables, de très haut, encourage *une sorte de vision olympienne du monde*, détachée des contingences, alors que les choses se jouent à des niveaux moins globaux, plus concrets. *D'où la nécessité de « lire » les cartes* (à plus grande échelle) non pas d'en haut mais en perspective (oblique) *de manière à restituer le mouvement qu'implique toute décision relative à l'espace*⁴⁸. La géopolitique-méthode doit ici être complétée par la perspective géostratégique. *La géostratégie la mise en oeuvre du raisonnement géographique appliqué à la conduite de la guerre et/ou à l'organisation du dispositif de défense (nationale)*. L'évaluation des menaces externes et des rapports de forces (de part et d'autre des frontières), pris en compte en tant qu'ils sont cartographiables, est effectuée en fonction de l'intérêt de l'Etat et de la Nation concernés, qui se place par nécessité *'au centre'*. La géostratégie a trait à des pratiques concrètes, dans des lieux qui sont analysés comme des théâtres, d'opérations, réels et éventuels ; elle envisage donc les configurations spatiales, physiques et humaines, en fonction de la guerre et de la défense. Contrairement à

⁴⁷ En référence aux '*grandeurs scalaires*' en mathématiques, qui suggèrent l'image d'une *échelle* de valeurs indépendamment de toute idée d'orientation. Selon L. Broglie, je propose le terme pour désigner une structure spatiale (ou une démarche) qui pour un même objet montre la variation de ses fonctions selon l'ordre de grandeur pris en compte, selon l'*échelle géographique*.

⁴⁸ Mais contrairement à une expression courante, rarement mise en pratique, il ne suffit pas de '*regarder la carte*'. Il convient d'en étudier plusieurs, à diverses échelles.

des thèses répandues, les possibilités techniques et politiques offertes par la dissuasion nucléaire ne dispensent pas d'analyses géographiques.

En effet, *ce qui compte en géostratégie est l'interaction entre les tracés et l'organisation des deux espaces nationaux adjacents : distance-temps entre une frontière et les « lieux stratégiques » adverses*. Les configurations physiques locales sont des facteurs d'ordre tactique, *des alliés-terrain ou des obstacles-terrain* selon les cas et les axes de déploiement et de mouvement, et qui interviennent pour définir l'accessibilité appréciée en termes de distance-temps et la prévisibilité géographique de ces accès, les passages obligés.

A la fois « *Milieu des empires* » et région clé du *Heartland* tel que défini par Mackinder, on peut, sans tomber dans un déterminisme géopolitique excessif, s'accorder à reconnaître dans la région centre-asiatique le lieu d'entrecroisement des lignes de force qui traversent l'Asie et l'Europe.

Avec une vision plus claire du terme géopolitique, nous essayons de voir ce qu'est la géostratégie. Notre approche du terme de la stratégie est une approche par '**la théorie des jeux**'. Cette théorie répartit les jeux et les jeux d'adresse, jeux de hasard et jeux de stratégie. Ces derniers se caractérisent par le fait que chacun des joueurs doit définir son propre comportement en fonction de celui de son vis-à-vis. Le terme stratégie insiste donc ici sur l'interdépendance des décisions des adversaires. Il n'est pas pris ici, bien entendu, dans son sens militaire habituel.

L'intérêt d'une théorie fondée sur la notion de la stratégie ne réside pas tant dans le fait que, parmi toutes les approches concevables, c'est incontestablement celle qui serre la réalité de plus près, mais dans le fait que l'hypothèse du comportement rationnel s'avère à l'expérience particulièrement féconde, qu'elle procure une prise efficace sur le sujet étudié, et qu'elle permet ainsi le développement d'une théorie cohérente.

La théorie de la stratégie essaye de mettre en avant l'imbrication de situation de conflit et de communauté d'intérêt mettant en présence des « *partenaires/adversaires* ». Dans ce cadre, le « *protagoniste type* » est animé du désir de « *gagner* ». Il est clair que dans les cas de l'existence des partenaires/adversaires, l'interdépendance peut engendrer une rivalité. « *C'est pourquoi la notion de « gain » ne doit pas s'étendre dans le même sens que pour une compétition, il ne s'agit pas à proprement parler de battre son adversaire mais de gagner par rapport à un système de référence particulier, ce succès pouvant au demeurant, être obtenu par la négociation, la tolérance et en évitant dans toute la mesure de possible les dommages réciproques* ».

Dans cette optique, la recherche d'un éventuel accord devient l'élément majeur du conflit. Les concepts de dissuasion, de guerre limitée, de désarmement et de négociation sont liés à l'existence des intérêts communs aux adversaires et reflètent leur dépendance mutuelle. Dans ce sens, la stratégie ne vise pas l'exercice de la force, mais son utilisation potentielle. Il ne concerne pas seulement les adversaires qui se détestent, mais également des partenaires qui se

méfient les uns des autres (la Russie et l'Ouzbékistan dans le cadre de la force de maintien de la paix au Tadjikistan), ou qui sont en désaccord (les forces du général ouzbek, Dostoum et celles du commandant, tadjik, Massoud, après leur ralliement pour la reprise de Kaboul des mains des Talibans). Elle recouvre aussi bien le problème de la répartition des gains et des pertes entre les adversaires que l'obtention des résultats particuliers qui peuvent, suivant les circonstances, se révéler meilleurs ou pires pour l'ensemble des deux parties en présence. Nous allons voir que la plupart des conflits régionaux en Asie centrale, du Caucase et dans le sud du Caucase, de quelque importance, constituent des jeux à somme variable et non des jeux à somme constante. L'intérêt commun est de toute évidence de parvenir à un résultat final avantageux pour tous.

La géostratégie en tant que base théorique peut être appréciée diversement ; la théorie du jeu constitue un des angles d'approche de la stratégie. Dans ce cadre, elle nécessite des précisions préalables relatives à un certain nombre de notions. Nous nous efforcerons de donner des définitions relatives à la théorie du jeu qui est notre angle d'approche emprunté de la stratégie, ainsi que des termes de menace et de promesse; un ensemble d'éléments relatifs à la théorie du jeu qui complétera la liste des définitions de base.

« Voici quinze ans, la théorie des jeux a paru de nature à apporter une contribution précieuse pour l'élaboration d'une théorie de la stratégie. La théorie des jeux s'intéresse à des situations, les jeux de stratégie, par opposition aux jeux d'adresse ou de hasard, dans lesquels chacun des participant essaie de déterminer son meilleur choix en fonction des réactions de l'adversaire. Une menace dissuasive entre parfaitement dans ce cadre; elle n'est efficace qu'en fonction de l'idée que notre adversaire se fait de notre riposte face à ses propres décisions, et nous pourrions la formuler d'autant plus facilement que nous serons persuadés de son efficacité »⁴⁹.

En quoi consisterait donc une théorie de la stratégie? Quelles notions serait-elle tentée de clarifier, d'unifier et de diffuser?

En premier lieu, il s'agit de définir les éléments essentiels en jeu dans la situation elle-même et dans les comportements des acteurs. Dans le cadre d'une dissuasion, notre but serait de démontrer à l'adversaire que notre propre comportement sera déterminé par le sien. En second lieu, il s'agit de déterminer les conditions que devront remplir les systèmes de valeurs propres aux participants, en quelque sorte leur méthode d'évaluation de leur gains. Comment qualifier les parts représentatives de conflit et d'intérêts communs nécessaires pour que puisse se créer une situation de dissuasion? De quel système de communication est-il nécessaire de disposer et suivant quelle procédure sera-t-il possible d'authentifier les éléments? A quel degré de « rationalité » faut-il s'attendre de la part de la partie à dissuader?

⁴⁹ SCHELLING. Thomas. C La Stratégie du conflit. op.cit.

Dans le langage courant, le terme « *menace* » est le plus souvent utilisé pour décrire toute situation où l'on signifie à son adversaire que l'on entreprendra à son encontre des actions pénibles pour lui s'il n'exécute pas ce qui lui est demandé, étant bien entendu que l'on est décidé à agir si les circonstances l'exigeaient. *Menacer* l'auteur d'un délit d'appeler la police entre dans ce type de situation, mais menacer de lui tirer dessus en est exclu. Il nous paraît au demeurant judicieux d'adopter deux termes différents pour chacun des deux cas. Le terme « avertissement » nous paraît mieux adapté au second cas. D'un point de vue plus analytique, la principale similitude que l'on puisse relever entre « l'avertissement » et la « menace » réside dans la difficulté de transmettre l'information sous une forme crédible et convaincante. De fait, il arrive fréquemment que la forme donnée à la menace ne permette pas d'y associer l'engagement préalable d'agir au cas où celle-ci échouerait : dans un tel cas, l'engagement contracté constitue la « véritable » structure initiative, et la formulation de la menace revêt par elle-même le caractère d'un « avertissement ».

La particularité d'une menace réside dans le fait que l'on affirme avoir décidé d'accomplir, si certains événements placés sous le contrôle de l'autre partie se produisent, une action que l'on préférerait autrement éviter. Comme dans tout engagement, la menace correspond à une restriction volontaire des choix possibles : c'est en fait un renoncement à d'autres possibilités qui aura pour effet de dévaloriser la position de celui qui la formule au cas où la manœuvre échouerait. Menace et engagement sont utilisés dans la mesure où l'on pense que le second joueur, s'il est rationnel, devra dès qu'il en aura été informé, tenir compte du fait que son adversaire a volontairement altéré l'éventail de ses propres motivations. Au même titre que tout engagement, la menace n'exerce de véritable contrainte sur l'autre joueur que dans la mesure où elle présente un caractère d'obligation. Si je menace de vous faire sauter tous deux si vous ne fermez pas la fenêtre, il est bien évident que j'aurais du mal à vous convaincre à moins d'avoir pris au préalable les dispositions nécessaires pour m'y contraindre moi-même.

La menace diffère cependant d'un engagement ordinaire en ce qu'elle conduit à adopter un comportement *conditionné* par celui de l'autre joueur. Alors que l'engagement impose un mode d'action, la menace impose un mode de réaction aux actions de l'adversaire. L'engagement est un moyen de *jouer en premier* lorsqu'il y a quelque avantage à le faire, mais la menace est en fait l'engagement d'adopter au *second coup* une stratégie donnée.

Appliquant de son côté la théorie des jeux aux relations internationales, Morton A. Kaplan déclare également : « *Tout critère de pondération des positions respectives des joueurs face à une menace implique une comparaison préalable des valeurs d'utilité respectives des solutions pour chacun d'eux* »⁵⁰.

⁵⁰ KAPLAN. Morton. *A System and Process in international politics* New York, 1957.

Luce et Raiffa, limitant leur étude à une brève analyse fondée sur l'examen de matrices 2×2 , sont parvenus à la conclusion que l'un seulement des joueurs se trouvait en position de formuler une menace « *plausible* ». Il n'est pas possible en effet, dans un jeu de ce type, de bâtir une situation dans laquelle *les deux* joueurs auraient intérêt à formuler des menaces. La menace est avant tout l'annonce crédible d'un choix *conditionnel* pour l'autre camp. Elle ne présente d'intérêt que si elle procure un résultat meilleur que le premier ou le second coup, pris isolément, et lorsqu'il est possible de faire en sorte que l'autre joueur agisse le premier.

Avec la menace, la *promesse* constitue les deux volets de l'engagement. Pour offrir une réelle garantie, les promesses doivent faire l'objet d'accords assortis de mesures de contrainte. L'obligation d'exécution repose sur au moins deux facteurs : l'existence d'une autorité dotée de moyens de coercition et la possibilité de décider de l'opportunité d'une sanction.

De fait, chaque fois que les possibilités de choix se trouvent être supérieures à deux, promesse et menace se trouveront étroitement imbriquées, quelle que soit la « structure de réaction » proposée par l'une des parties à la partie adverse. Mieux vaut, dans ces conditions, considérer la menace et la promesse comme les différents aspects d'un même procédé tactique d'auto-engagement sélectif et conditionnel, ces aspects n'étant explicités que dans les cas les plus simples, et dans des termes présentant un certain intérêt pour la partie adverse.

Lorsque les *coups* envisageables en cours de jeu (menaces, engagements, promesses...) se prêtent à une analyse formelle, il semble possible de les représenter sous la forme de choix stratégique, la matrice initiale du jeu étant alors élargie pour permettre aux joueurs d'exercer leur choix. Il devient alors aisé de constater que l'engagement, la promesse ou la menace équivalent le plus souvent à une réduction par le joueur concerné de ses *propres gains* tels qu'ils figurent dans la matrice de jeu. Cette réduction est sélective, visible et irréversible.

□ Il faut noter que le fait d'établir des critères pour le succès des prévisions n'est pas chose facile. Quel poids peut-on accorder à une vision de futur qui s'avère d'être exacte, mais avec un faux raisonnement, et que dire d'un raisonnement bien établi, mais avec un faux résultat? En effet, il est désormais acquis que nous sommes en présence d'un nouveau rapport entre l'espace et le temps. « *Cette transformation du rapport à l'espace et au temps est une des caractéristiques les plus fondamentales de la mondialisation sociale et un des facteurs de bouleversement des rapports sociaux entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, après la guerre froide* »⁵¹.

⁵¹ LAÏDI. Zaki Un monde privé de sens op.cit.

Si l'on songe aux interprétations de l'après-guerre froide consécutive à la chute du mur de Berlin, on se rappelle sans difficulté combien elles empruntèrent de manière implicite ou explicite aux 3 postulats, aux 3 principes *des Lumières* :

- la chute du communisme introduit dans les rapports entre les nations une donne radicalement nouvelle (l'idée de « temps nouveau »);
- l'ère qui s'ouvre avec la fin du communisme peut se penser comme qualitativement supérieure à la précédente, car elle est portée par des inspirations sur la liberté (« l'Histoire a un sens »);
- la chute du communisme exprime la capacité des peuples à « faire l'Histoire » eux-même en mettant à bas les systèmes politiques qui l'ont confisqué (« ce sont les peuples qui font l'Histoire »).

En effet, le système de la guerre froide a magnifié l'idée des Progrès portés par les Etats. Or c'est cette double digue qui s'est rompue, entraînant d'un même élan la remise en cause des grandes idéologies et la contestations des Etats en tant que régulateur du système international. Si on admet cette hypothèse, il faut envisager l'après-guerre non plus à partir d'un seul point de rupture, la chute du communisme, mais à partir de 2 basculements déclenchés par celle-ci: la crise du système téléologique et la crise du système international garanti avant tout par les Etats.

Ainsi à défaut d'ordre mondial, on se trouve en présence d'un temps mondial où 3 dynamiques se renforcent: les décontractions idéologiques, l'accélération de la mondialisation et l'accélération des changements technologiques constatée depuis le début de la décennie, autrement dit depuis la fin de la guerre froide.

□ Cette introduction théorique nous permet d'établir un certain nombre *d'hypothèses de départ* :

1) Du fait de *la reconnaissance de fait* des frontières existantes, un *sous-système régional* est né mais les contentieux demeurent latents. Pour cette raison, nous sommes en mesure d'affirmer que les *interactions multiples des divers acteurs sur la scène centre-asiatique, aussi bien entre eux qu'avec l'environnement du système pourraient avoir des répercussions sur la recomposition de cette zone*. La division de la planète en deux parties Est/Ouest a laissé la place à celle entre le Nord, *l'Empire* et le Sud, les *barbares*. La **deuxième fragmentation de l'Asie centrale, avec le Caucase et le nord du Moyen-Orient, sera l'occasion de déterminer le point de passage entre le Nord et le Sud et avec la présence d'Etats tampons. Les nouvelles frontières seront dessinées en fonction de cette rupture.**

2) *La quête d'identité* pour ces jeunes entités étatiques les oblige de rechercher de *nouvelles légitimités* afin de *justifier* l'existence de *l'Etat-nation* ; l'islam, le nationalisme, la démocratie ou encore l'accès à l'économie du marché sont les éléments les plus invoqués mais c'est *leur perception de soi* qui définirait les modalités de l'application de ces éléments. Une perception qui est basée sur un *passé mythique*, alimentant une politique symbolique diffus, un *présent agité*, pris au court par les modification du rapport espace/temps, et, finalement, un *avenir incertain*, laissant loin derrière les feux d'artifices du lendemain de l'indépendance

La question de la défense nationale étant perçue comme une des *voies de la recherche d'un langage commun* entre ces pays est une des caractéristiques du fait que « *les pays d'Asie centrale se sont engagés sur les chemins divergeants* ». Avec la présence incontournable de la Russie, diversement appréciée, les politiques de défense de ces pays pourraient se définir comme un scénario en trois actes différents : *une sécurité avec, sans et/ou contre « l'autre »*. Cette notion de « *l'autre* » qui est l'élément indispensable pour la définition de soi par rapport à un repère qui est l'ennemi/voisin. **Ce jeu les amène à définir des règles communes et du coup, l'adversaire devient le partenaire et l'ennemi, le compagnon de route ; il sera instauré une interdépendance entre ces entités.**

3) En dernier lieu, la question des réserves d'énergie de cette zone en a fait de nouveau, « *le milieu des Empires* » mais cette fois, les Empires du XXI^e siècle, en quête de nouvelles ressources d'hydrocarbure. Si au travers les politiques énergétique et les discussions sur les tracés de pipelines de cette région vers les marché de devise fortes, nous constatons l'existence d'une doctrine énergétique américaine et russe, et si la Chine et l'Asie sont déjà à pied d'œuvre sur le terrain, l'Europe occidentale demeure farouchement retissante. *En 2020, et avec le Moyen-Orient et la Russie, l'Asie centrale deviendra le centre énergétique mondiale*. Un nouveau jeu y est engagé avec en première ligne les acteurs locaux, les puissances mondiale, les Etats-Unis, la Russie et la Chine y oeuvrent soit à travers les investissements directs, soit par *puissances régionales* interposées : l'Iran, le Pakistan et la Turquie. **La recomposition de l'espace centre-asiatique se jouera à ce niveau.**

Le plan de ce travail suivra les traces de ces hypothèses. Dans un premier temps, nous constaterons l'existence d'une **fragmentation** qui se manifeste en deux temps : une première fois dans le cadre d'une quête de sens et de la transition politique. En second lieu c'est la prépondérance des intérêts nationaux

qui amènent ces républiques à s'interroger sur la notion même de l'Etat. Dans le cadre de notre analyse systémique, cette partie correspond aux *acteurs* au sein du système.

L'interdépendance économique entre eux, mais aussi politique et militaire à l'égard de la Russie (et de la CEI ?) constitue la deuxième partie ; ici, les *interactions* de ce système régional seront prises en compte

Les questions relatives au tracé des frontières, l'interférence avec les pays voisins, ainsi que le poids des puissances occidentales sont les éléments qui permettent d'engendrer une **recomposition** ; il s'agit de la prise en compte de *l'environnement* de ce système.

1^{ère} Partie FRAGMENTATION



« Il faut cinquante ans pour faire une nation ».

(Vieux proverbe Kazakh.)

Dans un sens comme dans l'autre - positif ou négatif - nous assistons à l'émergence (ré-émergence ?) d'un ensemble de concepts dans le monde, celui de l'après guerre-froide : le nationalisme, l'Islam, le libéralisme, l'économie de marché, Cette prise de conscience n'est pas propre à l'Asie centrale ou à la CEI et les pays de l'Europe centrale et orientale. Dans l'ensemble des pays en voie de développement mais aussi dans le monde industriel, le moment est arrivé de se poser une nouvelle fois la question du '*sens*'.

Le nationalisme québécois contre le fédéralisme canadien, les Flamands contre les Wallons, , les catholiques Nord-irlandais contre le protestantisme britannique, les Lombards contre les Italiens. Ou encore, l'Islam aux Etats-Unis, le racisme anti-africain en Chine,... Nous pouvons multiplier l'exemple de l'anarchie dans le monde. Cette situation représente la '*fragmentation*'.

Fragmentation au niveau des concepts et de leur mise en pratique. En Asie centrale, comme partout, les gens sont en quête d'un nouveau sens qui pourrait remplir le vide idéologique laissé par la chute du communisme. Les habitants de l'Asie centrale n'étaient pas tous communistes mais l'existence du communisme les obligeait à se définir par rapport à lui. Etre musulman voulait dire qu'on n'était pas communiste ; qu'est ce que cela signifie au juste aujourd'hui ? De même, le sens du '*nationalisme*' a changé depuis la période soviétique. Se pose alors la question cruciale de la '*représentation de soi*' et avec elle, le besoin de '*l'autre*', de '*l'ennemi*'. Ce dernier a disparu et il est de moins en moins évident de pouvoir s'en '*fabriquer*' aujourd'hui. (premier chapitre).

Fragmentation également au niveau de la mise en place des régimes politiques et des voies de développement tracées. Les concepts de sociologie politique tels que : l'Etat, le gouvernement, le régime politique, la démocratie et le présidentielisme, ... sont des notions abstraites auxquelles les Etats d'Asie centrale doivent trouver une application pratique immédiate ; mondialisation oblige. Or, aucun de ces concepts n'a de tradition naturelle sur place : il faut les '*tailler sur mesure*', ce qui engendre des différences d'engagement de ces Etats, créant la *divergence*. (deuxième chapitre).

Fragmentation finalement dans la mise en place d'une diplomatie et d'une doctrine militaire. La quête de stabilité, qui nous semble, pour le moment, le seul trait qui fait sens et unanimité, amène les Etats d'Asie centrale à choisir entre une sécurité avec, sans ou contre l'ennemi, souvent créée au dernier moment, sinon empruntée des souffles fantasmatiques de l'histoire. La Russie joue encore un rôle déterminant dans ce choix, et se positionner par rapport à elle est un facteur prépondérant de l'approche diplomatique et militaire et s'ajoute aux réelles capacités de ces nations ou de la perception qu'elles peuvent en avoir. De nouvelles '*puissances régionales*' se mettent en place ; des '*Etat tampons*' sont créés et/ou réanimés et d'une manière générale, la recherche d'une '*règle commune du jeu*' est en cours. (troisième chapitre).

Dans certains cas, la '*négociation tacite*' qu'elle implique tourne au conflit armé qui devient un '*autre moyen de communication*'. '*La guerre est la suite de la politique par d'autres voies*'.

Ces conflits sont un '*moyen*' pour la mise en place d'un nouveau reclassement, d'une nouvelle '*configuration des forces*'. Ils sont un '*but*' pour permettre aux diverses forces de '*canaliser la violence*'. Il sont une soupape de sécurité pour que toute la région ne s'embrase pas.

Les concepts de '*balkanisation*' ou de '*libanisation*' trouvent leur justification dans la mesure où en Asie centrale, le Tadjikistan et l'Afghanistan jouent le même rôle que le Liban au Moyen-Orient ou la Bosnie-Herzégovine dans les Balkans à savoir : devenir un terrain pour le dégagement des énergies non libérées'. (quatrième chapitre).

Chapitre Premier : La quête de sens.

Introduction.

En 1929, et à la suite de l'acceptation de la division de l'Asie centrale sur la base ethnique et étatique par le Comité Exécutif Central de la république autonome du Turkestan, les questions posées à l'époque en Asie centrale restent d'actualité. Pour un grand nombre des chercheurs, la division ethnico-étatique sous sa forme occidentale ne s'accorde ni avec les traditions séculaires de l'Asie centrale ni avec le fait qu'il n'ait jamais existé d'Etat dans cette région du monde auparavant. Pour cette raison, la *nationalité* n'y a pas le même sens qu'en Occident. « *Il est significatif de voir que jusque en 1921, en réponse à la question : quelle est votre nationalité, les gens répondaient : musulman* »¹.

Un des points où l'on commence à voir une différence notable apparaître entre les pays d'Asie centrale est dans ce que Zaki Laïdi appelle « *la quête de sens* ». En faisant un rapport de cause à effet entre le *sens* et la *puissance*, il essaye de démontrer que la politique de puissance de l'après guerre-froide ne sert plus aucun sens symbolique. Selon lui, « *A la différence de l'Asie, mais à l'instar du monde musulman, l'Europe a toujours affirmé, affiché une prétention de sens* »². Un peu plus loin, il reprend les arguments concernant la Chine: « *Ce n'est donc point le problème de l'être que les chinois se posent [...], mais celui de la capacité de fonctionner: d'où procède l'efficacité que l'on constate partout à l'oeuvre au sein du réel et comment peut-on le mieux en profiter* »³?

De ce fait, un grand nombre de questions font surface aujourd'hui. Il devient impératif de se définir pour pouvoir mieux se placer sur l'échiquier international. Dans ce monde nouveau de l'après guerre-froide, les dirigeants et décideurs des pays centre-asiatiques se mettent en quête de légitimité. Si le présent fait défaut, il faut la chercher dans le passé ; sinon, en créer une nouvelle. Or selon Patrick Karam « *Cinq ans après les indépendances, aucune hégémonie nouvelle n'est venue bouleverser les équilibres géostratégiques eurasiatiques et du Moyen-Orient* »⁴.

Aussi bien en Asie centrale qu'ailleurs dans le monde, on assiste à une rupture entre le Nord et le Sud dans tous les domaines. Au niveau idéologique notamment, cette rupture se fait sentir. Le marxisme, l'idéologie dominante pendant soixante quinze ans et diversement appréciée, subit ce sort. Etant conçue

¹ RATER. Igor « *Est-ce que l'Asie centrale va exploser* » in : *Respoublika* 06,02,1993.

² LAÏDI. Zaki *Un monde privé de sens* Paris Ed : Fayard 1994.

³ JULLIE. François *La propension des choses. Pour une histoire de l'efficacité en Chine* Paris Ed : Le Seuil 1992, cité in : LAÏDI. Zaki *op cite*.

⁴ KARAM. Patrick *Le retour de l'islam dans l'ex-empire russe* Paris Ed l'Harmattan 1996.

comme une idéologie occidentale, elle n'a jamais pu véritablement s'adapter à l'Asie centrale et cela depuis le début du bolchévisme et la reconquête de la région par l'armée russe. Mais avec la chute officielle du communisme, la volonté de lui substituer des '*idéologies de ruptures*' se manifeste.

« Ces 'idéologies de ruptures' sont extrêmement diverses dans leur expression et peuvent être à prédominance religieuse, mythique, ethnique, nationaliste. Mais ce qui les unifie, est une commune rupture avec les idéaux gréco-latins. La guerre du Golfe n'a certainement pas contribué à rendre plus populaires au Sud ces idéaux. Il ne faut pas s'étonner de voir fleurir au Sud des idéologies qui ont été démenties par l'Histoire depuis longtemps. Elles fleurissent particulièrement parce qu'elles ont été démenties par l'Histoire. Si le Nord les a rejetées, si elles ont fait la preuve de leur incompatibilité avec les valeurs gréco-latines, c'est donc qu'elles sont efficaces pour les combattre »⁵.

Nous assistons donc à un montage idéologique de toute pièce entre la mythologie, le nationalisme, l'islam, la démocratie, l'économie de marché, ... montage ambigu inaccessible au simple citoyen mais laissant à l'homme d'Etat et à l'opposition un certain temps pour assister à la finition de ce travail crucial qu'est « *la quête de sens* »⁶.

Ces jeunes républiques d'Asie centrale et du Caucase, mais aussi de la partie Européenne de la CEI, sont amenées à répondre *d'urgence*, comme toutes les nations, à cette question inattendue posée par la chute du communisme : l'islam, le nationalisme ou la mise en place progressive de l'Etat ont-ils un sens suffisant pour le remplacer ? La réponse à cette question permettrait de mieux comprendre la perception par ces Etats de leur réelle force sur la scène régionale.

Dans le cadre du premier chapitre, nous étudions, respectivement, l'impact du nationalisme et de l'islam sur la question de recherche de sens dans les pays d'Asie centrale. Cette étude nous permettra de voir, dans une troisième section, l'importance des efforts relatifs à la représentation de soi qui signifie la vision que des divers acteurs, essentiellement étatiques pourraient avoir de leur propre force.

⁵ RUFIN. J. Ch *L'Empire et les nouveaux barbares* Paris Ed: Pluriel 1993.

⁶ LAÏDI Zaki *Un monde privé de sens* Paris Ed: Fayard 1994.

1-1 La Nation face au nationalisme.

La dilemme réside dans la politisation du nationalisme. En effet, des fronts nationaux n'ont été formés que dans quelques unes des républiques d'Asie centrale au cours des dernières années de l'époque de Gorbatchev. Ces états n'avaient pas la capacité de mobilisation sociale que l'on retrouvait dans certaines républiques occidentales comme la Lituanie et l'Ukraine par exemple⁷. Selon des experts occidentaux, la conscience nationale s'est développée dans les villes d'Asie centrale, mais l'identité des populations rurales continue à se définir en termes d'appartenance religieuse ou régionale, ainsi que d'appartenance à des familles étendues ou à des tribus⁸. La question est de savoir quelle a été la procédure historique de mise en place de ces entités, et comment définir les entités existant avant la soviétisation. Pendant l'ère soviétique, quelles étaient leur modalité de changement ? Et, finalement, où se trouve l'équilibre de ces changements entre rupture et continuité ?

Quelle vision les populations locales ont-elles du nationalisme ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'examiner la consolidation des aires ethno-politiques des populations nomades de la région, en commençant par les plus significatives d'entre elles : les kazakhs et les ouzbeks. La formation et l'homogénéisation de ces entités se sont faites au fur et à mesure d'un développement propre à l'Asie centrale mais les définitions apportées ultérieurement s'y sont superposées.

Essayons de voir, dans un premier temps, la mise en place progressive de diverses aires ethno-politiques dans l'espace centre-asiatique pour, ensuite y étudier le passage des ethnies aux nations.

1-1-1 Une construction à travers la profondeur du temps

Une étude historique approfondie est-elle nécessaire pour élaborer un perspective géostratégique en Asie centrale ? De premier abord la réponse est oui car dans toutes les études menées sur cette zone, nous sommes en présence d'une préambule, sinon d'une partie introductive historique. Mais en s'attardant sur un aspect du jeu centre-asiatique en cours, *la question de la représentation de soi*, nous constatons qu'une fragmentation de cette région a ses racines dans le temps mais aussi dans l'espace. C'est ce rapport espace/temps et sa prise en compte qui fait la différence entre les diverses études historiques sur cette zone. Un grand

⁷ On peut discuter de l'existence de deux exceptions, Birlik, le front national d'Ouzbékistan, et Rastokhez, au Tadjikistan. En 1992, les organisateurs de Birlik prétendaient avoir 500 000 adhérents. Au Tadjikistan, Rastokhez joua un rôle manifeste dans la coalition d'opposition qui provoqua en 1992 un changement de gouvernement avant d'être elle-même mise à bas. Voir : CAVANAAUG. Cassandra « *Crackdown on the Opposition in Uzbekistan* » RFE/RL Research Report Vol 1 n° 31, 31 Juillet 1992.

⁸ CRITCHLOW. James « *The Ethnic Factor in Central Asian Foreign Policy* » Russian Littoral Project Working Paper n° 17, UMCP/SAIS, juin 1993.

nombre de questions resurgissent du fond du passé de cette région. Le retour cyclique de ces angoisses, ancrées dans l'inconscience et dans la mémoire collective des peuples de ces nouveaux Etats nous montre la raison de la quête de leur légitimité dans le passé. Il existe une grande interrogation sur l'avenir de ces Etats.

« A un tel questionnement de l'avenir, qui prétend aboutir à des réponses permettant de s'en représenter de façon véridique sinon les menues particularités du moins les grandes lignes, je donnerai le nom de « chronosophie » disait Krzysztof Pomian⁹.

Même quand le temps global est défini comme cyclique, la place du présent, sa position face au passé proche et à l'avenir proche, n'est pas encore déterminée de façon univoque. Tout cycle comporte en effet deux phases: ascendante et descendante. Si le présent est situé dans la première, le temps est vécu et pensé comme localement progressif: l'avenir proche fait objet d'espoir et le passé, supposé périmé, est regardé avec un sentiment de supériorité. Au contraire, quand on croit traverser une phase descendante, le temps est appréhendé comme localement régressif, l'avenir proche suscite des angoisses et c'est dans le passé que l'on cherche des modèles à imiter. Une même chronosophie cyclique peut ainsi s'exprimer en des attitudes opposées face au présent, et donc au passé et à l'avenir; ce faisant, elle peut justifier et inspirer des réponses mutuellement exclusives aux questions d'actualité »¹⁰.

Une fois acquise l'idée d'une non-coïncidence de la connaissance et de la perception, œuvre, pour l'essentiel, de la révolution scientifique des XVI^e-XVII^e siècles, le problème de la justification d'une histoire du passé se pose en des termes différents car désormais devient concevable une connaissance médiata: ensemble de procédés codifiables qui permettent d'accéder à certains éléments du domaine de l'invisible par l'intermédiaire d'objets inclus dans la sphère de visibilité. Hegel insiste à juste titre sur cette différence: *« la troisième manière de l'histoire réfléchie est la manière critique; nous devons l'indiquer, car c'est tout particulièrement d'après elle que, de notre temps, on traite l'histoire en Allemagne. On ne donne pas l'histoire même, mais une histoire de l'histoire, une appréciation des récits historiques et une enquête sur leur vérité et leur crédibilité ».*

Nous essayons de voir une histoire de l'Asie centrale non pas comme une simple chronologie, ni un ensemble de cycles mais plutôt comme un phénomène qui en plus de la suite des événements et de leur effet cyclique se caractérise par une dimension en profondeur.

⁹ POMIAN. Krzysztof L'ordre du temps Paris Gallimard 1984.

¹⁰ *bid.*

1-1-1-1 Des origines perceptibles à la perception de soi

Avant la confrontation nomade/sédentaire, il existe d'autres faits marquants qui ont contribué à la construction de l'Asie centrale d'aujourd'hui. Nous essayons de voir une histoire de l'Asie centrale avant l'ère Timouride qui est admis comme le début de l'histoire moderne de cette région. En effet, bien avant l'arrivée des sédentaires dans cette région, il est nécessaire de prendre en compte le climat dur des steppes de l'Asie centrale, des arides montagnes qui rejoignent les plus hauts sommets du monde, du grand désert turkmène où pendant des centaines de kilomètres, l'homme ne trouve pas une goutte d'eau. Vivre dans ces climats forge l'homme. *L'homme occidental moderne, le chercheur du temps des grandes villes*, oublie le fait qu'il existait un autre type de relation entre l'homme et son environnement et que cette relation réglait le combat de l'homme contre la nature rebelle et les éléments atmosphériques hostiles. Dans une situation où l'homme n'avait pas encore été dépourvu de toutes ces facultés physiques et mentales, il disposait encore de diverses formes d'armes et de lois pour se positionner par rapport à un nouvel arrivant. Les relations de cet homme avec sa nature et son environnement sont reflétées à travers la religion et les perceptions du « *surnaturel* ». Un surnaturel qui n'est autre chose qu'une grande partie de ces actions et réactions face à la vie quotidienne. Il suffit de voir comment les auteurs ésotériques tels Gordjiev essayent de refaire vivre les caractéristiques de ces relations¹¹.

La place de l'homme centre-asiatique au sein des religions modernes et de la superposition de celles-ci n'est qu'une tradition par rapport aux anciennes divinités locales. L'Asie centrale fut le point de passage d'un ensemble de religions venues d'ailleurs. « *De plus le destin de l'Islam a été fortement marqué par un lien étroit avec l'héritage des religions qu'il a fait disparaître. En retour il a adopté nombre de croyances et rites appartenant à d'autres religions, ce qui fut une des principales causes du particularisme local de l'islam dans les différentes régions du monde musulman* »¹². Si le Moyen-Orient a été le berceau des 'religions de livre', l'Asie centrale a été le lieu parfait de brassage des religions moyen-orientales et de celles émanant du monde asiatique. « *L'Asie centrale pré-islamique, particulièrement la Transoxiane, fut donc placée au centre d'une intense circulation d'hommes et d'idées le long des grands axes de la Route de la soie. A la veille de la conquête musulmane, on y rencontre des*

¹¹ GORDJIEV. G.I Rencontres avec des hommes remarquables Paris Ed: Rocher/ Littérature 1960. Ce type de littérature mystique n'est pas propre à Gordjiev; nous trouvons les mêmes réflexions en outre-Atlantique chez des auteurs tels: Carlos Castaneda. Par ailleurs, comme nous le verrons plus loin, la religion en Asie centrale est une suite de prise en compte des divers relations de l'homme et du surnaturel. Le chamanisme, le soufisme, le yézidisme n'en sont que des manifestations les plus connues.

¹² BASILOV. Vladimir « *Le chamanisme* » in: COLLECTIF ASIE CENTRALE L'apprentissage de la démocratie in : Cahiers de l'Orient Numéro spécial Asie centrale premier trimestre 1996.

adeptes de la plupart des grands courants religieux de l'époque: zoroastrisme, bouddhisme, manichéisme, christianisme nestorien, hindouisme, judaïsme et chamanisme, en plus des cultes locaux »¹³.

Au cours de leur histoire les divers peuples d'Asie centrale, selon leur rapports à la nature qui les entourait ou à la religion qu'ils adoptaient, ont pu développé des attitudes diverses. L'homme du désert et de la steppe, homme d'être a su apprendre à patienter, justement en travaillant son être. L'homme des montagnes s'est concentré sur l'avoir; son but étant d'avoir plus de force pour combattre les monts et les cols qui constituaient son chemin quotidien, descendre et remonter des montagnes dans lesquelles il vivait. Tandis que l'homme des plaines, celui qui s'est installé au bord de l'eau, s'est concentré sur l'acte de faire. Faire avec la terre et en tirer le maximum pour survivre. C'est dans ce cadre qu'on trouve encore aujourd'hui des intellectuels et des auteurs qui avancent des hypothèses telles que: « *les peuples iraniens sont de nature plus poétique et raffinée, alors que les nomades turcophones sont plus de caractère guerrier et d'homme d'Etat* »¹⁴ ou encore: « *A la théologie et à la poésie, ils préfèrent les instruments technologiques (administration, diplomatie, ...)* »¹⁵. Il est clair que l'attitude d'un chasseur ne peut pas être celle d'un agriculteur ou encore moins celle d'un éleveur.

De là commencent les querelles des peuples, en quête d'eau et de terres arables. Nous assistons à la formation d'une dualité nomades/sédentaires et aux diverses étapes de sa construction progressive: elle permet, par la suite, la création d'un espace politique, le « *Turkestan* ».

1-1-1-1 L'apparition de la dualité nomades/sédentaires.

Du point de vue économique et social, on avait tendance à classer le nomade comme un agriculteur raté, et le nomadisme comme un stade économique primitif, précédant l'agriculture. Cette interprétation est aujourd'hui dépassée. Le nomadisme pastoral en Eurasie est le résultat d'une adaptation de l'homme à des conditions écologiques propres. L'élevage dans les steppes du Kazakhstan a commencé par être domestique et sédentaire après la domestication des animaux (IV-III millénaires av. J.-C.). Le passage au nomadisme s'opère à la fin de l'âge du Bronze, vers le X^e siècle av. J.-C. Les nomades de l'Eurasie sont à cheval, poussant des troupeaux de moutons, de bovins et de chameaux. Leur nouvelle rapidité de déplacement et leur organisation sociale ne tardent pas à faire sentir leurs effets sur le plan politique. Il faut ici distinguer le nomadisme pastoral comme mode de production du rôle politique de certaines confédérations de

¹³ FOURNIAU. Vincent *Histoire de l'Asie Centrale* Paris Ed: PUF, Que sais-je ? n° 2821, 1994.

¹⁴ CHOUKOUROV. Charif et Roustam *Peuples d'Asie centrale* Paris Ed : Syros 1994.

¹⁵ *Ibid.*

nomades comme constructeurs et destructeurs d'Etats, soit parmi les populations de pasteurs, soit dans les régions à dominante sédentaire.

Les débuts de l'irrigation correspondent à ceux de l'agriculture en Asie centrale, les premières traces apparaissant au Turkménistan du Sud. Une amélioration des techniques de dérivation des eaux permit la diffusion dans les plaines alluviales des cours d'eau plus puissants: Zeravchan, affluents de l'Amou-Daria et du Sayr-Daria et autres rivières.

Aux époques protohistoriques, certains peuples ou dynasties du Proche-Orient devaient une partie de leurs origines à des migrations venues de la steppe ou du Caucase (Mèdes, Parthes, Perses, etc. ...) Cependant, l'histoire impériale de l'Asie centrale, surtout de la Transoxiane, débute avec l'expansion à partir de l'Iran de dynasties sous lesquelles apparaissent également les premières sources écrites sur la région.

Jusqu'à la conquête d'Alexandre (329 av. J.-C.), le cadre spatial et politique de ces expansions est souvent mal défini. Des mille ans qui précèdent la conquête musulmane date la première géographie de la région, dont la science occidentale a conservé l'usage courant par l'intermédiaire des textes grecs.

On distingue notamment la Margiane (région du delta des rivières Tedjen et Mourghab au Turkménistan), la Bactriane (du nom de Bactres, région englobant le nord de l'Afghanistan et le sud de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan), la Sogdiane (qui tire son nom de la rivière Soghd, l'actuel Zeravchan, qui irrigue Samarcande et Boukhara, cette région va jusqu'à Tachkent), le Khorezm, ou Chorasmie (région sur la rive gauche du cours inférieur de l'Amou-Daria). Le Kazakhstan est désigné par le nom des peuples scythiques qui s'y sont succédés.

La prospérité économique et l'épanouissement culturel de la Sogdiane et de la Bactriane dans un cadre politique instable, accompagné de confrontations religieuses et sociales mais bénéficiant d'une position économique d'exception sur les grands axes de la Route de soie, ont fait des siècles d'histoire préislamique un des fondements de l'héritage historique de ces régions. Ainsi, les VI^e et V^e siècles av. J.-C. font entrer l'Asie centrale de plein-pied dans l'histoire. Après avoir été mise en contact avec l'Empire mède (VI^e siècle), la Transoxiane est incorporée entre 545 et 539 à l'Empire perse achéménide, fondé en 559 par Cyrus II et détruit par Alexandre le Grand en 330. Elle a ensuite évolué au rythme de la vie politique du Moyen-Orient, dominée par plusieurs siècles d'hégémonie, perse d'abord, puis grecque.

Après avoir abattu la dynastie achéménide, Alexandre le Grand conquiert entre 329-327 av. J.-C. la Bactriane et la Sogdiane, où lui est opposée une dure résistance. Après sa mort en 323 à Babylone, son empire se disloque mais laisse place à deux siècles de présence grecque en Asie centrale méridionale, avec des prolongements jusque dans la culture musulmane classique et populaire, comme le mythe d'Alexandre. L'Etat successeur de l'empire d'Alexandre fut celui de la

dynastie grecque des Séleucides, dont la Sogdiane et la Bactriane ont constitué les provinces orientales (312-env. 250 av. J.-C.).

Participant à l'éclatement de l'Empire séleucide, un royaume parthe indépendant se forma en 247 av. J.-C. au bord de la mer Caspienne avec la dynastie des Arsacides. Puis les Parthes se sont étendus sur tout l'Iran jusqu'en Babylonie, où se déplaça leur centre de gravité au II^e siècle av. J.-C. Sur le territoire des Etats actuels, la domination parthe se limita au Turkménistan méridional, où la principale ville, Nisa, située non loin d'Achkhabad, fut une nécropole et une résidence royale des Arsacides.

Cette étape de confrontation nomades/sédentaires permet de mieux concrétiser la question cruciale de la « *perception de soi* », en tant que facteur de différenciation basée sur le fait ethnique. La conquête musulmane et les diverses formes de pouvoir en Asie centrale, avant l'arrivée de Tamerlan, ainsi que les invasions mongoles, et l'Empire de Gengis Khan et de ses successeurs, sont les divers moments de l'histoire d'une région qui a commencé à prendre un intérêt stratégique en tant que passage obligé pour le conquérant, quelle que soit son origine.

1-1-1-2 La perception de soi: un facteur de différenciation basée sur le fait ethnique.

« Sakas, Scythes, Kouchans et Kidarites ont marqué les siècles de la fortune politique et culturelle des Indo-Européens en Asie centrale. Les autres dynasties de nomades qui leur ont succédé à la tête des régions d'oasis, où elles connurent aussi sédentarisation et assimilation partielles, seront d'origine altaïque, une autre famille ethnolinguistique qui allait dominer l'Asie centrale et en changer la composition ethnique. L'essaimage progressif des Indo-Européens s'était fait plutôt d'ouest en est, celui des Turcs et des Mongols se fit nettement d'est en ouest, ou au sud, vers la Chine. Pour tous, l'Asie centrale fut une "patrie" »¹⁶. Le début d'une représentation de soi de ces peuples vient de leurs origines. Il est nécessaire de préciser que comme la plupart des civilisations anciennes, les peuples d'Asie centrale se cherchent à travers l'histoire, leur légitimité reposant sur le fait de savoir « *qui a été le premier arrivé dans cette zone* ». C'est ce que nous trouvons à travers les écrits des frères Choukourov. Pour ces deux frères tadjiks l'histoire des civilisations centre-asiatiques commence avec l'arrivée des peuples indo-européens dans cette région.

Le fait de créer une légitimité pour ces peuples ne date pas de 1991, la date de création dans cette zone des entités étatiques dans son sens moderne. Depuis

¹⁶ FOURNIAU. Vincent Histoire de l'Asie Centrale op.cit.

les années trente, les académies des sciences des républiques autonomes au sein de l'Union Soviétique se sont acharnées pour se trouver une ancienneté par rapport aux voisins. Autrement dit, la perception de soi s'articule pour ces peuples autour de la définition qu'ils cherchent à donner de leur frères/ennemis; le tadjik par rapport à l'ouzbek, ce dernier face aux kazakhs, kirghizes et autres turkmènes, les kazakhs par rapports aux kirghizes et karakalpakhs, ... Les lignes qui vont suivre illustrent cette quête de légitimité des intellectuels d'un peuple blessé, les tadjiks, peuple qui cherche à trouver une justification à la guerre civile qui déchire son pays, dans la querelle de légitimité qui l'oppose à un ensemble appelé les « *Torks* ».

Ils commencent par se définir : *« C'est à partir des ethnies autochtones - Sogdiens, Bactriens, Khorezmiens- que se constitue une nouvelle entité nationale, les Tadjiks. L'origine de l'ethnonyme est des plus confuses. Certains le font remonter au nom d'une tribu arabe, taï. Pourtant le terme est attesté dans une chronique thibétaine de 732, qui donne déjà une idée assez précise de l'ancrage territorial du peuple tadjik, aussi des linguistes y discernent-ils plutôt la racine « tadj » (couronne) et, partant, le sens de « peuple couronné »¹⁷. Ce peuple couronné est bien ancré dans cette zone et les écrits aussi anciens que lui l'attestent.*

« Les Tadjiks ont eu un sort peu enviable. La dynastie samanide fut la première et la dernière à créer un Etat proprement tadjik, durant un peu plus de cent ans (874-999). Dès le début du XI^e siècle commencent les invasions turkes et mongoles qui vont mettre fin à l'activité politique des Tadjiks. Ceux-ci ne disparaîtront cependant pas de la scène de l'Histoire, en se consacrant presque exclusivement au domaine théologique et artistique, quoique certains fussent conseillers et fonctionnaires des gouvernants turks ». Ce qu'ils appellent l'« idée turke » est, bien entendu, l'idée de « l'autre », l'adversaire, l'ennemi, celui qui est venu après pour leur prendre la terre: le non-tadjik. Nous trouvons les mêmes idées chez les iraniens par rapport aux azéris, aux kurdes et à tout ce qui n'est pas persanophone et, nous le verrons plus tard, non-chi'ite.

« Les Turks associent l'Asie centrale au toponyme poétique de Touran (Turan) et, partant de l'homophonie ethnique et géographique, situent dans cette région leur patrie d'origine. Ce mythe est si persistant chez les peuples turks de l'Altaï à la Méditerranée que l'agence d'information de l'Azerbaïdjan, république turkophone de Transcaucasie, a choisi de s'appeler Touran. Or différentes sources, dont le Livre des Rois de Firdousi, attestent que les adversaires des Iraniens qui habitaient le "Touran" étaient en fait des indo-européens, tant sédentaires que nomades (Sakas), le toponyme lui-même provenant d'un prince nommé Tour, auquel échut l'Asie centrale lorsque son

¹⁷ NEGMATOV. I Gosoudarstvo samanidov (L'Etat des Samanides), Douchambé, 1977, GAFOUROV. B Tadjiki (Les Tadjiks), Moscou, 1972, cités in : CHOUKOUROV. Charif et Roustam Peuples d'Asie centrale op.cit.

père, le roi iranien Féridoun, partagea le royaume entre ses trois fils ».. Finalement, même en tant qu'ennemis, ils n'ont pas le droit d'être Turke, mais une branche des peuples indo-européens.

La facilité assimilatrice s'explique tant par l'amorphisme culturel et idéologique des nombreuses tribus turkes, souvent ennemies entre elles, que par leur marginalité vis-à-vis des grandes civilisations - Chine, Iran, Inde, Byzance, Islam - qu'elles s'efforçaient d'annexer par les armes mais aussi au prix de glissements sémantiques. C'est avec la même aisance que les Turks, à l'origine adeptes du chamanisme, adoptaient les religions se présentant sur leur passage - zoroastrisme, bouddhisme, manichéisme, nestorianisme, mithraïsme -, avant d'être définitivement islamisés (rappelons que la grande majorité des peuples musulmans de l'ex-URSS sont d'origine turke). Mais c'est aussi pour la même raison que, contrairement aux Iraniens chez qui l'Islam s'accordait parfaitement à leur « essence » ethnique, les peuples turks sauront toujours se montrer plus tolérants en matière de religion, faire le partage entre celle-ci et la politique. *« A la théologie et à la poésie, ils préfèrent les instruments technologiques (administration, diplomatie, « science » des révolutions de palais, tactiques militaires) qui leur permettent d'effectuer au mieux une turkisation de l'histoire et de la culture des peuples conquis, laquelle connut son apogée avec la puissance ottomane mais n'a jamais cessé d'être un axe et un facteur déterminants. A cet égard, la création de l'empire Ottoman au XV^e siècle, l'avènement de la Turquie en tant que telle donnèrent sans conteste une impulsion décisive à l'ensemble des peuples turks, dans les domaines tant politique et militaire que culturel »¹⁸.*

« Nul doute que ce qui est aujourd'hui en gestation, notamment en Asie mineure et en Asie centrale, c'est un monde turk fortement sécularisé et technocratisé qui ne peut se bâtir qu'aux dépens de l'univers arabo-iranien islamisé et de l'espace chrétien, qu'il s'agisse de l'Arménie, de la Russie ou même de l'Europe. Mais ceci peut être un sujet de l'avenir proche ou plus lointain. revenons toutefois au début de cette histoire riche d'enseignements, à l'expansion turke en Asie centrale ». L'iranien, l'arabe, l'arménien et même l'europpéen sont en face de la même menace: les peuples turco-altaïques de l'Asie centrale et de l'Asie mineure.

Ces quelques lignes illustrent comment un peuple se construit un univers imaginaire avec un ou un ensemble d'ennemis, des amis et des alliés aussi imaginaires et une bataille qui n'est finalement pas la sienne. Ce qui est intéressant c'est que le cas des auteurs tadjiks n'est pas un cas isolé. Tous les peuples d'Asie centrale, sans exception, invoquent les mêmes armes pour se différencier de « l'autre » avec autant d'acharnement, si ce n'est pas plus. Les diverses politiques d'assimilation menées par les ouzbeks à l'égard des tadjiks de Samarcande et de Boukhara, par les iraniens et les turcs à l'égard des kurdes, par

¹⁸ CHOUKOUROV. Charif et Roustam Peuples d'Asie centrale op. cit.

les kirghizes à l'égard des ouzbeks de la ville d'Och, n'en sont que quelques exemples significatifs..

1-1-1-2 La conquête musulmane.

C'est la dynastie des omayyades qui fut à l'origine de la conquête de l'Asie centrale. La conquête de la Transoxiane fut réalisée durant le premier siècle de l'expansion arabo-islamique, sous la dynastie des Omayyades de Damas, plus de cinquante ans après la chute de l'Empire sassanide, dont le sort commandait celui de la Transoxiane. Après la défaite définitive des Sassanides à Nehavend en 642, quelques détachements poussèrent jusqu'au "pays des Turcs", mais ces incursions furent sans effet immédiat (expédition de Sa'ida ibn Osman à Boukhara en 676). Ce n'est qu'au début du VIII^e siècle que la Transoxiane fut conquise. Entre-temps, le pouvoir musulman avait décidé l'installation dans le Khorassan de 50 000 familles de Basra, afin de servir de base arrière aux opérations au-delà de l'Amou-Daria, lesquelles semblaient moins aisées que prévues. La conquête se déroula sous le gouvernement de Koutaiba ibn Mouslim (704-715). C'est à cette époque qu'eut lieu la confrontation islamo-Tang, entre les musulmans et les dynasties chinoises (notamment les Tang).

La domination militaire chinoise avait déjà atteint le cœur de la Transoxiane au début du règne de la dynastie des Tang (618-907), qui exerçait sa suzeraineté sur l'Ouzbékistan oriental (plaine du Ferghana) et dans le sud-est du Kazakhstan. L'affrontement final entre les armées chinoises et musulmanes eut lieu en 751 près de la rivière Talas (Kazakhstan). La défaite chinoise entraîna le retrait du Céleste Empire de l'Asie centrale pour mille ans, jusqu'à la conquête mandchoue du Sinkiang au XVIII^e siècle. Parallèlement, l'expansion musulmane se ralentissait dans l'aile ouest de l'Empire (défaite de Poitiers, 732).

L'islamisation de la Transoxiane est encore très mal connue et ses différentes phases ne nous apparaissent pas clairement. C'est pourtant l'un des processus majeurs de l'histoire sociale et culturelle de cette région. L'Islam est la religion du nouveau pouvoir, qui construisit en 712 la première mosquée de Boukhara, sur l'emplacement d'un ancien temple du feu zoroastrien. Outre la structure administrative, l'islamisation abordait tous les domaines de la vie sociale et culturelle de la Transoxiane. Avec la construction des grandes mosquées au centre des cités, le plan de la ville musulmane des premiers siècles se propagea (mosquée, forteresse).

La Transoxiane fut dès le VIII^e siècle une province qui participa pleinement à l'élaboration des règles religieuses et des canons culturels de la civilisation médiévale de l'Islam.

1-1-1-2-1 Les divers formes de pouvoir en Asie centrale, avant Tamerlan.

Les Oghouz et les Turgechs, ainsi que la confédération kiptchake ont été les premiers à s'organiser sous forme tribale. La confédération des Oghouz s'est formée à la fin du IX^e et au début du X^e siècle dans le Kazakhstan de l'ouest, l'un de ses plus grands établissements urbains étant Jangikent, sur le bas Sayr-Daria. La confédération des Oghouz formait le principal Etat nomade au nord-ouest de la zone samanide. Les steppes situées au nord du Sayr-Daria, un temps dominées par les Karlouks, connurent aux X^e-XI^e siècles l'expansion de la confédération turcique des Kiptchaks. Dès lors, le Kazakhstan fut appelé par ses voisins méridionaux de Transoxiane le Dacht-e kiptchak (Steppe des Kiptchaks), expression utilisée aussi par l'historiographie.

Finalement l'Asie centrale devient une « *matrice des cultures turciques musulmanes* », comme le note Vincent Fournieau¹⁹. C'est vers les III^e-IV^e siècles de notre ère que les Turks font leur entrée dans l'histoire mondiale. Si leur ethnonyme - les « orts » est déjà lourd de présages, leur genèse demeure obscure. Leur foyer semble s'être situé dans la région de l'Altaï et de la Sibérie méridionale, dans les parages du lac Baïkal, ainsi que dans une partie du Turkestan chinois (on a trouvé là un grand nombre de documents en ouïgour ancien -IX^e-XIII^e siècles-, que les scribes anonymes appellent souvent *turka*, *turktilinka*). En 551-744 un *kaganat* turk se constitua dans l'Altaï et s'étendit jusqu'aux frontières nord de la Chine (Mongolie). Au milieu du VI^e siècle, des raids guerriers menèrent les tribus turkes jusqu'à la mer d'Aral puis à la mer Noire, en constituant ainsi peu à peu un vaste empire nomade. Des liens diplomatiques et économiques s'établirent avec la Perse sassanide et Byzance.

Les versions toujours en cours à Istanbul, Bakou et Tachkent, selon lesquelles la turkisation politique et culturelle de l'Asie centrale fut effective dès le VIII^e siècle sont contestées par les historiens sérieux²⁰. Ainsi, dans une intervention au titre significatif (« *L'invasion des Barbares: apparition des Turks dans le monde musulman* »²¹) lors d'un symposium à Oxford en 1973, C.E. Bosworth montre que c'est seulement à partir du XI^e siècle que l'on peut parler d'une forte influence politique turke dans le monde musulman. Qui plus est, cette influence va se manifester essentiellement dans les domaines administratif et militaire, les Turks laissant les autres sphères d'activité aux représentants des ethnies plus sédentaires: Iraniens, Arméniens, Grecs, Arabes. « *Tant et si bien que même au XIX^e siècle, avant la conquête russe de Boukhara, le pouvoir*

¹⁹ FOURNIAU. Vincent *Histoire de l'Asie Centrale* op.cit.

²⁰ CAHEN. C *Pre-Ottoman Turkey*, Londres, 1968.

²¹ *Papers on Islamic History*. III. Islamic Civilisation. Oxford-Cassirer, 1973.

administratif et militaire y était réservé aux Ouzbeks tandis que la culture, la religion et le commerce restaient aux mains des Tadjiks »²².

La domination turke commence véritablement avec l'invasion des Seldjoukides, une tribu oghouz²³ qui va constituer un immense empire jusqu'à Bagdad, au XI^e siècle. Un nouvel ordre s'instaure avec eux dans la mesure où, rompant avec la fusion du religieux et du politique propre au monde arabo-iramen, les Seldjoukides implantent la notion de "sultan de l'Islam", chef temporel opposé au calife, lequel n'est que le chef de tous les croyants, entraînant ainsi une sécularisation certaine de l'Etat théocratique. Le pouvoir des sultans turks se mit à cohabiter avec celui des califes de Bagdad qui, par définition, assumaient jusque-là toute forme de pouvoir.

Le règne des Seldjoukides, qui avaient choisi pour capitale Merv (Mary au Turkménistan actuel), vit se poursuivre au XI^e et XII^e siècles l'essor culturel de l'Asie centrale, au point que certains ont même parlé d'une « *iranisation* » manifeste des Oghouz. Toute l'administration centrale continuait de s'appuyer sur une forte couche de fonctionnaires tadjiks et persans.

Enfin, cette phase intermédiaire de l'histoire des empires des steppes est marquée par l'islamisation de certaines de ces confédérations turciques.

Ainsi, c'est en musulmans que des confédérations comme les Seldjoukides vont conquérir la Transoxiane et le Proche-Orient. Certains chefs militaires turcs musulmans ont commencé à jouer un rôle à l'intérieur du califat abbasside bien avant la fin de la période samanide. Mais ce n'est pas avant la fin du X^e siècle que l'implantation de confédérations turciques dans les régions de vieille civilisation urbaine prit un caractère conjointement politique et massif. La formation de ces premiers royaumes fut la condition de la fondation d'une culture d'Etat turque et islamique. Une autre dynastie importante des turks, fut celle des Khorezmchahs (915-1220). Ces *rois de Khorezm* ont construit un vaste Empire qui réunissait une grande partie de l'Asie centrale actuelle et de la Perse.

Le titre de Khorezmchah, venant de l'époque préislamique, a été porté au Khorezm à l'époque islamique par quatre dynasties différentes entre 915 et 1220. Les deux derniers chahs, Tekich (1172-1200) et son fils Ala'eddin Mohammed (1200-1220) règnent sur un Empire à son apogée, principale force étatique de l'Orient musulman avant la conquête mongole. Pour la première et la dernière fois de son histoire, le Khorezm était devenu le centre d'une puissance régionale. En 1119, le calife abbasside al Nassir octroie à Tekich le sultanat sur la Perse occidentale et le Khorassan. Mohammed se tourne alors contre les Ghorides qui, entre 1150 et 1173 avaient détrôné les Ghaznévides, une autre dynastie d'origine Turke, et prend Ghazna en 1215. On sait qu'il était intervenu en Transoxiane en

²² CHOUKOUROV. Charif et Roustam Peuples d'Asie centrale op.cit

²³ Le terme oghouz (ou tokouz-oghouz, les « *neuf tribus* ») désignait une confédération de tribus et de peuples turks constituée dès le VII^e siècle dans la région de Baïkal. Une autre tribu oghouz, les Petchénègues, avait déjà émigré vers l'Ouest, à la fin du IX^e siècle, et s'était installée dans la Russie méridionale.

1207 et 1212. Mais cet empire manquant d'unité ne résista pas à la poussée des Mongols. A Otrar, ville frontière des possessions du Khorezm sur le moyen Sir Daria, une caravane de marchands musulmans envoyés par Gengis Khan est massacrée par les Khorezmiens en 1219. La campagne militaire de Gengis Khan en Transoxiane fut la conséquence directe de cet événement.

1-1-1-2-2 Les invasions mongoles, l'Empire de Gengis Khan et ses Etats successeurs.

Gengis Khan, de son nom Temoudjin, fut déclaré souverain suprême des Mongols et son titre « *Gengis Khan* » fut proclamé par une assemblée de chefs mongols (kouriltai) en 1206. Après avoir achevé l'unification des tribus mongoles sous son autorité entre 1206 et 1209, ayant infligé une déroute aux Naimans, Gengis Khan réorganisa la structure militaire des tribus mongoles, promulgua le code de Yassa et organisa la fiscalité. De même qu'il avait transformé des idées empruntées à la Chine et au nestorianisme en théories étatistes, il partit à la « *conquête du monde* », lançant ses premières campagnes en dehors du domaine ethnique mongol contre la Chine, alors divisée en trois Etats (Hsi-Hsia, Kin, Song). Gengis Khan n'avait plus que douze années à vivre mais tout alla très vite. Les faits sont bien connus et largement décrits: Pékin est prise en 1215, la Kachgarie en 1218, la Transoxiane en 1220, le Khorezm l'année suivante ; les premières victoires de ses généraux contre les Russes datent de 1223 et c'est pendant une campagne contre l'Empire hsi hsia (tangout de son nom altaïque) que meurt Gengis Khan, le 18 août 1227.

L'Asie centrale a donc fait partie de trois *oulous* (apanages) gengiskhanides, ceux de Djochi-Batou, Tchagatai et Houlegou, fils de Toloui. Le territoire kazakh dépendait de *l'oulous* de Djochi, dont le centre de gravité ne se trouvait pas en Asie centrale (Horde d'Or en Russie méridionale). Cet apanage comprenait également le delta et l'extrémité du cours inférieur de l'Amou-Daria, le nord du Khorezm, avec l'oasis de la ville d'Ourgentch. L'apanage de Tchagatai englobait les bassins du moyen et du haut Sayr-Daria, du Zeravchan, du moyen et haut Amou-Daria, du Balkh Ab avec Balkh dans le nord de l'Afghanistan, jusqu'à Kaboul et Ghazna. Ainsi, les capitales historiques de l'Asie centrale, Boukhara, Samarcande, Balkh, Tachkent et Turkestan relevaient du patrimoine de Tchagatai.

C'était la première fois dans leur histoire que tous les tronçons de la Route de la soie dépendaient d'un seul pouvoir, de l'Orient à l'Occident. La circulation des marchandises et des hommes connut donc une période d'intensification, avec

notamment des échanges de produits, de techniques et d'influences artistiques (par exemple l'influence de l'art chinois dans la miniature persane).

Le siècle tchagataïde fut le point de départ de la formation d'une identité ethnique tchagataï, dont la fortune fut entravée par la formation d'autres identités turciques dans les périodes ultérieures, mais qui s'est maintenue, avec des contours assez flous, jusqu'au XX^e siècle. Les deux Etats tchagataïdes ont connu une histoire très différente. Dans la partie orientale, appelée Mogholestan, la dynastie se maintint jusqu'au milieu du XVII^e siècle, après s'être tardivement convertie à l'Islam. Dans la partie occidentale, la symbiose entre l'élément local et la royauté d'origine mongole se réalisa graduellement. Ainsi, dans le premier tiers du XIV^e siècle, les *oulous* gengiskhanides étaient fermement différenciés les uns des autres, sous l'action de facteurs locaux de plus en plus puissants. L'Asie centrale occidentale sera, moins qu'auparavant et pendant plusieurs siècles, exposée à des influences continentales, comme ce fut le cas dans son passé pré-mongol. Après les secousses dues aux mutations sociales et culturelles du siècle tchagataïde, les virtualités d'une culture turco-mongole musulmane à forte composante iranienne se révéleront pleinement durant le siècle timouride, appelé pour cette raison « renaissance timouride ». L'Asie centrale est entrée avec le XIV^e siècle dans un long processus d'homogénéisation et de stabilisation. L'émergence d'une culture turco-mongole musulmane sous les Tchagataïdes et Tamerlan contenait un ensemble de recompositions sociales, institutionnelles et culturelles dont la montée des courants soufis fait partie. Ainsi le soufisme, même s'il n'est pas né en Asie centrale, a trouvé dans cette région un terrain fertile, en réponse en quelque sorte à deux siècles de profondes secousses. Il devient jusqu'au XIX^e siècle une des formes courantes de la foi, non seulement de la foi populaire mais aussi de celle des gouvernants.

1-1-1-3 La Construction moderne de l'espace politique: Le Turkestan.

Civilisée sous la quadruple influence de la Perse, de la Grèce, de la Chine et de L'Inde, l'Asie centrale des sédentaires a connu, au début de notre ère, une réelle prospérité. C'est alors qu'en provenance de l'Altaï, ont surgi les premières invasions turques.

Étalées sur plus d'un millénaire, les expéditions turques, toutes plus redoutables les unes que les autres, ont tellement concerné la haute Asie qu'elles se sont appropriées à la longue l'une de ses régions essentielles: le Turkestan. L'avènement de Tamerlan a favorisé la transformation des confédérations tribales ouzbékes en véritables centres de pouvoir dans le sens moderne du terme.

1-1-1-3-1 Taimour-é Lang.

L'avènement de *TAMERLAN*, peut être considéré comme le début des pouvoirs dans le sens moderne du terme.(1405-1507). C'est le « *tournant du monde moderne* », selon les termes de l'historien Vincent Fournieau²⁴.

Timour-é Lang,, « Taïmour Le Boiteux » francisé en Tamerlan est né en 1336 au sud de Samarcande²⁵, dans un clan turcophone et musulman. En 1370 il est maître de la Transoxiane, avec Samarcande pour capitale. Tout le reste de sa vie (il mourra en 1405) sera consacré à des guerres sans fin, le plus souvent menées avec une exceptionnelle cruauté.

Tamerlan a représenté la réaction "nationale" au fait mongol, mais au lieu d'en finir avec ce dernier comme firent les Ming en Chine en 1368, il l'a intégré dans un nouveau système politique.

En Perse, en Irak, en Inde, les autres régions qu'il ajouta à son rayon d'intervention militaire à partir de la Transoxiane, sa base arrière, Tamerlan s'appuya plutôt sur le principe de légitimité islamique pour établir son pouvoir. A cette époque, il ne subsistait aucune autorité suprême ni dans le monde musulman ni parmi les princes gengiskhanides. En effet, il n'y avait plus de califes abbassides à Bagdad depuis 1258 (leurs descendants se trouvaient en Egypte). De même, il n'y avait plus de grand Khan mongol depuis 1294. Ainsi Tamerlan s'est appuyé sans s'y substituer sur ces deux principes unitaires.

Tamerlan ne fut jamais un étranger dans les pays qu'il soumit, tant sur le plan de la culture juridique que sur le plan politico-religieux, contrairement aux conquérants précédents. Il pouvait partout s'appuyer sur les arguments musulman ou gengiskhanide pour justifier son action et trouver des clientèles.

La signification historique fondamentale de l'Etat de Tamerlan est d'avoir été l'unique Empire international de l'ère turco-mongole musulmane ayant eu la Transoxiane pour centre.

La mort de Tamerlan ouvre un siècle de transition. Chah Rokh, le premier de ses descendants (les Timorides), choisit Hérat (aujourd'hui en Afghanistan) comme capitale et régit sur l'Iran oriental, le Khorezm et la Transoxiane. Des querelles éclatent entre ses successeurs. Simultanément trois nouvelles « *confédérations* » nomades se mettent en place dans les steppes: à l'ouest, les Ouzbeks et les Kazakhs; à l'est les Oïrates (Mongols occidentaux)

« A la mort de Tamerlan, son empire fut partagé (comme l'avait déjà fait Gengis Khan, et aussi Charlemagne en Occident) entre quatre fils et petit-fils. La Transoxiane, avec pour capitale Samarcande, échut à Shah-Rukh. Les Timorides, dont le grand savant Ulug Bek, y régnèrent jusqu'en 1499. ensuite, avec le khan Shaybani, la région passe définitivement sous la domination des Ouzbeks qui y constitueront les khanats de Boukhara et de Khorezm (Khiva),

²⁴ FOURNIAU. Vincent *Histoire de l'Asie Centrale* op.cit.

²⁵ La métropole se trouve aujourd'hui dans la République d'Ouzbékistan; à majorité persanophone, elle est convoitée par la République du Tadjikistan. C'est dans ce cadre qu'on entend la dynamique de l'histoire en Asie Centrale; ici on ne peut pas avancer « les découpages staliniens de 1924 » comme l'unique responsable des mésententes entre les Tadjiks et les Ouzbeks.

puis de Kokand. Bien que les centres culturels d'Asie centrale aient continué, jusqu'à nos jours, de parler le tadjik, la région dans son ensemble continua de subir une turkisation plus ou moins intense selon les périodes »²⁶.

Aujourd'hui, il est de coutume de mettre l'accent sur une recomposition de l'Asie centrale en comptant immédiatement avec la Turquie et l'Iran, mais une vision approfondie sur la dynamique de l'histoire de l'espace centre-asiatique nous révèle l'existence d'autres facteurs. Il nous reste, avant d'aborder la conquête de l'Asie centrale par les Russes et ses prolongements, à « présenter » plus particulièrement les quatre peuples turks qui ont donné leur nom aux Etats actuels, où ils sont par ailleurs majoritaires dans la population, et avec lesquels fait corps l'histoire ultérieure de la région.

1-1-1-3-2 La Formation d'un 'sous-système'.

Nous sommes en présence de deux problématiques historiques: le dessin de l'Asie centrale comme un espace fermé; et le début de l'identification des populations en place. Autrement dit, on assiste à la naissance d'un système et de ses acteurs. Pourtant il faut préciser qu'aussi bien les acteurs que le système lui-même, sont pris dans le sens dynamique du terme. Autrement dit, nous concevons le système comme un film dans lequel se déroulent plusieurs scénarios à la fois; des scénarios, eux mêmes composés d'un grand nombre de photos historiques. Nous pourrions désormais parler des divers peuples qui prennent de plus en plus la forme de ce qu'ils sont aujourd'hui. Avant tout, les ouzbeks ont constitué leurs khanats, les premiers centres du pouvoir. Les « *khanats ouzbeks* » ont été les débuts du pouvoir dans le sens moderne du terme.

C'est sur les terres des Timurides, descendants de Tamerlan, que les tribus nomades de Chaybani khan entreprirent de mettre en place au XVI^e siècle une puissante organisation étatique: l'une des conséquences en sera de rompre définitivement l'unité de la culture iranophone dans l'aire comprise entre Chiraz et Boukhara. Circonstance aggravée par le fait que Chaybani khan et ses descendants avaient adopté l'orthodoxie musulmane, le sunnisme, qu'ils imposèrent également à la majorité des Tadjiks, alors que la Perse choisissait, à partir du XVI^e siècle, le chiisme érigé en religion d'Etat. Par ailleurs, comme dans le cas des Kirghizes, les derviches soufis, dont les rites facilitaient le passage du chamanisme au strict monothéisme de l'Islam, contribuèrent à répandre la religion musulmane parmi les Ouzbeks tout en favorisant leur prise de conscience nationale.

Des steppes d'au-delà du Sayr-Daria vinrent les Ouzbeks, les vainqueurs des Timourides. L'effondrement de ces derniers a entraîné la redéfinition des frontières politiques et ethniques d'une large part de l'Asie centrale, donnant place

²⁶ CHOUKOUROV. Charif et Roustam Peuples d'Asie centrale op.cit

aux nouvelles aires ethno-politiques des Kazakhs et des Ouzbeks. L'expression de « *l'aire ethno-politique* » des Kazakhs et des Ouzbeks désigne des territoires immenses, correspondant approximativement pour la première au Kazakhstan, pour la seconde à l'Ouzbékistan, une large part du Tadjikistan et l'ouest du Turkménistan. Ces aires connurent conjointement deux types d'évolution entre les XVI^e et XIX^e siècles: l'éclatement politique, avec la formation de plusieurs entités politiques, et en même temps une lente unification ethnique dans chacune d'elles. Ainsi, les maisons régnantes furent toutes musulmanes et gengiskhanides, ethniquement kazakhs dans la première aire, ouzbeks dans la seconde, tandis que l'identité ethnique de la majorité des populations se consolidait sous la forme kazakh au nord, ouzbek au sud du Sayr-Daria. Les identités des autres peuples actuels, Kirghizes, Turkmènes, Tadjiks, etc., se sont développées en relation avec ce processus.

Il convient de noter que ces entités étaient désignées par le nom de leurs tribus ou de leurs dynasties, les noms des républiques d'aujourd'hui ne correspondant à un territoire bien défini que depuis la période soviétique.

La consolidation de ces aires ethno-politiques a été concomitante aux modifications majeures de leur environnement international: entre 1501 et 1525, fondation des Empires safavide en Perse et des Grands Moghols en Inde, entre les XVI^e et XVIII^e siècles, conquête de la Sibérie par la Russie et du Turkestan oriental par la Chine. Mais jusqu'à la fin du XVIII^e siècle pour le Kazakhstan et le milieu du XIX^e siècle pour la Transoxiane, ces deux aires ethno-politiques n'ont été comprises, sauf exception, dans aucun des cercles d'influence ou de vassalité, nominale ou réelle, des empires qui subsistent ou qui se développent autour d'elles: Chine, Inde Moghole, Perse, Russie, Empire ottoman.

Il existe ici un intéressant contraste entre les critères qui ont servi à l'articulation de la légitimité des pouvoirs politiques d'Asie centrale (faits musulman et gengiskhanide) et la fragmentation territoriale et dynastique qui a dominé la région durant l'époque moderne. Ainsi, contradictoirement, « *l'héritage monde* » duquel provenait la légitimité des princes kazakhs et ouzbeks a servi à structurer deux aires ethno-politiques bien déterminées et de plus en plus individualisées l'une par rapport à l'autre.

A partir de ces phénomènes, l'émergence des confédérations ouzbeks et kazakhs met un nouveau dessin sur le paysage politique de cette région. On ne sait encore presque rien sur le processus d'adoption et de fixation du nom « *ouzbek* » parmi les tribus cheibanides. Le terme « *ouzbek* » n'est pas, initialement, le nom d'une tribu particulière (contrairement à mangkol, qui donna mongol). Son origine est discutée. Vient-il du khan Ouzbek (1312-1340) de la Horde d'Or, qui avait incarné la victoire définitive du parti favorable à l'Islam dans cet Etat ? Nombreux sont ceux qui rejettent cette hypothèse. Aboul Khair est considéré comme le fondateur des Cheibanides-Ouzbeks. C'est en effet pendant son règne (1428-1468) que la horde connut d'abord une période de puissance,

puis se scinda définitivement en deux éléments inégaux, les Ouzbeks loyalistes minoritaires et les Kazakhs majoritaires.

Toujours est-il que la dernière migration-conquête de nomades a marqué le début de la mise en place des sédentaires. « *Homme de la steppe* », Cheibani Khan a vécu dans l'intimité des pratiques politiques et administratives de la vieille Transoxiane sédentaire et de sa culture. L'invasion ouzbek est un événement d'histoire intérieure de cette Asie centrale et ne résulte pas, comme tant d'autres invasions précédentes, d'une réaction en chaîne ayant pour point de départ la steppe de l'Orkhon. Elle représente une reconfiguration ethno-politique qui évolue en vase clos, dans l'espace géopolitique propre de l'Asie centrale occidentale. Ceci explique le caractère aisé et rapide de l'implantation des Ouzbeks dans leur nouvel empire. La connivence entre les élites politiques et sociales de Transoxiane avec leurs nouveaux princes s'étendait bien au-delà de la question de la légitimité (gengiskhanide) à gouverner: ces élites ont accepté sans transition la venue des Cheibanides, ces derniers se sont logés sans heurts dans la culture musulmane du carrefour turco-iranien car ils en étaient aussi un rameau. Ils furent des gestionnaires avisés de la double économie agricole et pastorale.

Les Chybamides, descendants de Chyban, l'un des petits fils de *Gengis Khan*, contrôlent à la fin du XIV^e siècle les steppes au nord de la mer d'Aral; les tribus qu'ils dirigent ont pris le nom d'*Ouzbeks*. Au XV^e siècle, le Chybanide Abul Khayr tente d'instaurer un Etat Ouzbek au Transoxiane..

Le petit fils d'Abul Khayr, Muhammad, relance en 1500 l'expansion Ouzbek; il occupe Samarkhand, Boukhara et le Khorezm, puis Tachkent et Ferghana. Dans le Khorassan il se heurte au Séfévide, Chah Ismaïl, souverain de la Perse, qui le bat à Merv en 1510.

Mais d'autres tribus turcophones (et une partie de ses propres troupes) s'y opposent et s'installent entre le Sayr-Daria et le lac Balkhach. Telle peut être l'origine des *Kazakhs*: Les *Kazakhs*, les *hommes libres*, chercheurs d'aventures. Le mot a la même racine que le mot turk qui a donné « *Cosaque* » chez les Slaves. En ce qui concerne l'**espace Kazakh**, les deux processus les plus importants de la société kazakh furent sa division en trois hordes distinctes et sa lente islamisation. Le fractionnement des tribus kazakhs en trois hordes, ou *jouz* en kazakh, commença probablement dans le courant du XVI^e siècle. Les Grande (*Oulough*), Moyenne (*Orta*) et Petite (*Kichi*) hordes n'étaient pas dénommées d'après leur taille, elles étaient censées descendre des campements que l'ancêtre de tous les Kazakhs aurait partagé entre ses trois fils, respectivement l'aîné, le deuxième et le cadet.

Les repères chronologiques pour en suivre la progression ne sont pas abondants. Les épopées kazakhs retraçant la lutte à mort contre les Kalmouks, présentent les combattants kazakhs comme des héros musulmans. La colonisation russe fixa probablement définitivement le lien entre islam et identité kazakh.

Le domaine Ouzbek tend à se diviser en Khanats rivaux²⁷ et finalement en 1539 le pouvoir Chybanide s'effondre. Cet effondrement marque la fin du pouvoir des vastes empires Timourides mais surtout Ouzbeks.

L'instauration au XVI^e siècle d'une puissance chi'ite en Perse dresse une barrière - qui n'avait jamais existé - entre le Turkestan qui est demeuré sunnite et le Moyen-Orient. Les populations d'Asie centrale, dès lors, se replient sur elles-mêmes. L'essor des liaisons maritimes entre l'Extrême-Orient et l'Occident accentue ce relatif isolement.

Par ailleurs la mer Caspienne s'érige de plus en plus comme une barrière infranchissable pour les nomades méridionaux. Cela est dû, d'une part à la poussée des populations slaves, notamment les Russes vers le sud, et d'autre part aux pressions de la dynastie des Séfévides.

Peu à peu l'espace de l'Asie centrale se dessine comme la « zone tampon » entre trois ères différentes: la Perse, la Chine et les débuts d'un pouvoir russe qui se veut de plus en plus expansionniste vers le sud.

La question qu'on se pose aujourd'hui, à savoir *quel est le débouché maritime qui conviendrait le mieux aux cinq Républiques d'Asie centrale pour contourner la Russie?* pourrait trouver ici un élément de réponse.

1-1-1-3-3 La diversité humaine de l'Asie centrale.

En ce qui concerne les autres peuples d'Asie centrale, « *les noms kirghize, tadjik et turkmène ont existé avant la naissance des espaces kazakh et ouzbek, mais leur consolidation à l'époque moderne se fit dans l'orbite politique plus ou moins active des Kazakhs ou des Ouzbeks* »²⁸. Outre les principaux peuples, il y avait de nombreuses communautés de taille réduite, les noms de certaines d'entre elles ont déjà été mentionnés. A partir du X^e siècle, le Tian-Chan a été graduellement occupé par une nouvelle population, les *Kirghizes*. Ces derniers ont pratiqué un nomadisme de montagne, qui s'opposait nettement au nomadisme des plaines du Kazakhstan, où les pasteurs parcouraient de très grandes distances. C'est dans le Tian-Chan, à la fin du XV^e siècle, que les **Kirghizes** parviennent à mettre en place une structure ethnopolitique, « *proto-étatique* », sous la forme d'une confédération de tribus regroupées en deux « *ails* » : *ong kanat* (aile droite) et *sol kanat* (aile gauche). On considère que l'histoire kirghize proprement dite commence à cette époque. La prise de conscience nationale va être favorisée,

²⁷ Le mot Khanat vient de l'appellation d'origine turque du mot Khan qui peut se traduire par le "maître" du temps féodal en Europe occidentale; avec le suffixe "at" qui est une des forme de pluriel en arabe

²⁸ FOURNIEU. Vincent *Histoire de l'Asie centrale* Paris Ed: PUF (Que sais-je ? n° 2821, mai 1994. Comme nous verrons plus loin, ces énoncés vont à l'encontre des affirmations des frères Choukourov, qui mettent l'accent sur l'existence d'une tradition politique chez les tadjiks sédentaires, bien avant les ouzbeks nomades.

comme souvent chez les peuples turks, par la diffusion de l'Islam et l'oeuvre missionnaire des shaïkhs soufis, notamment du Tadjik Lutfulla de Tchust et de son disciple Hodja Iskhak. Toutefois, les musulmans tardèrent à admettre « l'orthodoxie » des Kirghizes, disant d'eux qu'ils n'étaient « *ni kafirs (païens) ni musulmans* ». Aux XVII^e et XVIII^e siècles les Kirghizes subirent encore le joug d'un autre peuple mongol, les Dzungars (Kalmouks-Oïrats), cependant que la première pénétration russe, en 1606, n'aura pas de suite avant longtemps.

Les *Turkmènes* étaient répartis en sept grandes tribus. Leur peuplement était concentré sur les marges du Khorezm, d'où l'importance des Turkmènes dans l'histoire de Khiva, et le long du Kopet Dag. Leur territoire fut une aire d'extension du Khiva et du Boukhara, mais c'est en fait une troisième aire ethnopolitique qui a existé au sud et à l'ouest des aires kazakh et ouzbek, échappant au contrôle de ces dernières. L'économie des Turkmènes s'est caractérisée par un semi-nomadisme capable de beaucoup d'adaptation entre agriculture et pastoralisme selon les conditions climatiques. Voici comment le khan de Khiva, Abu-l-Ghazi, expliquait l'origine du terme dans sa *Généalogie des Turkmènes* (XVII^e siècle): « *Les Tadjiks avaient d'abord baptisé Turks les nouveaux venus dans le Maverannakhr* »²⁹. Cinq à six générations plus tard, sous l'influence du climat, leur menton s'était raccourci, leurs yeux ainsi que leurs nez s'étaient agrandis, sur des visages devenus plus minces...Lorsque d'autres tribus, marchands et captifs, firent leur apparition dans les parages des yourtes turkmènes, les Tadjiks entreprirent de les appeler Turks en qualifiant désormais les anciens Turks de *Turkmanand*, ce qui veut dire: semblable à un Turk. Comme les gens simples ne pouvaient prononcer ce mot, ils l'abrégèrent en « *turkmène* ».

1-1-1-4 La formation des grands ensembles.

Au début du XVI^e siècle, un ensemble de facteurs a contribué à la formation conjointe de grands ensembles politiques, dont les lignes de séparation, la région du Sayr-Daria entre Ouzbeks et Kazakhs, le Khorassan entre les Empires de Perse et les Ouzbeks, l'Afghanistan du Nord et du Centre entre les Ouzbeks et les Grands Moghols, sont restées d'une stabilité inconnue dans l'histoire jusque-là, sur une durée de plusieurs siècles.

Depuis, il est survenu l'avènement des khanats ouzbeks et la formation du peuple ouzbek comme la base d'une homogénéisation ethnique. Le domaine ouzbek fut composé de deux, puis trois Etats principaux, chacun ayant été le cadre de petites principautés, nombreuses surtout dans l'Etat de Boukhara. Dès 1510-1511, à la faveur du retrait des forces safavides, des princes cheibanides collatéraux de Mohammed Cheibani Khan forment un Etat séparé du Khorezm, lequel a toujours résisté aux assauts répétés du khanat de Boukhara, le principal

²⁹ Ce nom arabe désigne la région comprise entre les fleuves Amou-Daria et Sayr-Daria, qui comprend notamment les villes de Samarcande et Boukhara, soit *grosso modo* la Transoxiane des Anciens.

état ouzbek. Puis, au XVIII^e siècle, un troisième khanat ouzbek est formé par la tribu ouzbek des Mings, dans la plaine du Ferghana, dans des provinces administrées jusque-là par Boukhara. Ainsi, vers 1860, les Russes ont trouvé trois Etats ouzbeks en Asie centrale, souvent désignés par le nom de leurs capitales, Khiva au Khorezm, Boukhara, le khanat central, et Kokand, le khanat dont la plaine du Ferghana était le coeur.

Ils ont tous représenté des pôles d'homogénéisation du peuple ouzbek, dans des sociétés demeurées plurielles: outre les Ouzbeks majoritaires, il y avait des Turkmènes et des Karakalpaks dans le Khiva, des Tadjiks et des Turkmènes dans le Boukhara, des Kazakhs et des Kirghizes dans le Kokand. La Transoxiane à la veille de la conquête russe constitue à bien des égards le coeur de l'Asie centrale, regroupant toute la diversité de son héritage.

L'histoire de la formation des peuples de l'Asie centrale moderne est un domaine de recherche en plein développement. Les débats portent sur la signification des noms des nations actuelles d'Asie centrale (kazakh, kirghize, ouzbek, tadjik, turkmène): ont-elles été plutôt politiques, sociales, avant d'évoluer lentement vers la fonction d'ethnonyme ? Les interprétations les plus nombreuses existent à ce propos, en particulier pour ce qui concerne les deux nations neuves et assimilatrices de l'Asie centrale moderne, l'Ouzbek et la Kazakh. Les différences d'opinion portent aussi sur la chronologie de ces processus. Elles influencent par conséquent la réflexion qui porte sur la politique des nationalités de l'Etat soviétique.

1-1-2 Des ethnies aux Nations en Asie centrale.

Il existe une tendance, malheureusement non seulement dans le milieu journalistique, peu informé et empressé de créer le « *nouveau choc* », mais aussi chez une partie des intellectuels occidentaux, à voir ou à interpréter le nationalisme d'une manière négative³⁰.

1-1-2-1 L'URSS et la création artificielle des républiques socialistes.

La révolution d'octobre a apporté l'élément extérieur dans le cadre de cette construction. Selon les auteurs tadjiks, le parti pris pour ce qu'ils appellent « *l'élément turk déislamisé* » devint un des piliers de la politique bolchevique. Révélatrice est à cet égard l'histoire des premières relations entre les bolcheviks et Mustapha Kemal, leader d'une Turquie régénérée après sa défaite dans la

³⁰ Pour les origines de cette tendance Voir :

- ANDERSON. Benedict Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism London Ed : Verso 1983,

- BRUBAKER. Rogers « *Aftermaths of Empire and the Unmixing of Peoples: Historical and Comparative Perspectives* » in : AZRAEL. Jeremy Migration Within and From the Former USSR Santa Monica Ed : The Rand Corp 1992.

première Guerre mondiale. Les bolcheviks se sentaient indéniablement inspirés par le divorce de Kemal avec la tradition islamique, par son aspiration à bâtir un Etat national laïc. Si la guerre civile qui fit rage en Turquie de 1919 à 1922 s'acheva par la victoire des kémalistes, cela était dû en grande partie à l'aide en armes, or et munitions apportée par les Russes.

Les relations entre Atatürk et les bolcheviks restèrent bonnes même après les tentatives de ces derniers de fomenter en Turquie une révolution communiste. Celle-ci amena Kemal, pendant l'été 1921, à dissoudre le Parti communiste de Turquie créé à Bakou en 1920. De l'époque du flirt bolchévico-kémalien remonte aussi le problème actuel du Haut-Karabakh : c'est en effet sous la pression de la Turquie que la Russie plaça cette région, majoritairement peuplée d'Arméniens, sous l'autorité de la république turque voisine, l'Azerbaïdjan. Menaçantes, les récidives de séparatisme et de panturquisme chez les communistes turks forcèrent la Russie à hâter le processus de découpage. A tous les échelons du Parti, les projets sur la future Asie centrale provoquèrent des discussions animées. On envisagea de créer des Etats nationaux des Kazakhs, des Ouzbeks, des Turkmènes et des Kirghizes sur le territoire du Turkestan, ainsi que sur celui de Boukhara et de Khiva qui s'étaient rattachés « *volontairement* » à la Russie des Soviets. Fait symptomatique, seuls les Tadjiks qui constituaient la majorité absolue de la population de l'ancien émirat de Boukhara, des régions de Zeravchan et de Ferghana, se virent refuser le statut de "grand peuple autochtone" ayant droit à son propre Etat national.

C'est ainsi que quatre Etats turks naquirent du découpage national réalisé en 1924 : la république socialiste soviétique d'Ouzbékistan et la RSS de Turkménie, la RSSA des Kirghizes (rebaptisée RSSA du Kazakhstan en 1925) et la Région autonome des Kara-Kirghizes (RA des Kirghizes en 1925, puis RSSA de Kirghizie en 1926). Les quatre entités furent unanimes à rejoindre l'URSS que l'on venait de créer en décembre 1922, mais si les deux premières accédèrent au rang de république fédérée dès 1925, les deux autres devront attendre 1936 pour le faire. L'influence exercée par Moscou sur ces républiques dotées de constitutions type était totale, du fait de la centralisation des structures de pouvoir et de répression : les instances fédérales du parti, des Soviets, de l'armée et de la police (Guépéou, commissariat à l'intérieur) étaient concentrées à Moscou. Le pouvoir local, quant à lui, était assumé par de classiques satrapes, despotiques à l'égard de la population indigène et obséquieux envers leurs camarades russes de Moscou.

Les débats sur les principes du découpage national avaient mis au jour les dissensions majeures, en premier lieu vis-à-vis de l'Ouzbékistan qui prétendait déjà au leadership économique, politique et culturel dans la région. Les communistes ouzbeks, qui étaient un des groupes les plus puissants en Asie centrale, obtinrent de Moscou, l'arbitre suprême, la part du lion avec les terres les plus riches et les plus développées des anciens Etats de Khiva, Boukhara et

Kokand. La vieille hostilité entre Ouzbeks et Turkmènes avait perdu de son acuité bien qu'une certaine tension demeurât relativement à Khorezm, la région la plus fertile du khanat turkméno-ouzbek de Khiva qui revint à l'Ouzbékistan (près de 120 000 Turkmènes vivent aujourd'hui dans les régions de Khorezm et de Boukhara, ainsi qu'en Karakalpie). Autre problème traditionnel pour une région pratiquant l'irrigation agricole : les Turkmènes s'interrogeaient non sans fondement sur l'équité du partage des eaux de l'Amou-Daria dont le cours supérieur irriguait les terres ouzbeks.

C'est toutefois pour les relations tadjico-ouzbèkes que le découpage national devait avoir les conséquences les plus explosives. Au départ, point n'était question de créer un Etat tadjik. Des communistes tadjiks tentèrent cependant de soulever le problème, en quoi - ô surprise - ils furent soutenus par les Kazakhs qui redoutaient un renforcement démesuré de l'Ouzbékistan. (Depuis, communistes kazakhs et tadjiks ont souvent fait bloc dans leurs différents avec Tachkent.) Mais en 1924 Moscou se contenta d'octroyer aux Tadjiks une république autonome incorporée à l'Ouzbékistan et à laquelle furent rattachées les régions montagneuses les plus arriérées de l'ex-émirat de Boukhara, sans la moindre ville. La formation d'une république soviétique du Tadjikistan, indépendante de l'Ouzbékistan, ne survint qu'à la fin de 1929, à la faveur d'un épisode qui réanimait le vieux « *rêve indien* » de la Russie. Au début de 1929, en effet, avait éclaté en Afghanistan une insurrection conduite par un certain Batcha-i-Sakko, radical islamiste qui renversa le roi Aman Allah Khan, ami des Russes. Ceux-ci ne manquèrent pas de tirer parti du désordre provoqué. En avril de la même année, l'Armée rouge pénétrait en Afghanistan où elle enleva la ville de Mazar-i-Sharif, à une soixantaine de kilomètres de la frontière afghano-ouzbèke. Mais l'aventure avorta, les Russes durent se retirer et, à l'automne, les Afghans eux-mêmes écrasèrent l'insurrection de Batcha-i-Sakko. Toutefois, Staline ne jugea pas superflu d'avoir sur la frontière afghano-soviétique une république indépendante « *de poche* » à laquelle, quand l'occasion se présenterait, on pourrait rattacher les milliers de Tadjiks des régions du nord et du centre de l'Afghanistan. Ne faut-il d'ailleurs pas y voir une des multiples raisons qui pousseront en 1979 l'Armée rouge à franchir la frontière de ce pays?

1-1-2-1-1 La mise en place des critères soviétiques et occidentaux de l'ethnicité.

« *Les groupes ethniques ne sont pas des objets naturels mais des constructions élaborées dans le cours de l'histoire, auxquels parfois les intellectuels, ethnologues, linguistes et autres ont contribué* »³¹.

³¹ CENTLIVRE. P & CENTLIVRE-DEMONT. M « *Tadjikistan et Afghanistan : les groupes ethniques de part et d'autre* » in : DJALILI. Mohammad Reza & GRARE. Frédéric Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance Genève Ed : Publication de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève

Loin d'être un projet unitaire ou de fusion dans une nation dominante, la pratique géopolitique stalinienne a figé la diversité ethnique et culturelle antérieure par la distribution de cent quatre-vingt nations, nationalités, peuples et même religions sur des territoires spécifiques. Le principe de base en est bien connu, exprimé dès 1913 par Staline : « *La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture* ». Lorsque le commissariat aux Affaires musulmanes fut remplacé en mai 1920 par le commissariat aux Nationalités, la nouvelle stratégie de contrôle de l'Asie centrale fut élaborée. Le rapport de Safarov présenté au X^e Congrès du PC. était intitulé "Nécessité de lutter contre les deux tendances centrifuges des musulmans : le panislamisme et le pantouranisme" : "Il faut distinguer deux mouvements contraires parmi les peuples musulmans. Il existe des partisans de l'ancienne culture, hostiles à toute évolution. Ils nient toute nationalité, pour se désigner sous le nom commun et unificateur de musulmans. Perdues dans la masse, les nationalités s'effacent, perdent leurs particularismes locaux pour ne former qu'une seule et même nation : la « *Nation musulmane* »³².

Il est apparu qu'à cette période les ethnonymes actuels, tels Ouzbeks ou Kirghize, n'étaient guère usités ; on s'autodésignait comme « *musulman* », par opposition à ceux qui ne l'étaient pas ou bien en fonction de son lieu d'origine : « *quelqu'un de ...* », les administrateurs russes utilisant eux le terme de « *sart* », marchands, pour nommer les sédentaires des émirats et khanats du Turkestan.

Safarov poursuivait : « *Les autres, les progressistes, sont partisans des réformes, ils évoluent vers un nationalisme chauvin. Le danger est d'autant plus grand que ce nationalisme, essentiellement musulman, pénètre au sein du parti communiste. Ces derniers se posent en défenseurs du pantouranisme et acceptent le principe d'une grande Fédération orientale sous l'égide turque* ». La notion de « *turc* » désigne en réalité les « *Turco-Tatars* » et le pantouranisme un mouvement d'unification des peuples turco-mongols, développé au début du siècle par des Tatars de Kazan en réponse au panslavisme ».

Staline compléta ce rapport en mars 1921 et énonça les nouveaux principes du « *divide ut imperat* », le morcellement du Turkestan : frontières internes, différenciation ethnique, politique linguistique. L'institut de philologie prépara le remplacement des anciens alphabets turc et arabe par l'alphabet latin, entre 1918 et 1928 puis par de nouveaux alphabets cyrilliques entre 1935 et 1939. « La langue du Turkestan est un dialecte turk-djagataï commun à tous les peuples qui habitent le pays, avec des nuances qui correspondent au mode de vie (nomade ou sédentaire). Les nouveaux alphabets renforcent ces nuances au point que les représentants d'un seul et même peuple ne tarderont pas à lire et à écrire en

³² Aperçu sur le problème musulman en U.R.S.S. N.E.D. 1948, n° 1301.

recourant à des signes différents. Il leur faudra bientôt apprendre la langue de leurs voisins ».

A partir de ces constats historiques, nous procéderons à l'étude du premier élément de la recomposition, à savoir les modifications d'ordre interne du sous-système centrasiatique. Le problème sera de déterminer les lignes sur lesquelles peut se faire cette recomposition au niveau interne de ce sous-système. L'indépendance de cinq pays sur une base territoriale qui ne correspond pas à la composition ethnique sur le terrain est la première caractéristique de l'étude de la construction nationale sur place.

Mais ce qui est le plus remarquable, c'est que ces pays, en accédant à l'indépendance, ont implicitement accepté *le partage stalinien des années 20-30*; autrement dit, le découpage soviétique avait tant bien que mal réussi; désormais « *les gens d'Ouzbékistan se disent ouzbeks et non plus Turkistanis* »³³. Mais il ne s'avérait pas suffisant pour combler la crise d'identité de ces nouvelles républiques. Dans un premier temps, nous allons constater la réussite de cette fabrication stalinienne.

1-1-2-2 La logique des Etats nation.

C'est leur caractère non inter-étatique qui caractérise les nouveaux conflits de l'après-guerre froide. Les grands Etats se heurtent de plus en plus à la difficulté de dégager une ligne de conduite claire face à ces types de conflits. Une étude polémologique des conflits de l'après-guerre froide démontre clairement que les conflits classiques de type inter-étatique sont voués à s'atténuer au profit de nouvelles formes de conflictualité internationale (guerre civile, conflits tribaux, etc.). En effet, la construction des Etats centre-asiatiques en 1924 n'est pas un cas isolé: elle ressemble étrangement à la logique des Etats voisins: *la prise en compte du facteur ethnique pour la construction de l'Etat-nation*, c'est sur cette base que l'indépendance de 1991 a vu le jour. Cette même logique ethnique se trouve aujourd'hui à la base de la *contestation des frontières existantes*.

1-1-2-2-1 Nations basées sur l'ethnie comme entité non-homogène

Dans le cadre d'une construction artificielle, non seulement soviétique, mais de la part de tous les Etats de la région, nous constatons que l'ethnicité n'est pas un fait, mais « *une construction sociale de la réalité* », à partir de laquelle se développe une volonté de différenciation. Le premier énoncé consiste à démontrer l'ethnicité comme « *construction* » et non comme « *fait* ».

³³ ROY. Olivier « *La nouvelle donnée 1980-1991* » in : *Disparition et renaissance des empires au Moyen-Orient et en Asie centrale* Paris Ed : Dunod IRIS . 1992 (Le compte rendu d'une table ronde de CRESPI, le 18 novembre 1991, au Sénat).

Une des difficultés dans l'approche globale de l'Asie centrale, est que les traditions anthropologiques apparaissent à première vue très hétérogènes. Mais, d'une certaine manière, les traditions anthropologiques, aussi bien soviétiques qu'occidentales, sont « *substantialistes* ». Le substantialisme présuppose la permanence d'un *substant* ethnique à travers l'histoire d'un peuple donné ; théorie reprise par les Etats nation modernes pour se donner une légitimité ethnique.

La plupart des anthropologues soviétiques et occidentaux s'accordent pour établir une liste d'ethnies (Ouzbeks, Tadjiks, Pachtounes, Kurdes, Arméniens, etc.), en général définies par une langue, une ethnogénèse et une territorialisation plus au moins précise. Cette classification culmine dans l'exercice classique de construction de la *carte ethnique*, marqueterie de taches de couleurs où s'imposent des dominantes dès qu'on choisit une grande échelle. Pourtant cette vision comporte trois défauts majeurs: 1) les entités ainsi définies, ne le sont pas sur la base de critères homogènes, 2) elles ne correspondent pas à ce que les gens disent d'eux mêmes et, finalement, 3) elles marquent la *chosification* d'un jeu d'identité plus ouvert, dynamique et relationnel.

Autrement dit *l'ethnie est une construction et non un fait*. Il faut noter toutefois qu'il ne s'agit en aucun cas d'un débat de méthodologie anthropologique; la question des ethnies joue aujourd'hui un rôle fondamental dans l'espace de l'Asie centrale. En acceptant les deux traits suivants : la non-homogénéité de l'ethnie comme entité et la primauté du critère langue, nous sommes au centre du débat actuel dans les négociations secondaires au Tadjikistan.

Tout d'abord, il faut noter **l'ethnie, entité non-homogène**. Bien que les caractéristiques linguistiques se montrent insuffisantes, les pays centre-asiatiques, l'Iran et la Turquie ont adopté des stratégies similaires.

Le concept d'ethnie ne définit pas des entités semblables. Il y a beaucoup de cas qui démontrent ce fait, mais entre autres, nous pouvons prendre l'exemple des Ouzbeks qui se reconnaissent comme tels sur un critère purement linguistique, ce qui n'est pas le cas des Pachtounes afghans, puisque pour ces derniers c'est la généalogie tribale qui définit l'appartenance et non pas la langue. Le critère linguistique fait problème pour distinguer les ethnies, même s'il devient le critère dominant de l'intervention de l'ethnicité dans le champ politique moderne, suite à la « territorialisation » imposée par les Etats-nations modernes.

Dans le cadre de cette zone géographique, la plupart des habitants des grandes villes, de Tabriz en Iran à Boukhara et Samarcande en Ouzbékistan, en passant par Mazar-é-Sharif en Afghanistan, étaient bilingues: turc/persan; plus à l'Est, cela était pareil, mais pachtoune/persan, à Kaboul et Kandahar. Mais même pour ceux qui font de la langue, le caractère déterminant de l'ethnicité, il reste à définir ce qu'est une langue; par exemple le domaine du persan a été divisé arbitrairement en *farsi* (Iran), *dari* (Afghanistan) et *tadjik* (Tadjikistan).

Y a-t-il là une division réelle ou seulement politique, « *autrement dit la distinction est-elle fondée sur des critères purement linguistiques ou bien*

s'explique-t-elle par des stratégies étatiques qui préfèrent voir trois ethnies différentes »³⁴. Il en va de même pour les turcophones d'Asie centrale; jusqu'à la création des nouvelles républiques socialistes en URSS, et encore maintenant en Afghanistan, les gens disent plus volontiers qu'ils parlent turc que ouzbek, kazakh, kirghize, etc.

En suite nous sommes en mesure d'affirmer que la **langue est utilisée comme moyen politique de se différencier**. Paradoxalement, ce n'est pas seulement dans l'Union soviétique de Staline qu'on découvre une fabrication nationale ayant pour base l'ethnicité, et pour critère, la langue. Cette politique a été la voie dominante dans les années 20-30 aussi bien en Asie centrale, en Iran, qu'en Turquie. La querelle de la *modernité* est au centre de cette politique.

En Turquie, avec l'avènement des « Jeunes turcs » et avec l'arrivée d'Ataturk au pouvoir, l'Etat-nation devient le concept dominant de la jeune république. « *La doctrine Kémaliste, loin de constituer un ensemble homogène, était avant tout une doctrine de survie* »³⁵. Elève des courants nationalistes du XX^e siècle, le kémalisme concevait la nation davantage comme une nécessité historique que comme une association politique librement constituée, et interdisait, par là même, au sujet de s'y soustraire. Pour ce faire, il fallait homogénéiser la *Nation*; désormais l'Etat moderne *turc* est peuplé d'une unique nation « *turque* »; celle-ci parle une langue: le « *turc* »³⁶.

En Iran, Reza Chah, arrivé au pouvoir avec le coup d'Etat du 22 février 1921 a entrepris les mêmes démarches pour effectuer une modernisation forcée³⁷. Le premier acte symbolique était de changer le nom du pays; en remplaçant la *Perse* par *l'Iran*, il manifestait sa volonté de renforcer le pouvoir central, par le biais du rassemblement autour de valeurs telles que *l'iranité*, *la langue persane* et *le chi'isme*.

Cette dernière caractéristique, le chi'isme, est introduite en Iran par la dynastie Séfévide; elle est le trait qui différencie les réformes de Reza Chah de celles d'Ataturk. Les autorités iraniennes n'ont jamais coupé totalement avec la religion, d'une part pour se protéger contre l'idéologie communiste au pouvoir - à leur porte, en URSS - depuis 1917 et d'autre part, pour *se différencier de leur voisin turc*, lui aussi musulman, mais sunnite.

Toujours est-il que Reza Chah, en généralisant l'enseignement du persan comme unique langue officielle, a opté pour la même politique que Ataturk: la construction nationale basée sur une langue. En Afghanistan, Amanollah Khan, arrivé au pouvoir en 1919, entreprend des réformes kémalistes avec une faible

³⁴ ORANSKIJ *Les langues iraniennes* Ed : Klinksieck 1977, cité in : ROY. O *Des ethnies aux nations en Asie centrale* op.cit.

³⁵ BOZARSLAN Hemit « *La Turquie, un défi permanent au nationalisme kémaliste* » in : PICARD. E (S la D de) *La question kurde* Ed : complexe 1991 Paris.

³⁶ C'est dans ce cadre que les minorités nationales ne pouvaient même pas avoir une existence; les kurdes, jusqu'en 1991 s'appelaient « *les turcs montagnards* ».

³⁷ VANER. Semeh *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran* Paris Ed : L'Harmattan 1992.

intensité, mais il est très vite contrarié par les centres traditionnels du pouvoir local. Il a instauré le *pachtoune* comme langue nationale pour se séparer de la tutelle du persan iranien.

Il est évident que l'instauration de cette méthode de différenciation est le fruit de l'établissement d'une *règle commune du jeu*, par des acteurs aussi différents les uns des autres; de l'Asie centrale soviétique, à la Turquie kémaliste, en passant par le Caucase³⁸, les dirigeants ont voulu s'assurer de l'homogénéité (artificielle) de leurs Etats respectifs, par rapport aux voisins.

1-1-2-2-2 Multitude d'entités socio-politiques, une particularité centre-asiatique.

Nous verrons plus loin que le seul pays d'Asie centrale qui dispose d'un Etat en bonne et due forme, est l'Ouzbékistan. Hormis le Tadjikistan où la guerre tribale fait des ravages, la formation de l'Etat moderne est conditionnée par la lutte interne des divers clans et tribus dans la république Kirghize, au Turkménistan et, notamment, au Kazakhstan où, à la construction tribale de la nation s'ajoute une troisième catégorie de regroupement qui est le Djouze.

1-1-2-2-2-1 Clan tribu et le système des Djouzes au Kazakhstan, un cas d'étude ?

Nous avons choisi ce système particulier pour, d'une part, démontrer la complexité de ce mode social, et d'autre part, pour essayer de démontrer que ce qui en Occident est désigné sous le nom de « clientélisme », « corruption » ou « nébuleuses orientales », ne sont qu'une partie du fonctionnement social dans ces sociétés.

La structure ethnique des Kazakhs est fondée sur un système à trois niveaux:

1) Premier niveau avec des relations de sang, fondées sur des traditions patriarcales. La forme de pouvoir y est basée sur l'institution de l'ancienneté, et l'idéologie est constituée par le lien de parenté;

2) Le second niveau est une communauté généalogique fondée sur la hiérarchie de clan et de communauté tribale jusqu'à une union tribale ou d'association de tribus. La forme du pouvoir, le Conseil des Anciens (chefs du clan et de la tribu), et l'idéologie, les origines communes des clans constituent le deuxième niveau;

³⁸ Le cas de la construction de l'identité nationale en Caucase est quasiment identique; il est intéressant de constater la volonté des dirigeants de l'Azerbaïdjan soviétique, de se démarquer des turcs, en renouvelant la grammaire de l'Azéri moderne - pourtant proche du turc d'*Istanbul* - et en ayant les mêmes intentions vis-à-vis des Azeris iraniens, en adoptant le cyrillique. Pour l'identité Azéri, voir: URJEWICZ. Ch « *l'identité Azéri à l'épreuve de l'indépendance* » in ROY. O : Des ethnies aux nations en Asie centrale op.cit

3) Le troisième niveau est la communauté ethnique fondée sur une entité politique et militaire. La forme du pouvoir est le khanat, et l'idéologie est l'ascendance généalogique qui remonte à un premier ancêtre commun.

Dans le contexte actuel, l'organisation politique et publique des nomades est une conséquence naturelle de l'organisation spécifique de la famille et des structures économiques du nomadisme. Et leur système d'organisation est tout à fait différent de celui qui avait existé au stade initial de l'organisation communautaire. Il est curieux de constater que l'organisation des clans et des tribus était si caractéristique des communautés nomades que même les communautés qui n'étaient pas fondées sur les liens de parenté avaient cette forme d'organisation ; nous trouvons l'exemple, des tribus dites Kyzylbash d'Iran du XV-XVII^e siècles. Parmi elles des tribus telles que les rumlu ('romeys' - romans-byzantins et shamlu (syriens), qui en fait étaient des clans turk, qui vécurent en Asie Mineure et en Syrie. Mais ils étaient unifiés au sein d'une seule 'tribu' et divisés en clans.

Les personnes qui prennent directement des décisions
--

Individus.	Les corps de l'Administration de l'Etat.
Les divers groupes d'intérêt.	Partis politiques, communes.
Opinion Publique.	Le corps électoral.
Les groupes de pression non associatives.	Groupes de pressions associatives.

Mécanismes de l'influence des groupes de pression non associatives et de groupes de pression associatives dans le cadre de la prise décision en cours. ?
--

Nous nous trouvons face à une entité ethnique propre au Kazakhstan : le 'Djouze'. Que est qu'un Djouze ? Les auteurs d'un ouvrage en cinq volumes « *L'histoire de la République Soviétique Kazakhe* » ont donné la définition suivante des Djouzes : « *Djouze est une entité géographique et économique relativement indépendante, une région habitée par un ensemble de tribus kazakhs et qui était un territoire d'union tribale avant la formation des Khanats Kazakhes et de la nationalité. Le mot Djouze signifie 'partie', 'côté'. A l'origine de la formation des Djouzes, il y a l'unification de différents clans et tribus en unions tribales* ». Cependant, les auteurs, comme la grande majorité des historiens de l'histoire du Kazakhstan, ont tendance à considérer le début du XVI^e siècle comme étant la période de constitution des Djouzes kazakhs.

Selon T. I. Sultanov, un spécialiste de l'histoire médiévale du Kazakhstan au XVII^e siècle et dans la première partie du XVIII^e, on dénombrait 112 tribus, clans et sous-clans dans les trois djouzes. Mais des recherches actuelles révèlent que le nombre de tribus et de clans était de 159 et pouvait être divisé de la manière suivante : le '*Grand djouze*' comprenait 11 tribus et 54 clans, le '*Moyen djouze*' comprenait 6 tribus et 60 clans et le '*Petit djouze*', 3 tribus et 25 clans. Par conséquent, c'est durant la période qui va du XVII^e siècle à nos jours que la division tribo-clanique a eu lieu.

Dans le contexte actuel du Kazakhstan, on peut distinguer trois types de paysages qui correspondent à des zones naturelles : 1) l'ouest et le nord-ouest du Kazakhstan qui sont des zones désertiques, basses terres, et steppes, 2) le nord et le centre du Kazakhstan, toujours composés des steppes et de nombreux pâturages et de montagnes et 3) le sud et le sud-est du Kazakhstan avec, essentiellement des rivières, des lacs, des pâturages et des montagnes. Par ailleurs, selon la majorité des philologues Kazakhs, il existe trois dialectes au sein de la langue kazakhe : à l'ouest, au sud et au nord-est c'est-à-dire que les aires dialectales de la langue kazakhe correspondent aux frontières des « *djouzes* ». Au fil du temps, ces régions ont commencé à former des entités économiques : l'ouest et le nord-ouest du Kazakhstan, le « *Grand Djouze* » avec, comme caractéristique l'élevage nomade et l'agriculture semi-sédentaire; le nord et le centre du Kazakhstan, le « *Moyen Djouze* » toujours avec une élevage nomade et finalement, le sud et le sud-est du Kazakhstan, le « *Petit Djouze* » qui est une zone agricole avec un élevage semi-nomade.

Structure ethnique des Kazakhs.

Unité ethnique.	Khanats.	Légitimité par une ascendance à un père fondateur.
Unité généalogique (Niveau tribal).	Conseil des sages (les vieux du clan et de la tribu)	Origine commune de la tribu et du clan.
Liens sanguins (Niveau clanique).	Institution de la séniorité.	Liens de sang.

Ainsi, la conscience tribo-clanique incarnée dans le comportement social de certains chefs appartenant à l'élite, a constitué un moyen spécifique de lutte pour le pouvoir. De ce fait, dans chaque clan et chaque tribu, il existait d'un côté, des conditions qui exigeaient le maintien d'une unité tribale et clanique, et de l'autre côté, des tendances centrifuges plus ou moins fortes.

Au niveau macro, les unités tribales ont été unifiées par des intérêts politiques et militaires (non par des intérêts économiques) commandés par la parenté généalogique et l'endogamie. La relation de fait avait une signification pratique uniquement dans les familles et dans les petits regroupements de familles. Mais les liens de parenté avaient une signification tant que ça pouvait servir de forme idéologique pour de vrais liens politiques et un moyen efficace de légitimer les relations de pouvoir et de gouvernement. Ils étaient à la base d'à peu près n'importe quel système d'accès au pouvoir.

A côté de l'organisation tribale et clanique au sein de l'organisation publique du Kazakhstan il existait un état compliqué de stratification et comme chacun sait, dans l'organisation sociale traditionnelle des kazakhs, on distinguait très nettement des groupes tels que les '*tores*', '*kozha*' et '*tolenguts*' (non intégrés au sein de la principale lignée généalogique). Ces groupes combinés avec les clans et les tribus complétaient la configuration générale ethnique. La nature des éléments de l'organisation sociale nomade et la part de ces éléments dans le processus de fonctionnement variait visiblement selon les différentes conditions sociales, économiques et politiques.

Ainsi, l'idée majeure des relations politiques des kazakhs réside dans le maintien d'un équilibre raisonnable entre une structure tribale et une organisation étatique. Un tel équilibre a été rompu durant le processus de rattachement du Kazakhstan à la Russie, quand la division au sein de l'élite politique de la société kazakhe a conduit à un dur conflit entre les autorités tribales et pour finir entre les *Djouze*.

Mais le rôle des clans, des tribus et des Djouzes ne s'arrêtait pas là ; ils jouèrent aussi un rôle très important dans l'histoire politique des successeurs des nomades eurasiens en particulier des kazakhs. Bien sûr avec un rôle primordial pour les clans, quand la vie des nomades dépendait de l'appartenance à un clan. Les noms de clans ont été préservés sans modification. Les clans pouvaient s'intégrer à différentes unions, mais ils devaient absolument conserver leurs noms d'origine. Ce n'est pas un hasard si les noms des clans, qui se retrouvent dans les écrits historiques chinois (du IV^e et V^e siècles) existent toujours à l'heure actuelle.

Le résultat principal de l'évolution des divisions djouzes/tribo-claniques est que, malgré des changements structurels et fonctionnels périodiques, ils ont conservé leur caractéristiques initiales et ont été pratiquement intégrés au sein d'un système, politique dans un premier temps, puis, plus récemment, économique. Ils continuent à avoir une influence au sein du système étatique actuel et ont une influence considérable dans le contexte économique et social en général.

Durant l'ère soviétique, les clans, les tribus et les djouzes étaient considérés comme dépassés, comme quelque chose appartenant uniquement au passé et par conséquent simple objet d'étude des ethnographes et des anthropologues. A la même époque, on a assisté à une volonté délibérée de la part du pouvoir central de créer des rivalités ethniques. Par exemple, en 1960-65, dans la République Socialiste Soviétique du Kazakhstan, trois territoires furent organisés de la façon suivante :

1) Le Kazakhstansky krai occidental (qui correspondait à l'organisation territoriale de la partie ouest du Kazakhstan). Elle était composée des régions de Aktubinsk, Guryev, et Uralsk et de trois régions industrielles dont le centre était à Aktubinsk.

2) Les '*territoires vierges*', dont : l'organisation territoriale de Tsellinnaya ; la partie composée des régions de Kotchetav et Pavlodar ; le Nord Kazakhstan ; Tselinograd ; et enfin la région industrielle autour de Tselinograd.

3) Le territoire du sud Kazakhstan, correspondant à l'organisation territoriale des parties de Yuzhno-Kazakhstan et composé des régions de Djamboul, Tchimkent, Kzyl-Orda avec le centre à Tchimkent.

De plus, ainsi qu'il a été déjà signalé, en référence à la société kazakhe, il se produisit une symbiose entre le système de commandement administratif et bureaucratique et les intérêts djouzes/tribo-claniques qui est devenu une des causes de crise du système de la société actuelle kazakh.

Après l'indépendance, ce problème est devenu très critique. Pour des questions stratégiques et tactiques dont les objectifs étaient de parvenir à une véritable indépendance et à la reconnaissance du Kazakhstan sur la scène internationale comme membre à part entière de la communauté internationale, afin de pourvoir à la sécurité politique, sociale et économique de la république, il fallut recourir tout d'abord à la mobilisation de toutes les ressources domestiques. Mais du fait du nouveau paramètre '*d'égoïsme communautaire*' et de lobbying régional, le système tribo-clanique et des djouzes a une tendance prononcée au conservatisme. Les raisons sont généralement les suivantes : la dégradation économique, le déséquilibre social, l'instabilité politique et la crise des valeurs morales et spirituelles.

Par ailleurs, l'urbanisation de la population locale est relativement faible et il existe des différences régionales dans le développement économique du pays . La configuration du territoire des djouzes est la suivante :

L'ouest du pays, composé des régions du Kazakhstan Occidental, Atyrau, Mangistau, Aktubinsk correspond au territoire du '*Petit djouze*' . Ses caractéristiques sont les suivantes : urbanisation faible, région agricole, et industrie de récupération des combustibles.

Le sud, les régions du Yuzhno-Kazakhstankaya, de Taldykorgan, d'Almaty, de Kzylorda, de Zhambyl forment les territoires du '*Grand djouze*'. Ce dernier

est lui aussi faiblement urbanisé et agricole mais se distingue par ses échanges commerciaux et son industrie minière.

L'est, a savoir : les régions de l'est du Kazakhstan et de Semipalatinsk occupées à la fois par le 'Moyen' et le 'Petit djouze' est marqué par un certain degré d'urbanisation, d'industrie et d'agriculture.

Le nord du pays, les régions du Kazakhstan du nord, de Kokshetau, d'Akmola, de Kostanai, de Pavlodar et de Torgai est le fief du 'Moyen' et du 'Grand djouze' ; on y voit un certain degré d'urbanisation et une plus grande industrie.

Et finalement la région du centre - les régions du Karaganda et de Zhezkazgan - est occupée par le 'Moyen' et le 'grand djouzes'. Le trait majeur de cette zone est l'agriculture.

Le processus actuel de fonctionnement des clans, des tribus et des djouzes peut être expliqué par :

premièrement, la persistance des formes traditionnelles dans les relations entre les individus, que l'on trouve dès le stade des relations familiales,

deuxièmement, la faiblesse voir l'absence de partis politiques structurant la société, et de ce fait ce sont des personnalités plutôt que des organisations qui expriment les intérêts des différentes communautés (chefs de clans, de tribus, de djouzes) et représentent les intérêts antagonistes des groupes sociaux.

La nature des Djouzes au Kazakhstan

N°	Grande horde (Djouz)	Moyen horde (Djouz)	Petite horde (Djouz)
1	Aspiration pour la prédominance politique.	Conserver la mémoire de l'Histoire du peuple.	Conserver la mémoire de l'Histoire du peuple.
2	Souhait de préservation du Status quo.	Préserver les tradition socioculturelle.	Préserver les tradition socioculturelle.
3	Préserver les tradition socioculturelle.	Souhait de préservation du Status quo.	Souhait de la préservation du Status quo.
4	De traiter les questions économiques en premier.	De traiter les questions économiques en premier.	De traiter les questions économiques en premier.
5	Conserver la mémoire de l'Histoire du peuple.	Aspiration pour la prédominance politique.	Aspiration pour la prédominance politique.

Source : Institut for Development of KAZAKHSTAN Kazakh tribalism today, its characteristics and possible solutions (analytical report) Almaty 1996.

Les groupes tribo-claniques et les djouzes en tant que communauté sociale représentent un ensemble d'individus qui présentent les particularités suivantes :

- caractère organique (type d'entité qui a une structure interne),
- des frontières fixes et stables (dans le temps et l'espace),
- composition homogène (présence de caractères communs chez tous les individus du groupe),
- lien entre des communautés plus vastes comme leur formation structurelle le leur permet.

1-1-2-2-2-1 Le « *Ghowm* »

Une autre forme de communauté: le « *Ghowm* » est répandu en Iran, Afghanistan et Tadjikistan. En partant de cette hypothèse, nous constatons que le premier repère qu'on puisse avoir pour étudier les divers groupements d'individus, dans ces pays, est le *ghowm* (une grande famille, appartenance à un ensemble ou finalement être descendant d'une généalogie déterminée). Il est nécessaire de signaler que le *ghowm* n'est pas une tribu, mais que le regroupement des *ghowms* peut se constituer en une confédération tribale comme les confédérations ouzbeks au XV siècle.

Nous pouvons constater aujourd'hui même en Afghanistan que les gens ont plus tendance à situer leur appartenance au niveau réduit de la région qu'à dire qu'ils sont tadjiks, ouzbeks ou pachtounes. A titre d'exemple, il convient d'observer la politique de l'Ouzbékistan de 1991. Comme Staline l'avait montré, la politique de la langue est une politique-clé pour fabriquer l'Etat-nation. A la question « *quelle est la langue officielle de l'Ouzbékistan ?* » les ouzbeks répondent le *vieil ouzbek (Eski ouzbél)*. En effet le Parlement de la république a décidé de revenir à ce *vieil ouzbek*, sans parler de *turc*. En Ouzbékistan on parle ouzbek et non pas le turc. C'est la langue qu'on parlait à la Cour de Boukhara, au XIX^e siècle et qui s'écrivait en arabe.

Nous assistons donc, à l'heure actuelle à un débat acharné sur le retour à l'alphabet arabo-persan. Une commission d'épuration du vocabulaire a été créée par le Parlement. Les propositions de cette commission, tout à fait officielle, auront force de loi, même si elles devront être entérinées par le parlement. Ils éliminent les mots russes pour revenir à des mots arabo-persans et pas du tout aux mots turcs actuels.. La politique officielle du gouvernement de Tachkent, est donc d'accentuer la différenciation entre ouzbek et le turc.

Cette politique n'est pas seulement l'affaire de l'Ouzbékistan; au Tadjikistan des commissions similaires ont été mises en place. Aussi "scientifiques" que leur homologue ouzbek, ces commissions essayent de démontrer, par ailleurs, que le tadjik est plus ancien et donc plus noble que l'ouzbek. Il est intéressant de constater un changement de 180 degrés des académiciens ex-soviétiques, qui

plaidaient pour *l'internationalisme et une société sans Etat*, et qui plaident aujourd'hui pour *la nation tadjik, ouzbek, kirghize, etc.*³⁹.

Nous assistons donc, paradoxalement à *la réussite d'une construction ethnique*. Cette réussite se traduit, d'une part par l'existence *de facto* de cinq Etats qui ont une *assise nationale* et, d'autre part, par la remontée vers le surface de la question des minorités. La mise en place d'un système de rivalité, aussi bien entre ces Etats eux mêmes qu'avec les pays voisins, se traduit par une démarche latente vers la création de ce que Olivier Roy appelle « les pôles d'attraction ; cette question nous permet de conclure sur la question du nationalisme.

1-1-2-2-3 La politique comme une affaire de famille ?

Nous parlerons plus en détail des conséquences de ce tribalisme/localisme dans le cas tadjik, ultérieurement ; au Turkménistan ce phénomène est très visible. Bien que Niyazov, un orphelin dès sa jeune enfance, déclare qu'il ne se sent pas plus Tekké que autre chose car il n'a pas connu ses parents, la quasi-totalité des hommes d'Etat sont de sa tribu. En Ouzbékistan, le président n'y va pas non plus de main morte dans les luttes intestines du régime en place. Au sein de l'establishment ouzbek rivalisent trois principaux fiefs : Ferghana, Tachkent et Boukhara/Samarcande dont Karimov lui-même est issu. L'opposition dite « *d'appareil* » a fait bloc autour de Schoukroullo Mirsaïdov, représentant d'une riche et puissante famille de Tachkent, devenu vice-président de la république à la fin de 1990. Longtemps Karimov et Mirsaïdov avaient rivalisé sur un pied d'égalité, mais en janvier 1992 le président parvint à chasser son concurrent de l'Olympe ouzbek en supprimant le poste de vice-président et en le faisant déférer en justice. En août 1993, une déflagration pulvérisa la voiture de l'ex-vice-président qui ne doit la vie sauve qu'au plus heureux des hasards. Mirsaïdov dit avoir la certitude que l'attentat a été perpétré par les services secrets de la république.

1-1-2-3 Création des Etats '*nationaux*'

De ce fait, dans les années 1990, les 5 républiques d'Asie centrale soviétique ont accédé à l'indépendance, sur les bases ethniques fabriquées par les idéologues soviétiques et donc plus ou moins réussies. Mais un grand nombre de problèmes existant à l'intérieur de ces républiques, ainsi qu'à l'extérieur ne pouvaient pas être soulevés, du fait des répressions.

³⁹ Par exemple le rapport des académiciens Tadjiks, Mazov et Dzumaev sur l'état des accords sur un traité d'union en 1990, présenté par DUDOIGNON. S « *Vers une fédération d'Asie centrale?* » in : ROY. O Des ethnies aux nations en Asie centrale. op. cit.

Aujourd'hui ces questions commencent à faire surface et une erreur, de la part des acteurs, aussi petite soit elle, peut créer une situation semblable à celle du Tadjikistan ou encore de l'Arménie. Il est vrai que l'indépendance n'a pas été contestée, ni par des Etats de l'extérieur, ni par ces Etats entre eux, mais dans l'état actuel des choses il y a un certain nombre de problèmes, désormais interétatiques, qui peuvent être à l'origine de la création de pôles ethniques et, par là même poser la question du maintien des frontières actuelles. Comme nous le voyons, l'indépendance n'a pas été contestée car tous ces Etats sont passés « *des ethnies aux nations* » et cela à la suite d'un accord implicite sur des règles du jeu communes.

Désormais nous parlons des *Etats* en Asie centrale et des problèmes du *nationalisme*. Il nous faut définir chacun de ces termes.

En ce qui concerne la notion d'Etat, nous pouvons nous servir de la définition d'Etat selon Max Weber: « *l'Etat est le groupement au sein de la société, détient le monopole de la violence légitime* ». L'Etat représente, par ailleurs, une division interne du travail : là où il n'y a pas de division du travail, il n'y a pas d'Etat. Il y a lieu de parler d'une spécialisation; L'Etat est la spécialisation et la concentration du maintien de l'ordre.

L'URSS était un Etat-nation ; l'émergence de l'Etat-nation, qui résulte d'une superposition, établit une interaction, idéologique, entre territoire et nation (nation au sens, nouveau, de société civile se pensant comme origine de la souveraineté politique). Cela signifie que ce système comme le modèle français, avait une politique territoriale. Dans le cadre de l'URSS et avec l'avènement de l'Etat-nation, le territoire devient patrimoine collectif et la défense de son intégrité un devoir d'Etat.

Si le modèle est parfois considéré comme responsable des malheurs européens du XIX^e siècle, il est aussi présenté comme une cause des contradictions de maint Etats nouveaux du tiers Monde, se débattant avec ce que d'aucuns n'ont pas hésité à qualifier d'ultime avatar du colonialisme⁴⁰. « De fait, c'est à partir de la France que s'est diffusée *l'idée jacobine* selon laquelle *les frontières d'un Etat devaient correspondre à celles d'une Nation, d'une langue et d'une culture* »⁴¹.

Ces républiques disposent bel et bien d'un appareil étatique qui avait vu sa genèse dans les années 20-30 et qui voit sa maturité aujourd'hui mais qui est loin d'en être un comme ceux que nous voyons en Europe aux Etats-Unis ou au Moyen-Orient.

1-1-2-3-1 La question des minorités.

⁴⁰ BRUNO. Etienne, « *L'Etat, le Savant et le Politique* » in : Enjeux Sahariens 1984.

⁴¹ FOUCHER. Michel Fronts et frontières Paris Ed : Fayard 1991.

Après la création de ces nouvelles républiques, une des questions qui se posent à l'ensemble du système centre-asiatique est celle des minorités ethniques et au delà, celle des flux migratoires. Nous pouvons distinguer trois types de minorités dans ces pays: i/ les "européens", incluant aussi bien la communauté russophone, les ukrainiens que les allemands; ii/ les minorités autochtones qui ont une identité étatique et iii/ les minorités sans Etat.

Tout d'abord, il s'agit des **minorités européennes** qui englobent un grand nombre de peuples. Il est nécessaire de constater que les russes qui étaient chez eux à Tachkent, à Achghabad ou même à Almaty il y a encore six ans, sont considérés comme des étrangers dans ces pays. Il est vrai que la haine anti-russe dont on a parlé pendant longtemps, n'a pas une telle ampleur, mais toujours est-il que le fait de croiser dans la rue les maîtres d'hier mués en amples citoyens d'aujourd'hui, ne peut pas avoir les mêmes conséquences. La situation des minorités en général et des russes en particulier, au Kazakhstan est moins préoccupante. Forte de plus de 6.200.000 membres, la communauté russe, notamment dans le nord du pays, suit presque normalement le cours habituel de sa vie; avec la politique des minorités du président Nazarbaïev, ces derniers s'inquiètent de moins en moins des conséquences imprévisibles de l'indépendance, de la redécouverte de l'Islam par des kazakhs, et de leur sort. En effet les russophones et les autres communautés européennes ne sont pas vraiment en minorité au Kazakhstan.

Ce phénomène est aussi valable pour les allemands au Kazakhstan. Après la réunification de l'Allemagne en 1991, la seule communauté allemande de l'étranger qui n'ait pas envahi le consulat d'Allemagne dans son pays, fut celle des allemands du Kazakhstan. Ce peuple, de près de 1 million de personnes, déporté par Staline de la Volga en 1941, se sent Kazakhstanais germanophone. Dans la ville d'Alma-Ata, un tiers de la population est d'origine européenne. Ce climat paisible du Kazakhstan n'est pas répandu partout dans le reste de l'Asie centrale. Hormis la guerre du Tadjikistan et la montée des sentiments nationalistes dans les autres républiques, c'est plutôt l'incertitude économique qui pèse sur ces populations.

La population russe (3.5 millions) dans les quatre autres républiques se répartit en : 917.000 au Kirghizistan, 1.653.000 en Ouzbékistan, 388.000 au Tadjikistan et 334.000 au Turkménistan. Aussi bien les russes que les autres minorités européennes de ces pays vivent dans les grandes villes, les capitales et les zones industrielles.

Les minorités avec Etat sont des autochtones ou des gens du Caucase qui ont un patronyme ethnique, correspondant à un Etat qui existe réellement comme les ouzbeks, kirghizes, turkinènes ou arméniens et azeris. A l'intérieur de chacun de ces Etats, il y a une imbrication ethnique des diverses minorités qui n'avaient pas de point d'ancrage étatique auparavant. Aujourd'hui dans le cadre des rapports inter-étatiques dans ce système, ces républiques doivent tenir compte de

la présence d'une minorité qui, le cas échéant peut devenir un facteur de pression d'un des Etats voisins. La minorité la plus nombreuse dans ces Etats est la minorité Ouzbek. Ils sont 896.000 au Kazakhstan, 350.000 au Kirghizistan, 1.190.000 au Tadjikistan - où la minorité ouzbek constitue la 1^{ère} communauté étrangère, avant les russes - et 317.000 au Turkménistan.

Avec les 14.142.000 ouzbeks de la république, cet ethnies fort de près de 17 million est le plus grand peuple d'Asie centrale. Ils ont démontré qu'une telle configuration des rapports de force d'une population peut, par sa mobilisation, être un des facteurs d'intervention de l'Etat dans un conflit inter-étatique: c'est ainsi que la république d'Ouzbékistan est intervenue dans la guerre civile au Tadjikistan. Autrement dit, nous pouvons vérifier le poids d'un des facteurs de force selon Raymond Aron⁴². La minorité ouzbek au Tadjikistan est plus active qu'ailleurs, comme les tadjiks d'Ouzbékistan des villes de Samarcande, Boukhara et de Tachkent qui estiment qu'il y a une inadéquation entre leur statut actuel et ce qui devrait être leur vraie place dans la république du Tadjikistan.

Le Turkménistan semble être la république la plus homogène de toute l'Asie centrale, bien qu'on y dénombre la présence d'une grande minorité de russes et d'Ouzbeks, et que la part d'autres minorités est relativement faible.

Il faut aussi tenir compte des diverses initiatives, des gouvernements comme des oppositions, dans ces Etats qui prônent la réunification ethnique. De nombreux partis nationalistes comme les Partis Allah ou Jeltoksan au Kazakhstan, le Parti Erk en Ouzbékistan ou le Parti Rastakhize au Tadjikistan, multiplient les appels en sa faveur.

Mais c'est aussi le cas des initiatives gouvernementales, comme '*le congrès des Kazakhs du monde entier*' qui s'est tenu à Alma-Ata à la fin de 1992. Avec la participation des kazakhs, venus de plus de 50 pays, il a été décidé que les kazakhs du monde entier pouvaient avoir un passeport kazakh et y retourner comme des citoyens à part entière. Cette mesure vise à rendre un plus grand poids démographique aux kazakhs.

Avec la guerre civile au Tadjikistan, un grand nombre de ces minorités qui disposent d'un appui étatique, ont pu partir vers leur Etat; c'est notamment le cas des ouzbeks de la région de Khodjend, ex-Léninabad, qui n'ont pas eu beaucoup de difficultés pour se faire accepter en Ouzbékistan.

Les minorités sans Etat sont des peuples qui n'ayant pas été assez nombreux pour les décideurs du commissariat au nationalités de Staline, n'ont pas une entité étatique indépendante. Au moment de la fabrication des années vingt, un certain nombre de peuples n'ont pas été promus au rang d'ethnies remplissant les conditions nécessaires pour devenir une nation. Dans l'ensemble de cette zone, on peut dénombrer plus de 50 nationalités, dont les plus importantes sont: les Tatars de Volga, les Coréens, les Tatars de Crimée -

⁴² ARON. Raymond *Paix et guerre entre les nations* Paris Ed : Calmann-Levy 1983.

déportées en 1937 par Staline et qui n'ont que peu de choses communes avec les Tatars de Kazan - les turcs Meshkets, les kurdes, les Baloutches, les azeris, les arméniens, etc. Mais le cas de deux peuples demande une attention particulière: les Ouïghours et les Karakalpaks.

Les **Ouïghours** sont les minorités, les plus nombreuses de toute l'Asie centrale qui ne disposent pas d'une autonomie étatique. La population Ouïgour est de près de 7.000.000 en Sinkiang, 185.000 au Kazakhstan, 57.000 au Kirghizistan et autant en Ouzbékistan. Le Sinkiang chinois dispose d'une relative autonomie, mais un grand nombre d'organisations des Ouïghours en exil, pour la plupart en Asie centrale ex-Soviétique, demandent une indépendance du Sinkiang et la restitution d'une entité étatique Ouïgour. Car si les 5 Etats d'Asie centrale n'avaient jamais eu auparavant une entité étatique, les Ouïghours se reconnaissent dans un Khanat du même nom, qui existait vers les années 765 dans la Mongolie et la partie Est de la Sibérie. De nombreux incidents avaient éclaté dans cette partie de la Chine dans les années 50, où les russes soutenaient les mouvements séparatistes Ouïghours: la politique actuelle de la Chine consiste à éviter au maximum ce genre d'incidents avec les Etats voisins connaissant une forte minorité Ouïgour, notamment la Russie, le Kazakhstan et le Kirghizistan.

Les **Karakalpakhs** ont une autre histoire. Selon un grand nombre d'auteurs, les Karakalpakhs sont l'exemple parfait de fabrication ethnique par Staline⁴³. En effet, leur langue s'apparente à celle des kazakhs; soumis à la pression de ces derniers, ils quittent le bas Sayr-Daria puis gagnent au XVIII^e siècle le delta de l'Amou-Daria où ils tombent sous la coupe du Khan de Khiva. La « *délimitation nationale* » de 1924 dote les Karakalpakhs d'une région autonome qui devient l'année suivante une RSSA dans le cadre de la république fédérative de Russie. En 1936, leur RSSA est rattachée à l'Ouzbékistan pour des raisons géographiques. Les Karakalpakhs sont aujourd'hui les principales victimes de la catastrophe écologique provoquée par la mauvaise gestion des eaux d'irrigation en Asie centrale. Le delta de l'Amou-Daria s'assèche, la production agricole se réduit, les rivières coulant de la mer d'Aral - naguère très poissonneuses - ont reculé d'une cinquantaine de kilomètres. Avec le Gorno-Badakhchan, la république autonome de Karakalpakie, sont les deux entités fédérées en Asie centrale. La république d'Ouzbékistan a élaboré des dispositions constitutionnelles particulières pour le fonctionnement de cette entité autonome ; un ensemble de conseillers juridiques et politiques occidentaux ont participé à la rédaction de ces dispositions dont Michel Lesage, directeur de recherche à l'université de Paris I.

1-1-2-3-2 La création des pôles ethniques d'attraction.

⁴³ ALLWORTH. E The Nationality Question in Soviet Central Asia New York Ed : Praeger Publisher 1973..

Ces développements sur des questions d'ordre sociologique, la nation, l'Etat, le nationalisme, l'ethnicité nous permet de mieux répondre aux questions d'ordre géostratégique. En effet, dès leur indépendance, ces Etats sont en mesure de s'affirmer sur la scène régionale en attirant les minorités de la même ethnie présentes dans les Etats voisins. On peut se poser la question de savoir s'il existe une volonté au niveau régional pour aller vers la naissance de nouveaux pôles d'attraction?

En Asie centrale actuelle, les conflits inter-ethniques ont deux sources principales: l'acquisition de la terre dans les campagnes et d'un appartement dans les villes. De là un grand nombre de problèmes qui s'ajoutent à la vieille querelle des voisins. Toujours est-il que la situation des querelles inter-ethniques, constitue une sorte de pas en arrière par rapport à la promotion comme *nation*. Le retour des guerres inter-ethniques peut-il être considéré comme la remise en cause de la nation dans cette zone ou, au contraire, ne fait-il que la renforcer?

Dans ce cadre, nous assistons à l'émergence de grandes ethnies, qui disposent souvent d'un Etat et qui se présentent comme des *pôles d'attractions*.

Un pôle d'attraction peut être défini comme une entité, souvent homogène (vue de l'extérieur), qui a un certain nombre de traits - linguistique, religieux, culturel - communs avec une minorité, qui a les mêmes traits et les mêmes caractéristiques, au sein d'une autre grande entité étatique voisine.

Dans ce contexte nous constatons que les ouzbeks de l'ensemble d'Asie centrale, se reconnaissent dans la république d'Ouzbékistan, de même que les tadjiks de Samarcande et de Boukhara, ceux du Kirghizistan et de l'Afghanistan, se sentent en sécurité car désormais une république porte leur nom. Cette construction des pôles ethniques contient deux dangers majeurs: la tentative de remodifier les frontières et la propagation de l'instabilité aux autres Etats de la région. Des 1990, et même plus tôt, un grand nombre d'intellectuels ont exprimé leur souhait, concernant une modification des frontières; si à l'époque leur seul moyen de légitimité, ne reposait que sur les propos de Lénine, aujourd'hui ces moyens se sont élargis à d'autres domaines comme « *la bienfaisance nationale* »⁴⁴. Bien que Nazarbaïev, Karimov ou d'autres présidents et personnalités, aient exprimé leur inquiétude face à un changement des frontières, le danger reste immédiat. Les factions nationalistes sont de plus en plus organisées, sous forme de partis ou de groupes paramilitaires, et se font entendre mieux qu'auparavant.

La propagation de ces turbulences peut gagner les pays voisins, là où règne un minimum de stabilité. La présence d'un million de turkmènes en Iran, la présence de 7 millions d'Ouïghours et d'un million de kazakhs en Chine et le cas d'innombrables groupes ethniques en Transcaucasie et dans l'ensemble de la Fédération de Russie, ne sont que les exemples les plus significatifs.

⁴⁴ Mazov et Dzoumaev, in : Des ethnies aux nations en Asie centrale, op.cit.

1-1-2-4 Vous avez dit nationalisme ?

En effet, il est bon de se remémorer certaines propositions générales qui nous aideront à éviter quelques biais intellectuels. Malgré les affirmations des idéologues du nationalisme, les nations ne sont pas de vieilles entités, mais un produit des processus historiques modernes et de leurs contraintes⁴⁵. La conscience nationale n'est pas un phénomène inhérent à certains groupes particuliers d'individus ; c'est plutôt une dynamique qui se développe grâce aux efforts des membres de l'administration de l'Etat ou d'intellectuels indépendants qui réussissent à convaincre d'autres groupes sociaux qu'ils appartiennent à une nation suprême dont les membres sont unis par des caractéristiques fondamentales⁴⁶. En fonction des circonstances, les caractéristiques mises en valeur peuvent inclure la citoyenneté dans le même Etat, une expérience historique commune, ou un langage, une religion, une culture communes. Dans chaque cas particulier, les caractéristiques qui finissent par être considérées comme des marqueurs privilégiés de l'identité nationale ne dépendent pas que des conditions sociales objectives de la région considérée ; elles tiennent en grande partie aux volontés politiques concrètement mises en oeuvre par les élites gouvernementales et culturelles qui cherchent à façonner la nation en fonction de leurs propres programmes politiques. En d'autres mots, les nations sont plus des constructions sociales que des entités naturelles, et elles doivent être comprises comme des produits de différents processus sociaux plutôt que comme des organismes préexistants qui, comme *La Belle au Bois Dormant*, se réveillent à un moment précis de l'Histoire⁴⁷.

Les analystes de l'évolution des nouveaux Etats indépendants doivent aussi savoir que le terme « *nationalisme* » ne renvoie pas à un phénomène unique et homogène. Le nationalisme est plutôt une catégorie qui englobe des phénomènes qui sont reliés entre eux mais qui sont différents; de la même façon que le concept de « *religion* » renvoie à tout un éventail de comportements humains et que celui de « *d'idéologie* » est lié à tout un assortiment d'expressions politiques⁴⁸. Des

⁴⁵ Pour E. J. Hobsbawm, la France et les Etats-Unis du XVIII^e siècle sont les premières "nations", au sens moderne du mot ; E. J. Hobsbawm, *Nations and Nationalism since 1780: Programme, Myth, Reality*, Cambridge University Press, 1990. Liah Greenfeld, *Nationalism: Five Roads to Modernity*, Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1992, affirme que l'Angleterre vécut sa transition à la nation moderne près de deux siècles avant la France et les Etats-Unis.

⁴⁶ HOBBSAWN. E. J. *Nations and Nationalism since 1780: Programme, Myth, Reality* Cambridge University Press, 1990 ; HROCH. Miroslav « *Language and National Identity* », in : RUDOLPH. Richard & GOOD. David *Nationalism and Empire: The Habsburg Monarchy and the Soviet Union* New York Ed : St. Martin's, 1992.

⁴⁷ Nous avons emprunté cette analogie de *La Belle au Bois Dormant* à SUNNY. Ronald Grigor « *State, Civil Society and Ethnic Cultural Consolidation in the USSR: Roots of the National Question* » in : DALLIN. Alexander & LAPIDUS. Gail *The Soviet System in Crisis* Boulder Colo Ed : Westview 1991.

⁴⁸ ANDERSON. Benedict *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism* Londres Ed : Verso 1983.

mouvements nationaux spécifiques peuvent être très différents les uns des autres, en fonction de la manière dont ils définissent les principaux attributs de l'appartenance à la nation, de l'intensité du sentiment national et de la distribution du sentiment national parmi les groupes sociaux et les régions qui appartiennent officiellement à la nation. Prise sous cet angle, la tâche de l'observateur extérieur est de distinguer entre les différentes formes de nationalisme et leur différentes conséquences politiques.

Il est particulièrement important de distinguer entre deux types idéaux ou *modèles* de nationalisme qui définissent l'essence de la nation de façon différente. Les mouvements nationaux qui conçoivent la nation comme un « *peuple souverain* » mettent en valeur la volonté d'un choix politique comme une des caractéristiques principales de l'identité nationale et de ce fait ils tendent à être réceptifs face à toute acceptation d'individus originaires de différentes ethnies ou cultures. D'un autre côté, les mouvements qui conçoivent la nation comme un "peuple unique" ont une notion exclusive de l'identité nationale, fondée sur des critères ethniques, et de ce fait ils tendent à rejeter toute idée d'un choix politique personnel des individus comme moyen d'intégration à la nation⁴⁹. Ces deux modèles d'identité nationale peuvent être décrits en termes de « *nationalisme civique* » et « *nationalisme ethnique* ». Même si aucun des deux n'apparaît d'une façon pure dans la vie sociale, le poids relatif de ces deux approches dans les objets concrets que nous avons l'habitude de manier nous aide à expliquer le comportement d'une nation donnée. C'est en partie à cause de toutes ces variations possibles que le comportement politique nationaliste s'étend des formes les plus douces du patriotisme, qui mènent à la démocratie politique et à une politique étrangère modérée, jusqu'à la xénophobie virulente qui conduit à l'autoritarisme et à une attitude internationale conflictuelle.

Il existe un problème du sens fondamental du nationalisme après la guerre froide. Celle-ci ne repose pas sur une identité clairement définie, facilement disponible ou clairement opératoire. Il s'appuie plutôt sur ce que Freud appelle le « *narcissisme des petites différences* », c'est-à-dire l'exaltation de tout ce qui nous sépare de quelqu'un dont on est historiquement proche.

En effet, qu'en est-il du nationalisme aujourd'hui dans cet espace post-communiste ? Le sentiment de la perte constitue aujourd'hui l'un des ressorts centraux du néo-nationalisme. Dans le cas de la Russie, plus que la fin du communisme, c'est la chute de l'empire qui mutile l'identité russe. Dans ce cas, comme celui des Etats d'Asie centrale, un retour au nationalisme ne constitue pas une réponse satisfaisante en supposant un retour pur et simple à une situation déjà existante. Le problème du nationalisme russe et de son potentiel vient de ce qu'il ne peut invoquer aucun « *sanctuaire identitaire* » puissant ou peu contestable. En

⁴⁹ GREENFIELD. Liah *Nationalism: Five Roads to Modernity* Cambridge, Mass Ed : Harvard University Press, 1992. Voir aussi BRUBAKER. Rogers *Citizenship and Nationhood in France and Germany*. Cambridge Mass Ed : Harvard University Press, 1992.

effet, la situation de la Russie d'aujourd'hui se résume dans le fait qu'elle se trouve confrontée à un moment de son histoire auquel elle ne peut guère se référer historiquement. Car, avec la chute du communisme, elle ne se retrouve pas dans une situation comparable à celle qu'elle connaissait en 1917, mais plutôt dans une situation comparable au XVI^e siècle. Cette double rupture avec le communisme et avec l'empire nourrit un sentiment d'humiliation et de perte. Norbert Elias a très parfaitement résumé: A la différence du nationalisme du XIX^e siècle en Europe et du début du XX^e siècle dans le tiers-monde, le nationalisme d'aujourd'hui ne s'inscrit dans aucune perspective historique. Il n'a pas d'autre support que la mondialisation des particularismes. Pour survivre et se légitimer, le nationalisme s'appuie sur la mondialisation et non pas l'universalité; la première le renforce, la seconde pourrait le condamner.

C'est la peur de la déchirure de la Yougoslavie, la peur de la résurgence du nationalisme serbe et la peur de la perte d'une identité Yougoslave qui a poussé les croates et les slovènes à proclamer leur indépendance. C'est une représentation d'une identité parfois inexistante qui a poussé la Bosnie vers la guerre civile. Comme dit à juste titre Michel Ignatieff « La Bosnie n'a pas été déchirée de l'intérieur mais de l'extérieur »⁵⁰. La création de réalités contradictoires constitue une source de menace potentielle pour des pays nouvellement indépendants. Le fait est que dès leur indépendance les soviétologues ont commencé à prévoir des nouveaux grands frères pour ces Etats (Turquie, Iran, Pakistan). Un peu plus tard on découvre que c'est finalement la Russie qui est maître de la situation et que... l'identité de l'Asie centrale est déterminée à l'avance, et à l'étranger. C'est un constat qui se fait de plus en plus dans le milieu des intellectuels, des chercheurs, des politologues mais aussi des politiciens -au pouvoir et dans l'opposition -, de découvrir que la construction d'une identité nationale doit prendre d'autres voies que celles d'une importation de l'extérieur.

Qualifié de *menace latente*⁵¹, le nationalisme en Asie centrale est perçu comme un monstre, caché dans les labyrinthes de l'histoire, et qui se réveille pour tout anéantir, en occident. Alors que « en Asie centrale, c'est le concept même de nationalité - du moins au sens où l'entendent les occidentaux - qui revêt un caractère artificiel »⁵² Toujours est-il que dans le cadre actuel de l'Asie centrale, le nationalisme joue un rôle de premier plan ; ayant un sens différent qu'en occident, il est le moteur d'une certaine dynamique déjà en marche. « *Tant qu'on ne propose pas un projet de sens pour les parties du monde où le nationalisme s'est réveillé, il serait difficile d'y opposer un coup d'arrêt* »⁵³. Le phénomène

⁵⁰ IGNATIEFF « *Bosnie* » in : Transeuropéennes printemps 1994.

⁵¹ Rapport d'information n° 151 de l'Assemblée Nationale Asie centrale : une indépendance inachevée op.cit.

⁵² *Ibid.*

⁵³ LAÏDI Zaki Un monde privé de sens op.cit.

auquel on assiste peut être qualifié d'émergence d'un nationalisme de type particulier: *le nationalisme d'Etat*.

En toute vraisemblance, la quête d'une identité nationale qui a démarré dans les nouveaux Etats mettra des décennies à atteindre ses objectifs. Dans pratiquement chaque pays, les dirigeants et les élites sont en pleine compétition, cherchant à façonner l'évolution des mythes et des symboles de leur propre identité nationale. Quoique ce processus de "construction de la nation" est porteur d'un certain nombre de risques, il faut reconnaître qu'il est tout d'abord inévitable et ensuite, au fond, plein de potentialités positives. C'est une erreur de considérer que toutes les dynamiques *nationales* sont des querelles de clocher portées par des sentiments d'exclusion. Le nationalisme est en fait un des chemins d'accès à la modernité, malgré la tendance occidentale à affirmer le contraire⁵⁴.

Les conceptions de la nation qui véhiculent l'idée d'un peuple unique sont particulièrement déstabilisantes dans des pays qui ont des diasporas importantes, car elles poussent les habitants du territoire national à intervenir à l'étranger pour la défense de leurs frères d'ethnie. Bien que des problèmes de ce genre existent dans presque tous les nouveaux Etats, la Russie et l'Ouzbékistan sont les deux cas de figure où le potentiel de déstabilisation est le plus grand. Quoique la mentalité impériale soit considérablement moins développée chez les Ouzbeks contemporains que chez les Russes, il ne faut pas oublier que les contraintes intérieures, politiques et institutionnelles, qui pourraient freiner des initiatives extérieures *au nom des frères de même ethnie* sont aussi moins développées en Ouzbékistan qu'en Russie.

⁵⁴GREENFIELD. *Liah Nationalism: Five Roads to Modernity op.cit.*

1-2 L'islam comme facteur d'identité

De même que le nationalisme, la religion peut être un élément fondamental de l'identité politique. Certains pionniers de l'étude du nationalisme moderne ont suggéré que l'apparition du nationalisme a coïncidé avec le déclin des sentiments religieux, et il est probablement vrai que des changements dans le rôle social de la religion ont été une des conditions du développement de l'identité nationale⁵⁵.

Au moins six variables affectent l'impact politique d'une religion. Un, a-t-elle une portée nationale ou supranationale, et de ce fait dans quelle mesure peut-elle devenir un véhicule de la conscience nationale et de la mobilisation politique? Deuxième variable, la structure institutionnelle de la religion, qui affecte sa capacité à mobiliser les croyants et sa vulnérabilité vis-à-vis des structures de contrôle de l'Etat. Trois, quel est le nombre des fidèles par rapport à l'ensemble de la société? Quatrièmement, quel est le contenu spirituel des croyances, en particulier quels sont leurs rapports à la légitimité des autorités politiques séculières et quelles sont ses traditions d'indépendance ou de subversion vis-à-vis de l'Etat? Cinquième variable, l'attitude des dirigeants religieux, qui peuvent chercher à s'immiscer, ou à s'isoler, des affaires du monde. Sixième et dernier point: dans quelle mesure et comment les dirigeants religieux vont-ils utiliser les sentiments religieux de leurs fidèles et leurs institutions à leurs propres fins politiques? En fonction de la manière dont on les combine, ces variables peuvent produire un large éventail de conséquences politiques. Par exemple, si les membres d'une nation sont partagés entre deux ou plusieurs croyances religieuses, la religion pourrait bien affaiblir le sentiment qu'ils ont de l'identité nationale.

Il est vrai que le monde musulman se rapprochant de l'Europe occidentale, à travers la religion, met en avant l'existence d'un sens pour l'univers et le monde dans lequel on évolue. Nous trouvons facilement les traits de ce caractère chez les poètes et les philosophes d'Asie centrale; de Avicenne et Al Farabi (les médians/philosophes de cette région, souvent disputés par des iraniens et même des arabes) à Makhtoum Ghouli (le poète turkmène) et Alishir Navoi (le poète ouzbek) en passant par des influences persanes dans cette région, nous constatons une recherche du sens, de la vérité suprême. Nous sommes en mesure d'affirmer que, *hormis les questions nationales et les problèmes géostratégiques, le renouveau de l'islamisme chez les sédentaires d'Asie centrale (les tadjiks et les ouzbeks) est dû, entre autre, à cette recherche de sens, plus présents chez les peuples où la religion a pu s'ancrer d'avantage dans la vie spirituelle, culturelle et sociale des habitants.* A l'inverse, les nomades centre-asiatiques semblent se rapprocher d'avantage du monde asiatique où cette recherche de sens n'est pas une question prioritaire. Il en va de même pour la minorité russophone, une population européenne, orthodoxe et soucieuse de préserver des traits identitaires

⁵⁵ Pour une analyse percutante de la transition entre identité religieuse et identité nationale au début de l'époque moderne en Europe, Voir : *Benedict Anderson, Imagined Communities op.cit.*

communs avec leur frères russo-européens. Les kazakhs, les turkmènes et, il nous semble les kirghizes plus que les autres pensent d'avantage au faire et à l'avoir qu'ils ne pensent à l'être comme premiers pas dans leur quête d'identité.

1-2-1 L'islam comme composant indissociable de l'identité des peuples d'Asie centrale.

Depuis 1989, il semble que la seule problématique liée à la dislocation de l'URSS en Asie centrale, concerne le retour de ce pays vers un Islam fondamentaliste. De plus ce retour n'est pas considéré comme un fait, étudié pour sa juste valeur, mais il nous est présenté comme *une menace potentielle pour l'occident, ou du moins pour la stabilité de la région*. « Concernant le fait d'un besoin du Nord de se fabriquer un nouvel ennemi, en l'occurrence le Sud, il lui faut l'unification du sud et lui trouver la cohérence qui lui fait naturellement défaut »⁵⁶. C'est dans ce cadre qu'on parle d'une Asie centrale islamisée, ou d'une remontée de l'islam dans cette région. L'islam qui constituerait un seul ensemble avec, en premier lieu l'Iran, mais aussi tous les autres pays du Moyen-Orient pour mieux se préparer à l'assaut des valeurs du monde civilisé (occidental). Contrairement aux modèles rencontrés dans d'autres pays, comme en Iran et en Egypte, les habitants d'Asie centrale les plus fortement attirés par le renouveau islamique sont censés être, pour l'instant, les habitants des zones rurales bien plus que les citadins.

S'il est vrai qu'après la chute du communisme en Asie centrale, il y a eu un regain d'intérêt des pays islamiques pour cette région, il est moins vrai que du jour au lendemain, ces pays puissent se transformer en un foyer islamique à la manière de la République Islamique d'Iran, du GIA algérien ou du Hezbollah libanais. Une étude objective de l'Islam nous permet de voir que l'Islam centre-asiatique n'a rien à voir avec l'Islam moyen-oriental ni l'Islam iramien. Par la même occasion nous constatons que l'Islam centre-asiatique n'est pas uniforme. Cette religion est invoquée par la population plus souvent comme une question d'identité par rapport *aux autres* que comme une religion à proprement parler.

1-2-1-1 Tentative d'un islam culturel, observateur ...

L'histoire de l'islam en Asie centrale peut être résumée en trois grandes étapes: une islamisation de la région au 7^{ème} siècle, une dé-islamisation dès les débuts de la période soviétique et une réislamisation vers le milieu des années 70. Nous ne nous attarderons pas sur le processus *d'islamisation* des peuples d'Asie centrale; les classiques dans ce domaine ont le mérite d'être complets sur ce sujet⁵⁷: toujours est-il que la culture de ces communautés nomades est bien

⁵⁶ RUFIN. J. Ch L'Empire et les nouveaux barbares Paris Ed: Pluriel 1991.

⁵⁷ Pour l'islamisation en Asie centrale voir : la partie Islam dans la bibliographie.

différente de celle des centres urbains du sud. La manière d'y pratiquer l'islam est profondément marquée par les lois coutumières et les croyances chamanistes, c'est à dire davantage par un cadre éthique que par un ensemble rigide de doctrines et de perceptions basées sur un texte. L'islam centre-asiatique est différent sur bien des égards de l'islam fondamentaliste saoudien ou pakistanais et n'a pratiquement rien avoir avec sa version chi'ite iranienne. Dans les moments de la radicalisation des revendications islamiques du Parti de la Renaissance Islamique, le PRI, les slogans d'un islam militant ont été empruntés à la tradition iranienne ou pakistanaise mais ne sont restés qu'une *simple stratégie déclaratoire* et rien de plus.

L'époque soviétique a été marquée par une volonté de *dé-islamisation* de la région. L'establishment religieux officiel constituait certainement un instrument de gouvernement mais cela ne voulait pas dire qu'il ne jouait pas un rôle crédible dans la société. Au contraire il remplissait une importante fonction officielle en préservant au moins le squelette d'une structure institutionnelle. De plus ses membres étaient motivés par un ensemble complexe de loyalisme au sein desquels chacun d'eux négociait son engagement individuel dans la foi. Certains d'entre eux au moins étaient des croyants sincères qui firent leur possible pour protéger et promouvoir l'islam dans des conditions défavorables.

Le troisième moment, celui de la *réislamisation* de l'Asie centrale a commencé au début des années 1970 avec l'émergence d'un mouvement de renouveau dans la vallée de Ferghana. La presse soviétique mentionna ses adhérents - estimés à 8000-10000 à la fin des années 1980 comme des wahabites, laissant entendre qu'ils étaient appuyés par des sponsors étrangers, vraisemblablement l'Arabie saoudite. Ce changement était dû en partie à une plus grande tolérance envers la religion à travers toute l'union soviétique mais plus spécifiquement cela constituait une tentative de combattre la menace que représentait la révolution de type iranien, en renforçant le sens de la fierté des musulmans dans leurs traditions musulmanes locales. Le mufti Mohammad Sadik, nouveau et énergique président du conseil musulman pour l'Asie centrale et le Kazakhstan, MBCAK, était un partisan convaincant de ce raisonnement. Sa tâche fut facilitée par le soutien important qu'il reçut des autorités qui, non seulement lui accordèrent un rôle éminent dans les affaires publiques, mais aussi firent plusieurs concessions à la communauté musulmane. En avril 1993, Mohamed Yusuf Sadiq, Mamayoussoufov, était remplacé par Mukhtarkhan Abdullaev parce que, selon certaines sources, le Président Karimov voulait établir un contrôle beaucoup plus étroit sur les établissements religieux islamiques en Ouzbékistan⁵⁸.

⁵⁸ BRILL. OLCOTT. Martha Brill « *Nation Building and Ethnicity in the Foreign Policy of the New Central Asian States* » in : Russian Littoral Project Working Paper n° 20 UMCP/SAIS, June 1993.

1-2-1-2 ... de se constituer en acteur ...

Quels sont les acteurs de l'Islam soviétique? On trouve d'une part un *clergé officiel*, épuré, renouvelé et qui tente de préserver sa légitimité en traitant directement avec les puissances islamiques, comme l'Arabie saoudite et l'Iran, et d'autre part un clergé parallèle, qui apparaît aujourd'hui au grand jour. L'histoire de ces deux clergés a été décrite par Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quellejay (1968 et 1986).

Le clergé officiel, créé par Staline en 1941, repose sur quatre *Muftiyya*, ou directions spirituelles, établies sur quatre zones géographiques. Elles avaient le monopole de la gestion des quelques mosquées et médrassa encore ouvertes. Avec l'émergence au grand jour de l'Islam parallèle (autour de 1989), ce clergé éprouve quelques difficultés à se trouver une nouvelle légitimité. A Tachkent, le mufti Babakhanov a été évincé en 1989 sous la pression de la base, au profit de Mamayoussouпов (qui sur ses cartes de visite en arabe se désigne comme Mohammad Youssef) mollah officiel formé en Libye, parfait arabophone: mais ce dernier est à son tour victime d'une contestation de la part des mollahs *wahhabites* (c'est-à-dire fondamentalistes) venus du Ferghana. Parallèlement, les religieux officiels du Tadjikistan (dirigés par le *Ghazi Kalân* (le juge suprême), Akbar Turandjanzada), et du Kazakhstan (dirigés par Hassanbeg Radbeg), qui dépendaient de Tachkent, veulent devenir *autocéphales*. Le Mufti d'Europe et de Sibérie, Talghat Tâjuddin (dont le siège est à Ourfa dans la RSA de Bashkirie et donc inclus dans la RSF de Russie), semble avoir une position plus solide, confortée par le soutien actif qu'il reçoit de la Ligue Islamique Mondiale (la *Rabita*).

C'est dans ce cadre que le Kazakhstan en janvier 1990, et le Kirghizistan en 1991 se sont dotés de directions républicaines, rompant ainsi avec près de 50 ans d'une *hégémonie ouzbek*⁵⁹.

Mais le plus important des acteurs islamiques post-soviétiques est incontestablement le Parti de la Renaissance Islamique (PRI), créé par les intellectuels musulmans à Astrakhan en juin 1990 et transféré au mois d'octobre de la même année à Douchanbé au Tadjikistan. Ce Parti qui est un des membres composant la coalition islamo-démocrate, suscite beaucoup d'inquiétude en Asie centrale en général, et en Ouzbékistan en particulier⁶⁰. Le siège du Parti est à Moscou, où l'on compte 800 000 musulmans sur 14 millions d'habitants, et l'Amir actuel est Ahmad Qadi, un daghestanais. Ce parti est mieux accepté à Moscou

⁵⁹ RADOVANYI. Jean. « Coeur dérivant d'un continent ». In : POUJOL. Catherine *Aux confins des Empires, réveil et tumulte* op.cit.

⁶⁰ Dans son interview au Monde du 16 septembre 1993, le président Kazakh, N. Nazarbaïev, a déclaré clairement que « si la Russie ne coopère pas avec ses voisins du sud et si l'Islam, montant du Tadjikistan arrive à s'emparer de l'Ouzbékistan ainsi que du Kazakhstan, les premiers à être inquiétés seront les russes ». La même inquiétude se voit chez le président Karimov, concernant la montée des islamistes dans son pays. Interview *Libération* op. cit.

qu'en Asie centrale, où il publie un journal en russe: *Al Wahdat* (unité). Il en publie également en persan: *Hedayat* (observance).

Les membres du Parti de la Renaissance Islamique ont joué un rôle important dans la coalition des groupes qui ont opposé une résistance active au régime répressif de Nabiyeu. En outre, certains ont proclamé que la religion devait être l'axe central de la politique étrangère⁶¹. Mais ils n'ont pas défendu ouvertement l'établissement d'un Etat Islamique. Akbar Turadzhanzade, la plus haute autorité islamique du Tadjikistan, a refusé de se présenter aux élections présidentielles et a demandé la création d'un Etat séculaire avec toutes les garanties des droits de l'homme, sachant que toute évolution vers l'établissement d'un Etat Islamique au Tadjikistan ne serait pas possible avant plusieurs décennies. Le développement de l'intérêt pour l'Islam en Asie centrale n'a pas favorisé la croissance des mouvements islamiques radicaux que l'on retrouve dans d'autres pays de la région. Selon certains observateurs occidentaux, la majorité des nombreux nouveaux mouvements islamiques ont des orientations politiques bien plus modérées que révolutionnaires. Selon certaines informations, le Parti de la Renaissance Islamique a reçu ses soutiens les plus forts du Tadjikistan, du Nord-Caucase et des Tatars de Russie⁶².

Aujourd'hui l'Islam en Asie centrale devient un acteur incontournable. Dans chacune des républiques, il joue un rôle fondamental; non seulement les iraniens, les pakistanais ou les arabes, mais aussi les turcs, les libyens et les indonésiens ont tous un foyer d'observateurs musulmans dans la zone. On souligne très peu le rôle des wahhabis de cette région par rapport à celui joué par les iraniens mais les dirigeants des républiques centre-asiatiques ont très vite compris que l'Islam d'Arabie saoudite pouvait leur apporter des avantages économiques tandis que celui de la République Islamique, ne leur apporterait que méfiance et isolement international.

1-2-1-3... sur la scène politique, capable de générer un sens.

Toujours est-il qu'après l'indépendance et la reconnaissance par les observateurs internationaux de l'identité islamique de ces républiques, les acteurs de cet islam parallèle, tout comme ceux de l'islam officiel, cherchent à se positionner comme acteurs incontournables, voire de premier plan, dans la construction du sens. De plusieurs façons, la plupart des dirigeants des nouveaux Etats ont cherché à se doter d'une légitimité personnelle à partir des traditions islamiques tout en confinant l'Islam dans un rôle purement spirituel et en bloquant

⁶¹ A la mi-1992, Davlat Usmon, adjoint au Président du PRI devint Premier Ministre du Tadjikistan. Défendant la place centrale de la religion dans l'orientation de la politique étrangère, Usmon affirma que « *le Tadjikistan devrait se tourner vers l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan* ». (Interfax, 18 juin 1992, dans *FBIS-SOV*, 19 juin 1992).

⁶² *Izvestiya* édition du soir, 8 janvier 1991.

toute création de partis ou de mouvements politiques fondés sur des bases religieuses. La mise en oeuvre d'une telle stratégie politique a été la plus facile pour les dirigeants d'Ouzbékistan et de Turkménistan dont les populations, quoique ethniquement diverses, sont pour l'essentiel entièrement musulmanes. Le Président Karimov d'Ouzbékistan et le Président Niyazov du Turkménistan ont fait des pèlerinages à la Mecque très médiatisés, et ont fréquemment voyagé au Moyen-Orient arabe. Ils ont aussi obtenu une place parmi les membres de l'ICO, *Islamic Conference Organization* (conférence Islamique en français). La richesse de certains régimes Islamiques comme l'Arabie Saoudite n'est pas étrangère à toutes ces démarches. Le Kazakhstan est le seul Etat d'Asie centrale à ne célébrer aucune fête musulmane ; sa Constitution ne fait aucune référence à l'Islam, contrairement à la plupart des autres Etats d'Asie centrale. En outre, depuis la période post-soviétique, Nazarbaïev a souvent fait publiquement référence à son propre athéisme. En Kirghizie, Akaév a réussi à s'opposer à une tentative visant à introduire dans la nouvelle Constitution nationale (adoptée en mai 1993) une référence au rôle dirigeant de l'Islam⁶³. Il s'opposa aussi aux pressions internes qui poussaient le Kirghizistan à devenir membre de la Conférence Islamique, en disant que son pays était composé de Musulmans et de non-Musulmans⁶⁴.

En plus des chefs d'Etat d'Asie centrale, les dirigeants religieux ont tenté de faire adhérer les croyants de l'Islam à leurs propres visions de la société. L'attitude dominante du clergé musulman traditionnel et passif de la région est de penser que l'Islam doit se tenir à l'écart de toute implication directe dans les affaires politiques. Par exemple, le chef du Conseil Spirituel des Musulmans d'Asie centrale, Mohamed Yusuf Sadiq, a défendu une approche séculaire de l'Etat, affirmant que c'était la forme naturelle de gouvernement dans les pays de tradition sunnite ; il considérait que les efforts visant à établir des Etats Islamiques sur le modèle de l'Iran étaient propres à une tradition chiite étrangère à la plus la grande partie d'Asie centrale⁶⁵.

Gueidar Djemal, vice président du PRI (le Parti de la Renaissance) considère que le « rapprochement entre l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale, pourrait constituer un islam anti-occidental au potentiel considérable : démographique (avec des centaines de millions de personnes) économique (avec des ressources énormes) ou technologique, (le Pakistan a accès à la technologie chinoise). Les progrès de l'Iran, galvanisé par la guerre contre l'Irak, ont jeté les bases d'un modernisme notamment dans l'industrie d'armement. L'Asie centrale dispose de l'héritage technologique et intellectuel de l'URSS, du potentiel du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan avec, pour ce dernier,

⁶³ La clause qui était proposée statuait : « le peuple du Kirghizistan adhère aux valeurs morales de l'Islam, des autres religions et des traditions nationales ». La version adoptée fait seulement référence aux « valeurs morales et traditions nationales ». (*The Reuter Library Report* 4 May 1993).

⁶⁴ BRILL. OLCOTT. Martha Brill « *Central Asia's Catapult to Independence* » in : *Foreign Affairs* Vol 71 n° 3 été 1992.

⁶⁵ *Izvestiya* édition du soir, 8 janvier 1992.

des usines d'avions de transport militaire U76. La réorganisation de cette zone en ferait la seule force capable de porter, sur le terrain idéologique de l'islam, un projet de portée mondiale, et non ethnique ou régionaliste.

Gueidar Djemal estime cette évolution inéluctable: « *L'auréole de Moscou s'affaiblit et le vide ne peut continuer d'exister. Même si l'Iran et le Pakistan ne peuvent remplir dans l'immédiat ce rôle de frère aîné, la demande croissante de partenaires des républiques d'Asie centrale les y engagera naturellement. Cette fédération souple sur le plan militaro-industriel et politique ne constitue pas en tout cas une menace pour Moscou. L'accession au pouvoir des islamistes ne peut exister contre sa volonté et le nouveau bloc réunifié par l'islam ne pourrait prendre seul la responsabilité de défendre l'Eurasie face à l'ouest, sans être renforcé par l'alliance avec la Russie* ».

En revanche ce nouvel espace géostratégique que seul l'Iran, pays « *antioccidental, continental et traditionnel* », peut initier donne des arguments et un poids politique supplémentaires à la Russie dans son rapport de force avec l'ouest et permet de diminuer l'influence américaine dans le monde islamique. L'Eurasie russe doit céder les territoires d'Asie centrale à l'Iran compte tenu de l'urgence absolue de « *créer immédiatement une alternative géographique à l'atlantisme (...) car la situation est si critique que peu importe sous quel étendard se formera le Grand Espace alternatif* ».

Ici surgit la question de l'islam quotidien, opposé à l'islam sacré ; l'affaire du terrestre et du céleste. L'islam comme facteur identitaire est une affaire de sacré, une affaire d'identité qui n'est pas de ce monde - pas toujours vivable -, mais qui crée un pont entre le quotidien et l'identité suprême. Or l'islam politique est en train de briser cette barrière entre l'espace actuel et le temps éternel. « *En faisant de l'islam un combat largement politique, les islamistes désacralisent la religion en l'instrumentalisant (SHAIGAN Darius Sous les ciels du monde Entretien avec Ramine Djahanbeglou Paris Ed: Félin 1992) Si l'on veut bien admettre que l'islamisme est avant tout un mouvement politique et identitaire plutôt que religieux on est spontanément tenté de le comparer au communisme auquel il s'apparente par sa prétention totalitaire. Il s'en distingue pourtant sur un point essentiel: il se refuse à penser concrètement la modernité et ne propose aucun projet pour la prendre en charge. Sa force réside dans la capacité à multiplier les symboles accessibles à tous* »⁶⁶.

1-2-2 Que est-ce que « *L'Identité Islamique* ».

⁶⁶ LAÏDI. Zaki Un monde privé de sens op.cit.

Cette question identitaire est en fait un perpétuel jeu de relativité. L'identité se dévoile en plusieurs étapes: d'abord, en ce qui concerne l'Islam, toutes les populations de l'Asie centrale y compris au Kazakhstan sont *musulmanes* par rapport aux occidentaux que sont les russes chrétiens). A l'intérieur de ce grand ensemble islamique, on est *turc* ou *turcophone* face aux autres musulmans (essentiellement les persanophones). La catégorie turcophone se décompose elle même en ouzbeks, kazakhs, turcs, truchements, etc., à l'intérieur de chaque ethnie. C'est ainsi qu'il faut comprendre la question identitaire dans ces zones où existent de telles imbrications ethniques.

Par ailleurs, l'Islam en Asie centrale n'a pas eu la même influence sur les populations nomades (kazakhs, kirghizes et truchements) et sur les sédentaires (tadjiks et ouzbeks). A ce sujet, remarquons la faible portée de l'islamisme au Kirghizistan ou au Kazakhstan. Cependant, là où il y a un problème identitaire *ethnique*, l'Islam est utilisé comme instrument de démarcation.

En Ouzbékistan, les mouvements islamiques ont toujours été interdits. On y trouve cependant des partisans, principalement dans la région d'Andizhan-Namangan. Dans cette région, le sens de l'identité islamique est sans aucun doute plus fort qu'ailleurs dans la république et un petit nombre de mosquées servent de foyers à ce que l'on qualifie communément de tendances fondamentalistes. Les gouverneurs de provinces qui, autrefois, fermaient souvent les yeux sur les activités des leaders musulmans, sont maintenant tenus pour personnellement responsables de leur conduite. Le comité pour les affaires religieuses, nouvellement créé et directement rattaché au conseil des ministres, a été doté de pouvoirs tellement importants qu'il réduit à néant l'indépendance des institutions religieuses.

Dans la Vallée de Ferghana notamment, des dizaines de peuples se côtoient chaque jour. L'Islam n'est qu'un instrument permettant de s'identifier face aux autres. Ainsi, les kazakhs les plus russifiés invoquent l'Islam comme constituant principal de leur identité⁶⁷ mais les cas les plus révélateurs sont ceux des peuples musulmans du Caucase du nord, confrontés aux puissances russe, géorgienne et arménienne, le cas des Tchétchénes ou des tatares de la Volga dans la Fédération de Russie, des abkhazes en Géorgie et des azéris en Arménie. « En règle générale, on peut dire que plus l'identité nationale est faible, plus l'Islam est fondamentaliste »⁶⁸. Ce n'est pas le cas en Ouzbékistan où les mouvements nationalistes tiennent le haut du pavé : pour eux l'Islam n'est qu'une des composantes de l'identité nationale. Si au Tadjikistan l'opposition entre fondamentalistes et nationalistes est très marquée, il n'en va pas de même en Ouzbékistan où le mouvement Birlik, considéré comme nationaliste à Tachkent,

⁶⁷ IFTIKHAR MALIK. H. « *Issues in contemporary south central asian politics, islam ethnicity and states* » in : *Far Easven Economic Review* 1992.

⁶⁸ ROY. O « *Le renouveau islamique en URSS* » in : *Des Ethnies aux Nations en Asie Centrale*. op.cit.

est nettement marqué comme islamique, dans les campagnes et surtout dans le Ferghana, (sous la houlette de Dadakhan Hassanov). Ce jeu d'identité ne se limite pas à l'Asie centrale, où les identités sont limitées, mais dépasse les limites de cette région.

1-2-3 L'islam peut-il constituer un sens aujourd'hui ?

Sur le terrain, la réalité a une autre facette ; la résurgence de l'Islam en Asie centrale n'a pas été un processus simple et monolithique. A ce jour il a davantage favorisé l'atomisation que l'unification des musulmans. La traduction du Coran dans la langue vernaculaire reflète bien cette situation. Elle a certes rendu l'accès au livre plus facile pour l'ensemble de la population, mais elle a aussi créé une sorte d'exclusivité d'ordre linguistique. Le démantèlement de l'administration islamique unifiée (MBCAK), qui existait au temps du régime soviétique, est un autre symptôme d'atomisation. Le résultat de ce processus, qui avait commencé peu avant la dissolution de l'union soviétique, est la création par chacun des cinq Etats d'Asie centrale d'organismes musulmans séparés et *nationalisés*. La fonction première de ces organismes post-soviétiques est, comme auparavant, de servir les intérêts de leur gouvernement respectif. Ils ne sont pas libres de poursuivre des politiques indépendantes visant à promouvoir la solidarité panislamique ou même régionale. La scission le long des lignes de fracture des Etats a fait de l'islam un accessoire de l'identité nationale, sapant en quelque sorte sa vocation supranationale.

Plusieurs facteurs pourraient peser et infléchir cette situation. Au Moyen-Orient, l'essor du radicalisme islamique s'est nourri de la chute du niveau de vie, du rejet de l'influence culturelle et sociale de l'Occident, de la corruption et de l'insensibilité des élites politiques⁶⁹. En Asie centrale, le militantisme islamique pourrait lui aussi être porté par des facteurs analogues et par les grands problèmes sociaux auxquels font face tous ces nouveaux Etats, tels que le chômage à grande échelle, les menaces de la pollution pour la santé publique, et les tensions ethniques croissantes, en particulier celles qui visent les Russes locaux. En outre, l'islamisme radical pourrait être diffusé par une action vigoureuse des gouvernements et des groupes religieux de pays musulmans voisins, comme l'Iran, le Pakistan ou l'Afghanistan.

Le 4 janvier 1993, au lendemain de l'occupation du Tadjikistan souverain par les troupes ouzbeks, Tachkent fut le lieu d'un événement exceptionnel mais peu connu : la conférence des chefs d'Etat d'Asie centrale. Nous reviendrons dans les chapitres suivants à la trame politico-militaire et aux prolongements possibles de cette conférence, à laquelle participaient également les Etats-Unis, la

⁶⁹ DEEB. Mary-Jane « *Militant Islam and the Politics of Redemption* » in : *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 524 (November 1992) ; MERNISSI. Fatima *Islam and Democracy: Fear of the Modern World* New York Ed : Addison-Wesley, 1992.

Russie, la Turquie, et qui a donné naissance à ce que les tadjiks ont perçu plus tard comme « *l'Alliance régionale centre-asiatique* ». Contentons-nous de relever ici que ce bloc géopolitique délibérément panturk (en dépit de la présence des Tadjiks) recueillit d'emblée le soutien de l'Islam officiel en la personne du mufti d'Asie centrale et du Kazakh Sadyk Muhammad Youssouf. Il est vrai que le mufti, comprenant l'ambiguïté d'une telle attitude, s'est rattrapé en arguant que la division de la région selon un critère ethnique avait été imposée par les bolcheviks et restait complètement artificielle.

Ce phénomène de l'islam national est souligné par les frères Choukourov « *On assiste pourtant, malgré toutes les précautions de style, à la genèse d'un nouvel espace musulman ethnocentrique et non simplement islamique (aussi factice cette unité fut-elle dans la période soviétique), bien qu'il soit paradoxalement appuyé par l'Islam officiel* »⁷⁰.

« *A première vue, l'explication ethnique fait sens. Il est clair que derrière l'islamisme du PRI, on retrouve un fort nationalisme 'persan' : retour à la littérature persane classique et à l'alphabet arabo-persan, épuration de la langue des mots russes, affirmation que le 'tadjiki' n'est autre que le 'farsi' (alors que les 'conservateurs' maintiennent la distinction et parlent un tadjik très dialectal, préférant le russe pour les discussions abstraites)* »⁷¹.

Nous remarquons que, comme dans toutes les versions de l'islam, les différentes parties d'un conflit se disent plus musulmanes que l'autre. Pendant la guerre entre les deux voisins, les iraniens se voyaient plus musulmans que les irakiens ; les diverses factions de la guerre en Afghanistan se disent toutes plus musulmanes que les autres et le GIA algérien critique le FIS de ne pas être à l'écoute du vrai islam qui est bien sûr celui du GIA. L'islam ouzbek est plus élaboré que celui des turkmènes, alors que celui des kazakhs l'est plus que l'islam pratiqué à Bichkek. Nous pouvons multiplier les exemples à l'infini mais la meilleure illustration de ces propos est donnée par les frères Choukourov. « *Chez les Tadjiks, en revanche, la religion musulmane est restée étroitement liée aux valeurs culturelles et morales, aussi n'est-il pas étonnant que le Parti islamique y soit le plus actif. On l'a vu en particulier lors des événements de 1992-1993, sur lesquels nous reviendrons dans le chapitre VI. Il est cependant une circonstance qui mérite ici l'attention, à savoir l'alliance tissée par l'intelligentsia libérale tadjik (regroupée autour de la société Rastokhez créée en 1989, puis du Parti démocratique fondé en 1990), l'Islam officiel - qui a pour chef un homme intelligent et cultivé, le kazi-kalon (juge suprême) Tourajonzoda, et le PIR. Leur objectif commun est de renverser le régime communiste et de rétablir un Etat authentiquement tadjik* »⁷².

⁷⁰ CHOUKOUROF. Ch & R. *L'histoire de l'Asie centrale* op.cit.

⁷¹ ROY. Olivier « *Le conflit du Tadjikistan est-il un modèle des conflits d'Asie centrale ?* » in : DJALILI. Mohammad Reza & GRARE. Frédéric *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance* Genève Ed : Publication de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève 1995.

⁷² Un symbole marquant de cette collusion entre religieux et intellectuels démocrates fut la grève de la faim

Mais pour l'instant, aucun des Etats voisins n'a semblé vouloir déstabiliser l'Asie centrale par la promotion de l'islamisme radical. L'Iran, qui pouvait être considéré le meilleur candidat à ce rôle, a été contré par deux réalités incontournables : d'une part peu d'habitants d'Asie centrale sont d'obédience Chiite, et d'autre part l'Iran a toujours souhaité maintenir de bonnes relations politiques, économiques et militaires avec la Russie.

En dernier lieu il faut préciser que les analystes qui se penchent sur les tendances religieuses en Asie centrale doivent aussi prendre en considération les groupes religieux non-islamiques. Même si elle est peu nombreuse, la communauté juive d'Asie centrale pourrait devenir un terreau de conflit politique et avoir un impact considérable sur les relations de l'Asie centrale avec l'Occident si jamais l'islamisme radical venait à monter en puissance⁷³.

La religion a eu au minimum quatre influences directes sur les orientations de politique étrangère des nouveaux Etats . Premièrement, elle a pu inhiber parfois l'action des gouvernements, comme par exemple lorsque le Kazakhstan et la Kirghizie ont hésité à participer à des opérations conjointes de maintien de la paix au Tadjikistan. Deuxièmement, elle a prédisposé les gouvernements vis à vis de pays étrangers dont ils sont religieusement proches - voir la politique Russe avec l'Arménie - même si les facteurs religieux ont souvent été dépassés par des calculs économiques ou stratégiques. Inversement, les différences religieuses ont parfois durci les inimités entre adversaires politiques ou militaires, comme par exemple lors des affrontements entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ou, d'une façon moindre, dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Enfin, dans le meilleur des cas, les dirigeants et les institutions religieuses ont cherché à limiter de telles oppositions et ont ouvert la voie vers une réconciliation des parties en conflit : on citera les demandes faites à l'église orthodoxe Russe d'assurer une médiation entre le président et le parlement.

La défaite de la coalition islamo-démocrate, du premier gouvernement non communiste d'Asie centrale, à la suite de l'occupation de Douchanbé et du Tadjikistan par les troupes ouzbeks en novembre et décembre 1992, est lourde de conséquences pour la région et au-delà. L'accès au pouvoir des forces néo-communistes ne peut que contribuer à radicaliser le mouvement islamiste en Asie centrale, ce que la sagesse politique demanderait justement d'éviter. D'autant que les leaders du PIR installés à Moscou se sont empressés de voir dans la coalition avec des intellectuels démocratiques, la raison principale de cet échec. Cela ne peut que renforcer les adeptes d'un islam dur, intransigeant, peu disposé au dialogue, confondant le pouvoir temporel, politique, et l'autorité spirituelle,

menée simultanément en août 1991, pour protester contre le parlement communiste, par la grande poétesse tadjik Gulrukhsor Safieva et les chefs des ordres soufis.

⁷³ FREEDMAN. Robert « *Israel and the Successor States of the Soviet Union : A Preliminary Analysis* », paper presented at the annual conference of the Middle East Studies Association, Portland, Oregon, October 1992.

religieuse. L'exemple de l'Iran montre ce qui risque d'en découler ; le Tadjikistan après cette coalition fait penser à l'Algérie après le coup d'Etat d'Amin Zeroual.

Aujourd'hui, le débat sur l'orientation future des Etats d'Asie centrale se base sur l'évolution en cours. Pourtant personne, pas même ceux qui vivent et travaillent dans la région, n'a une idée claire et complète des changements sociaux et culturels maintenant en action. En conséquence, les évaluations de l'importance du « *facteur islamique* » ne peuvent se baser que sur des informations partielles ou des préjugés personnels.

Cet islam, tout comme le nationalisme, ne constitue pas *l'élément principal de la recomposition en cours, ni un seul et unique sens*. On invoque l'un comme l'autre, le cas échéant, pour se positionner par rapport à une autre entité ou pour se définir soi-même. D'où la perception que les pays d'Asie centrale ont d'eux même cinq ans après le choc de l'indépendance. Mais « *quelle que soit l'analyse rationnelle et clairvoyante, demain, dans une lointaine région du monde, un papillon peut bien battre des ailes et provoquer un blizzard imprévu* »⁷⁴.

⁷⁴ AKINER. Shirin « *Le facteur islamique* » in : COLLECTIF *Asie centrale : L'apprentissage de la démocratie* in : Cahiers de l'Orient Numéro spécial Asie centrale premier trimestre 1996.

1-3 Perception de soi.

Cette partie nous permet de conclure sur la question de la quête de sens, comme moyen privilégié pour se positionner sur l'échiquier centre-asiatique, en montrant comment une recherche de sens inachevée peut aboutir à une *représentation de soi*.

« Du à une très faible identité nationale qui est le principal caractère de cette région, hormis l'Ouzbékistan, les autres républiques ont du mal à se faire valoir d'une tradition étatique solide; une des plus grandes tâches de l'élite politique locale est la promotion d'un patriotisme national à la place de la loyauté clanique qui a traditionnellement dominé les rapports dans la région »⁷⁵. Mais la perception que ces républiques ont d'elles même ne représente pas forcément la force dont elles disposent en réalité. « Nous savons tous où mène la surestimation de soi pourtant l'essentiel nous tourmente sans cesse : comment légitimer pleinement la confiance du peuple »⁷⁶. Dans ces deux phrases, Nazarbaïev résume la question de la *représentation de soi*.

Cette représentation de soi conduit à une série d'actes souvent symboliques sur la scène internationale. « Le nationalisme ethnique pousse aussi à se réinventer une histoire, qui doit cependant tenir compte de l'héritage soviétique. On cherchera donc plus facilement des pères fondateurs dans un passé plus lointain comme Tamerlan et Babour pour les Ouzbeks . Enfin les nouveaux Etats vont insister sur tous les signes extérieurs de souveraineté : drapeaux, monnaies, représentations diplomatiques, armées nationales, etc. Il n'y a pas ici de nationalisme d'opérette , mais bien l'inscription des nouveaux Etats sur la symbolique de la souveraineté telle que l'affirme le droit international. « Il est significatif que l'Etat dont l'existence est la plus problématique, le Tadjikistan, ne soit représenté en dehors de la CEI qu'en Turquie, à l'ONU et à l'OSCE »⁷⁷ .

La perception de soi, la vision historique d'un peuple, permettent de voir à quel point la théorie des historiens concernant la fabrication de l'ennemi ne suffit pas à la construction nationale; il y a un travail préalable consistant à se démarquer de l'autre ; ce travail consiste à passer de l'*ethnie* à la *nation* comme par exemple au Tadjikistan.

Comme nous l'avons vu dans les précédentes étapes de cette étude, les tadjiks se considèrent victimes des invasions des nomades turcophones (y compris les ouzbeks) ; à cela s'est ajouté la collaboration des russes, puis des soviétiques avec les non-tadjiks pour les maintenir dans un état de retard économique-politique. D'où la conclusion des historiens relatif à une rivalité, voir

⁷⁵ BROWN. Bess « *National Security and Military Issues in Central Asia* » in : PARROTT. Bruce *State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia* New York Ed : MS Sharpe 1995.

⁷⁶ NAZARBAIEV Noursultan *Sans droites ni gauches* Paris Ed: L'Age d'Homme, 1993.

⁷⁷ - ROY. O « *les républiques musulmanes de l'ex-URSS* » in : COLLECTIF *ASIE CENTRALE L'apprentissage de la démocratie* in : Cahiers de l'Orient Numéro spécial Asie centrale premier trimestre 1996.

conflit tadjiko-ouzbek (Roy 1992). La suite des événements a montré qu'avant un conflit extérieur avec « l'ennemi construit », il faut pouvoir se définir comme une entité nationale dans le sens moderne du terme. Cela a été la base des conflits inter-éthniques au Tadjikistan. Mais la création de légitimité par invocation du passé n'est pas propre aux tadjiks ; la symbolique politique prendrait une autre dimension, si l'enjeu était l'acquisition d'un statut de puissance régionale.

Zaki Laïdi propose une dichotomie qui consiste à opposer perception et projet. La logique de projection, c'est l'adaptation des forces armées aux scénarios opérationnels de la puissance militaire dans le monde de l'après-guerre froide. La logique de projet, c'est la subordination des forces militaires aux objectifs définis dans le cadre d'une doctrine politique d'emploi des forces. En effet la perception peut être définie comme un sens pour se trouver des repères alors que le projet est avant tout *sens*. En opposant le projet à la perception, il démontre le fossé entre le sens comme quête d'une légitimité et la puissance comme existence d'un réel projet. La quête d'identité s'apparente à un temps d'arrêt symbolique permettant le ressourcement - réel ou illusoire -, vécu de plus en plus comme un mode d'affranchissement par rapport à ce qui se trouve géographiquement plus grand (un ensemble fédéral ou la mondialisation) ou symboliquement plus large (un projet d'avenir d'inspiration téléologique).

« Pour les habitants d'un pays, il est certes pénible et difficile de s'accepter comme un pays à la puissance et au statut diminué, comme un pays dont beaucoup auront le sentiment qu'il est déchu Le déclin et l'abaissement relatif d'un Etat national à l'intérieur de la hiérarchie des Etats sont largement ressentis par les individus qui composent cet Etat comme une déchéance personnelle. Il n'est pas rare qu'ils se révoltent contre leur destin collectif et tentent, même par la force d'inverser le cours du temps. Incapable d'adapter aux réalités l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, ils peuvent en entraîner d'autres dans des épreuves de force, tout en construisant des représentations imaginaires de leur pays afin de se prouver à eux-mêmes et au monde entier que rien n'a changé. Ils peuvent même reconnaître *en termes rationnels* la réalité de changement de position de leur pays tout en la niant dans leur imagination et leur affectivité. S'accepter comme un pays au statut et à la puissance amoindris peut représenter un processus très long et douloureux s'étendant sur plusieurs générations »⁷⁸. Nous en avons une très bonne illustration dans les républiques d'Asie centrale où, il est vrai, il n'a jamais existé d'Etat mais où le système soviétique constituait un des premiers cercles du sens identitaire. Le sentiment d'appartenance à une grande puissance s'étendant de l'est à l'ouest procurait un sentiment de sécurité. Par ailleurs, si le communisme a idéologiquement échoué, il a en revanche réussi à s'imposer comme un système rituel, à base de code, de connivence, d'habitudes ou d'honneurs. Olivier Roy montre combien la nostalgie liée à cette perte persiste

⁷⁸ ELIAS. Norbert Engagement et distanciation Paris Ed : Fayard 1993.

en Asie centrale. Des kolkhozes, des défilés et des décorations ne sont que des signes encore vivants de ce passé récent⁷⁹. Les gens dans la rue parlent de la grandeur d'une URSS où tout le monde pouvait encore se reconnaître au sein d'un monde identifié. Le vieil homme qui sort le dimanche pour se promener dans les rues d'Almaty, essaye de s'endimancher avec des décorations soviétiques et nous confie que *c'est le seul moment où sa famille le laisse porter ses médailles car comme les dimanches de jadis, il est bon de se rappeler qui on est.*

1-3-1 Les héritiers d'Amir Timour.

« La politique est affaire de symbolique. Énoncer les règles et les manifestations de la symbolique politique, c'est du même coup définir le champ du politique, ces frontières, ces variations. Car le politique est spécifiquement affaire de légitimité, c'est-à-dire de croyances et de mémoires validées en d'autres termes de symboles »⁸⁰.

En effet, les ouzbeks ont une démarche semblable à celle des tadjiks ; une démarche consistant à rechercher un repère dans une histoire commune mais en prenant le mythe opposé à « l'autre ». Les ouzbeks, afin de se créer une légitimité historique dans la région, se dotent d'une nouvelle identité qui semble plus élaborée et plus cohérente que celle de leurs voisins centre-asiatiques. La création d'une nouvelle identité passe forcément par un passé, souvent imaginaire ou mythique; elle passe, par ailleurs, par l'identification d'un ennemi historiquement proche. Les ouzbeks s'identifient à *Afrasyab*, le héros mythique du *Touran*, l'adversaire de *Rostam* le héros iranien dans le Livre des Rois (*Shahnameh*) du poète iranien Férdozi⁸¹. Le Touran, qui est précisément l'un des envahisseurs de l'empire perse et qui demeure dans l'imaginaire des peuples indo-européens de la région, dont les tadjiks, comme une puissance maléfique.

De ce même Touran, quelques années plus tard, surgit l'un des hommes le plus célèbre de la région, Amir Timour (Tamerlan). Dans l'histoire de l'Iran, sa folie destructrice et meurtrière équivaut à celle de Gengiz Khan. La plupart des historiens iraniens affirment que les histoires de Amir Timour sont les passages les plus sombres de l'histoire de l'Iran. Mais il en est autrement en Ouzbékistan. Le maître de Samarcande devient le symbole de l'indépendance de l'Ouzbékistan

⁷⁹ ROY. Olivier « *L'Asie centrale entre le soviétisme et le nationalisme* » in : Groupe de recherche « Temps mondial » Paris Ed : XERI, 1994.

⁸⁰ SFEZ. Lucien *La symbolique politique* Paris Ed: PUF, Que sais-je? 1988.

⁸¹ Dans une épopée mythique et sous forme d'un poème lyrique de plus de 30 000 vers, Férdozi, dont l'UNESCO a fêté son millénaire, il y a quelques années, essaye de montrer que l'Iran avait été le proie des envahisseurs *Tazi* (arabes) à l'ouest et les *Touranis* (des populations sédentaires turcophones), à l'est. L'Iran martyr de ces barbares nomades se cherchait en se créant des héros (*Pahlevan*), tels *Rostam*. Il existe des nombreux traductions des extraits du *Shahnamh* en Français.

moderne; de nombreux textes officiels comme des créations artistiques comparent Karimov à *Amir Timour*⁸².

Ce phénomène ne subsiste pas seulement dans la mythologie politique ouzbek des siècles passés. En effet, l'Iran en tant qu'adversaire politique indirect ne suffit pas à la construction d'une identité ouzbek; celle-ci doit prouver son existence dans un cadre espace/temps adapté à la réalité actuelle. L'adversaire principal de cette identité, hormis les tadjiks - indirectement associés aux iraniens - est l'ancien colonisateur, la Russie. Charaf Rachidov, le défunt premier secrétaire du PC Ouzbek, permet une revendication nationale en vue d'une identité ouzbek, tout en restant fidèle au passé communiste mais forcément moderniste car plus récent par rapport à Tamerlan. Les attaques de Youri Andropov en 1983 contre Rachidov sont considérées par le nouveau pouvoir indépendant de Tachkent comme des attaques anti-ouzbèkes, en vue d'affaiblir l'identité de ce peuple et, parallèlement, de renforcer le nationalisme russe. Ces attaques ont été le point de départ de la lutte du pouvoir central russe contre ce qu'on a appelé « le mafia ouzbek », reliée à la filière d'exploitation de coton dans ce pays⁸³ : selon un certain nombre de chercheurs, cela a été le détonateur de la *Pierestroïka* de Gorbatchev. Juste après l'indépendance, Rachidov a été réhabilité et en Ouzbékistan, les principales rues des villes, des kolkhozes, des écoles, des centres de formations, des crèches, portent le nom de Rachidov.

Il est clair donc que « *l'héritage stalinien pèse particulièrement sur l'Ouzbékistan* »⁸⁴. C'est en 1924 que pour la première fois, une première République d'Ouzbékistan apparaît. Par la suite, son territoire a été modifié à deux reprises : en 1929, par détachement de la République autonome tadjik et en 1932 par le rattachement de la République autonome de Karakalpakie. Son peuplement n'est pas homogène ; notamment la minorité tadjik est dominante à Boukhara et à Samarcande, ce qui fonde les revendications des nationalistes tadjiks à l'égard de cette dernière ville. Le peuple ouzbek est aujourd'hui le peuple d'Asie centrale le plus nombreux ; celui également qui a la volonté de puissance la plus forte. Il est présent dans tous les Etats. C'est le second groupe turc du monde après celui de la Turquie et sa population s'accroît de 550 000 habitants chaque année. Que l'Ouzbékistan ait choisi Tamerlan comme principale figure nationale n'est pas anodin. Ce choix symbolise l'aspiration à une nouvelle renaissance, comparable à la renaissance timouride après la dislocation de l'empire gengiskhanide. Cette renaissance fut culturelle, économique et politique mais elle se traduisit aussi par la formation d'un vaste empire englobant des

⁸² Il est intéressant de voir à quel point cette création d'identité est rigoureuse parmi les tadjiks en Ouzbékistan; on appelle Karimov *Amir Timour-i zamaneh*, le Tamerlan de l'Epoque.

⁸³ Le récent film de Pavel Lounguine, le réalisateur russe en 1995, remet d'actualité ce mafia ouzbek de coton, mais cette fois-ci en relation avec un chef de mafia russe, certe vieilli mais parfaitement moderne et internationalement actif.

⁸⁴ Rapport d'information n° 151 de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, présenté par Aymeri de MONTESQUIOU. Asie centrale : une indépendance inachevée.

territoires aujourd'hui turkmène, afghan, tadjik, kirghize et kazakh. « *La quête d'identité ouzbek se distingue donc par la volonté de jouer un rôle dominant - et peut-être demain dominateur - dans la région* »⁸⁵.

Il importe de noter que la diffusion de « l'idée turke » en Asie centrale a le plus souvent pour promoteurs les leaders ouzbeks, tant officiels qu'informels. Ce n'est là que le prolongement d'une tendance historique que nous avons évoquée auparavant. En voici un exemple parmi beaucoup d'autres. En 1990 s'est créée une Direction spirituelle des musulmans du Kazakhstan, séparée de celle de Tachkent⁸⁶, sous prétexte que la correspondance ecclésiastique parvenait à Almaty...en ouzbek, alors que cet idiome n'était ni la langue officielle de l'Islam, ni la langue véhiculaire de la région. D'autre part, les établissements d'enseignement musulmans officiels n'ont été ouverts qu'en territoire ouzbek, ce qui crée des difficultés certaines pour les élèves d'autres nationalités. Tachkent aspire à prendre le relais, au niveau régional, de l'empire russo-soviétique, et les diverses conférences sur la sécurité sont manifestement perçues par les autres peuples de la région, dans le sens de cette ambition.

Il est clair que les ouzbeks n'affichent pas clairement leur politique anti-iranienne, ni leur volonté hégémonique sur le Tadjikistan ; « La symbolique politique ne sait pas toujours ce qu'elle dit. Pour conserver son efficacité, elle doit rester dans la pénombre, suggérer le non-dit, ancrer la part nécessaire de l'imaginaire et du rêve »⁸⁷. Ils sont en passe de se trouver face à une nouvelle réalité : pour la première fois de leur histoire, les ouzbeks peuvent s'affirmer sans tutelle même si l'ombre de la Russie plane encore sur l'Asie centrale. Les revanches d'un passé et d'une histoire faisant d'eux des nomades turcophones et sans art de vivre va se transformer en une légitimité de victime qui a su ressusciter ; de ce point de vue, ils partagent la démarche tadjik. « *La symbolique politique en somme est un tout indissociable d'images et d'actions; une dynamique à deux pôles, un pôle imagier, un pôle opérationnel* »⁸⁸. La question cruciale pour les Etats, depuis la fin de la guerre froide, consiste à se construire une identité autrement qu'en se cherchant un ennemi. L'ennemi est générateur d'identité, la privation d'ennemi peut conduire à l'exploration d'autres sources de sens.

Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, les Ouzbeks passaient en Asie centrale pour un des peuples les plus raffinés, oeuvrant à la création d'une variante turque de la civilisation islamique. La situation élitaire des Ouzbeks dans la hiérarchie des peuples turcophones, qui n'avait de comparable que le statut des Turcs anatoliens, a profondément marqué la conscience nationale de ce peuple historiquement rompu à l'exercice du pouvoir. Ajoutons que les Ouzbeks se

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Le Kirghizistan, plus timide, attendra novembre 1993 pour créer une direction spirituelle indépendante.

⁸⁷ SFEZ. Lucien La symbolique politique op.cit.

⁸⁸ *Ibid.*

considèrent eux-mêmes comme les héritiers d'une nation impériale qui, par delà les siècles, remonte à la puissance mongole et turke sur le territoire de Transoxiane. Déjà au début du XX^e siècle, l'empire de Tamerlan préfigurait aux yeux des panturquistes ouzbeks un Turkestan uni avec, pour nation phare, le peuple des Ozbeks. De nos jours l'aspiration de cet Etat au statut de puissance régionale se manifeste dans son attitude envers le Kirghizistan et le Tadjikistan, ainsi que dans ses tentatives d'extension de son influence au nord de l'Afghanistan peuplé notamment d'Ozbeks.

Gouvernant de type autocratique, Karimov ne l'est pas seulement par tempérament personnel mais aussi pour des raisons objectives. L'Ouzbékistan actuel, pur produit des cartographes politiques du Kremlin, apparut en effet d'emblée comme un petit empire à l'intérieur de l'empire soviétique. En effet, les communistes ouzbeks surent obtenir des bolcheviks les terres les plus fertiles de la Transoxiane. Aujourd'hui, le territoire de l'Ouzbékistan se découpe en trois grandes régions relativement isolées l'une de l'autre au plan économique et culturel : à l'ouest, la région de Khorezm (Khiva) et la Karakalpakie⁸⁹ désertique et steppique (peuplées de Karakalpaks, Turkmènes, Kazakhs et Ozbeks) ; au sud et à l'est, une zone majoritairement habitée par des Tadjiks (régions de Boukhara, Samarcande, Sourkhandaria, Kachkadaria et une partie de la vallée de Ferghana) ; au centre, au nord et partiellement à l'est, des zones de peuplement presque exclusivement ouzbek. Or tout choc puissant, de nature politique ou économique, active inévitablement les phénomènes centrifuges ; l'affaiblissement du pouvoir central, comme l'ont montré les années de *perestroïka*, engendre aussitôt un séparatisme local. D'où le culte exacerbé de Tamerlan, indéniablement appelé malgré lui à consolider la nation ouzbek.

Conclusion du chapitre.

La fin du communisme est avant tout une perte de sens pour les républiques nouvellement créées. Elles se reconnaissaient en tant que membre d'un bloc communiste, bien constitué, face à un autre bloc tout aussi puissant. Désormais, il va falloir rechercher dans un passé mythique, un présent mal défini et un avenir incertain de quoi remplir le vide ainsi créé. Même si les citoyens de ces Etats n'avaient pas à l'époque une bonne image du communisme, même si leur vie était économiquement malaisée, au moins n'avaient-ils pas le sentiment d'être abandonnés à leur sort. « *La perte de l'Empire est une perte de sens pour la nation russe plus que l'effondrement du communisme* »⁹⁰. Cela va de même pour les ouzbeks, tadjiks, azeris, ... qui sont amenés à se créer une nouvelle légitimité et un nouvel honneur sur la scène internationale.

⁸⁹ La Karakalpakie ne fut incorporée à l'Ouzbékistan qu'en 1936 ; elle faisait partie du Kazakhstan de 1924 à 1930, puis de la Fédération de Russie jusqu'en 1936.

⁹⁰ LAÏDI Zaki *Un monde privé de sens* op.cit.

Dans le cas de l'Asie centrale on entend parler de l'islam comme d'un facteur identitaire ou de retour au nationalisme. En ce qui concerne ce dernier point, ni le terme de « *nationalisme* », ni celui de « *retour* » ne permettent de comprendre l'ensemble des phénomènes ou des processus auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. L'apparente similitude des situations est trompeuse. Les affrontements tribaux en Afghanistan et au Tadjikistan sont l'expression de l'exacerbation des identités primaires qui s'expriment à l'encontre précisément des Etats-nations anciennement ou fraîchement constitués. Ces nations ne retournent pas au nationalisme. Elles cherchent au mieux à le construire, au pire à en détruire les rares symboles.

Ce processus, qui a duré plusieurs siècles dans l'Europe occidentale, à savoir « le passage de l'ère théologique à l'ère téléologique, a maintenu intacte la demande de sens »⁹¹, alors que dans le monde asiatique il en est tout autrement. « L'Asie se construit, son architecture s'exprime sans architecte. Celle-ci n'est pas pensée comme un dessein, une aspiration collective. Il n'y a guère de demande sociale ou politique pour systématiser l'expérience du présent, pour la projeter vers un horizon d'attente souhaitable. Systématiquement, il n'y a pas de crise de la conscience asiatique, en dépit d'une histoire régionale encombrée de drames et de déchirements [...]. Au demeurant, les traditions libertaires comme le taoïsme ou plus ritualistes comme le confucianisme ont en commun de ne pas attendre du droit, la solution à leur problèmes⁹². L'Asie peut se faire sans penser son destin⁹³. Ce qui n'est pas le cas du centre de ce continent. Comment faire ? Il est quasiment impossible d'imaginer l'Asie centrale actuelle dans les débats qui animent le monde d'aujourd'hui, au moins dans l'immédiat. Ses états sont encore loin de se poser la question de savoir si des processus tels que la globalisation ou la mondialisation peuvent constituer un sens d'ailleurs. « La mondialisation est état, elle n'est pas sens »⁹⁴. Ils se posent toutes ses questions et aussi celles auxquelles le monde occidental a répondu, il y a longtemps déjà.

« Le résultat dépend en fin de compte de l'idée que chacun des joueurs se fait de la manière dont son adversaire agira. Cette attitude étant réciproque et parfaitement perçue de part et d'autre. Tous deux doivent découvrir ensemble et accepter les modes d'action et les résultats dont dépend l'issue du jeu : faute de découvrir les « règles » non écrites du jeu, il leur faudrait assumer les conséquences de cet échec »⁹⁵.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² Entretien avec Mireille Delmas Marty, Le Monde, 25 mai 1993, cité in : LAÏDI. Zaki Op cite.

⁹³ LAÏDI. Zaki Op cite.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ SCHELLING. Thomas C Stratégie de conflit Paris Ed: PUF 1986.

Deuxième chapitre : Transition politique ou fracture au sein de la fragmentation.

Introduction.

La fragmentation est aussi sentie au niveau de la chute d'un régime autoritaire et de la mise en place des mécanismes d'un autre type de régime qui le remplace. Autrement dit, la période de transition qui connaît l'Asie centrale se manifeste aussi au niveau de la transition du « régime politique ». En quoi une transition du régime politique peut constituer un élément de la fragmentation géostratégique ? La réponse à cette question paraît difficile au premier abord mais au cours du développement de ce chapitre nous essayerons de voir que *la mise en place progressive d'un régime politique - comme un facteur de la politique interne - dans un pays donné est un des éléments essentiels de la stabilité/instabilité régionale et peut influencer le processus de la recomposition géopolitique de la zone.*

La première question qui nous vient à l'esprit c'est de savoir : « *quel serait le choix effectué par ces régimes ? Autrement dit, quel modèle de développement politique conviendrait à la spécificité centre-asiatique ?* ». Peut-on pousser les dirigeants de ces pays à aller vers une démocratie de type occidental - comme le font les journalistes de la presse à grande tirage ou les politiciens peu informés -, sans tenir compte des difficultés de parcours ? Est-il possible de parler d'un modèle de développement politique local ou, finalement, existe-t-il une voie propre à chacun de ces régimes ?

La mise en place de la démocratie immédiatement et sans condition ne peut avoir d'autres résultats que de servir d'épée de Damoclès pour satisfaire les bailleurs de fonds au niveau international et les pays d'Europe occidentale et des Etats-Unis pour justifier les investissements effectués dans ces pays. En effet, la mise en place de la démocratie n'a jamais été possible pendant la période de transition même pour des pays à forte tradition démocratique antérieure. Comme le souligne J. Linz, « *la chute de la plupart des régimes autoritaires n'entraînerait pas forcément un établissement de la démocratie mais pourrait éventuellement déboucher sur le rétablissement d'un autre régime autoritaire* »¹. LINZ laisse par ailleurs ouverte la possibilité de remplacement d'un régime autoritaire par un régime totalitaire, en invoquant le cas de Cuba². Par ailleurs, notre vision de la démocratie n'est pas une *vision religieuse où tout peuple est*

1 LINZ. J The Break-down of the Democratic Regims Baltimore/New York Ed : John Hopkins University Press 1980.

2 Ibid.

démocratique ou ne l'est pas ; « le fait de savoir si les régimes en Asie centrale sont démocratiques ou autoritaires est moins significatif que le fait de savoir si ces régimes sont capables de maintenir un niveau de stabilité suffisante pour apaiser la peur de la Russie relative à la turbulence frontalière ou encore le fait de savoir s'ils sont capables de poursuivre une politique pour minimiser les tensions entre la diaspora russe et les ethnies autochtones »³.

Parler d'un modèle chinois ou d'un modèle indien n'aurait en fait guère de légitimité, si ce n'est pour appréhender des modèles de développement, c'est-à-dire les effets d'une histoire qui crée un sens, instaure des traditions, des pratiques, des modèles institutionnels et donc les contours d'une scène politique qui n'est pas figée à tout jamais, mais qui est toujours tributaire de l'action et de l'innovation et dont on doit admettre qu'elle ne disparaît pas non plus immédiatement ni totalement. Concernant cette spacialisation de la politique, on remarque qu'elle tourne aussi de façon incertaine dans l'histoire du monde musulman au sein duquel cet espace disparaît comme espace légitime autonome, pour ne réapparaître que comme lieu de contrainte nécessaire. L'exemple russe semble consacrer l'inverse: le politique s'impose comme instance supérieure à l'ordre social, producteur et organisateur de celui-ci, prétendant de façon souveraine, voire monopolistique, au droit d'obliger.

L'ordre politique n'est pas seulement divers dans la manière dont il oblige l'individu-sujet et dont il obtient son obéissance; il est également plural dans sa réalisation concrète, c'est-à-dire dans la manière dont il s'organise en espace propre. D'une part, celui-ci sera plus au moins autonome des autres espaces, et notamment de l'espace religieux, mais quel que soit son degré d'autonomie, il dispose toujours de lieux, d'institutions, de personnels qui lui sont propres, qui tentent à se spécialiser dans l'accomplissement de fonctions de nature politique.

Avant tout, nous nous efforcerons de donner une définition préalable du mot *régime* pour éviter toute confusion. A. Rouquier, dans son article précise que « *traditionnellement, on désigne les formes et les institutions gouvernementales (exemple : les régimes présidentiels ou parlementaires). Mais certains auteurs lui donnent une acception plus large, touchant aux forces économiques et sociales (comme G. Burdeau) et parler, par exemple, du régime communiste va bien au-delà des modalités institutionnelles d'exercice du pouvoir* ».

Notre préoccupation fondamentale est de savoir si les changements politiques internes sont en train de rapprocher ou d'éloigner chaque pays d'Asie centrale de la démocratie, et de voir comment ces changements peuvent influencer les relations inter-étatiques. Nous chercherons à voir dans quelle mesure les dirigeants de ces entités politiques sont capables et disposés à gouverner par l'accord plutôt que par la coercition, et si les moyens de coercition des gouvernements sont sous un véritable contrôle politique.

3 MENON. Rajan « In the Shadow of the Bear » in: *International Security* été 1995, Vol 20, n° 1.

Pour Lucien Pye qui s'interroge sur le moyen de '*diriger et d'accélérer le développement politique*' et de 'transformer des sociétés traditionnelles en démocraties', le changement politique est principalement le passage d'un comportement '*traditionnel*' à des attitudes politiques '*modernes*'⁴.

Les rapports entre le changement politique et la transformation politique sont complexes, interactifs, voire dialectiques. De nombreuses composantes de la vie politique peuvent être modifiées sans que le régime change et un seul élément névralgique peut suffire à transformer radicalement la nature du pouvoir. Qui plus est, le même élément dans des contextes différents peut tantôt jouer un rôle décisif, tantôt ne modifier en rien l'essence du régime.

Behaviouristes et systémistes critiquent la nature juridique des concepts tirés de la théorie politique classique comme celui de '*régime*' et lui préfèrent généralement la notion de '*système politique*'. Parce que le système politique est constitué par un ensemble de rôles indépendants ou/et par des interactions permettant '*l'allocation légitimée et contraignante de ressources dans une société*'⁵, ces approches introduisent une dimension culturelle et normative. Elles semblent englober la notion même de régime en la débordant. Ce niveau d'analyse ne saurait être évidemment négligé. D'autant que plusieurs régimes peuvent être l'expression d'un même système pratiquement inchangé.

En effet, le passage d'un régime à un autre laisse subsister un système identique marqué par une culture politique autoritaire ou prétorienne et une quasi-légitimation de la participation des professionnels de la force. Autrement dit, les régimes politiques peuvent apparaître comme transitoires à l'intérieur d'un même système dont l'évolution ou la transformation obéirait à un rythme infiniment plus lent parce que mettant en jeu les forces profondes des comportements et des valeurs. Il semble particulièrement important, qui plus est, de ne pas confondre ces deux niveaux d'analyse, notamment en ce qui concerne la difficile évaluation de la stabilité politique.

Il nous semble que la plupart de ces définitions manquent la prise en compte de la notion de 'stabilité' alors que l'approche la plus directement opératoire de la stabilité est peut-être celle qui repose sur l'identité des régimes et donc intègre le changement dans sa définition. Ce qui assure la stabilité d'un régime n'est rien d'autre que la continuité de ses particularités distinctives, ce qui implique à la fois de spécifier les composantes diacritiques qui ne doivent pas changer pour que la forme du pouvoir reste la même et les éléments critiques qui doivent être modifiés pour que le régime n'ait pas à se transformer de fond en comble. C'est le cas du Turkménistan à l'époque soviétique et qui demeure, pour le moment, dans un Etat de '*stabilité*' au niveau de la modalité des éléments socio-politiques qui le gouvernent.

4 PYE. Lucien & VERBA. Sidney Political Culture and Political Development Princeton Ed : Princeton University Press 1965.

5 EASTON. David Varieties in Political Theory New Jersey Ed : Englewood Cliffs Prentice Hall 1966.

Si après avoir distingué gouvernement et régime, on examine la stabilité sous l'angle du 'système' politique, les interprétations diffèrent encore. Pour C. Ake qui adopte une conception interactive et relationnelle du système politique, « *la stabilité politique n'est que la régularité du flux des échanges politiques* »⁶, quand ce flux est régulier le système politique est stable, c'est-à-dire lorsque les attentes et les rôles correspondent au modèle d'interaction socialement fixé et reconnu.

La question de la légitimité est sans nul doute plus pertinente pour comprendre la stabilité des régimes que toutes les autres dimensions. Pour Lipset qui s'interroge essentiellement sur le destin des démocraties, la stabilité dépend de « *l'efficience et de la légitimité du régime politique* »⁷. Il entend par 'efficience' le 'rendement fonctionnel' tel que peuvent le concevoir 'la majorité et les groupes puissants...'. Autrement dit, l'efficience comme la légitimité dépend de la croyance et de la subjectivité des groupes sociaux.

C'est pourquoi la superposition des conflits (religieux, civiques, économiques, sociaux) accroît le risque, les confrontations inexpiables, propices aux bouleversements politiques tandis que l'appartenance multiple et diversifiée du citoyen (et pas seulement de l'électeur des systèmes représentatifs) abaisse les enjeux, favorise la modération. Hirschmann a proposé une traduction économique des conditions d'équilibre politique dérivée de sa théorie sur la tolérance aux inégalités de revenus (*tunnel effect*) qui recoupe ces observations politico-culturelles⁸ en ce qui concerne les sociétés en développement. Pour lui, l'équilibre est obtenu quand il y a une certaine simultanéité entre la 'fonction d'accumulation' qui signifie une inégalité forte de revenus, et la 'fonction de réforme' qui permet aux groupes non bénéficiaires de supporter l'impact du développement. Lorsque la fonction de réforme apparaît trop tôt ou trop tard, le système est perturbé, la violence fait son apparition et la rupture (*breakdown*) n'est pas loin. Les conditions économiques de la légitimité ne sont pas comme on le voit sans rapport avec la transformation des régimes. Dans un premier temps, nous essayerons de voir l'implication des concepts théoriques sur les systèmes politiques nouvellement mis en place, la mise en place pratique de ces concepts constitue la deuxième section de ce chapitre ; la pratique totalitaire du Turkménistan représente la troisième partie.

6 AKE. Claude « *Modernisation and Political Instability : A theoretical Exploration* » in : *World Politics* Vol XXVI n° 4, Juillet 1974.

7 LIPSET. Seymour. *L'Homme et la politique* Paris Ed : Seuil 1963.

8 HIRSCHMANN. Alfred. O « *The Changing Tolerance for Income Inequality in the Course of Economic Development* » *Quarterly Journal of Economics* novembre 1973.

2-1 De l'apprentissage du concret ...

Le cadre d'étude de ce travail ne nous permet pas d'élaborer des questions d'ordre socio-politiques telles : l'Etat, la société civile ou le charisme d'un leader politique ; toutefois, c'est dans le cadre de ces concepts que les dirigeants centro-asiatiques ont mis sur pied des pratiques politiques souvent diffuses. Par exemple, il ne s'agit pas de définir l'Etat sous son aspect *purement sociologique* ; nous essaierons de voir, suite à nos démarches précédentes, si *l'Etat en tant qu'entité internationale peut faire sens* sur la scène mondiale en général et celle de la région en particulier. Cela va de même pour les concepts de la *culture politique* et de la *société civile*.

Pour certains systémistes, l'adaptation du système au changement continu de l'environnement s'opère selon une véritable *synchronisation*. Scott C. Flanagan (1973, p.47) montre comment le changement sociétal affecte la structure des demandes qui à son tour exerce une pression sur les structures politiques afin d'y induire des modifications. Celles-ci se concrétisent en de nouveaux modèles d'allocation des ressources qui conditionnent à leur tour l'environnement socio-politique. Ainsi la boucle systémique est bouclée. La crise survient quand la structure politique ne répond pas aux changements sociaux ou tente de leur résister : une '*désynchronisation*' entre demande et allocation se produit alors qui peut entraîner la crise du système.

2-1-1 La mondialisation face à la notion d'Etat.

En effet, pour établir une stabilité interne, *l'ordre classique étatique* s'impose comme le seul modèle existant. Cet *ordre* s'oppose au *désordre* laissé derrière la gigantesque appareil étatique qu'incarnait l'Union soviétique et son pouvoir qui était très particulier.

Nous nous trouvons confrontés à une donnée très importante : *la contestation de la scène internationale devient de ce fait une pratique essentielle du jeu international. Ordre et désordre n'ont plus le même sens : le désordre devient peut-être la norme et l'ordre, précisément, une source d'aliénation* (après tout le droit international public n'est-il pas d'origine néo-thomiste?)

Après la guerre-froide, il intervient une rupture, qui est l'essor fulgurant des relations transnationales, appartenant à un phénomène important dont on n'a pas encore vraiment pris la mesure tellement il est évident : *la mondialisation*. Qu'est-ce que la mondialisation? C'est la soumission de l'ensemble des acteurs internationaux aux mêmes règles, aux mêmes valeurs, aux mêmes normes, aux mêmes pratiques, aux mêmes institutions. Nous vivons là une tension de plus en plus remarquée et remarquable entre un ordre des Etats et un ordre qui prétend à l'unification, notamment à travers l'essor des relations transnationales. Ainsi le système international se mondialise là où on ne l'attendait pas, non pas à travers

une généralisation et une universalisation harmonieuse du modèle stato-national, mais à travers l'essor de tous ces flux transnationaux, économiques, humains, culturels, politiques et de communication...

Le paradigme réaliste des relations internationales telles qu'elles apparaissaient dans la théorie de Morgenthau ou de Raymond Aron⁹ valorisait en effet les trois concepts de « *souveraineté* », de « *territorialité* » et de « *sécurité* ». Voyons maintenant comment ceci se trouve ébranlé.

L'échec à la *souveraineté*, c'est d'abord l'auto-dissolution du concept d'Etat. Auto-dissolution: à nouveau entendons-nous bien, il ne s'efface pas de la scène internationale, mais on voudrait montrer qu'il prend une toute autre allure, une toute autre configuration.

La crise de l'Etat est à double détente. Il y a d'abord une crise manifeste de ce rapport si utile, si précieux, si fondateur en relations internationales qu'est le rapport Etat/sécurité. Dans la logique du système de Westphalie, il y avait l'idée très hobbesienne que les individus aliénaient leur liberté à l'Etat contre de la sécurité, et que donc cet Etat, en étant garant de la sécurité des individus sur le plan interne comme sur le plan externe, devenait de ce fait la base même de la sécurité collective sur le plan international.

Le second grand facteur de mise en cause de la souveraineté étatique, c'est la *transnationalisation* des rapports internationaux

Troisième foyer attentatoire au principe de souveraineté, celui des biens communs. Ainsi le principe de souveraineté est-il remis en cause en-dessous, à côté, et au-dessus de l'Etat. En dessous de l'Etat, c'est cette destruction de l'Etat à laquelle on faisait référence précédemment. A côté de l'Etat, ce sont ces flux transnationaux. Au-dessus de l'Etat c'est l'émergence de ces biens communs, ce domaine de l'insécable, les « *Common Goods* », les « *Public Goods* », qui échappent à cette logique du découpage souverain qui est le propre de l'action de l'Etat-nation.

Allons du plus évident au plus complexe. Regardons tout ce qui se fait et se défait plus exactement autour de la question touarègue, c'est-à-dire de toute une population qui par définition récuse l'idée de fixation territoriale. Mais allons déjà vers un cas un peu plus complexe : prenons le problème kurde, et lorsque nous interrogeons la mémoire kurde, lorsque nous essayons d'approcher la culture kurde du politique, nous voyons se mettre en place une vision déterritorialisée du politique qui avait permis aux Kurdes, au XIX^e siècle, de vivre en bonne intelligence avec les Arméniens grâce à une logique de transhumance et de nomadisme qui leur permettait de se croiser sur le même territoire sans que jamais le territoire ne fixe ni ne définisse leur identité. Et si nous voyons comment

9 Quand on relit 'Paix et Guerres entre les nations' de Raymond Aron, on s'aperçoit à quel point il avait pressenti tous ces phénomènes. Et je ne voudrais pas donner l'impression simpliste d'une opposition entre un Morgenthau ou un Aron périmés et un Rosenau qui serait le nouveau prophète : bien évidemment ce n'est pas comme cela que l'analyse doit être menée.

le monde kurde s'est étatisé, comment plus exactement l'étatisation de l'Empire ottoman a conduit inévitablement à la fixation territoriale des populations kurdes, on voit l'ampleur des dégâts, c'est-à-dire l'impossibilité de définir un territoire au Kurdistan. Ajoutons à cela la logique *stato-nationale* qui fait que les Kurdes sont presque majoritaires maintenant là où ils sont politiquement minoritaires.

Il en va de même de l'affirmation nationale bosniaque-musulmane : le président bosniaque, Izatbégovitch a eu cette formule tout à fait intéressante pour un sociologue des relations internationales : « *dans notre cas il y a dissociation entre identification nationale et identification territoriale* ». Il devient en effet impossible de construire la nation par référence au territoire, sauf à aboutir à une épuration ethnique, bien entendu. A travers l'étude de ces cas on voit des frottements culturels et historiques qui révèlent comment beaucoup d'histoires sont inconciliables avec le principe de territorialisation.

Ceci nous amène à une question déjà traitée sous un autre angle, mais qui, dans le cadre de l'étude de l'Etat, est à peu près incontournable : celle de la *Nation*. On parle beaucoup de « *réveil de la nation* » ou « *d'éveil du nationalisme* » là où précisément ce qui se fait sur la scène internationale montre l'inverse. En fait de dynamique nationaliste, de dynamique de construction nationale, nous nous trouvons devant une inflation particulariste et donc devant la nécessité de forger ce concept de particularisme pour l'opposer au concept fini et construit de la nation. Nous essayons de donner une définition sociologique du concept de nation ; « *elle a été construite par référence à deux principes : celui d'une communauté politique aspirant à la souveraineté - et ceci nous place dans le modèle de la Révolution française -, ou au contraire celui de la culture, et là nous retrouvons la tradition du romantisme allemand* »¹⁰. Toute cette dynamique que l'on voit poindre en Europe centrale, en Europe orientale, et surtout dans les sociétés extra-occidentales ne ressemble ni à la construction d'une communauté politique souveraine, mais renvoie à son contraire, un contraire qu'il faut penser, c'est-à-dire à une prolifération anarchique des identités et des affirmations identitaires. Nous nous trouvons face à une sorte d'inflation identitaire, face à l'échec du modèle de l'Etat-nation, face à l'échec du modèle international tel que nous le connaissons, tel qu'il était censé fonctionner. On voit les individus s'investir dans des expressions identitaires multiples, concurrentielles et volatiles. L'identité semble s'inverser : elle ne se construit plus à partir d'un projet communautaire, ne se conçoit plus en fonction de la volonté d'inventer une cité nouvelle, mais elle se pense et se pratique dans une logique protestataire et contestataire. Une formidable inversion où toute protestation, toute frustration sociale, toute frustration institutionnelle se traduit par la fabrication d'emblèmes identitaires qui, du coup, deviennent concurrentiels beaucoup plus que source d'ordre international. Et effectivement on voit brandir l'identité religieuse,

10 BADIE. Bertrand « Ruptures et innovations dans l'approche sociologique des Relations Internationales » in : *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée* Paris n° 68-69, 1994.

l'identité tribale, l'identité familiale, l'identité clanique comme résultats d'une dynamique de la protestation sociale, comme résultats de la volonté de discuter et contester un ordre, et non plus dans le projet de construire une cité nouvelle. Ceci nous paraît d'autant plus important que cette prolifération identitaire, dont le religieux n'a plus du tout le monopole comme on l'avait cru il y a une dizaine d'années, renvoie à cet ordre international parfaitement aléatoire auquel on faisait référence antérieurement : que sont les populations d'Asie centrale? Un Tadjik est-il davantage persanophone, sunnite, musulman, citoyen de la République Tadjik, membre de telle ethnie, membre de tel village, membre de telle vallée ? A une identification ordonnée, qui correspondait au modèle national, succède un modèle d'identification proliférante et multiplie, ou, à l'impression que tout se passe comme si l'individu choisissait en fonction des enjeux, en fonction des situations ce que serait, ce que sera son allégeance prioritaire.

2-1-2 Changement de régime, un facteur de fragmentation.

La période de transition est par définition une période non-stable, il n'est pas facile de déterminer les instances de décision et d'influence du gouvernement en particulier ou de l'appareil étatique en général. « *Les structures non mesurables peuvent exister à l'intérieur du Gouvernement, là où ils prennent la forme des contraintes bureaucratiques, organisationnelles et psychologiques et qui ne laisseront pas refléter ce qu'ils pourraient être apparentes sur la surface observable* »¹¹.

En sachant qu'un régime politique n'est pas un ensemble esthétique et qu'il peut donc s'étudier sous différentes *phases*, on constate une période de « *libéralisation* » après la chute du régime communiste. Cette libéralisation, qui selon les termes de A. Prezsvorsky n'est que « *l'ouverture sans changement politiques de structures* »¹², aurait laissé l'espoir d'une prochaine étape : la « *démocratisation* ». Démocratisation que Ph. Schmitter décrit comme « *une intégration des processus démocratiques et de leur mise en œuvre* »¹³.

Ce mode d'analyse n'a jamais été appliqué au cas des régimes mis en place après la chute du communisme en Asie centrale, ni au Caucase. Et si on s'est contenté de quelques classifications de ce type, cela n'a jamais connu un approfondissement. En effet, A. Rouquier, dans son article « *Changements politiques et transformations de régimes* »¹⁴, emprunte une classification des différents types de transformation, effectuée par L. Morlino. Selon l'auteur il existe six types possibles de transformation de régime politiques : 1)

11 ALLISON. Graham. T *Essence of Decision Making* Boston Ed: Little Brown 1971.

12 PREZSVORSKY. A *Democratie and Market* London Ed : Cambridge University Press 1991.

13 O'DONNELL. G SCHMITTER. Ph *Transition from autoritarisme rules, prospect for democratie* Baltimore/New York Ed : John Hopkins University Press 1971.

14 ROUQUIE. A in : *Traité de science politique* tome 2, GRAWITZ. M, LECA. J Paris Ed : PUF 1985.

Continu/discontinu; 2) Pacifique/violent; 3) Equilibré/déséquilibré; 4) Fondamental/marginal; 5) Accéléré/lent; 6) Interne/externe.

Par ailleurs, il établit un schéma à neuf variantes de passage d'un type particulier de régime politique à un autre dont deux attirent notre attention : tout d'abord le passage d'un régime autoritaire vers un régime autoritaire (comme l'Indonésie en 1966), c'est le cas du Turkménistan. Le passage du système soviétique à celui de Niyazov est un trajet d'une forme d'autoritarisme soviétique à un type d'autoritarisme du type dit '*oriental*'. Dans cette hypothèse l'autoritarisme pourrait naître des conditions initiales complètement différentes. Donc l'autoritarisme serait considéré comme un système dont on ne se préoccuperait pas d'expliquer les conditions d'apparition mais seulement les éléments qui le constituent.

La deuxième catégorie est celle du passage d'un régime autoritaire vers un régime démocratique (comme l'Espagne, 1931/1975-76, la Grèce, 1974; Portugal, 1975 ou le Venezuela, 1958) et pourrait constituer le cas de la Kirghizie.

Les analyses qui se montrent plus *culturalistes* vont dans le même sens. Pour B. Badie et G. Hermet¹⁵ ces modèles sont des résultats d'une *dynamique occidentale*, - à l'instar d'un N. Elias le précurseur d'une théorie qui porte le même nom - qui a eu des étapes successives comme le féodalisme ou le capitalisme. Ils mettent l'accent sur le caractère *extra-occidental* des sociétés arabo-musulmanes en évoquant les termes comme *le mode de production asiatique*, élaboré par K. Marx; ils optent par ailleurs pour des appellations du type *despotisme oriental* de K. Wittfogel¹⁶.

Mais des auteurs tels que l'américain B. Moore ou le britannique P. Anderson ont réussi à démontrer que le despotisme n'est pas forcément le produit du capitalisme. Leurs analyses, qui ont été des innovations par rapport au marxisme dit classique, démontrent que si dans les sociétés orientales telles que l'Iran ou la Chine, il existe des despotes comparables à ceux de l'époque féodale en Europe, il pourrait y avoir une sorte de similitude entre les despotes contemporains en Orient et les dictateurs modernes du monde occidental¹⁷.

En dernier lieu, il faut rappeler que la durée et la légitimité d'un '*régime d'exception*' dépendent dans une large mesure du contexte politique dans lequel il est apparu et qui a entretenu son discours justificatif. Plus la menace a eu de conséquences sur la vie nationale et plus son rappel éloigne un desserrement des contraintes autoritaires. Le niveau de violence officielle et l'ampleur de la répression jouent un rôle important dans l'évolution des autoritarismes.

15 BADIE. B HERMET. G Politique comparée PUF 1990 Paris.

16 BADIE. B HERMET. G op. cit.

17 MOORE. B Les origines sociales de la dictature et de la démocratie Paris. Ed. : Maspéro. 1969 et ANDERSON. P L'Etat absolutiste. Vol 2 Paris Ed. : Maspéro. 1987.

2-1-3 Culture politique et société civile.

Le développement et la préservation d'une culture civique dépendent surtout de l'existence d'une société civile. Dans la plupart des cas historiques, une culture civique est apparue en conjonction avec l'émergence d'une société civile, mais les deux concepts ont des significations différentes qu'il conviendrait de distinguer¹⁸. Nous entendons par « *société civile* » un réseau dense d'associations non-gouvernementales et de groupes visant à défendre de manière autonome des intérêts socio-économiques divers et prêts à s'opposer aux efforts de l'Etat pour la prise de contrôle de ces activités. Les composantes d'une société civile sont les médias indépendants, les églises, les associations professionnelles, les syndicats, les écoles et les universités, ainsi que les partis politiques qui cherchent à rassembler ces différents intérêts à travers des dynamiques politiques. Dans une démocratie stable, ces organisations institutionnalisent les valeurs et les croyances d'une culture civique en-dehors des structures formelles du gouvernement. Elles disposent des connaissances et du savoir-faire en matière d'organisation nécessaires pour opposer les tendances naturelles de tout gouvernement à dominer la société. L'existence d'une société civile ne dépend pas seulement de la présence d'un grand nombre d'associations et d'organisations, mais surtout de l'esprit qui les anime.

Dans un certain sens, le Caucase et l'Asie centrale sont représentatifs de deux manières différentes de dynamiser une culture civique et de construire une société civile. Dans le Caucase, les réactions contre l'ordre communiste furent tellement fortes qu'elles donnèrent lieu à une explosion de violence à grande échelle; dans la plus grande partie d'Asie centrale, les réactions ont été tellement faibles que les pays de la région pourraient ne pas réussir à se défaire des pratiques et des attitudes autoritaires du passé.

L'Asie centrale se distingue de la plupart du reste de l'ancienne URSS par ses structures sociales encore très traditionnelles. Pris dans leur ensemble, les pays de la région sont beaucoup moins urbanisés que les autres nouveaux Etats. Dans son ensemble, moins de 40 % de la population d'Asie centrale était urbaine en 1989, ce qui est exceptionnel par rapport à la moyenne de 66 % d'urbanisation pour le reste des autres anciennes républiques de l'URSS¹⁹.

18 Pour les origines du concept et ses significations actuelles Voir : KEANE. John « Introduction » in KEANE. John Civil Society and the State : Next European Perspectives New York Ed : Verso 1988 ; MILLER. Robert F. « Civil Society in Communist Systems: An Introduction » in : MILLER. Robert F. The Development of civil Society in Communist Systems New York Ed : Allen & Unwin 1992.

19 ROWLAND. Richard « Demographic Trends in Soviet Central Asia and Southern Kazakhstan » in : LEWIS. Robert A. Geographic Perspectives on Central Asia New York Ed : Routledge, 1992. En 1989, les niveaux d'urbanisation nationale oscillaient entre les 32,6 % du Tadjikistan et les 45,5 % du Turkménistan, avec un niveau exceptionnellement haut de 52,5 % pour le sud du Kazakhstan, où la plupart des Kazakhs ethniques habitent. Pour une étude de ce phénomène et de son influence en Ouzbékistan Voir LUBIN. Nancy

De ce fait, les habitants d'Asie centrale qui sont ethniquement originaires de la région sont concentrés d'une manière disproportionnée dans les régions rurales, tandis que les résidents d'origine européenne sont concentrés dans les villes.

Malgré les souffrances et les perturbations causées aux peuples de la région après la révolution de 1917, le régime soviétique ne transforma pas les structures sociales de l'Asie centrale comme il l'a fait dans les parties européennes de l'ancienne URSS. En Asie centrale, le totalitarisme soviétique s'est adapté lui-même « avec une forme particulière de l'autoritarisme-féodal qui a duré jusqu'à nos jours la seule 'coutume traditionnelle' que l'on laissa grandir fut une sorte de népotisme clanique qui s'est développé jusqu'à atteindre une dimension sans précédent »²⁰. En dehors de quelques variations entre les différents Etats d'Asie centrale, on peut considérer que *partout les liens de la famille, de la tribu, du clan et de la localité sont des éléments de la construction sociale bien plus forts que dans des sociétés plus développées*. Le fait même que le drapeau du Turkménistan contienne cinq étoiles, chacune représentant l'une des principales tribus du pays, est un « détail » largement représentatif²¹.

Les résultats des enquêtes sur l'opinion publique ne permettent pas de distinguer un lien entre la croyance religieuse islamique et l'adhésion aux valeurs démocratiques ou antidémocratiques. Ce qu'elles suggèrent souvent c'est que la population d'Asie centrale est traditionnellement plus conservatrice et respectueuse de l'autorité. En 1990 une enquête sur les citoyens soviétiques de différentes origines nationales mit en valeur le fait suivant : sur un index de valeurs démocratiques, les Estoniens dépassaient de loin les Biélorusses, les Ukrainiens et les Russes, qui à leur tour distançaient de loin les Kazakhs et les autres peuples d'Asie centrale. 98% des Estoniens affirmaient adhérer à différentes valeurs démocratiques. Parmi les différents peuples slaves, les pourcentages oscillaient entre 61 et 74%. Cependant, pour les Kazakhs d'origine ethnique, ce pourcentage tombait à 30% et parmi les autres peuples d'Asie centrale, tels que les Ouzbeks et les Turkmènes, la proportion n'était plus que de 17%²². On peut avancer le fait que les habitants d'Asie centrale, en tant que groupe, ont eu moins d'éducation et ont été élevés dans un environnement plus rural, deux variables qui sont généralement associées à des opinions non-démocratiques. Par rapport aux réponses relevées dans d'autres régions, on

Labor and Nationality in Soviet Central Asia: An Uneasy Compromise Princeton, N.J Ed : Princeton University Press, 1984.

20 Human Rights and Democratization in the Newly Independent States of the Former Soviet Union Washington, D.C Ed : Commission on Security and Cooperation in Europe, 1993.

21 Ibid. Voir aussi GLEASON, Gregory « Uzbekistan : From Statehood to Nationhood ? » in : BREMMER, Ian & TARAS, Ray Nations and Politics in the Soviet Successor States Cambridge University Press, 1993 et ALIMOV, Kadir « The Rediscovery of Uzbek History and Its Foreign Policy Implications » in : Russian Litoral Project Working Paper n° 6 draft, UMCP/SAIS Mai 1993.

22 Dobson & Grant « Public Opinion and the Transformation of the Soviet Union » Research Memorandum, Office of Research, U.S. Information Agency 7 Janvier 1993.

constate qu'en Asie centrale il y a plus de respect pour l'autorité et une moindre tendance à blâmer les dirigeants politiques ou les institutions des difficultés socio-économiques rencontrées dans la vie quotidienne. En 1990, par exemple, 50 % des Kazakhs et 60 % des autres ethnies d'Asie centrale exprimaient leur confiance dans plusieurs institutions politiques soviétiques. Ce qui doit être comparé aux 33% relevés pour d'autres groupes ethniques. Au début de 1992, 86% des Ouzbeks d'origine ethnique affirmaient avoir une grande confiance pour Karimov. Un tel résultat peut être en partie dû à la prudence des personnes interviewées, mais pas totalement, puisque les résidents non-Ouzbeks ont dit avoir moins confiance en Karimov que les autres²³. Ces résultats peuvent mettre en valeur une plus grande déférence vis-à-vis des autorités chez les Ouzbeks. D'un autre côté, ils peuvent n'être que la conséquence de la plus grande déception des populations non-Ouzbeks face au nouvel ordre politique du pays.

D'autres évidences remettent en question l'idée selon laquelle la composante islamique des cultures politiques d'Asie centrale rends ces sociétés incompatibles à une adhésion aux valeurs démocratiques. Les populations Tatar dans les régions de Crimée et de Kazan, qui grâce aux traditions islamiques ont pu survivre aux empires tsariste et soviétique, ont démontré un haut niveau d'engagement envers les valeurs démocratiques. En 1990, la proportion de Tatars partageant les principes démocratiques était de 77%, juste après les Estoniens. Etant donné que les Tatars furent les Musulmans de l'empire tsariste les plus favorables à une réforme et à une adaptation des traditions islamiques à la vie moderne, on peut suggérer que certains courants de l'Islam peuvent être plus compatibles avec les valeurs politiques libérales que d'autres, de même qu'il en est pour la Chrétienté.

Bien qu'il existe des aspects antidémocratiques en Asie centrale, les informations dont nous disposons aujourd'hui nous poussent à beaucoup de prudence lorsqu'il s'agit d'affirmer, comme beaucoup d'analystes le font un peu trop rapidement peut-être, que l'adhésion à l'Islam est un obstacle pour une évolution démocratique de ces nouveaux pays.

23 Parmi les non-Ouzbeks, 56 % approuvaient le Président Karimov et 23 % exprimaient avoir peu ou pas confiance en lui (par rapport à 10 % chez les Ouzbeks d'origine ethnique). Research Memorandum.

2-2 ... à la mise en application pratique ...

Après avoir examiné les concepts d'Etat et de la société civile, nous avons vu le handicap avec lequel les républiques d'Asie centrale vont affronter la période de transition ; nous essayerons de voir à quel point cette question est cruciale pour l'instauration d'un régime politique, quand la tradition démocratique n'existe pas. La vie politique, de ces pays, à savoir la base constitutionnelle ainsi que la formation de mouvements politiques prennent un caractère spécifique à la tradition régionale. Dans ce cadre, nous essayerons d'effectuer une classification de ces régimes politiques en des sociétés à pluralisme limité et des régimes qui ont opté pour une voie dite autoritaire. Dans le cadre de cette classification, nous n'incluons pas volontairement le Tadjikistan car le régime en place actuellement n'est pas l'expression d'un choix progressif des dirigeants mais un régime politique mis en place, en partie, et soutenu par des puissances étrangères (la Russie, l'Ouzbékistan). Par contre le seul pays d'Asie centrale où un affrontement électoral et quasi-démocratique a eu lieu fut bel et bien le Tadjikistan de 1992 où un vrai combat politique - avec des partis plus ou moins structurés - a eu lieu et où les scores du président élu, Nabiev ne ressemblaient pas à ceux de ses homologues centre-asiatiques. Nous reviendrons sur le cas tadjik dans un chapitre consacré à ce pays. Mais avant d'aborder les deux cas quelques définitions paraissent nécessaires ; tout d'abord le concept de *l'espace de pluralisme limité*.

Pour Juan Linz, ces régimes à pluralisme limité ne s'appuient pas de manière primordiale sur une idéologie directrice totalisante. Il ne mettent pas d'avantage en cause l'autonomie relative de la société ou le droit de propriété qui la créent largement, au point d'apparaître en somme comme des « *dictatures libérales* » où les intérêts « *admissibles* » conservent la faculté de s'exprimer sans pourtant que les gouvernants soient responsables devant eux. Cette définition vaut aussi bien pour la plupart des gouvernements militaires d'Amérique Latine contemporaine, comme aussi pour ceux de la Corée du Sud ou de la Turquie, voire pour la Tunisie, le Maroc ou l'Egypte de Moubarak. Nous estimons que le Kazakhstan et la Kirghizie rentrent dans cette catégorie.

Une définition du *régime autoritaire* nous permettrait d'aborder la deuxième catégorie. Dans les années 1960, Juan Linz essaye d'établir une distinction, notamment sur le plan de la mobilisation et de l'encadrement politique, entre les systèmes à vocation *totalitaire* et les régimes singularisés simplement par leur exercice *autoritaire* du pouvoir. La définition que Linz donne de l'autoritarisme doit se comprendre précisément dans ce contexte sur ce plan avec le totalitarisme, étant entendu que si l'Espagne franquiste constitue son exemple de référence, les principes qu'il énonce valent pour la plupart des dictatures modernes. Il définit les régimes autoritaires « *comme des systèmes à pluralisme limité mais non responsable, sans idéologie directrice, ni volonté de*

mobilisation intensive sauf à certains moments de leur développement ». En effet, la division capitale entre les deux systèmes ne tient pas à l'intensité de la terreur policière qu'ils exercent ou n'exercent plus. Il est des totalitarismes terroristes (l'Allemagne nazie, la Russie de Staline ou la Chine sur une longue période) et des totalitarismes bénins par comparaison (l'Italie fasciste, la Russie d'Andropov ou de Brejnev). De la même manière certains autoritarismes peuvent user d'une violence intense et systématique (le franquisme des débuts, la dictature guatémaltèque du début des années 1980 ou la Turquie des généraux), tandis que d'autres usent d'une répression minimale. C'est dans ce cadre que Olivier Roy estime qu'« *ce qui est conservé du sovietisme n'est pas l'appareil idéologique, mais une forme « d'autoritarisme » qui se rapproche d'ailleurs de bien des régimes moyen-orientaux : présidentialisme exacerbé, entériné par des référendum prolongeant le mandat du président (Turkménistan, Ouzbékistan, Kazakhstan), quasi unique, contrôle des élections, importance de l'appareil présidentiel rôle de la police politique. Par contre le système du parti unique, jamais entériné par la constitution, même s'il est maintenu de facto, n'est pas la clé du politique. le parti n'est que l'expression de l'appareil d'Etat et de la loyauté personnelle au président. Cet appareil autoritaire n'a donc aucun mal à instrumenter le cadre national hérité du sovietisme* »²⁴. Il est clair que ce type de régime correspond aux cas ouzbek et turkmène.

Nous verrons la mise en place des institutions, la vie politique et le combat acharné de l'opposition dans ces pays.

La Kirghizie et le Kazakhstan constituent les deux pays où il est passible de parler d'un pluralisme politique selon les normes occidentales. La Kirghizie, est le premier cas, avec à sa tête le seul président centre-asiatique qui n'a pas été un apparatchik de l'époque soviétique et où une légitimité internationale se traduit par la mise en place d'une économie de marché et d'un régime démocratique. Et le Kazakhstan, où le souhait de se distinguer par rapport à un sud musulman et se rapprocher à une Europe occidentale, fait en sorte que le clivage de la politique interne soit étrangement proche de celui de son voisin russe et où le pluralisme paraît aussi fragile qu'en Russie.

2-2-1 La naissance des institutions étatiques ou la prise en compte des « intérêts » de l'Etat.

A cause de l'héritage socio-politique, les formes démocratiques post-soviétiques qui ont été introduites dans la région ont souvent manqué de substance démocratique. En mai 1992 le Turkménistan devint la première république de l'ex-URSS à adopter une Constitution post-communiste et au cours des quinze mois suivants l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan suivirent.

²⁴ ROY. O « *les républiques musulmanes de l'ex-URSS* » in : COLLECTIF Asie centrale : L'apprentissage de la démocratie in : Cahiers de l'Orient Numéro spécial Asie centrale premier trimestre 1996.

Au Kirghizistan, les débats entre le parlement et le Président Akaév étaient vivants et largement ouverts²⁵, mais le parlement Ouzbek approuva la nouvelle Constitution à l'unanimité après quelques vagues discussions qui semblaient ne devoir exister que pour la forme. Les ressemblances entre les pratiques ouzbeks et les pratiques soviétiques furent mises en exergue par l'existence d'une clause constitutionnelle qui empêchait tout groupe social ou tout ensemble d'individus de prétendre parler au nom de la nation, en réservant explicitement ce droit au président et au parlement. Au Turkménistan, à peine quelque jours avant l'adoption de la nouvelle Constitution, un certain nombre d'articles fondamentaux traitant de la liberté de la presse et de la cour constitutionnelle furent éliminés et un tiers des articles restant dépendaient de la bonne volonté des administrations de l'Etat pour leur mise en oeuvre²⁶. La Constitution entérina le principe de la séparation des pouvoirs mais deux organismes politiques ont été créés sous le contrôle du président et ils ont été dotés de fonctions législatives et exécutives. Depuis, la plupart des décisions ont été prises à l'unanimité des votes²⁷.

La plupart des élections conduites en Asie centrale depuis 1990 reflètent l'incapacité populaire à effectuer des changements démocratiques. Les élections législatives de 1990 n'ont pas constitué un tremplin pour de nouvelles forces démocratiques et pour les critiques du *status quo*. Au Kazakhstan et en Ouzbékistan les élections furent conduites selon le principe pseudo-démocratique des pratiques soviétiques qui consistent à réserver un grand nombre de sièges pour les représentants des diverses « *organisations sociales* ». De plus, en Ouzbékistan, au moins un tiers des sièges restants ne furent même pas disputés et, au Turkménistan, la plupart ne le furent pas. Même si les cinq Etats d'Asie centrale ont tenu des élections populaires pour les nouvelles institutions de la présidence, il n'y a eu qu'un exemple où les élections n'ont pas simplement posé un voile de légitimité démocratique sur un ancien dirigeant national du Parti Communiste d'avant l'indépendance. Dans trois cas de figure -au Turkménistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan- le vainqueur de l'élection fut le seul candidat qui s'était présenté. En Ouzbékistan, le plus fort des candidats non-communistes fut arbitrairement exclu des listes électorales est remplacé par un candidat plus faible, une simple *vitrine*. Ce n'est que dans un seul cas, au Tadjikistan, qu'il y a eu une véritable compétition entre deux figures politiques majeures et cette élection fut obscurcie par des allégations de fraude électorale²⁸.

²⁵ Après de longs débats, le parlement du Kirghizistan adopta en mai 1993 une nouvelle Constitution. Akaév réussit à faire disparaître une phrase qui exigeait l'adhésion aux valeurs morales de l'Islam mais, en échange, il dut consentir que la fin de sa propre charge, ainsi que de celle du vice-président et du chef du Soviet Suprême soit prévue pour 1995. RFE/RL Daily Report n° 87. 7 Mai 1993.

²⁶ PANICO. Christopher J. « *Turkmenistan Unaffected by Winds of Democratic Change* » RFE/RL Research Report Vol.2 n° 4, 22 Janvier 1993.

²⁷ « *Human Rights and Democratization in the Newly Independent States of the Former Soviet Union* » Washington, D.C Ed : Commission on Security and Cooperation in Europe, 1993.

²⁸ *Ibid.*

Dans un tel environnement politique, on ne sera pas surpris d'apprendre que les institutions de coercition n'ont pas été soumises à un contrôle politique civil significatif. Vers la mi-1992, le parlement du Kazakhstan adopta une loi sur les organismes de sécurité nationale de l'Etat qui donna à l'ancien KGB de la république une liberté de manoeuvre presque totale. En définissant d'une manière très large les missions de sécurité attribuées à l'agence, la loi spécifia que les droits constitutionnels des citoyens pouvaient être limités dans des circonstances exceptionnelles, mais sans en spécifier les cas concrets d'application. Elle autorisa aussi cette agence de sécurité à continuer à recruter des informateurs et elle souligna l'obligation qui était faite à tous les citoyens de porter assistance à l'appareil de sécurité, qu'ils travaillent dans des organisations privées ou gouvernementales. La partie la plus significative de toute cette loi c'est probablement le droit qui fut attribué à l'agence pour brouiller pratiquement toute émission de radio ou de télévision étrangère. Les déclarations du chef des Services de la Sécurité Nationale d'Ouzbékistan, disant que tous les niveaux de la société demandaient à son agence de verrouiller toute atteinte à la stabilité, reflétaient le même type d'environnement politique.

Malgré ces ressemblances avec l'époque soviétique, l'Asie centrale a subi de nombreux changements fondamentaux et les Etats de la région ne se sont pas enfermés dans une situation politique figée. La seule présence de partis d'opposition, qui existent d'une certaine manière dans tous les pays d'Asie centrale, était impensable sous le vieux système soviétique. L'étendue de ces changements varie d'un pays à l'autre, elle va de l'immobilisme de l'autocratie au Turkménistan et de l'autoritarisme de plus en plus oppressant de l'Ouzbékistan jusqu'au régime d'autocratie éclairée du Kazakhstan, en passant par le régime politique modéré du Kirghizistan.

Le Kazakhstan est le premier Etat d'Asie centrale à avoir franchi l'étape du renouvellement du Soviet suprême élu en 1990.

La Constitution kazakh, en vigueur depuis janvier 1993, établit un régime de type présidentiel :

- le Président nomme, oriente et démet le Gouvernement ; il a l'initiative des lois ; peut opposer son veto à une loi, qui ne peut être levé qu'à une majorité des deux tiers, décide l'organisation d'un référendum, ne peut dissoudre le Conseil suprême.
- le Conseil suprême, élu pour cinq ans, approuve les nominations présidentielles, mais ne peut renverser le Gouvernement ; il partage l'initiative des lois.

Cette Constitution se distingue aussi par l'institution d'une Cour constitutionnelle. Composée de onze juges, élus pour un mandat de dix ans par le Conseil suprême sur proposition du Président, la Cour peut être saisie par les différentes instances de la République et même par un seul député. Dès ses

premiers mois de fonctionnement, elle s'est distinguée par son indépendance. Elle est actuellement saisie de contentieux relatifs aux élections de mars 1994.

Depuis l'indépendance, le Parlement a été dissous deux fois, dont la dernière fois en mars 1995. Les dernières législatives ne sont intervenues que neuf mois plus tard en décembre 1995. Dans l'intervalle, le pouvoir exécutif a légiféré par décret-loi. Le nouveau Parlement est constitué par deux chambres : un Sénat (Chambre haute) comprenant 2 représentants par région pour les 19 régions du pays, 2 représentants pour la ville d'Almaty et 7 sénateurs nommés par le Président, élus pour quatre ans, renouvelables par moitié tous les deux ans ; une Assemblée nationale (Mejlis) constituée par 67 députés élus au suffrage universel pour une durée de cinq ans.

Par ailleurs, il existe, en dehors de ces institutions, des organismes peu connus mais très influents: une administration présidentielle (au moins une centaine de fonctionnaires), un Secrétaire d'Etat, véritable premier ministre bis, chargé de toutes les questions en dehors du secteur économique et un Conseil Economique Supérieur près de la Présidence.

2-2-2 Les mécanisme du jeu politique : une casse-tête démocratique ?

Pour comprendre les problématiques de la vie politique kazakh, il faut connaître la personnalité du nouveau « *sultan* » d'Almaty. La personnalité du président, Noursultan Nazarbaïev, fervent partisan de la cohésion de la CEI et partisan d'un Etat de droit multi-ethnique, est pour beaucoup dans l'image de sérieux acquis à l'extérieur. Ancien membre de la *nomenklatura*, le président kazakh n'a jamais nié son passé communiste²⁹. Avec les anciennes méthodes des *apparatchiks bréjneviens*, il est arrivé au pouvoir, à l'aide des nouvelles méthodes il essaye de mettre en place une nouvelle société. La présence de ces nouveaux hommes d'Etat en Asie centrale peut être considérée comme une rupture avec le passé ou une continuité de celui-ci.

Un des admirateurs sans réserve de Gorbatchev, le président kazakh lui ressemble à bien des égards. Comme le premier, il a toujours insisté sur le maintien d'une Union des Etats souverains, au sein d'une Communauté librement consentie ces efforts en faveur de la construction de la CEI n'étaient que la suite logique de ses démarches en vue de l'organisation du référendum du « *Traité de l'Union* », proposé par Gorbatchev, avant le putsch du mois d'août 1991. C'est encore à l'image de Gorbatchev que le président kazakh milite pour un Etat multi-ethnique, au sein duquel toutes les minorités ethniques importantes ont une représentation parlementaire et le cas échéant, gouvernementale. Dans la même optique il tente, dans la mesure où cela n'affecte pas la stabilité sociale du pays, de favoriser une démocratie à l'occidentale, basée sur une sorte de *glasnost*

²⁹ NAZARBAIEV. Noursuktan *Sans droites ni gauches* Paris Ed: L'Age d'Homme, 1993.

(transparence). Il tient à ce qu'un espace public soit créé et maintenu par les citoyens eux-mêmes.

Mais il n'a pas répété deux des erreurs majeures de Gorbatchev: en premier lieu l'impopularité interne en échange d'une popularité internationale et en deuxième lieu, le trait qui peut être la cause du premier, à savoir la prépondérance des réformes politiques sur la situation économique. Nazarbaïev a mis l'accent sur les réformes économiques, parfois même au détriment des libertés politiques - à tel point qu'il passe parfois pour un despote oriental qui impose ses décisions en la matière -, mais *grosso modo* les deux vont de pair au Kazakhstan. Sa popularité dans la république, sa notoriété dans la région et sa personnalité internationale semblent complémentaires.

La première question importante, aux yeux des dirigeants du **Kazakhstan**, est le fait d'éviter des tensions inter-ethniques entre les deux grandes populations de ce pays, les kazakhs et les russes. D'un côté comme de l'autre, les extrémistes essayent de mettre de l'huile sur le feu.

Les hommes d'Etats russes comme Anatolie Sopchak, l'ancien maire de Saint-Petersbourg, Gavril Popov, l'ancien maire de Moscou et même Boris Yeltsine, ont rejoint leurs voix à celles des Partis nationalistes russes pour réclamer la remodification des frontières, pour reconquérir le nord du Kazakhstan, riche, industriel et russophone en majorité. Alexandre Soljienitsine se rejoint à Vladimir Djirinovsky, l'ultra nationaliste russe pour proclamer le nord-Kazakhstan comme une partie de terre qui finira par se rattacher à la Fédération de Russie.

Les nationalistes kazakhs, essentiellement du mouvement *Allach*, appellent à une expulsion des russes et demandent la création d'une « *communauté uniforme* » des musulmans³⁰. Depuis sa création en 1991, le parti Allach multiplie ces actions en faveurs de la langue kazakh, de son identité nationale et de son intégrité face aux russes. C'est là où nous pouvons constater la subtilité du jeu d'identité; l'Islam rejoint le nationalisme kazakh, voire le panturkisme pour faire face aux russes, les voisins et en même temps les habitants du même territoire.

« *Se dégageant peu à peu de l'influence russe tout en cherchant un équilibre avec elle* » telle est la voix définie par le programme présidentiel intitulé « *la stratégie du développement et de renouveau du Kazakhstan en tant qu'Etat souverain* ». A côté de cela, il y a une recherche de stabilité politique dans le cadre des rapports inter-ethniques, pour permettre les investissements étrangers.

Sur certains points le **Kirghizistan** est allé encore plus loin en termes de démocratisation. Près de 80 % des sièges étaient en lisse lors des élections législatives de 1990. Même si le Président Askar Akaév a gagné la présidence au cours d'une élection incontestée, il a néanmoins encouragé le développement d'un

³⁰ BROWN. B « *Kazakhstan and Kirgyzstan on the road to Democracy* » in : RFE/RL vol 1 n° 48 décembre 1992.

climat politique relativement tolérant. En comparaison avec d'autres régimes de la région, Akaév a autorisé la légalisation de plus de partis politiques. Grâce au choix des dates des élections de 1990, la plupart de ces groupes, tels le Parti de la Régénération Nationale du Kirghizistan et le Parti Démocratique du Kirghizistan Libre, ne sont pratiquement pas représentés au Parlement, alors que le parti russophone connu sous le nom de Fondation Slave détient près d'un cinquième des sièges. De nouvelles élections législatives pourraient changer de manière radicale cette situation, mais vers la mi-1993 Akaév avait repoussé toutes les demandes de nouvelles élections en se fondant sur leur potentiel de déstabilisation politique. Certains journaux indépendants ont eu l'autorisation d'exister et les observateurs étrangers ont reçu peu de plaintes concernant les violations des droits de l'homme³¹. Akaév a beaucoup travaillé pour faciliter les relations entre les différents groupes ethniques du pays en bloquant toute législation biaisée en faveur des Kirghizes d'origine ethnique et en refusant d'autoriser l'existence légale du Parti Social Démocrate, principalement composé de Russes d'origine ethnique, qui est considéré par le gouvernement comme un groupement d'extrémistes³².

Akaév est le seul leader de toute l'Asie centrale qui a ouvertement condamné le pouth d'août 1991, d'interdire le Parti Communiste immédiatement après son l'échec du putsch, et d'instaurer une garantie constitutionnelle de la démocratie dans la vie politique. Il est allé plus loin, en attaquant directement l'élite traditionnelle, en effectuant une réforme agraire radicale et en ôtant l'emprise de l'Etat sur la presse. Ce qui paraît intéressant c'est que cette petite république a attiré l'attention des Etats-Unis dans la région pour constituer un modèle démocratique pour les autres. Selon la vision américaine, « *la politique d'Akaév d'institutionnaliser les conflits inter-ethniques et religieux par le biais d'un partage des poste, est le mieux adaptée en Asie centrale* »³³.

Quand le Parti communiste était la seule organisation politique légale, il servait comme un *mécanisme de régulation des conflits inter-ethniques*. Maintenant, et depuis les indépendances de 1991, où ce contrôle a été rompu, les rivalités intra-élites ont été stimulées et de nouveaux groupements ont demandé l'accès au pouvoir politique. La « *révolution démocratique* » de la Kirghizie de l'automne 1990 est un exemple de ce type de développement. Trois groupes majeurs dominant la vie politique en Kirghizie³⁴. Ils correspondent au découpage territoriale ethnique du pays: ceux de la région de Nayran (dont était issu l'ancien patron du PC Kirghize, Turdakun Usubaliev et le président Akaév), ceux de la région de Talas (la région du président démis, Absamat Masaliev) et, finalement,

³¹ « *Human Rights and Democratization in the Newly Independent States of the Former Soviet Union* » op.cit.

³² Akaév a réussi à convaincre les parlementaires d'abandonner un amendement de loi qui aurait refusé le droit de posséder de la terre à des individus dont les origines ethniques n'auraient pas été Kirghize.

³³ RUPERT. J « *Dateline Tashkent: Post-Soviet Central Asia* » in : *Foreign Policy* n° 87 été 1992.

³⁴ BROWN. Bess « *The Fall of Masaliev: Kyrghyzstan's Silk Revolution Advances* » *Radio Liberty* 19 avril 1991.

ceux des kirghizes de la région d'Och (fief des ouzbeks, nombreux dans cette région).

Les émeutes de juin/juillet 1990 dans la ville d'Och ont donné l'occasion aux opposants de Masaliev de le critiquer. Masaliev, qui était né à Och et qui avait passé sa carrière politique à Talas, avait mis petit à petit à l'écart des gens de Naryn du président Turdakun Usabaliev, quand il a été mis de côté en 1985. Le groupe de Naryn s'est constitué en « bloc démocratique » dans le parlement et ont pris partie pour le droit du « mouvement non-communiste de *Démocratie pour la Kirghizie* », un ensemble hétérogène d'intellectuels mis à l'écart et de musulmans modérés qui avaient pour but de casser le monopole du PC Kirghize sur le pouvoir. En parfaite coordination, ils ont réussi à démettre Masaliev de son poste et le Soviet Suprême de la République a élu Askar Akaév, un académicien dans le domaine de la physique, à sa place. Akaév avait prévu un rôle prévisible, mais restreint pour les groupes d'opposition politique et est sorti vainqueur incontestable d'une élection politique avec une popularité sans précédent.

Jusqu'à présent, la mise en oeuvre des réformes a été sérieusement entravée par l'opposition du Parlement. Parallèlement, on a assisté à une personnalisation croissante du pouvoir : le Président a décidé un référendum de confiance en janvier 1994 - d'apparence assez soviétique (99 % de « oui ») - mais qui reflète, cependant, un réel soutien populaire au chef de l'Etat, perçu comme n'étant lié à aucun parti.

Tout au long de l'année 1993 ont éclaté une série de scandales impliquant notamment le vice-président et le Premier Ministre. Pour dénouer la crise, le Président Akaév a dû changer de gouvernement en décembre 1993. Ce nouveau gouvernement est dirigé par l'ancien Premier ministre en place de 1986 à 1991, M. Djoumagoulov, d'orientation centriste, et comprend le président du parti communiste, M. Amanbaev, qui a été pendant le putsch d'août 1991 à la tête d'une tentative de renversement de M. Akaév.

En octobre 1994, le Président Akaév s'est décidé à trancher ce conflit en constatant « *l'auto-dissolution* » du Parlement et en annonçant deux élections : l'une référendaire, le 22 octobre, pour approuver une nouvelle Constitution et accorder une large délégation de pouvoir au Président de la République, l'autre législative, le 5 février 1995, pour renouveler le Parlement.

La nouvelle Constitution approuvée le 22 octobre par près de 70 % des électeurs, confère au Président des pouvoirs importants : désignation du Gouvernement, initiative des lois et droit de veto législatif qui ne peut être levé que par un deuxième vote du Parlement. En outre, le Président se voit déléguer une partie du pouvoir législatif. La nouvelle Constitution instaure le bicaméralisme afin qu'une assemblée représente les pouvoirs locaux.

Ces dernières évolutions peuvent laisser craindre une dérive autoritaire. Cependant les précédents russe et kazakh doivent nous inciter à réserver ce

pronostic. Il est probable que le pouvoir législatif continuera à jouer son rôle de contestation des réformes.

En **Ouzbékistan** la situation est d'une toute autre nature. Il est de plus en plus claire que les Ouzbeks savent ce qu'il veulent et ils mettent tout en place pour atteindre leur but. Un fort appareil étatique avec des vraies institutions, une opposition durement réprimée et réduite à néant et un climat politique qui fait penser aux meilleurs jours du Chah d'Iran célébrant les fêtes de 2.500 années de la grandeur monarchique en Iran ou à Saddam Hussein, en plein décor mésopotamien rendant ses hommages à ces ancêtres de Ghadessiyeh. Le tout en vue d'assurer la stabilité interne dans un des Etats les plus incertains ethniquement. Nous pouvons dire que le mouvement de libéralisation a été interrompu. Initialement, le pluralisme politique a paru pouvoir s'imposer. Tandis que le parti communiste se reconvertissait en *parti démocratique du peuple*, deux partis d'opposition -*Erk* et *Birlík*- étaient officiellement enregistrés ; seul le parti de la renaissance islamique (*Adalat*) demeurait interdit. Aux élections présidentielles de décembre 1991, le Président Islam Karimov était élu avec 86 % des voix, mais son concurrent, Mohammad Salikh, candidat de l'*Erk*, recueillait près de 13 % des voix. Même si *Birlík* s'était vu interdire de participer aux élections, une vie démocratique et parlementaire pouvait se développer sur de telles bases.

L'exercice autoritaire du pouvoir en Ouzbékistan par un président fort est un des traits marquants de la politique interne de cet Etat. En effet, Islam Karimov, le président issu des rangs de l'ancien PCUS, met en avant le fait qu'une démocratie sous sa forme occidentale ne peut être envisageable immédiatement dans un Etat qui n'a que cinq ans d'existence. Si l'Europe et les Etats-Unis ont mis plus de cinq siècles à faire de la démocratie une tradition, il serait de la mauvaise fois journalistique, sinon de l'ignorance du théoricien à la sortie de l'académie de prôner une démocratie en bonne et due forme dans cette région. Les raisons évoquées pour justifier ces propos ne nous semblent pas vidées de sens. Il ne s'agit en aucun cas d'émettre une affirmation à des actes tels: la chasse aux opposants, leur emprisonnement, la répression parfois ou favorise, la fermeture des journaux indépendants, le bannissement des partis d'opposition et finalement, la continuité d'entretenir un Etat policier héritier d'un autre. Mais dans le cadre d'un travail de recherche, il ne s'agit certainement pas non plus de fermer les yeux sur les arguments dites *extra-occidentaux*. Ces arguments sont les suivants: la quête d'une stabilité régionale, la recherche de financements internationaux et des investissements étrangers en vue d'un développement économique et l'établissement d'un régime politique ouvert, basé sur une économie en position créatrice d'emplois pour un pays qui est touché de plus en plus par un chômage propre aux pays ex-socialiste. Ces arguments qui constituent une chaîne de raisonnement méritent d'être examinés point par point.

Le deuxième argument des dirigeants ouzbeks est, en quelque sorte, la suite souhaitée du premier; une stabilité sociale et régionale permettrait aux institutions internationales et aux compagnies étrangères de s'intéresser de près aux richesses énergétiques et minières de la région et de s'y installer. La volonté de sortir ces ressources vers l'Europe ou l'Asie nécessiterait une amélioration d'état des infrastructures urbaines, des institutions étatiques, des infrastructures d'accueil et des voies de transport. L'investissement étranger, s'ajoutant à la richesse existante et à une bonne gestion ne ferait qu'augmenter la richesse nationale. Par ailleurs, la présence de ces compagnies dans la région augmenterait la légitimité interne et externe de ces Etats et les occidentaux changeraient leur attitude indifférente à l'égard de ces Etats nouvellement créés. C'est seulement suite à la croissance économique et à la prospérité que l'Ouzbékistan pourrait espérer une situation de plein emploi et une augmentation du niveau de vie des populations urbaines. Les messianismes de la régulation sociale connaîtraient un autre destin que celui désigné par le régime soviétique et seulement à ce stade on peut espérer une vie politique normale et l'existence d'un clivage politique où on ne parlerait plus d'ennemi mais d'adversaire politique. C'est le dernier argument développé par Islam Karimov dans son livre³⁵.

L'activité du Parlement (*Oliy Mejlis*) est réduite à sa plus simple expression. L'opposition n'y est plus représentée et les sessions sont courtes. Pour les élections législatives du 25 décembre 1994, deux partis ont présenté des candidats : le *parti populaire démocratique d'Ouzbékistan*, que préside Islam Karimov, et le *parti de la mère patrie*, très proche de l'appareil présidentiel. Faute d'un authentique pluripartisme, la Constitution du 8 décembre 1992 qui institue un régime présidentiel, demeure un cadre formel. Depuis deux ans, rien ne laisse prévoir un assouplissement ; le Président Islam Karimov n'admet aucune critique sur ce sujet de la part de la communauté internationale, en dépit des répercussions négatives de sa politique intérieure sur les relations de son pays avec les Etats-Unis.

Les autorités ont justifié ce tournant par les troubles de la fin de l'année 1992. En effet, les manifestations estudiantines du mois de janvier, ainsi que l'agitation islamiste dans la vallée du Ferghana - limitrophe du nord du Tadjikistan - paraissaient indiquer que l'Ouzbékistan pourrait à son tour connaître les mêmes désordres que son voisin tadjik.

Les autorités ont voulu encadrer strictement le réveil de l'Islam. La laïcité est affirmée par toutes les Constitutions et les partis islamistes sont interdits partout. Si les dirigeants ont parfois fait profession de foi musulmane et subventionné les constructions de mosquées, certains ont aussi freiné le mouvement. Ainsi, le président Karimov, en avril 1993, a dénoncé les détournements de fonds destinés aux écoles et hôpitaux au profit des

³⁵ KARIMOV. *Islam Uzbekistan Along the Road of Deepening Economic Reform* Tachkent Ed : Uzbekiston, 1994.

constructions de lieux de culte. Les autorités ont voulu également organiser l'Islam sur des bases nationales. La direction spirituelle d'Asie centrale n'existe plus : chaque pays a élu ou nommé un mufti national indépendant du mufti de Tachkent. Enfin, là où les religieux semblaient réceptifs au discours islamiste, le pouvoir a repris les choses en main. En Ouzbékistan, le grand mufti a été remplacé en avril 1993 par l'imam de la mosquée de Boukhara.

Cette politique des autorités peut être interprétée comme la preuve que l'islamisme est bien une menace sérieuse. Cependant, d'autres facteurs, plus *naturels*, concourent à contenir la renaissance de l'Islam dans la sphère privée.

La confrérie la plus puissante - celle des Naghchebandi, fondée à Boukhara au XIV^e siècle - est considérée comme le creuset de la pensée réformatrice. Selon Olivier Roy, qui a effectué une étude de terrain dans cette région, cet activisme islamiste était mal supporté par la population. L'absence de soutien populaire interdit d'assimiler ces phénomènes à ceux qui se développent dans d'autres pays musulmans.

2-2-3 Un opposition en quête de légitimité.

Même si aucun gouvernement, sauf celui du Tadjikistan, n'a jamais autorisé l'enregistrement de partis religieux et même s'ils ont tous eu du mal à admettre les autres partis d'opposition, leurs attitudes envers ces groupements politiques ont largement différé. Certains ont autorisé plusieurs groupes politiques à s'inscrire en tant que partis et à agir ouvertement en tant que tels; certains ont préféré refuser l'enregistrement de la plupart des groupements politiques, les obligeant ainsi à agir dans une certaine semi-clandestinité; et au moins l'un de ces gouvernements a choisi de supprimer tous les partis indépendants sauf le parti du gouvernement. Les médias sont eux aussi traités de manière très différente en fonction du pays.

Le régime le plus dur a été imposé par le président Saparinurad Niyazov au **Turkménistan**. Le seul parti légalement reconnu à avoir une certaine importance, le Parti Démocratique, est pour l'essentiel le Parti Communiste du Turkménistan sous un nouvel habillage. La Constitution autorise le gouvernement à interdire tout groupe qui « *porte atteinte à la santé et à la morale du peuple* », et le seul autre parti à avoir été autorisé est un *Parti de la Justice Paysanne* mis en place pour donner l'illusion de l'existence d'un certain multipartisme³⁶. Les partis qui n'ont pas été enregistrés, comme Agzybirlik (Unité) et le Parti Démocratique (non-communiste) du Turkménistan, se sont engagés dans des activités politiques souterraines, et ils ont été obligés de tenir leurs principaux rassemblements politiques à Moscou et de publier conjointement à Moscou leur magazine. Tous

³⁶ PANICO. Christopher J. « *Turkmenistan : Unaffected by Winds of Democratic Change* » RFE/RL Research Report Vol 2 n° 4, 22 Janvier 1993).

les médias du Turkménistan sont restés sous contrôle gouvernemental et la censure reste aussi stricte que sous l'ère soviétique³⁷.

En Ouzbékistan, le gouvernement du Président Islam Karimov, bien que moins monolithique, a adopté des approches de plus en plus autoritaires. Après avoir flirté avec des idées de libéralisation politique dans les premiers temps de l'indépendance, Karimov s'est tourné vers des méthodes politiques répressives qu'il disait être justifiées par les soulèvements en Afghanistan, Azerbaïdjan et surtout au Tadjikistan. Vis à vis des partis politiques, le régime s'est engagé dans une politique de « *diviser pour régner* ». Tout en refusant d'inscrire le mouvement Birlik (Unité) sur la liste des partis politiques, il a accepté d'enregistrer le parti Erk (Liberté), une scission du Birlik.

Cependant, vers la mi-1992, la répression du régime de Karimov poussa le dirigeant du Erk, Mohammed Salih, à démissionner de son siège au Parlement pour rejoindre le Birlik et le Parti de la Renaissance Islamique dans une campagne de manifestations publiques visant à obtenir de nouvelles élections législatives. Le Birlik essaya aussi de faire appel aux nouvelles classes d'affaires de l'Ouzbékistan³⁸. Le régime répondit à cette nouvelle coalition en redoublant ses efforts pour convaincre l'opinion publique de son pays et la communauté internationale que ces trois partis essayaient d'instaurer une théocratie islamique. En même temps, il soumit les dirigeants des partis d'opposition à une campagne d'harèlement continué assortie de sérieux passages à tabac³⁹. Rejouant la partition des tactiques communistes, le gouvernement mit sur pied et enregistra rapidement de nouveaux partis « *indépendants* » visant à absorber les soutiens populaires dont bénéficiaient les partis d'opposition. Il ferma aussi plusieurs journaux locaux et interdit ou confisqua certaines éditions de journaux de Moscou dont certains articles étaient considérés gênants. En 1993, cette campagne de répression continua.

Karimov ne met pas moins d'énergie à combattre l'opposition islamique. Il faut dire que les régions centrales, est et sud de l'Ouzbékistan connaissent un degré d'islamisation qui le dispute au Tadjikistan. A bien des égards, les disciples ouzbeks ont surpassé leurs maîtres islamo-tadjiks. A cela, bien sûr, plusieurs raisons. Le cœur de l'islamisme en Asie centrale bat dans les vallées médianes où se trouvent des villes comme Boukhara, Samarcande, Khokand, Taclikent. A l'ère soviétique, la résistance au communisme était incomparablement plus âpre dans ces régions là que dans les montagnes du Tadjikistan. L'environnement socioculturel offrait en Ouzbékistan le meilleur refuge aux valeurs islamiques. En effet, alors que la population rurale du Tadjikistan, déracinée et intégrée de force aux nouvelles citées européanisées, se détachait peu à peu de la tradition

³⁷ « *Human Rights and Democratization in the Newly Independent States of the Former Soviet Union* » op.cit.

³⁸ CAVANAUGH, Cassandra « *Crackdown on the Opposition in Uzbekistan* » RFE/RL Research Report Vol 1 n° 31, 31 Juillet 1992.

³⁹ « *Human Rights and Democratization in the Newly Independent States of the Former Soviet Union* » op.cit.

islamique, Ouzbeks et Tadjiks d'Ouzbékistan préservait presque totalement leur mode de vie islamique urbain.

Autre circonstance décisive : c'est en Ouzbékistan que se trouvent les principaux centres de formation islamique de l'ex-Union soviétique (la mederassa Miri-arab de Boukhara, l'Institut islamique supérieur de Tachkent), pépinières de mollahs pour l'ensemble de l'Asie centrale. En outre, du fait que la répression bolchevique à l'encontre des intellectuels islamistes frappait en premier lieu les grandes agglomérations telles que Boukhara, Samarcande et Tachkent, en épargnant davantage la provinciale vallée de Ferghana, celle-ci apparaît aujourd'hui comme un foyer de l'islamisme radical en Asie centrale. Sans doute n'est-ce qu'un hasard si la première explosion islamique de l'ex-Union soviétique s'est produite au Tadjikistan et non en Ouzbékistan, où cela eut été plus logique. L'Ouzbékistan est en effet la seule république où agissent des partis islamiques clandestins, tel le Hezbulloh (Parti d'Allah), qui excluent toute collaboration avec le pouvoir laïc. Autre exemple : le mouvement Adolat (Justice), confrérie islamique militarisée de la jeunesse qui a été créée, parallèlement aux structures officielles, pour le maintien de l'ordre public face aux voleurs et aux voyous, ainsi que pour le règlement des différends entre les communautés de quartier et de village, et pour l'assistance aux plus démunis (régions de Namangan, Andrijan et Ferghana). La confrérie Adolat n'est pas sans rappeler les *fatuw'a* médiévales, ces congrégations musulmanes jadis implantées parmi les jeunes artisans citadins, sous l'autorité des ordres soufis.

En réalité, le penchant dictatorial de Karimov se manifeste le plus nettement dans ses rapports avec l'opposition. Celle-ci, après deux ou trois années de gestation (1988-1990), comporte trois tendances principales : les partis laïcs de renouveau national, les groupuscules d'opposition au sein de l'establishment politique et le mouvement islamique.

Même attitude à l'égard des minorités nationales. Outre les russophones, l'Ouzbékistan comprend de nombreuses communautés de Turkmènes et de Kazakhs et, dans l'ouest, plus de 400 000 Karakalpaks. L'Ouzbékistan héberge aussi certains peuples déplacés sous Staline : Tatars de Crimée (189 000 en 1989), Coréens (183 000), Turcs Meshkets (106 000), etc. En 1989 et 1990 une vague d'affrontements inter-ethniques déferla sur l'Ouzbékistan, touchant surtout les Meshkets (juin 1989 à Ferghana, mars 1990 à Parkent près de Tachkent), ainsi que les Arméniens et les juifs boukhariens (Andijan, été 1989). Conséquence de ces pogroms, la quasi totalité des Meshkets ont quitté la république pour la Russie, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan ; l'émigration des Juifs de Boukhara vers Israël s'est intensifiée.

Au **Kazakhstan**, le gouvernement de Nazarbaïev a eu une approche plus feutrée. Vers la fin 1992 trois partis étaient enregistrés officiellement : le Parti Socialiste, dominant, successeur du Parti Communiste Kazakh et toujours sous le contrôle effectif de Nazarbaïev; un parti Social Démocrate formé essentiellement

par des intellectuels Kazakhs et Russes; et le Congrès du Peuple (ou National) du Kazakhstan, un parti issu d'un mouvement pour l'environnement qui a cherché à rallier les Russes et les Kazakhs d'origine ethnique. Il faut remarquer que tous ces partis se sont engagés à rassembler par delà les divisions entre les communautés ethniques Russes et Kazakhs. La plupart des autres organisations politiques sont surtout des groupes d'une seule appartenance ethnique, Russes ou Kazakhs⁴⁰.

Le régime des partis politiques est, il est vrai, assez strictement encadré. Une prohibition de principe frappe les partis religieux et les partis ethniques. Cependant, il existe des partis d'opposition, tel le mouvement nationaliste *Azat* et le parti *communiste* a pu se reconstituer après les élections de mars 1994. D'autre part, la liberté d'association est effective, ce qui permet aux diverses minorités ethniques de se doter de cadres d'expression. A l'occasion des élections de mars 1994, certains observateurs avaient redouté que ce renouvellement n'aboutisse à une mise au pas du pouvoir parlementaire au profit du pouvoir présidentiel. Les événements qui ont suivi cette élection obligent à porter aujourd'hui un jugement contraire : le Conseil suprême demeure un contre-pouvoir effectif.

Certes, la dissolution et l'encadrement des élections de mars 1994 avaient bien pour objectif de surmonter l'obstacle d'un Parlement hostile à la réforme économique. Cependant, la dissolution de l'ancien Parlement pouvait se justifier par son manque de légitimité et l'encadrement des élections n'a pas empêché les citoyens kazakhs de participer massivement au scrutin. En outre, bien que Nazarbaïev dispose d'une forte majorité théorique, le nouveau Parlement a déjà fait preuve d'indépendance. Lors de l'élection de son Président, le candidat du parti présidentiel a été écarté. L'ouverture de la première session s'est caractérisée par une fronde, coalisant curieusement des députés kazakhs nationalistes et des députés pro-slaves.

Nazarbaïev n'a pas souhaité approuver les activités de la plupart de ces autres organisations en les enregistrant en tant que partis politiques⁴¹. Il a interdit le parti Alash, qui proposait l'expulsion des populations locales Russes. De même, le gouvernement a pendant longtemps refusé d'enregistrer le mouvement Zheltoksan (Décembre), issu des manifestations de décembre 1986, qui prétend parler au nom des Kazakhs d'origine ethnique mais qui a pris des positions bien moins extrémistes en ce qui concerne l'émigration Russe. Après avoir hésité, le gouvernement refusa aussi d'enregistrer le parti Edinstvo (Unité) qui a embrassé la cause des Russes locaux contre ce qui est perçu comme la menace de devenir des citoyens de deuxième classe. A la fin de 1992, le parti Zheltoksan forma une coalition avec d'autres mouvements pour créer le parti Républicain Azat (Libre), visant à la « véritable décolonisation » du Kazakhstan. En février 1993, un

⁴⁰ BROWN. Bess « *Kazakhstan and Kyrghzstan on the Road to Democracy* » RFE/RL Research Report Vol 1 n° 48, 4 Décembre 1992.

⁴¹ BRILL OLCOTT. Martha « *Kazakhstan : A Republic of Minorities* » in : BREMMER. Ian Bremmer & TARAS. Ray Nations and Politics in the Soviet Successor States Cambridge University Press, 1993.

nouveau parti politique, l'Unité Populaire du Kazakhstan, fut intronisé, avec à sa tête le Président Nazarbaïev. Il est destiné à consolider les bases de soutien du président et à essayer d'éviter l'élargissement des fractures ethniques de la nation. L'avenir de la stabilité du pays et de son intégrité territoriale dépendent en grande mesure de l'évolution future de la vie politique au Kazakhstan : se fera-t-elle sur la base de coalitions trans-ethniques ou creusera-t-elle les clivages ethniques ? Même si le gouvernement a gardé tous les instruments juridiques et politiques qui lui permettent de juguler toute critique dans les médias, on considère généralement que la société kazakhe a profité d'une plus grande liberté d'expression dans les médias que dans plusieurs autres nouveaux Etats de la région.

Le système des partis n'est pas encore élaboré et demeure à l'état de construction. Les programmes politiques sont mal définis et un vrai clivage au parlement se met en place progressivement. Mais la vraie opposition est une opposition latente. Il s'agit du système des divers clans et Djouzes auquel nous avons fait allusion dans le chapitre précédent.

La Kirghizie est souvent présentée comme le pays le plus démocratique d'Asie centrale. Les partis politiques se forment librement. Seul le parti de la renaissance islamique a été interdit. De nombreux partis ont pu être enregistrés ; entre autres « *l'Erk* », qui prône l'économie de marché et la propriété privée; « *l'Association slave* », « *l'Och Aymaghi* », « *l'Adalet Ouzbek* », qui défendent respectivement les minorités slave, kirghize et ouzbek; et même le parti communiste qui a pu se reconstituer en 1992.

Le libéralisme ne s'est pourtant pas traduit par la formation d'un parti présidentiel favorable aux réformes. Le parti communiste qui occupe les deux tiers des sièges au Soviet suprême a même remporté de notables succès aux élections locales de 1992.

Depuis l'indépendance du pays, la vie politique de cette petite république de 4.500.00 habitants a été dominée par un déclin vertigineux des conditions économiques. L'agriculture et l'industrie de ce pays qui ont été confiés à un gouvernement, mis en place au mois de septembre 1992, ont chuté de plus de 20%; ce chiffre est de 40% pour les produits alimentaires. Dans de telles conditions Akaév a pris un certain nombre de mesures parfois draconiennes pour pouvoir surmonter la crise économique. « *A cet égard une partie de l'opposition, notamment les Partis Erkin Kirgyzstan (le Kirghizistan libre) et Asaba (le drapeau), ont critiqué sévèrement la politique autoritaire du président Akaév et de sa négligence à l'égard de ce qu'ils considèrent comme l'intérêt national du Kirghizistan* »⁴².

⁴² BROWN. B « *Kazakhstan and Kyrgyzstan on the road to Democracy* » op.cit.

2-3 ... en passant par des cas pathétiques.

Avec l'adoption de la nouvelle Constitution, la république de Turkménistan est passée d'un régime communiste fédéré à un régime dite « *présidentiel* ». Mais la période de transition ne peut pas se résumer à cette phrase. Le cas turkmène représente un cas d'étude particulier où la transition d'une république fédérée vers un autre régime ne pourrait pas être étudiée sans la prise en compte de la société turkmène. Une société à fort caractère de tribalisme où la mise en place d'une identité nationale turkmène ne serait possible si une entité supra-ethnique n'est pas mise en avant.

Au Turkménistan, l'option autoritaire a été prise dès l'origine et les autorités n'envisagent de libéralisation qu'à l'issue d'un long apprentissage.

Le régime politique turkmène se distingue par deux caractéristiques : la Constitution affiche clairement que le parlementarisme n'est pas à l'ordre du jour et son Président a développé un culte de sa propre personnalité.

2-3-1 Une Constitution, plusieurs références.

Les Turkmènes restent structurés en confédérations tribales, avec les Ersery, les Tekke et les Yomoudes, entre autre. Ils gardent un souvenir vif du choc avec les colons russes. La mémoire anti-russe, dans une région frontière qui fut l'un des bastions du mouvement Basmachis (1918-1936), se nourrit aussi des épisodes de la conquête coloniale, avec le massacre de plusieurs milliers de Turkmènes lors de la prise de Geok-Tepe en 1881. Les Russes forment l'encadrement moderne de la république la plus pauvre d'Asie moyenne, et s'ils sont dix pour cent de la population, ils comptent pour près de la moitié de celle d'Achghabad, la capitale. On observe aussi que des relations croissantes se nouent avec les groupes co-ethniques de l'Iran du nord-est et de l'Afghanistan du Nord-Ouest.

Une nouvelle Constitution met en avance des préférences du présidentielisme ; cela est dû à deux phénomènes, la tendance autoritaire du régime turkmène et l'absence d'une réelle opposition.

2-3-1-1 Un autoritarisme centre-asiatique.

Nous estimons que dans le cas du Turkménistan, il y a eu un passage d'un régime autoritaire vers un autre régime autoritaire. Mais si la période soviétique a été marquée par la prépondérance d'un type classique d'autoritarisme, celle de l'après indépendance est un autoritarisme assez particulier. Ce type d'autoritarisme est non seulement soucieux pour la préservation du pouvoir mais surtout par le fait de *sa création*. Le pouvoir homogène et fort n'existe pas encore

dans ce pays à prédominance tribale. Nous essayerons de voir les caractéristique de cet autoritarisme.

Bien que selon B. Badie et G. Hermet, le critère du parti unique ne constitue pas une caractéristique pertinente, car partagée entre les deux types de régimes totalitaire et autoritaire, elle est tout de même omniprésente, comme outil de travail de la période de transition. Entre le PCUS de Andropov et le parti démocratique du Turkménistan, il existe la différence fondamentale de l'existence ou de l'absence d'une idéologie forte, cohérente et universelle qui utiliserait les services d'encadrement desdits partis.

Un autre aspect de différenciation de ces types de régime réside dans leur rapport à la mobilisation idéologique. Celle-ci représente sur le fond une velléité idéologique pour l'autoritarisme. De par sa dynamique propre aussi bien que de par son insuffisante capacité de contrôle, ce dernier doit tolérer la persistance d'autres agences de socialisation et d'expression politique que l'Etat et le parti unique dominant. Il s'efforce seulement de circonscrire l'influence de ces agences et de les jouer les unes contre les autres. En revanche, le totalitarisme a pour vocation d'éliminer ces agences rivales ou non d'une visée unificatrice en vue de l'invention et de l'imposition d'une nouvelle culture. L'autoritarisme supprime le libre jeu politique sans contester au fond les expressions variées de l'autonomie de la société, tandis que le totalitarisme a pour objectif d'écraser les ressorts de cette autonomie, en admettant au mieux ses manifestations résiduelles - religieuses par exemple - vouées au dépérir dans l'esprit de ses artisans.

Mais les discriminants décisifs se situent à d'autres niveaux. Ils concernent d'abord la relation entre l'Etat et le pouvoir et la société qui demeure différenciée sous des formes diverses dans les situations autoritaires, alors qu'elle devient instinctive dans les situations totalitaires achevées. L'autoritarisme n'est pas caractérisé de la même façon que le totalitarisme en ce qui concerne la volonté de dépassement des barrières de classes ou de différences ethniques et culturelles; alors que le totalitarisme répudie l'expression du pluralisme social, l'autoritarisme se présente même comme le garant d'un pluralisme social et économique que les dictateurs entendent préserver en limitant l'expression à leur yeux accessoire et néfaste du pluralisme politique et idéologique.

2-3-1-2 Une opposition non-existante.

Quoique les autorités ne semblent pas vivre dans la hantise de la déstabilisation, il n'existe pas d'opposition organisée.

Les mouvements d'opposition ont été réprimés au cours de l'automne 1991 et se limitent aujourd'hui à quelques cercles d'intellectuels, notamment le mouvement *Agzybirlik* en exil à Moscou. Cependant, aucune atteinte grave aux droits de l'homme n'a été signalée au cours des dernières années; la population turkmène paraît essentiellement préoccupée par le développement économique du

pays sous la houlette du *Turkmenbachi*. Le contrôle politique du pays est inspiré par la prudence plutôt que par une réelle inquiétude. Dans l'esprit des autorités, il s'agit de préserver l'unité nationale en évitant que certaines passions soient réveillées par la liberté d'expression.

Le mouvement nationaliste, *Agzybirlik* (unité), a été fondé, mais il a immédiatement subi le sort équivalent de celui infligé en Ouzbékistan aux partis comme *Erk et Birlik*; ces leaders ont été persécutés et exilés à Moscou d'où ils sortent le journal « *Turkmène Ili* », ou rangé dans le cadre des collaborateurs de M Niyazov.

Ce mouvement fondé par les intellectuels de Achghabad, à la fin de l'année 89, prônait un changement culturel et écologique mais une partie de ces membres s'est joint au parti démocratique enregistré officiellement, au sujet du rôle autoritaire du président Niyazov. Par ailleurs, un parti *d'opposition officiel*, le Parti de Justice, a été créé et mis en place par l'Etat lui-même, en 1992.

Le Parti communiste s'est nommé - en décembre 1991, au 25^{ème} Congrès du Parti - le Parti Démocratique du Turkménistan. Si déjà des membres du parti communiste souhaitaient rejoindre le parti, ils devaient se réinscrire, et à la fin du mois de janvier 1992, le premier secrétaire du parti Murad Orazov pouvait revendiquer 12.000 membres dont 2.000 qui n'étaient pas auparavant membres du PCUS. A la fin de l'année 1994, le nombre total d'adhérents était supposé d'environ 165 000. Les autorités ont aussi essayé d'empêcher tout contact entre les groupes d'opposants turkmènes et les autres dissidents centre-asiatiques. En décembre 92, Niyazov a joint sa voix à celle du président ouzbek Karimov pour critiquer le leadership du Kirghizistan suite à la réunion des activistes des droits de l'homme à Bichkek. Cela n'a pas empêché les dissidents de se regrouper à Moscou dont deux d'entre eux, Murad Esenov et Khalmurad Soyunov, paraissent très actifs.

Sauf quelques incidents au niveau de la relation avec l'opposition, nous ne pouvons pas parler d'une répression policière au Turkménistan. « *Malgré les apparences, le Turkménistan est un Etat policier et si jusqu'à présent les observateurs ne l'ont pas senti comme en Ouzbékistan c'est parce qu'une opposition structurée n'existe pas. Mais il existe des facteurs qui nous permettent de confirmer cet énoncé; Le départ du ministre des affaires étrangères en novembre 1993 montre les désaccords et la tension latente au sein des élites au pouvoir. Il semble que ce départ est dû à la volonté (exprimée ?) de M Niyazov de rester président à vie* »⁴³. Le départ d'un ministre, un remaniement au niveau du gouvernement ou même des limogeages arbitraires relèvent plus du domaine de lutte interne, politique ou clanique, que de la répression policière ; entre la répression dont les opposants chinois, iranien ou turcs font l'objet au

⁴³ Rapport d'information n° 151 de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, présenté par MONTESQUIOU. Aymeri Asie centrale : une indépendance inachevée.

quotidien et la situation turkmène, il existe des nuances. Ce genre d'erreur d'appréciation s'avère, parfois, fatal à une analyse sérieuse.

Nous pouvons trouver un certain nombre de ces pressions exercées sur l'opposition. Selon le rapport d'Amnistie internationale en 1993, 11 opposants au gouvernement ont purgé des peines de prisons de courte durée en 1992.

Malgré la présence de ces facteurs, il existe très peu de mécontentement face au régime. En mai 89 des émeutes ont éclaté à Achghabad et à Nebit-Dag à cause d'une augmentation brutale des prix exercée par les coopératives et selon un certain nombre de journalistes des slogans anti-arméniens ont été entendus. L'augmentation des prix, dès le début 92, a engendré une grève des dépôts de bus de Nebit-Dag où les chauffeurs ont réclamé une augmentation de salaires de plus de 500%.

2-3-1-3 La Première Constitution des Turkmènes.

Hormis les traits caractéristiques marqués par l'influence soviétique et concepts occidentaux, adoptés à toute vitesse, la Constitution turkmène contient un certain nombre de dispositions, venues du monde extra-occidental, essentiellement du monde islamique.

La constitution adoptée le 18 mai 1992 a fait un nombre important de concessions aux critiques. L'article 1 décrit le Turkménistan comme un *Etat démocratique basé sur les règles du droit et l'Etat séculaire*. Se proclamant sur les normes des lois internationales reconnues (article 6), les 29 articles suivants sont consacrés aux droits et devoirs des citoyens (articles 16-44). Les rédacteurs se sont ensuite tournés vers les organes suprêmes du pouvoir, à savoir la présidence, le *Khalk Maslakhaty* (le conseil du peuple), le *Medjils* (le Parlement), la Cour Suprême, la Cour Economique Suprême, le Procureur Général, le Conseil des ministres et les *Hakim* présidentiels (les Préfets) au niveau de la région.

L'article 11 de la constitution stipule que la propriété privée est un moyen dont le citoyen utilise pour satisfaire ses besoins matériels et moraux dans des domaines qui ne sont pas prohibés par la loi.

Selon cette Constitution, le Turkménistan est le seul Etat d'Asie centrale à ne pas avoir adopté l'appellation de *République*. Le Président préside le Cabinet des Ministres, il n'existe pas de Premier ministre, et le Président peut légiférer pendant les intersessions. Le Parlement (Mejlis), élu en 1990 et renouvelé en décembre 1994, se réunit rarement et toujours brièvement. Parallèlement, la loi électorale a conservé l'ancien système de présentation des candidatures par les organisations sociales et les groupes de citoyens, d'où son influence soviétique.

Par ailleurs, le président a créé une institution de l'âge d'or islamique: le *Khalq Maslahati* » ou le *Conseil du Peuple*, qui est chargé de débattre des questions importantes, à côté du Parlement (*monocameral*). Selon Christopher Pamico, le *Khalk Maslakhaty* présente une similitude avec une institution en

Jordanie, au Bahrein et au Koweït et renvoie aux assemblées tribales du vieux Turkménistan mais en réalité ils servent essentiellement à avaliser les décisions présidentielles⁴⁴. Il a des caractères de ce qu'on peut appeler un *Soura*, ou le Conseil des sages dans les pays islamiques.

Bien que la Constitution proclame formellement la séparation des pouvoirs au Turkménistan, l'observateur politique A. Redzhepov note une tendance incontestable de la prépondérance du pouvoir dans les mains de l'exécutif⁴⁵. Certains auteurs ont remarqué l'émasculatation des institutions locales élues et leur subordination au régime présidentiel⁴⁶.

En dehors de la mise en place de la nouvelle constitution, il existe d'autres types de difficultés d'ordre social. Plus problématique que les tensions inter ethniques, la question du tribalisme dont on parle de moins en moins, occupe une place importante dans la société turkmène. Comme Annette Bohr le note, un des facteurs qui va à l'encontre de la création d'une identité nationale est la persistance d'un tribalisme exacerbé. Nous trouvons les mêmes traits de caractère chez les Kurdes du Moyen-Orient où la persistance de ce tribalisme empêche l'entité autonome kurde d'Irak de se stabiliser et de trouver une expression cohérente de gouvernement.

Malgré les slogans anti-arméniens entendus en 1989, les expressions ethniques ont été tenues sous contrôle; il n'existe pas autant de sources de conflits territoriaux que dans les autres parties de l'Asie centrale. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe pas de conflits potentiels avec diverses revendications pour la création de zones autonomes kurdes et baloutches au Turkménistan ou alors quelques tensions avec le Kazakhstan sur la péninsule Mangychlak au nord est de la mer Caspienne. Finalement signalons le cas de la minorité russe qui se sent en danger. Un groupe de professeurs de langue russe de l'université de l'Etat a suggéré l'introduction d'un cours de russe comme la langue « *inter-ethnique de communication* » et ont mis l'accent sur l'importance de facto sur la langue dans le fait de l'implication du Turkménistan au sein de la CEI et ont demandé par ailleurs de collaborer d'avantage avec les autres Etats successeurs, dans les années à venir. D'autres ont voulu inclure le russe et le turkinène d'une manière égale comme langue officielle au Turkménistan.

2-3-2 Turkmenbachi, une poste volontairement mal défini ?

Ce deuxième volet du cas turkinène nécessite une précision sur la personnalité du Président/chef et la nature de sa domination. Au Forum de Davos, le 30 janvier 1994, quand aux mécanismes de culte de la personnalité le Président, lui même, déclare: « *Ce n'est pas de jeter de l'argent par la fenêtre,*

⁴⁴ PANICO. CH « *Turkmenistan unaffected by winds of democratic change* » in : RFE/RL vol 2 n° 4, 22,01,93.

⁴⁵ *Tourkmenskya Iskra* 01/04/92.

⁴⁶ *Ibid.* 16/04/92

c'est comme ça que les gens doivent croire en leur indépendance ». Il se pose donc comme emblème de l'indépendance. Vers quel type de domination le Turkmenbachi se dirige-t-il ? Et quelle est l'application directe de cette politique ?

2-3-2-1 « L'Atatürk »-mène ?

Max Weber distingue trois grands types de domination légitime, celle qui présente un caractère charismatique, celle qui a un caractère traditionnel, celle enfin qui repose sur une dimension rationnelle et qui s'exprime par exemple à travers l'Etat. Ces trois grades types de domination ne se succèdent pas les uns les autres⁴⁷.

La *domination charismatique* s'explique par la qualité extraordinaire d'un personnage « *doué de force et de caractères surnaturels ou surhumains* » qui peut être considéré comme « *envoyé de Dieu* » et en conséquence traité comme un « *chef* » (Führer). D'emblée Weber met l'accent sur le pouvoir « *étranger à l'économie* » du chef charismatique. Il souligne à quel point ce type de pouvoir se trouve également dépourvu de toute direction administrative et s'oppose, de ce point de vue, aussi bien à la domination traditionnelle qu'à la domination rationnelle. Weber s'interroge ensuite sur la « *routinisation* » du charisme qui s'exprime par exemple au moment où est ouverte la succession du chef; mais hostile à tout évolutionnisme, il souligne que pourtant la transformation du pouvoir charismatique peut s'infléchir aussi bien vers la domination traditionnelle que vers la bureaucratisation. L'histoire ne connaît donc pas de loi unique; autrement dit, il donne naissance à divers types de système politique qui lui succéderont sans qu'il y ait, de l'un à l'autre, aucune évolution nécessaire. Il s'attarde tout particulièrement sur la féodalité comme mode de routinisation d'un tel pouvoir en distinguant la féodalité de fief (contrat personnel et libre) et la féodalité de bénéfice (qui résulte de la couverture économique par des acteurs sociaux des besoins du seigneur et qui se fait jour, d'après Weber, principalement au Moyen-Orient islamique ou aux Indes).

Par ailleurs, durant les derniers mois de 1992 et tout au début de 1993, des fermes, des districts et l'avenue Lénine dans la capitale Achghabad ont pris le nom du président. La presse moscovite a sarcastiquement comparé l'évolution du culte de sa personnalité à celle de Brejnev, à la fin des années 90, mais les auteurs officiels turkmènes estiment que cela correspond au besoin de la population autochtone, du respect et de la force des dirigeants. Un député de Medjlis a fait valoir *qu'il ne faut pas oublier que le président n'est pas un simple individu mais l'emblème du pouvoir et de l'Etat*. Il incarne, donc, également le pouvoir de l'Etat.

⁴⁷ WEBER. Max Economie et société Paris Ed: Plon Tome I, 1971.

D'un simple individu, nous assistons à une évolution vers *le surnaturel, l'immortel* et avec le phénomène de l'indépendance, *l'éternel*. Hormis la ville de Krasnovodsk qui a pris son surnom, Turkmenbachi, son nom est donné à un ensemble de collectivités, écoles, rues, ... et ses portraits et ses paroles sont affichés partout⁴⁸ ; à 55 ans, il est *le Dieu vivant*. Sans chercher, tout de suite à *diaboliser un dictateur du monde islamique*, ou à *rejeter un modèle car il ne rentre pas dans le droit chemin du modèle de la démocratie occidentale*, essayons de voir pourquoi cet acharnement d'effacer le temps.

« *Le président est - doit être - l'ambiguïté faite homme. Le président ne représente pas. Il n'est pas là pour quelque chose ou pour quelqu'un. Il ne peut représenter le système de représentation puisqu'il faut qu'il le fonde. Parlementaires et ministres, pour des raisons différentes, sont logés dans l'ordre du discours. Le président, lui, est la figure. Fonction symbolique caractérisée par son apparent statisme. Il ne crée pas l'image symbolique qu'il incarne car il incarne le pays tout entier. Il incarne la fidélité, la sécurité, la continuité, tout le passé et même l'avenir* »⁴⁹.

Alors que Sfez ne parle que d'un système de pouvoir présidentiel occidental, avec, accessoirement quelques décennies de tradition démocratique ; mais, ces lignes sont également valables dans le cas d'un pays où la cohésion nationale et étatique ne sont même pas encore à l'ordre du jour - puisqu'il faut les créer préalablement.

Il est clair que dans une société où la tradition étatique, dans le sens moderne du terme, n'a jamais existé et où les divisions tribales ont empêché, depuis toujours, la création d'une identité nationale, l'acte symbolique du président se posant comme *une personne emblématique, charismatique dans le sens weberien du terme* ne fait que renforcer cette création d'un élément unitaire. En s'appelant Turkmenbachi, il s'est positionné non pas comme un membre de sa tribu, le *Tekke* mais comme *le père de tous les turkmènes* quelque soit leur tribu. Dans une société nomadique où l'indépendance a besoin de se personnifier, Niyazov a su incarner l'instant transitoire de la rupture entre un passé soviétique colonisé et pauvre et un avenir radieux, indépendant et riche. Niyazov a dit à un journaliste « *Je n'ai pas besoin de ça mais notre Etat si... Dans la période de transition, il doit y avoir un leader. L'existence de plusieurs centres de pouvoir engendrerait l'anarchie* »⁵⁰. En février 93, Niyazov a remercié le peuple de donner son nom à des institutions et des districts en le qualifiant comme un accélérateur de la consolidation de la nation et du renforcement du pouvoir de l'Etat. Mais il a suggéré en même temps que le moment était venu de mettre fin à ces pratiques⁵¹. A la fin de l'année 1993, il y eut la proposition de le nommer

⁴⁸ C'est frappant de voir dans ces affichages muraux, un mélange de la publicité à la *Soviétique* mais aussi de la République Islamique de Khomeiny.

⁴⁹ SFEZ. Lucien *La symbolique politique* Paris Ed: PUF, Que sais-je? 1988.

⁵⁰ *Moskovskie Novosti* 31/01/93.

⁵¹ *Izvestiya* 20/03/93.

président à vie. Et en janvier 1994, suite à un référendum, il a brigué un second mandat pour ne pas faire face à une élection en 1997, comme la constitution l'exigeait. Selon les statistiques officielles, seules 212 personnes ont voté contre cette proposition⁵².

L'ultime raison de ce culte de la personnalité vient du fait « *qu'il justifie ce culte par le souhait de s'inspirer de l'exemple d'Atatürk et de mieux faire connaître son pays sur la scène internationale* »⁵³. Quelle est la répercussion de cette politique dans la vie politique turkmène ?

2-3-2-2 Stabilité par décret ?

Le Président du Turkménistan, Saparmurad Niyazov, a été élu pour la première fois en octobre 1991 avec 99 % des suffrages. Par la suite, cette élection a été confirmée à deux reprises, en juin 1992 (réélu avec 99.5% des suffrages exprimés) et en janvier 1994, par un référendum prolongeant son mandat jusqu'en 2002.

Selon la Constitution, au sommet du système se trouve le président, le détenteur du pouvoir exécutif suprême et le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale, le respect de la constitution et des accords internationaux (article 54). Ignorant les demandes d'un certain nombre de commentateurs, la constitution stipule que le président doit être un turkmène vivant dans la République et devant être âgé de plus de 40 ans.

Cette concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme trouve sa justification dans l'obsession d'une stabilité politique à tout prix mais aussi dans une tendance à associer les formes démocratiques émergentes dans les autres pays voisins avec l'anarchie et le chaos. Niyazov a fréquemment avancé le fait que la stabilité politique et la gestion des tensions ethniques au Turkménistan sont toutes les deux recherchées comme moyen d'attraction des investisseurs étrangers. En cela il a été aidé par la faiblesse des mouvements d'opposition; un fait qu'Annette Bohr a attribué à l'existence de quatre facteurs. 1) La primauté de l'identité tribale préexistante sur l'existence d'une nation turkmène. 2) La non connaissance des normes démocratiques. 3) Le faible niveau du développement économique et social avec une grande population rurale très éloignée de l'élite urbaine éduquée. 4) L'absence d'une intelligentsia importante et active capable d'articuler et de mobiliser la population autour d'un grand nombre de questions importantes.

Niyazov a été le seul leader centre-asiatique qui n'a pas fait l'objet de remaniement parmi les responsables de cette zone durant la « révolution » de Gorbatchev.

⁵² *Turkmenskaya Iskra* 17/01/94.

⁵³ Rapport d'information n° 151 de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, présenté par MONTESQUIOU. *Aymeri Asie centrale : une indépendance inachevée.*

En mai 1994, le ministre de l'agriculture, Paizgeldi Meredov et son homologue du pétrole et de gaz, Nazar Sayunov, ont été démis de leurs fonctions; par ailleurs, ce dernier a perdu également son poste de conseiller du Président Niyazov. Il y a eu des rumeurs selon lesquelles, M Meredov et le gouverneur de la région de Mary, Kurban Orazov se sont ralliés pour évincer M Niyazov. Les rumeurs sont du journal russe Segadnya, qui comme tous les journaux russes est assez intransigeant avec l'Asie centrale. Mais les vraies raisons de ce remaniement ministériel ne sont pas claires. Selon le journal officiel turkmène, publié en russe, Turkmenskaya Iskra, la corruption et le haut niveau de vie de ces dirigeants sont à l'origine de ces décisions. Ces ministres sont démis de leur fonctions avec leur équipe, ce qui confirme la thèse de la corruption. Un autre point de vue des observateurs consiste à dire que vu l'importance de ces deux ministères, qui constituent les seules sources de devises, ces ministres sont devenus trop puissants pour M Niyazov. Au même moment le Président a créé un autre ministère qui traite avec des devises : le ministère des relations économiques extérieures. Ce ministère prend en charge une partie de la responsabilité de chacun des deux ministères, celui de l'agriculture et le grand ministère du pétrole et de gaz. Le ministre de ce nouveau complexe s'appelle Chary Kuliev.

Ce qui est sûr, c'est qu'au milieu de 94 et malgré la stabilité, la position du président concernant l'établissement de la bureaucratie n'avait pas changé. A la fin de l'année 93, son ministre des affaires étrangères Abdy Quliev a démissionné en protestant sur la manière dont le président légiférait en s'appuyant sur le culte de la personnalité. Et au début de 94, Quliev a été un des membres fondateurs d'un petit groupe d'opposition à Moscou. L'existence de ce type de mouvement a poussé Niyazov, en octobre 94, à demander à Moscou l'extradition des dissidents et à en faire une affaire d'Etat à Etat.

Toujours est-il que le dernier référendum de M Nyazov semble trouver ces raisons dans trois motivations essentielles;

- de contourner la difficulté constitutionnelle qui lui fera face en 1997 pour son réélection
- d'institutionnaliser, en quelque sorte, le culte de la personnalité ; ce culte est destiné à unir les Turkmènes sous un même drapeau et de décourager le tribalisme
- de permettre au président de profiter au maximum des effets de l'indépendance en se posant comme l'architecte de cette entreprise; par ailleurs, cela lui permettrait d'évaluer les effets de ces actes jusqu'à présent.

Conclusion du chapitre.

Même si des causes indigènes peuvent entièrement expliquer la voie autoritaire empruntée par le Turkménistan ou par l'Ouzbékistan, le fait qu'un pays soit engagé dans des conflits militaires à grande échelle favorise énormément les tentations de recourir à la force pour régler aussi les conflits de politique intérieure. De même, un tournant vers l'autoritarisme pourrait favoriser les relations avec des dictatures politiques telles que celle de la Chine et pourrait contribuer à reconsidérer la stratégie de reconstruction économique de ces nouveaux Etats.

La démocratie avec des organes de direction et le suffrage universel constitue la deuxième source de la lutte inter-ethnico-politique. Dans ce cas, il s'agit du modèle modéré des régimes politiques où le président dispose d'un rôle clé et le suffrage universel constitue la base de son pouvoir. Il est d'usage de penser que pendant la période de transition, le président peut rétablir l'unité politique et ethnique du pays; il peut aussi mettre en place un contrôle sur les organes administratifs et institutionnels de l'Etat et, par ce biais, reconstruire l'organisation politique du pays. Pour ce faire, il dispose d'un pouvoir personnel prépondérant et renforcé (plus selon ses conseillers et ses proches) relatif aux questions d'intérêt national. Dans ce cas, le président ne tient pas compte des avis des institutions importantes du corps des élus du peuple et se met à justifier ses actes en invoquant la notion de la *volonté populaire*. En vérité, ce type de démocratie privilégie plus les intérêts particuliers de ce groupe de dirigeants, plutôt que la connaissance de la démocratie parlementaire, oblige le président d'établir l'ordre utile au niveau de tous les organes de l'Etat et de la classe dirigeante. La dictature se manifeste dans le fait que le pouvoir du leader se caractérise en un pouvoir personnel, mais en même temps, les éléments d'un pouvoir parlementaire se maintiennent

Les tendances du président à jouer *un rôle charismatique* oblige l'appareil administratif à se développer sous forme *d'allégeance personnelle au chef*, dans ce cas le mérite professionnel passe au second plan. Cela crée à son tour un climat de non-droit et les mécanismes de prise de décision politique ne sont pas subordonnés à un Etat de droit comme on l'entend dans les démocraties occidentales. Les décisions présidentielles sont prises à n'importe quel moment et elles sont immédiatement considérées comme des révélations divines.

Dans un tel climat, comme l'opposition, elle aussi charismatique, rentre en conflit direct avec le pouvoir, la seule issue de sortie des crises ne peut être qu'une issue violente car dans ce genre de conflit l'adversité n'existe pas et c'est

l'animosité qui prédomine; il n'y aurait qu'une partie qui peut avoir raison. L'adversaire serait accusé d'injustice et devrait demander le pardon devant le peuple.

Un des inconvénients de ce type de système réside dans le fait que le régime politique est incapable de donner une définition, une doctrine claire des intérêts de la nation; une doctrine qui peut servir de base à la politique interne et externe du pays. Les dangers de tel mode de gouvernement sont très facilement visibles car l'accent n'est pas mis sur le processus de la structure étatique mais plutôt sur une politique d'abus de l'opinion publique et la lutte ethnique pour s'emparer du pouvoir central. On peut évaluer les diverses actions politiques de différentes manières mais la démocratie publique, basée sur une expression populaire, ne laisse la place à aucun type de tel gouvernement ; on peut en déduire que:

- 1 - tout conflit durable, qui est dû à des conflits de type clanique, aboutit inévitablement à une perte de l'équilibre politique,
- 2 - tous les pays qui se trouvent dans des situations pareilles auront recours, tôt ou tard, à la force armée,
- 3 - le résultat du conflit est conditionné par l'attitude des groupements économiques dominants et de leurs clients régionaux et, finalement,
- 4 - si ces questions d'ordre stratégique ne sont pas réglées, il ne faut pas avoir recours aux résolutions tactiques qui pourraient avoir des résultats inverses dans le temps.

La superposition d'un ensemble des traits historiques contribue à une « *perception particulière de soi* » dans ces Etats. Avec une lecture en profondeur de l'histoire de l'Asie centrale, on est en présence des facteurs d'une construction ethnique permettant la création artificielle de nouveaux Etats pendant la période soviétique. Cette construction fonctionne tant bien que mal depuis la déclaration d'indépendance de ces entités étatiques mais il s'agit maintenant de gérer la période du post-soviétisme et notamment la transition politique qui en est issue.

La dernière question qu'on se pose est engendrée par les propos de Rufin. « *Le fait de brandir la menace de l'intégrisme islamique, de l'instabilité et du retard accusé pour attraper le train de la prospérité, personnifié par l'économie de marché et la démocratie, incite les dirigeants des républiques à adopter ces valeurs venues du Nord, tout comme le communisme* »⁵⁴. Il ne s'agit en aucun cas de tomber dans le sens inverse de l'analyse culturaliste en avançant des thèses selon lesquelles la démocratie occidentale n'est pas adaptable à tel ou tel type de société, mais toujours est-il que les républiques d'Asie centrale, en se

⁵⁴ RUFIN. J. Ch L'Empire et les nouveaux barbares op.cit.

procurant des thématiques de cet ordre, se retrouvent dans la même situation que la Russie par rapport à l'occident. Autrement dit,

- est-ce que l'adoption de la démocratie tout de suite et sans condition serait vivable ?
- est-ce que cette démocratie est considérée comme une vraie valeur en vue d'établir un nouveau pacte social ou serait-ce une tactique des dirigeants pour convaincre l'Occident d'y investir ?

Troisième chapitre : Une liberté conditionnelle ?

Introduction.

La seule qualité “ *d'Etat indépendant* ” ne suffit plus aux Etats centre-asiatiques pour s'affirmer sur la scène internationale¹. Il leur faudra d'autres qualificatifs pour se positionner, d'une part, par rapport à l'ancien colonisateur russe et, d'autre part par rapport aux autres Etats et ethnies de la région. Le choix des voies suivies par ces pays n'est pas le fruit du hasard ou de concertations communes², mais tout simplement “ *une prise de position, parfois de dernière minute, par rapport à la dernière prise de position du/des voisins* ”.

Mais la vraie question est de savoir si ces pays resteraient dépendants, à quel degré et pour combien de temps, de la Russie ? « *Il n'est pas surprenant de voir les Etats d'Asie centrale opter pour une dépendance à l'égard de la Russie; le seul choix existant est de déterminer les formes de cette dépendance. La première option est multilatérale dans le cadre d'une CEI, dominée par la Russie. Le Kazakhstan est le leader de ce courant avec le Tadjikistan et la Kirghizie qui l'ont rejoint. L'Ouzbékistan traite la question au cas par cas mais grosso modo, ce pays est également dans le rang des républiques qui privilégient ce type de dépendance* »³. Existe-t-il des cas où une véritable indépendance pourrait voir le jour ? « *Schématiquement on peut dire que le Turkménistan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan sont sur la voie d'une véritable indépendance, ralentie par des contraintes économiques et par la lenteur mise à construire des forces armées véritablement indépendantes* »⁴.

Ainsi, « *les Républiques d'Asie centrale s'engagent sur des chemins divergents* »⁵. En essayant de démontrer les caractéristiques principales de ces pays, chacun privilégiant une voie particulière, nous pourrions découvrir que finalement le « *système de l'Asie centrale est un système assez fragile et qu'il est*

¹ La date d'admission de ces pays à l'ONU est le 2 mars 1992, leur admission à la CSCE : le 30 janvier 1992, au sein du COCONA le 10 mars 1992, alors que la CEE les a reconnus le 31 décembre 1991.

² Nous allons voir plus loin que ces économies sont plus de nature compétitive entre elles que de caractère coopératif; elles sont essentiellement producteur de matières premières.

³ MENON. Rajan “ *In the Shadow of the Bear* ” in: International Security été 1995, Vol 20, n° 1.

⁴ ROY. O “ *les républiques musulmanes de l'ex-URSS* ” in : COLLECTIF Asie centrale : l'apprentissage de la démocratie in : Cahiers de l'Orient Numéro spécial Asie centrale premier trimestre 1996.

⁵ GRESH. Alain “ *Les Républiques d'Asie centrale s'engagent sur des chemins divergents* ” in : Le Monde Diplomatique décembre 1992.

pour le moment un système dans sa première étape d'évolution l'étape de "coopération" »⁶.

Dire que tel pays a privilégié telle voie, ne signifie pas que, d'une part cette voie soit la seule qu'il emprunte et qu'il ne connaisse pas d'autres préoccupations ni, d'autre part, que les autres pays de la région n'aient pas choisi une voie identique. En effet, nous essayons simplement de mettre en avant les options privilégiées par ces pays dans le cadre de leurs prises de position. En effet, le divorce entre l'attente et l'expérience tend, comme l'explique Paul Ricoeur, à désespérer l'action car, faute d'ancrage dans l'expérience en cours, la projection dans un avenir idéalisé n'est pas en mesure de proposer un chemin praticable vers les idéaux. Il s'en suit un dérèglement du rapport au temps qui tente à nier l'expérience présente au prix d'une projection vers un futur libéral pourvoyeur de prospérité (puissance) et d'une rétro-projection vers un passé antérieur confortant son identité (sens). Dans de telles conditions, l'articulation du sens et de la puissance devient extrêmement délicate, car elle fait appel à deux temporalités dont le seul point commun semble être la fuite devant l'expérience présente.

Nous allons constater que la division effectuée au cours du premier chapitre, entre trois micro-systèmes, - à savoir: l'ensemble incluant le Kazakhstan et le Kirghizistan d'une part, le cas Tadjik et Ouzbek en second lieu et finalement l'exception Turkmène -, s'avère à nouveau pertinente. Laissant le cas tadjik pour la partie suivante, nous traiterons de la diplomatie des quatre autres pays pour pouvoir en suite essayer de vérifier la validité/invalidité de la fameuse phrase de Clausewitz⁷ *"la guerre est la prolongation de la politique par d'autres voies"*. *Est-ce que la politique militaire de ces pays sera être à la hauteur de leur ambition politique ? Est-ce qu'il existe des variantes politique, économiques, voire historique qui modifieraient le passage de la diplomatie à la stratégie ? Et finalement, quel sera l'impact de leur choix sur leurs futures relations aussi bien avec la Russie qu'avec les autres Etats de la région ?*

Leur participation dans le contexte de la sécurité globale de la CEI en est une des raisons. Par exemple, en mai 1992, avant d'apporter son soutien à un plan qui prévoyait la mise sur pied d'une armée nationale, le Président de la Kirghizie Akaév déclara : *" nous sommes peut-être le seul Etat de la CEI à avoir pris la décision de ne pas créer sa propre armée "*. Même après avoir accepté l'idée d'une armée nationale, Akaév déclara que l'armée kirghize serait composée de professionnels et d'appelés, et ne dépasserait pas les 8 000 hommes. Une autre façon de justifier la création d'armées de petite taille fut présentée par Valeriy Otcherstov, membre du Conseil Présidentiel Turkmène et adjoint au chef du Gouvernement : *" Pour le petit Turkménistan, entouré de tous côtés par des voisins bien plus grands, la création d'une armée nationale capable de garantir*

⁶ Il s'agit des trois étapes de *coopération*, de *coordination* et d'*intégration* dans le cadre des sous systèmes régionaux.

⁷ Von KLAUSEWITZ. Karl. *De la guerre* 2 tomes, Paris Ed : Minuit 1990.

sa souveraineté face à toute agression extérieure serait une tâche très difficile. Pour le Turkménistan, le meilleur des scénarios serait de mettre en place des forces réduites capables d'arrêter les incursions transfrontalières de bandits qui agissent indépendamment de tout gouvernement »⁸.

Dans un premier temps, nous allons voir que progressivement se met en place la quête d'un langage commun pour mieux définir la gestion des rapports étatiques. A partir de ce constat, trois types de voies peuvent être identifiées : la sécurité 'avec l'autre' (le cas du Kazakhstan, en quête d'un rapprochement avec les pays de la région, la sécurité 'sans l'autre' qui consiste à rester neutre ; les cas turkmène et kirghize, et finalement la deuxième version de cette sécurité 'sans l'autre' qui est la recherche de la voie hégémonique, empruntée par l'Ouzbékistan

⁸ *Nezavisimaya gazeta* 16 juin 1992.

3-1 Définir un langage commun : indépendance dans la dépendance.

En 1992 et au début de 1993 les débats tournaient autour de questions telles que : quels sont les Etats qui peuvent être considérés comme des ennemis potentiels et quels sont ceux qui peuvent être considérés comme des alliés potentiels ? La Russie doit-elle être considérée comme un ennemi ou comme une assurance militaire ? Quelles sont les doctrines militaires qui devraient être mises en place ? Comment dimensionner les forces militaires pour répondre aux besoins de sécurité et comment adapter les nécessaires besoins de dépenses en matière de sécurité avec les exigences fiscales d'une réforme économique ? D'autres types de problématiques ont occupé et occupent encore l'esprit des responsables locaux telles : le partage des responsabilités pour la sécurité intérieure et extérieure entre les différents services, les problèmes de répartition territoriale qui ne peuvent être résolus tant que l'on ne s'accorde pas sur les frontières les plus vulnérables, et le rôle du contrôle civil. Les administrations militaires elles-mêmes sont bloquées par leur incapacité à assurer une sécurité nationale sans des directives claires émanant des autorités politiques, qui, de leur côté, sont souvent divisées sur la question de savoir quels sont ou quels devraient être leurs intérêts nationaux.

Les forces militaires sont susceptibles de jouer un rôle important dans les relations entre les nouveaux Etats. Elles peuvent être soit l'objet d'une compétition entre Etats soit l'instrument de la domination des uns sur les autres. Et ce qui n'est pas moins important, les forces militaires post-soviétiques vont forcément avoir de l'influence sur les relations des nouveaux Etats avec un arc de pays qui va de l'Allemagne au Japon, sans parler des Etats-Unis.

Quel est l'état des forces militaires des différentes républiques ? Dans un premier temps, nous verrons la dépendance incontestable de ces pays à l'égard de la Russie et par la suite nous pourrions remarquer que malgré cet état de dépendance, il existe une volonté de se différencier les uns par rapport aux autres ; ce qui nous permettra d'enchaîner sur la section suivante.

3-1-1 " *L'effort du somnambule* "

Six ans après l'indépendance de ces républiques, le premier caractère concernant l'établissement des forces armées est le fait de leur lourde dépendance à l'égard de la Russie. En effet, la nouvelle structure militaire des Etats d'Asie centrale est inspirée du "military establishment" soviétique et est encore inprégnée de traditions et d'inspirations de cette période.

⁹ Cette belle expression est la qualification par laquelle Bess Brown essaye de décrire l'effort des républiques centre-asiatiques, voulant sortir de la dépendance militaire à l'égard de la Russie, selon elle, cet état va durer de 15 à 20 ans. BROWN. Bess " National Security and Military Issues in Central Asia " in : PARROTT. Bruce State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia New York Ed : MS Sharpe 1995.

3-1-1-1 “ *Sous l'ombre de l'Ours* ”.

L'étroite dépendance militaire vis-à-vis de la Russie est en fait inévitable en Asie centrale. **Tout d'abord**, les Etats de la région ont très peu d'officiers formés. Les observateurs militaires sur place sont unanimes pour dire qu'il faudra au moins une quinzaine d'années pour que ces pays puissent développer leur propre force armée avec des autochtones. Il est vrai que très peu d'officiers de l'armée soviétique étaient originaires d'Asie centrale; par ailleurs, il n'existe pratiquement aucune tradition de promotion et d'éducation locale des cadres d'officiers. La plupart des officiers centre-asiatiques est issue de l'école russe et une majorité écrasante d'officiers sont russes.

Par exemple, au début de l'année 1992 le nombre global d'officiers et de sous-officiers kazakhs servant dans les forces de la CEI (autres que les gardes frontières) était seulement d'environ 3.000, nombre peut-être suffisant pour contrôler une division. Seulement 3% des officiers servant dans la 40^{ème} armée sont des autochtones. Seulement 4% des officiers de la garnison de Douchanbé au Tadjikistan sont des Tadjiks (alors que 90% des recrues de la 201^{ème} Division viennent de la population locale).

Aujourd'hui, “*le pourcentage des officiers russes dans l'armée de ces républiques varie approximativement de 90% en Ouzbékistan et au Kazakhstan à 70% en Kirghizie*”¹⁰. Ce pourcentage est considéré par le corps d'officiers russes comme étant un facteur attractif pour la recherche d'un poste à l'extérieur de la Fédération, à l'heure où on parle d'une réduction des effectifs de l'armée russe. Le pourcentage de l'effectif des armées nationales ne correspond pas totalement au pourcentage des populations halogènes de ces républiques; il est légèrement supérieur aux moyennes nationales au Tadjikistan, en Ouzbékistan et en Kirghizie. Selon les publications militaires russes, *Armiia*, les tadjiks composent plus de 90% des militaires de la force armée sous le contrôle du gouvernement de Douchanbé alors que les Tadjiks ne sont que 79% de la population totale de la république. Le pourcentage, le plus bas des conscrits dans une armée nationale, est celui du Kazakhstan; ces chiffres sont respectivement 45% et 40% pour ce pays. Ce pourcentage est plus au moins similaire pour la Kirghizie (60% des kirghizes dans l'armée et 57% de Kirghizes dans la république); ces chiffres pour les deux autres pays sont de 85% et 82% pour l'Ouzbékistan et de 70% et 75% pour le Turkménistan. Ils ne paraissent pas surprenants si on tient compte du fait que dans l'URSS, on avait recours à la conscription universelle, pratique adoptée par les Etats successeurs.

“ *Le Kazakhstan espère pouvoir venir à bout de ce problème d'ici 10-15 ans en formant un grand nombre d'officiers dans les académies militaires* ”

¹⁰ BROWN. Bess “ National Security and Military Issues in Central Asia ”, op cit.

russe ¹¹. Le Turkménistan a l'intention de conserver une grande proportion d'officiers russes au sein des forces communes turkmènes; le Tadjikistan et le Kirghizistan penchent également pour cette dernière option. Mais l'Ouzbékistan n'entend pas rester à la merci des Russes dans ce domaine " *les ouzbeks sont d'ores et déjà en train de préparer leur propre corps d'armée avec l'aide des turcs et des américains* " ¹².

Or, dans les premiers mois qui ont suivi l'indépendance des pays d'Asie centrale, il y eut d'importantes spéculations pour savoir si ces pays allaient suivre le modèle de la démocratie séculaire de la Turquie ou s'ils allaient opter pour l'islam fondamentaliste et révolutionnaire de l'Iran. Nous avons pu voir clairement que l'influence de ces deux pays au niveau militaire a été quasiment inexistante; la Turquie n'a reçu que quelques officiers du Turkménistan pour l'entraînement militaire, alors que l'Iran n'a eu aucune demande à ce sujet même de la part du Tadjikistan. " *L'influence dominante sur le "military establishment" naissant de ces pays est russe et malgré quelques frictions entre la Russie et un certain nombre de ces républiques individuellement cette situation semble ne pas devoir)changer dans un avenir proche* " ¹³.

Deuxièmement, les forces en Asie centrale dépendent pour les contrats de maintenance et de réparations sur des entreprises situées dans les Etats slaves. " *Durant la tourmente des six premiers mois de l'année 92, aucun véhicule de combat ou de système d'artillerie n'a été expédié hors du Kazakhstan afin d'être réparé, alors qu'en temps normal environ 1.000 pièces par an sont concernées par ces réparations* " ¹⁴.

Troisièmement, ces Etats n'ont pas d'autres réelles possibilités que de se tourner vers d'autres fournisseurs d'armes autres que la Russie si, à l'avenir, ils doivent moderniser leurs forces armées nationales. Leurs industries de défense ne leur donnent que très peu d'autosuffisance. De telles productions spécialisées comme les rampes de lancement pour les missiles ou l'armement naval, fabriquées au Kazakhstan, sont de peu d'utilité pour les forces Kazakhs. Par conséquent, la Russie et le Kazakhstan se sont mis d'accord pour préserver leurs liens pour la fourniture de l'industrie de défense. De la même manière, le rôle de l'Ouzbékistan dans l'assemblage de l'avion de transport militaire ILL-76 et des MIG-29 est impossible sans une étroite coopération avec l'aérospatiale russe.

Dans ce cadre, il est nécessaire de signaler que le statut des anciennes forces soviétiques déployées dans les Etats d'Asie centrale et leurs relations avec les nouvelles unités militaires ont pour la plus grande part été définis dans le cadre d'une série d'accords bilatéraux avec la Russie (qui annule plusieurs accords antérieurs de la CEI). Ces traités aident à clarifier le statut de la 40ème

¹¹ Entretien avec les responsables militaires Kazakhs à Almaty en mai 1996.

¹² Entretien avec le responsable d'achat de l'armée ouzbek à Tachkent en mai 1996.

¹³ BROWN. Bess *op cit*.

¹⁴ Kazakhstanaya Pravda Colonel A. Ladine, 3 juillet 1992.

armée au Kazakhstan, de la 52^{ème} armée au Turkménistan (qui a remplacé le District Militaire du Turkestan en juin 1992) et des divisions toujours déployées en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan.

Quant à l'élaboration d'une doctrine militaire dans ces Etats, il est clair que l'ancien concept soviétique de la doctrine militaire continuera à fournir le schéma conceptuel pour les officiers des nouveaux Etats formés dans les académies militaires soviétiques. "*La doctrine militaire*" n'a pas de réel équivalent occidental mais constitue la base des principes fondamentaux de la théorie et de la pratique militaire de l'Etat. Elle prend la forme de commandements définis sous la conduite de l'Etat qui servent de base pour la défense nationale et le développement des forces armées.

En effet, en Asie centrale, le processus de développement doctrinal semble ressembler à celui de la Biélorussie. Quoique certaines déclarations doctrinales aient été formulées dans certains pays, comme au Kazakhstan, l'étendue et la vitesse de leur développement ont été clairement limitées. Comme le fait remarquer Bess Brown, la doctrine et la planification militaires ont suivi les orientations posées par Moscou pendant la dernière époque soviétique. Et le fait que les armées nationales regorgent d'anciens officiers soviétiques d'origine Russe n'y est pas étranger. Comparées à la Russie et à la Chine, les forces militaires dont nous parlons sont extrêmement réduites, même si les différences entre les Etats d'Asie centrale pourraient vraisemblablement permettre à certains, tels le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, d'exercer une pression militaire significative sur les autres nouveaux Etats.

Indicateurs du pouvoir de la Russie et des républiques d'Asie centrale.

Pays	Population (en million)	(en PNB (en milliard US\$)	(en milliard superficie en Km)	en 1000 Forces armées
Russie	148	400,2	17,075	2,03 million
Kazakhstan	16	39,2	2,717	44,000
Kirghizie	4	7,0	199	12,000
Ouzbékistan	20	27,5	447	40,000
Tadjikistan	5	5,5	143	3,000
Turkménistan	3	8,8	488	28,000

(Sources pour l'aspect militaire: International Institute for Strategic Studies (IISS) The Military Balance 1993-1994, Londres, 1993.)

3-1-1-2 Les premiers pas militaires.

Nous assistons, donc progressivement à l'acquisition de capacités militaires et à la planification de leur usage dans les pays d'Asie centrale, où la volonté d'indépendance nationale et la conscience d'une menace extérieure étaient moins prononcées que dans les autres Etats issus de l'ex-URSS. Les nouveaux

gouvernements ont généralement entrepris, prudemment, de s'approprier les forces soviétiques existantes afin de construire une armée nationale. Même si la dimension probable de la plupart de ces forces reste encore incertaine, il est clair que ces armées seront dans tous les cas relativement modestes. Dans l'immédiat, étant donné le nombre insignifiant d'officiers indigènes disponibles, l'appropriation des unités de l'ex-URSS apparaissait comme la seule manière de construire une armée professionnelle dans ces pays. D'autre part, du fait de l'alignement étroit des Etats d'Asie centrale sur la Russie, la suppression du commandement de ces unités à des officiers ethniquement Russes n'était pas justifiée.

Pour exprimer leur souveraineté, cependant, tous les Etats d'Asie centrale, à l'exception du Turkménistan, ont constitué des gardes nationales ou républicaines. La garde Kazakh composée de 2.500 volontaires va constituer une formation militaire spéciale au sein des forces armées de réservistes. L'Ouzbékistan a formé un régiment de 700 hommes pour sa garde. Le Kirghizistan et le Tadjikistan ont mis en place des gardes nationales d'une taille similaire. Ces petites unités ont des tâches limitées - la protection des établissements gouvernementaux et le maintien de l'ordre public - mais ne peuvent pas grand chose face aux sérieux troubles internes comme c'est le cas au Tadjikistan. Estimer la taille idéale que doivent avoir les forces régulières des Etats d'Asie centrale au regard de critères nationaux est un exercice plutôt académique du fait de leur dépendance militaire vis-à-vis de la Russie.

Pendant les premiers mois de 1992, tous les Etats d'Asie centrale, à l'exception de la Kirghizie, ont créé leur ministère de la défense et ont commencé à assumer, au moins sur le papier, les unités militaires, stationnées sur leur sol depuis l'époque de l'URSS. Avec leur faible économie post-coloniale, aucun de ces Etats n'est capable d'assumer le coût financier d'une force militaire indépendante et il n'existe aucun moyen de vérifier s'ils auraient ou non financé ces forces sur place. Alors que le Kazakhstan et les Etats du Caucase ont mis sur pied des forces militaires composées de plusieurs branches, les autres Etats du Sud ont équipé des contingents plutôt limités¹⁵.

Il va sans dire que la structure des forces armées nationales reproduit elle aussi le modèle russe. Quels sont les pays du tiers monde pouvant se vanter de posséder une armée aussi profondément européanisée que celle des Etats turquophones issus de l'URSS ? Une réalité indéniable qui pèsera indirectement sur l'équilibre géopolitique des forces en présence dans la région au cours des prochaines décennies. Mais en attendant que les armées nationales n'acquière une réelle indépendance, les républiques centre-asiatiques préfèrent renforcer

¹⁵ Les forces militaires Kazakhs sont constituées d'une armée de terre, d'une force aérienne et de troupes de défense aérienne ainsi que d'unités navales. Voir : Nezavisimaya gazeta, 19 mai 1992. L'Arménie et la Géorgie n'ont pas de marine et celle de l'Azerbaïdjan est petite ; les trois ont de faibles forces de défense aérienne.

leurs alliances militaires avec la Russie : voilà qui explique la signature en mars 1992 d'un traité de sécurité collective.

Si la protection militaire russe s'accompagne de garanties militaires concrètes vis-à-vis d'Etats tiers, cela diminuera grandement le poids de la défense et les exigences requises en hommes pour les Etats d'Asie centrale. Naturellement, cependant, le degré du soutien technique et financier variera d'un Etat à l'autre.

Par la suite, dans les années 90, certains de ces Etats, particulièrement le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et peut-être le Turkménistan, devraient pouvoir développer une petite force armée respectable de semi-professionnels, , mêmes si ces forces demeurent dépendantes de l'aide Russe, y compris des officiers russes, pour être totalement opérationnelles. Dans ces cas là, l'actuelle structure commune avec la Russie pourrait constituer des arrangements transitoires, du moins en ce qui concerne les forces terrestres, et qui ne seront vraisemblablement pas remplacées par des groupements conjoints formés exclusivement des forces des Etats d'Asie centrale de la CEI. Pour le Tadjikistan et le Kirghizistan, les options principales sont soit une forte dépendance vis-à-vis de l'aide Russe soit une limitation de leurs ambitions à des forces armées ressemblant plutôt à des gardes nationales ou territoriales. Tous ces projets pourraient être fragilisés par les dangers d'une instabilité politique sur une grande échelle, qui, durant cette décennie, pourraient ébranler les régimes actuels des Etats d'Asie centrale de la CEI.

3-1-2 Faibles mais réelles lueurs d'indépendance.

La différence entre les cinq Etats d'Asie centrale, déjà considérable au temps de l'URSS, n'a cessé d'augmenter depuis l'indépendance de ces pays. Malgré des tentatives de coordination de la politique étrangère en Asie centrale, chaque Etat semble vouloir poursuivre son propre chemin dans les domaines tels que: la politique étrangère, les réformes économiques et les affaires relatives à la sécurité. Alors que les Kazakhs et les Kirghizes se sont précipités sur la voie d'une politique de réformes économiques rapides, l'Ouzbékistan et le Turkménistan semblent rejeter toute transformation, perçue par l'élite politique comme mettant en danger la stabilité politique et sociale. Islam Karimov argue d'un danger de l'exportation du fondamentalisme islamique en provenance d'Afghanistan et à travers le Tadjikistan, alors que son homologue turkmène, Saparmurad Niyazov, qui partage le passé communiste et le présent autoritaire avec Karimov, rejette le concept d'une menace du fondamentalisme islamique. Ces différences d'orientation prouvent la différenciation croissante qui existe entre ces pays à l'heure où le passage du temps, depuis l'indépendance, a annoncé bien des changements.

Pour les dirigeants de ces nouveaux Etats, le défi est d'éviter que leurs pays ne s'engagent dans des guerres provoquées et exacerbées par les turbulences ethniques et politiques que connaissent leurs sociétés, sociétés qui n'y sont absolument pas préparées. *Grosso modo*, le choix de leur politique relève d'une seule et unique clef : *la perspective de menace* (the treat perspective). Les questions sont les suivantes :

- Comment les perspectives de menace peuvent-elles se lier aux structures militaires nationales naissantes ; aux moyens effectifs de ces Etats ?
- Dans quelle mesure la dépendance vis-à-vis de la Russie facilitera-t-elle la création des alliances avec ce pays ?
- Ce type d'alliances transformera-t-il la Russie en otage des petits alliés dans le cadre de conflits régionaux ?
- Quelles seront les influences d'un regain du nationalisme en Russie sur sa politique militaire à l'égard de son "étranger-proche" ?
- Comment les pays pauvres d'Asie centrale peuvent-ils créer leurs armées nationales sans pour autant devenir dépendants/vassal de l'armée russe ?
- A quel type de besoin répond la création de forces d'intervention rapide avec des unités légères ?

La volonté d'afficher une indépendance, même limitée, vis-à-vis de la Russie se manifeste à trois niveaux : la prise en compte d'un certain nombre de conceptions, la mise en place d'une politique étrangère plus autonome et l'expression d'un début de volonté de coopération régionale.

3-1-2-1 Une autonomie conceptuelle.

Au niveau conceptuel, deux distinctions peuvent aider à clarifier les retournements des politiques de sécurité des nouveaux Etats centre-asiatiques, issus de l'URSS, au cours de leurs six premières années d'existence. Il faut distinguer, en premier lieu, entre les élites et l'opinion publique; et distinguer ensuite les objectifs de sécurité et les instruments de la politique. En Russie, et dans quelques autres nouveaux Etats, les attitudes de l'élite politique vis-à-vis de la sécurité nationale et des objectifs de l'Etat se sont affirmées depuis 1991. De même, des distinctions conceptuelles permettent de clarifier le rôle des forces militaires dans les politiques intérieures post-soviétiques. Pour commencer, on doit distinguer entre le rôle joué par les institutions militaires dans la définition de la politique de sécurité, leur influence sur des questions politiques plus larges, telles que l'organisation de l'économie, et leur potentiel d'influence sur la sélection des dirigeants politiques de la nation. En outre, la conception des militaires en tant qu'acteur institutionnel unifié doit être distinguée de la notion de groupes militaires fragmentés agissant en compétition les uns avec les autres ou en dehors de toute chaîne de commandement. Par ailleurs, la croissance du rôle joué par les militaires dans la politique, du fait de leur propre volonté, doit être distinguée de

la “ *demande* ” émergeant de certains groupes de civils désireux d'utiliser les militaires pour consolider leurs propres positions politiques. Enfin, il faut faire une distinction entre les relations politico-militaires de pays engagés dans des guerres internes ou externes et les rapports civils-militaires de pays qui ne sont pas engagés dans de telles dynamiques.

Dans les nouveaux Etats d'Asie centrale, les petites institutions militaires semblent généralement ne pas avoir joué un bien grand rôle dans la définition des politiques de sécurité ou dans les questions de politique intérieure. En effet, tous les établissements militaires soviétiques de la région (Haute Ecole de commandement des gardes-frontières à Almaty, école d'infanterie interarmes à Tachkent, Ecole des blindés à Tchirchik, Ecole du train à Samarcande, etc.) sont aujourd'hui subordonnés aux ministères de la Défense de chacun des nouveaux Etats. Certes, ces écoles n'embrassent pas tout l'éventail des spécialités militaires mais cette insuffisance est largement compensée par le recrutement d'officiers russes à la faveur des réductions massives d'effectifs en Russie.

Cependant, leur composition poserait de sérieux problèmes à tout gouvernement d'Asie centrale qui souhaiterait adopter une politique étrangère sérieuse opposée aux souhaits de la Russie. Le très faible nombre d'officiers professionnels qui ne soient pas d'origine ethnique russe pose la question de savoir dans quelle mesure ces forces militaires sont vraiment sous le contrôle politique des autorités nationales des Etats d'Asie centrale. Quoique l'on puisse raisonnablement espérer que ces unités obéiront aux ordres de leurs gouvernements nationaux en cas d'affrontement avec des opposants militaires régionaux, il n'est pas du tout certain qu'elles feront de même si les relations avec la Russie venaient à se détériorer sérieusement. De même, le nombre élevé de conscrits originaires d'Asie centrale dans les rangs de ces unités permet de s'interroger sur l'utilisation éventuelle de ces forces par Moscou pour tenter de prendre le contrôle de ces pays.

3-1-2-2 La Diplomatie ou la *métonymie de la partie pour tout*.

La métonymie de la partie pour tout est une des figure de style définie par Fontanier comme “ *une figure qui prend une caractéristique, un trait ou un aspect d'un ensemble pour définir la totalité de la chose* ”¹⁶. En citant *la splendeur de la place Rouge* pour parler de Moscou ou *des dents voraces de la mer* quand on parle des requins, nous faisons des métonymies au quotidien. Dans notre cas d'étude, la métonymie utilisée signifie la mise en avant de la diplomatie pour les républiques d'Asie centrale comme un signe extérieur d'indépendance. C'est par le biais de la diplomatie, la “ *partie* ”, que ces entités étatiques nouvellement créées veulent faire croire en le “ *tout* ”, l'indépendance.

¹⁶ FONTANIER. Les figures de discours Paris Ed : Flammarion 1970.

Les dirigeants des nouveaux Etats se trouvent confronter à des difficultés presque insurmontables : ils doivent se battre pour la définition de leurs *intérêts nationaux*, se battre pour construire de nouvelles institutions sur les ruines d'un passé plus que contesté et se battre dans un environnement où les structures régionales de sécurité n'existent pas. Ils ont souvent été obligés de prendre des décisions de politique étrangère avant même qu'ils n'aient pu parvenir à un consensus intérieur sur les priorités nationales. A leur tour, ces décisions ont eu un effet sur les élites politiques des Etats voisins, également en train de faire leurs premiers pas sur la scène internationale. N'importe quel Etat en pleine phase de transition vers l'indépendance est soumis à d'énormes pressions au niveau de ses dirigeants, de ses groupes et de ses institutions. Lorsque il ne s'agit pas d'un mais de quinze Etats qui prennent simultanément, des décisions qui vont avoir un impact sur l'environnement régional, le potentiel d'emballement du système, en termes de désinformation, de méfiance, de perceptions erronées est immense.

D'un côté, les nouveaux parlements et les nouveaux gouvernements, dont les Ministères des Affaires Etrangères, essayent de composer entre de multiples objectifs politiques, parfois contradictoires. De l'autre, des groupements sociaux en tous genres élèvent la voix pour tenter de faire en sorte que leurs intérêts soient pris en compte dans la mise en oeuvre des différentes politiques. Dans des régimes démocratiques stables, les institutions ne sont pas seulement capables de résister à de telles pressions, en effet ce sont ces mêmes pressions qui permettent leur renouvellement. Cependant, lorsque les institutions sont fragiles, on court le risque de voir les institutions s'effondrer si les pressions deviennent trop importantes. Elles cessent alors de représenter la diversité des intérêts de la société pour devenir des acteurs politiques, représentant et défendant leurs propres intérêts corporatifs. Dans un système politique où la démocratie est fermement enracinée, les acteurs externes et le pays interagissent grâce au rôle médiateur de l'Etat. En particulier, les dirigeants d'une démocratie jouissent d'une légitimité populaire qui leur permet de représenter les intérêts nationaux de l'Etat dans ses rapports avec les pays étrangers. Mais lorsqu'il n'existe aucun consensus sur la définition d' *intérêts nationaux*, comme dans la plupart des pays d'Asie centrale, et lorsque en plus les dirigeants ne bénéficient pas du soutien des populations, les politiques vis-à-vis des pays étrangers peuvent facilement devenir des pions utilisés en politique intérieure.

En Asie centrale, les dirigeants qui ont fait leur carrière sous l'étendard du Communisme anti-islamique doivent aujourd'hui céder aux pressions populaires qui les amènent à améliorer leurs relations avec les Etats et les mouvements islamiques, tout en sachant que l'intensification des relations avec le monde Islamique risque d'améliorer l'image favorable de l'Islam parmi la population et saper les fondements de leur propre autorité. En ce sens, les images de l'environnement extérieur sont filtrées à l'intérieur de la société nationale et deviennent des éléments du débat politique interne. Et ce débat peut avoir une

influence déterminante sur la politique étrangère du pays, surtout lorsque les institutions normalement responsables de la médiation entre l'environnement intérieur et extérieur sont particulièrement faibles.

Etant donné le petit nombre d'options existantes, le premier des défis à surmonter pour tous les Etats de l'Asie centrale n'est pas de savoir s'il faut rompre ou non les liens avec les autres nouveaux Etats, mais de savoir comment gérer une interdépendance non désirée mais incontournable. En Asie centrale et dans le Caucase, la prise de décision en matière de politique étrangère, après l'effondrement de l'Empire soviétique, a été fortement affectée par des capacités internationales limitées et par une situation politique intérieure qui a empêché de nombreux partis politiques et groupes d'intérêts de s'organiser librement, et donc d'influencer la définition des priorités nationales.

Depuis le début, les élites politiques d'Asie centrale ont cherché en priorité à mettre en place des politiques étrangères capables de stabiliser leur propre pouvoir et d'attirer l'aide et l'assistance étrangère en matière économique. De ce fait, les politiques étrangères de ces Etats ont dépendu bien plus de questions d'intérêt que d'opinions idéologiques. Par exemple, à propos de sa stratégie en politique internationale, Nazarbaïev, le président du Kazakhstan signalait que la politique étrangère de son pays serait *“ développée dans les directions suivantes et pratiquement équivalentes : 1) la CEI, 2) la région Asie-Pacifique, 3) l'Asie, 4) l'Europe, 5) l'Amérique ”*.¹⁷

Nous voyons que l'indépendance vis-à-vis de la Russie et les éventuelles possibilités de sortir de ce monopole rend la priorité de la diplomatie plus accessible. Mais cette diplomatie reste un des moyens incontestable pour les pays de la région de se différencier, d'une part, les uns par rapport aux autres et, d'autre part, les uns par rapport aux autres vis-à-vis de la Russie.

3-1-2-3 Perspectives de coopération militaire en Asie centrale

Contrairement au Caucase, où à l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie sont, ou ont été, impliquées dans un ou plusieurs conflits locaux. Les Etats d'Asie centrale ne sont pas seulement en train d'essayer d'éviter tout recours à la force armée entre eux, ils sont aussi en train d'essayer de ne pas dépendre les uns des autres en tant qu'ennemis. Le fait que tous les Etats d'Asie centrale, à l'exception du Turkménistan, aient signé le traité de sécurité collective de la CEI les rapproche en matière de sécurité militaire. Les dirigeants d'Asie centrale semblent vouloir construire un réseau d'accords militaires et de sécurité qui devraient pouvoir renforcer, et non pas saper, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale. Par exemple, le Comité de Sécurité Nationale du Kazakhstan a signé un accord bilatéral d'assistance mutuelle avec son alter ego du Kirghizistan. Le

¹⁷ Kazakhstanskaya pravda 16 mai 1992, dans FBIS-SOV 4 juillet 1992.

Président du Comité de sécurité Nationale déclara que des accords similaires seraient signés avec d'autres républiques souveraines de la Communauté, une évolution qui devrait inclure les trois autres républiques d'Asie centrale.

Il est évident que les perspectives pour la formation d'une " *sécurité commune* " séparée parmi les Etats d'Asie centrale de la CEI demeurent faibles. Ces Etats connaissent des litiges frontaliers non résolus, ils ont des points de vue divergeants concernant les relations avec leurs voisins du sud et des programmes économiques différents. L'absence de consensus au cours d'une série de sommets sur l'Asie centrale depuis la fin de l'année 1991 confirme que les perspectives de la résurgence *d'un grand Turkestan* sont faibles. Néanmoins, ils ont montré un certain intérêt à l'égard d'une politique centre-asiatique plus coordonnée en matière de sécurité régionale, de contrôle des armements et de la réduction des forces militaires (comme au sommet de Bichkek en avril 1992). Mais en réalité, chaque Etat, par rapport à son voisin centre-asiatique, a tendance à développer ses relations militaires extérieures comme bon lui semble.

Le traité sur la sécurité collective de Tachkent est limité à une protection contre des menaces provenant d'Etats extérieurs à la CEI et peut uniquement fonctionner comme un frein politique dans les conflits entre des Etats d'Asie centrale de la CEI. La Russie peut jouer un rôle plus souple en soutenant les efforts individuels de chaque Etat d'Asie centrale pour contenir les conflits de faible intensité.

Face à un pouvoir russe, cette troisième alternative serait une alliance entre les pays d'Asie centrale eux-mêmes mais cette solution semble, à l'heure actuelle, irréalisable pour les raisons suivantes. Premièrement, les pays d'Asie centrale craignaient un accord de sécurité purement régionale, dominé par l'Ouzbékistan. Deuxièmement, la rivalité entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, relative à une différence de structure interne et aux visions et buts divergents de ces deux pays, pourrait cacher leurs potentiels différends avec la Russie et même engendrer des alliances régionales antagonistes. Ces réalités donnent à Moscou des avantages considérables pour empêcher la formation d'une alliance, conduite par le Kazakhstan et l'Ouzbékistan et d'en prévenir l'effectivité. Troisièmement, vue la démographie du Kazakhstan, une alliance stratégique sans la présence de la Russie pourrait mettre en danger la situation inter-ethnique fragile dans ce pays et le pousser vers une guerre civile. Une stratégie de sécurité nationale kazakh avec la menace de la Russie comme préoccupation principale pourrait amortir la poursuite de la sécurité externe au dépend de la stabilité interne.

Une alternative à la coalition régionale pour les dirigeants de ces pays, serait la quête d'alliance avec les pays voisins relativement puissants comme l'Ukraine, l'Iran, la Turquie ou encore la Chine.

Selon Menon¹⁸ “ dans le cas d'un désaccord entre le Kazakhstan et la Russie sur la minorité russe au Kazakhstan, il serait possible que ce dernier cherche à faire cause commune avec l'Ukraine, un autre membre de la CEI qui est dans une situation semblable par rapport à la Russie; il s'agit, en effet, d'une frontière commune, d'une grande dépendance économique à l'égard de la Russie, de l'existence d'une grande diaspora russe et, finalement, des contentieux territoriaux entre les deux pays ”¹⁹. Nous verrons, plus en détail, cette hypothèse dans les parties suivantes.

Les Etats de la région souhaiteraient acquérir un minimum de stabilité mais pour cela il est nécessaire d'établir un niveau de coopération mutuelle, avant qu'on puisse le qualifier de procédure de *résolution des conflits*. Une question similaire se pose alors pour les questions relatives à *l'intervention*. Quel niveau d'implication constituerait une intervention et qui pourrait être considéré comme une partie tiers ?

Du point de vue militaire, tout en procédant à la création par étapes de leurs propres forces armées, les nouvelles républiques souscrivent dans leur ensemble aux accords sur les armements stratégiques et à la constitution envisagée des *forces internationales* des Etats ex-soviétiques, destinées à servir de troupes d'interposition dans les conflits à l'intérieur de la CEI. Ce sont là des programmes qui contribueront, s'ils sont réalisés, ce qui pour l'instant est loin d'être le cas, au maintien de liens étroits entre la Russie et les républiques du sud, mais qui en même temps laisseraient entrouverte l'horizon d'une participation *effective* à la prise de décision quant à la sécurité régionale. Par ailleurs, la quasi totalité du système de communication existant a été mis en place afin de développer les échanges à l'intérieur de l'ex-URSS, et il faudra encore de nombreuses années pour créer les infrastructures nécessaires à une ouverture vers l'extérieur sans passer nécessairement par l'ancien “ *centre* ” ou par les voisins. Le besoin de collaborer entre ces pays est un des traits marquant de la volonté mutuelle croissante de coopération, du moins de coordination des politiques militaires régionales. On le voit, l'enclavement n'est pas uniquement géographique. ”

Il s'agit de modalités de développement en profondeur dans les relations espace/temps ; se voir indépendant mais dépendre étroitement en élites, matériels

¹⁸ MENON. Rajan “ *In the Shadow of the Bear* ” in: *International Security* été 1995, Vol 20, n° 1.

¹⁹ Malgré une déclaration signée entre les 2 présidents, lors de la visite de Nazarbaïev à Kiev en juillet 1994 relative à “ *leur préoccupation concernant un conflit inter-ethnique, déstabilisant les Etats nouvellement créés, en provenance de l'extérieur* ” (RFE/RL, *News Briefs* 10-21 janvier 1994), l'élection de Leonid Kouchma, - un artisan de rapprochement avec la Russie -, la perspective d'une collaboration Kazakho-ukrainienne semble de plus en plus loin. Cette question dépendra certainement de la nature du gouvernement russe et de ces relations avec le Kazakhstan et l'Ukraine.

et forces russes et soviétique d'une part et se sentir dépendant avec le brin d'une révolte latente qui se traduit par des débuts d'actes faisant preuve d'une réelle autonomie. Nous allons voir la divergence de la politique militaire de ces pays comme un réel facteur de fragmentation et *même la volonté affichée d'une coopération va dans le sens d'une bonne gestion cette fragmentation.*

3-2 La sécurité avec l'autre : sous l'épée de Damoclès.

“ Une partie qui craint d'être menacée peut en outre lier son sort à celui d'autres parties. Cependant, la menace paraîtra le cas échéant inutile et coûteuse si la partie menacée parvient à modifier ses motivations de telle sorte que la situation qui résulterait de sa mise à exécution semble l'avantager, ou qu'elle en paraisse convaincue ”²⁰. Avec ces lignes, Schelling définit la ligne imposée/choisie par le Kazakhstan et le Tadjikistan en matière de sécurité à l'égard de la Russie. Si les Kazakhs n'ont pas encore impliqué le grand allié dans un conflit (avec la Chine?), les Tadjiks ont bel et bien remplacé l'Afghanistan avant le départ de l'Armée Rouge. La voie kazakh et tadjik consiste en une dépendance à 100% en matière d'aide militaire, économique et de soutien politique russe. La guerre du Tadjikistan qui constitue un cas d'étude en elle-même, sera traitée plus en détail ultérieurement mais dans le cadre de ce chapitre, après avoir examiné la particularité kazakh, nous nous y attarderons un moment.

3-2-1 Kazakhstan : “ géant économique ” et nain militaire.

Si l'on se réfère à la taille du territoire, la jeune république indépendante du Kazakhstan, est le neuvième plus grand pays membre des Nations Unies. Elle a une frontière qui s'étend sur 15.000 kms dont plus de la moitié est commune avec la Russie, 5.000 kms avec les nouvelles républiques d'Asie centrale, et 2.000 kms avec la Chine.

3-2-1-1 Spécificité kazakh, obligation d'une relation privilégiée avec la Russie

Au Kazakhstan, le Président Nazarbaïev commença par déclarer que son pays reconnaît “ la communauté d'intérêts politico-militaires et économiques qui existe avec la Russie et avec d'autres Etats de la CEI ”. Les pays d'Asie centrale commencèrent cependant à prendre de plus en plus de contrôle sur les forces de la CEI qui étaient stationnées sur leurs territoires. En outre, les Kazakhs commençaient à craindre l'accroissement des activités militaires de l'Union des Cosaques et de l'Union des Armées Cosaques de la Russie à l'ouest du Kazakhstan. Le rôle des mercenaires (Russes et autres) impliqués - des deux côtés - dans les combats entre la Géorgie et l'Abkhazie, ainsi que celui des unités Russes dont les activités étaient souvent désavouées par Moscou, permirent aux dirigeants d'Asie centrale de comprendre quel pouvait être le prix à payer s'ils faisaient confiance à un *establishment* militaire en voie de désintégration: la prolifération des désordres.

²⁰ SCHELLING. Thomas C Stratégie de conflit Paris Ed: PUF 1986.

Au début du mois de mars 1993, la Russie et le Kazakhstan ont signé un ensemble d'accords généraux sur la coopération entre leurs deux pays, y compris une lettre d'intention, en vue d'une coopération militaire. Ces accords sont une première étape en vue de la création d'une zone de défense commune et la coordination de l'utilisation et la conversion des installations militaro-industrielles. A l'issue de ces accords, Nazarbaïev a déclaré qu'il voyait déjà *le territoire des deux pays comme une zone de défense commune* et qu'en vue d'une relation plus étroite entre les deux Etats, il serait temps de repenser la création des unités militaires mixtes. L'esprit de coopération militaire entre les deux pays a connu un refroidissement considérable à la fin de 1993, après la demande financière de la Russie au gouvernements kazakh et ouzbek pour leur participation dans un programme économique commun et le constat de ces deux Etats du coût élevé de cette opération qui a conduit à leur refus. Un grand nombre d'officiers d'origine slave ont commencé à quitter le Kazakhstan malgré la signature d'un nombre important d'accords sur la coopération militaire entre ce dernier pays et la Russie, pendant la visite de Nazarbaïev à Moscou en mars 1994.

Il est évident que le Kazakhstan dispose d'une faible marge de manoeuvre vis-à-vis de la Russie. Pendant la visite de Nazarbaïev à Washington en février 1994, cet Etat a essayé d'explorer les possibilités d'un exercice commun entre les unités militaires des deux pays. A la fin du mois de mai de la même année, le Kazakhstan a rejoint le programme de *Partenariat pour la Paix* (PpP) de l'OTAN²¹; ce pays a été le deuxième Etat centre-asiatique à faire ce geste d'une forte portée symbolique à l'égard de la Russie. L'intégration militaire avec la Russie semblait de plus en plus s'éloigner de l'horizon décisionnelle des dirigeants kazakhs. Mais ceux-ci, et en premier lieu Nazarbaïev lui même, sont conscients du fait que ces actions restent avant tout d'une portée politique symbolique ou dans une logique pour attirer des capitaux étrangers dans le pays. *“ le malheur c'est qu'actuellement nous n'avons pratiquement pas de cadre préparé pour les reformes et les organisations ”*²².

3-2-1-1-1 Les réels handicaps du Kazakhstan : le bouc émissaire du jeu politique interne russe.

Pour le Kazakhstan, encore plus que les autres acteurs centre-asiatiques, les données du problème sont complexes. En effet, ce pays, après le Tadjikistan, paraît le plus exposé à une éventuelle modification de ses frontières. Les ultranationalistes, les néo-impérialistes et les nostalgiques du passé en Russie composent un ensemble, certes non-homogène, mais assez nombreux et de plus en plus susceptible d'accéder au pouvoir. Même s'ils n'ont pas directement

²¹ The NATO Partnership for Peace program ; the NPP.

²² NAZARBAIEV Noursuktan *Sans droites ni gauches* Paris Ed: L'âge d'Homme, 1993.

recours à cette argumentation, les jeux internes dans une coalition de plusieurs acteurs à force égale au pouvoir en Russie, leur permettrait de l'utiliser assez souvent comme monnaies d'échange.

Au début de l'année 1994, la composition ethnique du Kazakhstan se répartissait de la façon suivante: Kazakhs: 7,5 millions (44,3%), Russes : 6 millions (35,8%), Ukrainiens 857 milles (5%), Biélorusses : 178 mille (1%), Allemands : 614 mille (3,6%), Ouzbeks : 372 mille (2,2%), Tatares: 330 mille (2%), Azeris : 102 mille (0,6%).

Actuellement, les Russes sont en compétition avec les représentants d'autres ethnies, notamment les Kazakhs, qui n'occupaient pas une place importante dans les instances de l'Etat par le passé du fait de la position dominante des Russes dans le système soviétique.

La spécificité de la voie kazakh réside dans le fait que la lutte politique interne est, entre autre, une conséquence directe de la composition ethnique de la république. La présence *d'un pluralisme limité* (voir le chapitre deux de cette partie) permet une vision plus détaillée des demandes de la population et l'émergence des attentes d'ordre stratégique au niveau interne. En août 1994, à l'initiative du comité social des partis Djeltoksan, Azat et du parti Républicain, il a été mis en place un *Front Populaire Atazhurt*. Le Front demande la création d'un Etat légal, civilisé et démocratique au Kazakhstan. Parmi les mouvements nationaux/culturels, les plus actifs on trouve le mouvement républicain slave, le *Lad*. Ce mouvement est très puissant, concernant l'exercice de pression sur le processus de la prise de décision relative à la base constitutionnelle de l'Etat et des relations inter-ethniques. Jouant sur la supériorité des slaves et notamment des Russes, Lad commence à avoir des partisans également parmi les Kazakhs. Les objectifs affichés de ce mouvement sont: détruire la discrimination exercée sur les populations russophones, obtenir une autonomie régionale ou annexer les régions frontalières de la Russie, restaurer l'URSS et retourner aux valeurs du socialisme,

Signalons aussi, parmi les groupes antikazakhs de type radical, les associations cosaques qui, très influentes, ont vu le jour dans toutes les grandes régions russophones du Kazakhstan (Ouralsk, Pétropavlovsk, Oust-Kaménogorsk, Pavlodar, Alma-Ata, Sénipalatinsk, Tsélinograd, Chtchoukink, Gouriev). En relation étroite avec les *fondamentalistes russes* et les organisations conservatrices d'anciens combattants de la guerre d'Afghanistan, ainsi qu'avec les national-patriotes de la Fédération de Russie, les Cosaques réclament sans détour la restitution à la Russie des districts nord et ouest "illégalement" cédés au Kazakhstan par Lénine au début des années 1920. Les cosaques constituent un autre paramètre important concernant la question de l'intangibilité de ses frontières. Selon un militaire kazakh, il est de plus en plus évident que les Kazakhs attendent un signe de la part des Russes pour reprendre le rôle qui leur

est historiquement attribué à savoir la défense des frontières sud du Saint Empire Russe.

Toutefois, le cas des Cosaques est le plus préoccupant aussi bien au Kazakhstan qu'en Russie. Au Kazakhstan d'abord, où ils servent les intérêts russes dans le cadre des négociations bilatérales; en Russie ensuite, car ils paraissent de plus en plus incontrôlables par les autorités de la Fédération ce qui pourrait avoir des conséquences inattendues. Depuis l'indépendance de la république, les mouvements des Cosaques sont devenus plus actifs; leurs homologues en Russie leur sont venus en aide pour le maintien des Cosaques Kazakhstanais dans le rang de leur structure militaire. En effet, ils ne reconnaissent pas les frontières actuelles entre la Fédération de Russie et le Kazakhstan; ils sont favorables au rétablissement des frontières datant de 1971. Ils affirment que les Cosaques forment une entité inséparable avec les Cosaques de Russie et doivent donc se constituer en organisation structurées pour défendre les intérêts de la Russie au Kazakhstan. Dans ce cadre, en novembre 1994, il y a eu la création de l'Armée Interétatique des Cosaques d'Oural dans la ville de Talsha dans la région d'Orenbourg; ce mouvement a été enregistré en Fédération de Russie. Ce mouvement se veut dans la lignée de *Irtys* (Nom d'une rivière mythique pour les Cosaques qui vient de la Chine et, en traversant le Kazakhstan, arrive en Russie) Russe sous forme de *Sarbazy* de *Kenesary* militaire.

Le mouvement armé cosaque non reconnu officiellement, *Semirechensk*, a demandé, le 19 novembre 1994, un référendum qui aurait pour objet l'incorporation du Kazakhstan à la Fédération de Russie avec un droit à l'autonomie.

Selon un rapport publié à Almaty le clivage régional de la république favorise une plus grande dépendance vis-à-vis de la Russie. Ce rapport effectue une classification en quatre parties des régions au Kazakhstan selon le critère de stabilité. 1) En premier lieu, il s'agit des sociétés ethniquement et politiquement stables ; ce sont les régions de Atyrau, Mangitau, Kzyl-Orda, Torgai, Djerkazgan, Semey, Djambyle et le Sud-Kazakhstan. 2) Les régions socialement instables soit un certain nombre de régions à Akmola (la future capitale), Aktiobe, Karakganda, ouest-Kazakhstan, Kostanai, Nord-Kazakhstan, Kokchetau, Pavlodar, Est et Sud-Kazakhstan, Djambyle et Almaty. 3) Les régions ethno-politiquement instables sont des villes et des districts au Nord-Kazakhstan, Est-Kazakhstan, Sud-Kazakhstan, et la région de Taldykorgan. 4) Finalement, il s'agit des régions qui sont socialement et ethno-politiquement instables ; les plus instables sont Petropavlosk, Ust-Kamenogorsk, Oural et une partie de Pavlodar²³. La région d'Akmola, avec une population de 869,9 mille habitants, est composée de douze districts ruraux et de trois villes : Akmola, Atbasar, Step-nogorsk. La

²³ AYAGANOV. B.T & KOUANDYKOV. A.U et les autres " *Ethnological Map of Kazakhstan* " in : IDK Allmaty Ed : Institut for Developpement of Kazakhstan 1995.

population est pour 60,5% urbaine et pour 39,5% rurale. La composition ethnique y est de 21,7% de Kazakhs, 46,3% de Russes, 13% d'Allemands, 8,5% d'Ukrainiens et de 2,4% de Tatares.

3-2-1-1-2 Doctrine militaire et la mise en place des forces.

L'actuelle doctrine militaire du Kazakhstan doit encore être finalisée; cependant, en mai 92, le président Nazarbaïev avait déjà proclamé que ces principes fondamentaux avaient pour objectif la coexistence pacifique et l'absence de toute revendication territoriale.

Prenant conscience, qu'aujourd'hui, n'importe quel conflit militaire peut avoir des conséquences catastrophiques, Nazarbaïev a résumé de la manière suivante les fondements de la doctrine militaire kazakh:

- 1 - Le maintien de la paix constitue une priorité de sa politique;
- 2 - La guerre ou la menace militaire ne pourront constituer un moyen d'atteindre des buts politiques, économiques ou toute autre sorte d'objectifs;
- 3 - Statut d'Etat dénucléarisé et membre du Traité de Non-Prolifération Nucléaire;
- 4 - “ *Pas d'utilisation immédiate* ” d'armes de destruction massive;
- 5 - Non ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats et la reconnaissance de la légitimité des frontières actuelles²⁴.

L'élaboration des forces armées indépendantes kazakh sera longue et douloureuse. Structurellement, elles seront constituées de l'armée, de la force aérienne, des forces de défense anti-aérienne et de la marine. En temps de guerre, les troupes intérieures de la Garde Républicaine seront disponibles pour soutenir les forces principales. Les forces armées kazakhs fonctionneront à la fois sur la base de la conscription et du volontariat.

De nombreux problèmes sont liés à la construction d'une force armée indépendante kazakh et à l'efficacité de son fonctionnement. Tout d'abord, l'armée kazakh constitue toujours un élément des forces armées de l'ancienne URSS, avec ses officiers et son armement. La formation de son propre personnel a déjà été abordée dans le cadre d'un accord spécifique avec le Ministre de la défense russe. D'après cet accord, 500 officiers kazakhs seront envoyés chaque année dans les meilleures académies militaires russes pour étudier l'art militaire. 700 officiers, originaires d'autres pays de la CEI, ayant exprimé le souhait de servir dans les forces armées kazakhs, viendront au Kazakhstan dans le courant de l'année 1993. Un petit nombre de Cadets ont été envoyés dans des institutions militaires en Turquie²⁵. L'unique académie militaire du Kazakhstan ne peut fournir un nombre suffisant d'officiers. Ainsi, seulement 73 diplômés de l'Ecole Militaire du Haut

²⁴ NAZARBAEV. N “ *Stratégie de développement du Kazakhstan comme Etat souverain* ” in : Kazakhstanskaya Pravda 16 mai 1992.

²⁵ Soveti Kazakhstana, 24 juillet 1993.

Commandement d'Almaty sont rentrés dans les forces armées au cours de l'année 1993.

Au Kazakhstan, les forces conventionnelles terrestres ont hérité le 7 mai 1992 des équipements perfectionnés de la 40ème armée soviétique, engagée à l'époque en Afghanistan. Les effectifs sont allégés pour des raisons budgétaires: de 160.000 à 100.000, hommes - l'objectif est d'arriver à 50.000 en 5 ans -. Sur les 30% de cadres, 80% sont des officiers russes. 450 officiers sur 650 passent chaque année dans les écoles russes.

En organisant ses forces nationales, le ministre de la défense kazakh a élaboré des critères basés sur l'expérience d'autres Etats, y compris des Etats occidentaux, pour justifier le fait que le nombre des troupes doit représenter de 0,5 à 0,9% de l'ensemble de la population locale (selon le contexte économique et l'importance de la menace militaire)²⁶. Mais ce pourcentage est assez irréaliste car cela signifierait une force de 83.000 à 150.000 hommes qui ne pourrait être maintenue dans un contexte de croissance négative du Kazakhstan (et la Russie ne pourrait assumer financièrement une armée aussi importante). Cela irait également à l'encontre des espérances kazakhs de réduire le nombre global des forces armées sur son territoire au moment où les formations et les unités de l'ancienne armée soviétique sont dissoutes (moins de 65.000 hommes sont encore basés au Kazakhstan). Un chiffre plus réaliste pour les forces nationales serait de 50.000 hommes ou 0,3% de la population. Cela permettrait toujours aux forces nationales kazakhs d'intégrer la plus grande partie de la 40ème armée (qui comprend une division de blindés et trois anciennes divisions d'artillerie soviétiques - l'une d'entre elle étant une division d'entraînement).

Mais quelques soient les intérêts kazakhs, l'organisation et le déploiement des forces ne seront pas définis uniquement à Almaty; elle sera l'expression d'une doctrine *commune* militaire russo-kazakh. La priorité militaire de la Russie sera de maintenir la majorité des forces communes près des frontières sud et sud-est du Kazakhstan. Tandis que les responsables de la défense kazakhs n'ont pas proposé un redéploiement de leurs forces plus près de la frontière russe dans le nord et l'est du pays, ils remettent en question l'organisation statique du passé et insistent sur la nécessité d'une grande mobilité des troupes pour assurer la défense de leur vaste territoire.

Une option pour Almaty serait de parvenir à développer des unités aéroportées et des forces d'interventions rapides qui constitueraient le noyau dur de leur armée nationale, dans un premier temps, sur la base de la seule brigade aéroportée et de la seule brigade *spetsnaz* du pays.

Mais cet effort de restructuration dépendrait d'un accord de la part des russes ainsi que d'une assistance matérielle. Ou alors, une option plus facile, serait de continuer de compter sur l'infanterie motorisée conventionnelle,

²⁶ Le ministre de la défense kazakh, Colonel-général Sagadat Nurmagambetov, et le colonel Kim Serikbayev *Kazakhstanskaya pravda* 25 novembre 1992.

l'artillerie, l'aviation et les blindés. Le Kazakhstan bénéficie d'un assez grand stock d'armes sur son territoire (principalement quelques 1.200 tanks - avec plus de 1.000 en réserve et 1.500 pièces d'artillerie). La création de régiments de blindés, sous forme d'unités communes avec la Russie, pourrait être envisagée. L'aviation, les installations de défense aérienne et les zones d'essais au Kazakhstan fonctionneront sous contrôle commun avec la Russie. La présence de l'aviation d'attaque dans le pays (totalisant quelques 190 avions de combat plus des avions-écoles) reflétera ainsi l'intérêt militaire russe autant que les besoins kazakhs en matière de défense nationale. Le pays espère maintenir une petite unité navale sur la mer Caspienne (constituée d'une partie de la flotte de la Caspienne) qui jouera un rôle très limité en matière de protection des côtes.

Les difficultés d'équipement du Kazakhstan étaient, dès le début, plus ou moins prévisibles. Le peu d'empressement du Président Nazarbaev de parler d'une armée indépendante, trouvait probablement sa source, entre autres choses, dans le fait que les fondations de l'industrie militaire kazakh sont liées et dépendantes de centaines d'usines et sites industriels éparpillés sur tout le territoire de l'ancienne Union Soviétique. L'exemple de l'usine d'équipement lourds de Petropavlovsk est caractéristique: cette immense installation, où, avant que ne soit signé par Gorbatchev et Reagan le traité INF, étaient assemblées les rampes de lancement, fonctionnait en collaboration avec 96 autres usines réparties en Moldavie, Arménie, les Républiques Baltes, la Russie, etc. Les folles ambitions de politiques de conversion et de diversification de défense, entre 1990 et 1992, se sont avérées tellement irréalisables et irréalistes que la majorité des ouvriers et ingénieurs qualifiés ont commencé à quitter l'usine de Petropavlosk pour trouver des emplois plus sûrs. Quand le décret présidentiel, établissant une force militaire indépendante et une industrie de défense, a été annoncé le 7 mai 1992, une part importante de la maîtrise de haute technologie et du développement et des capacités de production avait disparu. Les responsables gouvernementaux de l'ancienne URSS en 1989-91 et au Kazakhstan en 1991-93, qui ont confondu l'idée de diversification avec celle de dégradation, soit n'ont pu résister aux futures promesses "*de fraternité mondiale*" post guerre-froide soit ont mal évalué les pertes potentielles pour leurs économies nationales (et leurs rangs militaires!) pour les années à venir.

Il est clair que le Kazakhstan pourra encore trouver un appui militaire russe aussi bien en termes de soutien que d'équipement.

L'ancien ministre de la Défense, le Général Nurmagambetov, dans une récente interview, a clairement affirmé que le Kazakhstan n'aurait pas à chercher loin pour obtenir de nouvelles armes.

3-2-1-1-3 Une logique bilatérale face au désordre communautaire ?

“ Le Kazakhstan ne peut ignorer le risque d'un conflit avec la Russie d'ici quelques années si les enclaves des populations russes au sein de cet Etat cherchent à faire sécession et à rejoindre la Fédération de Russie (qui pourrait être plus fragmentée sur le plan régional). Mais ce n'est pas une éventualité pour laquelle Almaty voit une quelconque solution militaire; au contraire, il a opté en faveur d'étroits liens militaires bilatéraux avec la Russie. Ces liens créent des garanties de sécurité dans le cas où les relations du Kazakhstan avec la Chine viendraient à se détériorer dans l'avenir, peut-être parce que des tensions ethniques se développent en Chine même. Les garanties de sécurité de la Russie envers le Tadjikistan et le Kirghizistan contrecarreraient de la même manière les futures pressions venant de la Chine ”²⁷.

Chacune de ces approches comporte sa propre logique. Le Kazakhstan comme les autres républiques, à l'exception du Turkménistan, sont conscients de l'immense pouvoir russe mais souhaitent le contenir dans le cadre d'une logique bilatérale; le calcul serait que le poids du processus de prise de décision consensuel irait jusqu'à contenir les actions unilatérales russes.

Selon le traité russo-kazakh du 25 mai 1992, les deux Etats s'engagent à élaborer leurs défenses dans le cadre d'une zone militaire stratégique unique sur les bases de doctrines militaires communes. Ce traité instaure une utilisation et un contrôle conjoints de leurs espaces aériens, de bases militaires et des installations de défense situées dans les deux Etats. Bien que très peu d'actions aient été entreprises sur les bases de ce traité, des accords supplémentaires ont été envisagés pour le renforcer - sur le soutien logistique des forces armées des deux Etats et sur des objectifs communs. Nazarbaïev a également encouragé l'idée de créer des contingents communs émanant des armées russes et Kazakhs.

3-2-1-2 Une philosophie kazakh

Quels sont les moyens dont disposent les kazakhs pour gérer cette dépendance? Le Kazakhstan a pu jouer, jusqu'à présent, sur un triple tableau : 1) la mise en place d'une doctrine kazakh à cheval entre l'Europe et l'Asie, la Russie et ces propres vœux, 2) le démantèlement de son arsenal nucléaire et 3) l'élaboration de sa politique étrangère.

3-2-1-2-1 Une “ *idéologie militaire* ”

Dès mai 1992, le Président du Kazakhstan a publié un important article théorique dans le principal journal gouvernemental *Kazakhstanskaya Pravda*, une

²⁷ ALLISON. Roy *Adelphi Paper* n° 280 Octobre 1993.

partie importante étant consacrée à la question de la sécurité nationale du Kazakhstan et à sa future doctrine militaire. Il a mis en avant quatre principes fondamentaux sur lesquels le système de sécurité national du Kazakhstan devra être élaboré:

- 1 - sauvegarder la sécurité nationale, l'indivisibilité du territoire et l'indépendance de l'Etat essentiellement grâce à des mesures politiques et au renforcement de l'intégration économique;
- 2 - rendre responsables devant le pouvoir central et la société dans son ensemble, les institutions en charge de la sécurité nationale.
- 3 - faire en sorte que le niveau de développement des forces armées et l'acquisition d'armement soient suffisants pour parer à toute menace militaire.
- 4 - se conformer aux principes d'un Etat légitime et aux normes du droit international et simultanément prendre en considération tout à la fois les traditions nationales et historiques et l'expérience internationale²⁸.

Par ailleurs, lors de la réunion d'Almaty, en mai 1993, le président Nazarbaïev a parlé à la fois de la nécessité d'une nouvelle idéologie au sein de la société et des questions idéologiques concernant les forces armées. Il a fait valoir que l'Etat devrait continuer à soutenir l'effort militaire, faisant remarquer que l'armée devait devenir une institution très patriotique, en se construisant sur les traditions progressistes du passé. Il a insisté sur le fait que l'attitude de la société envers les soldats devait être très respectueuse et l'attitude de l'armée inébranlable²⁹.

Nazarbaïev, passé maître dans l'art du compromis politique, a la réputation d'un leader qui sait se placer au-dessus des intérêts " *mesquins* " des groupes ethniques du Kazakhstan pour tenter de bâtir, sans heurt, une société plurinationale. Ce n'est pas un hasard si un sondage effectué en Russie en 1993 le désignait comme la personnalité politique de la CEI la plus populaire.

Si ces *démocrates impériaux* font purement et simplement abstraction des problèmes nationaux, des couches plus larges de la communauté russe, moyennes ou inférieures, s'élèvent ouvertement contre la consolidation nationale kazakh. C'est le cas du mouvement Edinstvo (Unité) qui exige des autorités que le Kazakhstan adopte le statut d'un Etat binational slavo-turk.

3-2-1-2-2 Il était une fois, un Etat musulman nucléaire ...

Lorsque l'Union Soviétique s'est désintégrée, les citoyens des nouveaux Etats indépendants se sont préoccupés de démocratie, de réforme économique et de construction de l'Etat. Mais les experts en stratégie du monde entier étaient préoccupés par une question centrale, issue du démantèlement de l'URSS : le

²⁸ NAZARBAEV. N " *Stratégie de développement du Kazakhstan comme Etat souverain* " in : Kazakhstanskaya Pravda 16 mai 1992.

²⁹ Voin Kazakhstan, 21 mai 1993.

devenir du contrôle sur les têtes nucléaires de l'arsenal soviétique. La décennie des années 1970 fut celle de la limitation des armes stratégiques, les années 1980 celles de la réduction des armements, de la transparence et des régimes de vérification. Mais les années 1990 sont devenues, comme les années 60, une époque de grande préoccupation en matière de prolifération nucléaire. Il existe cependant des différences très importantes entre ces deux décennies. Au cours des années 1960, les puissances nucléaires existantes mirent en place un régime visant à prévenir la prolifération d'armes nucléaires dans d'autres États. Le succès de ce régime reposait sur un accord entre les puissances nucléaires par lequel elles s'engageaient à ne pas transférer d'armes nucléaires ni de technologies permettant de les fabriquer à des États non reconnus comme nucléaires. Au début des années 1990, par contre, la communauté internationale essayait de convaincre deux pays, l'Ukraine et le Kazakhstan, qui avaient déjà des armes nucléaires sur leur territoire, de s'en défaire et d'accepter d'en rendre le contrôle à un tiers, la Russie, reconnue comme étant le seul et unique État nucléaire post-Soviétique.

Le défi majeur fut donc de faire accepter l'option suivante aux dirigeants de l'Ukraine et du Kazakhstan. Pour commencer, accepter que ces armes ne soient pas propriété de l'Ukraine ou du Kazakhstan. De ce fait, elles pourraient être retirées de ces territoires par la Russie, en vue de leur destruction ou de leur redéploiement par leur propriétaire légitime, la Russie.

Le début des négociations pour le transfert des armes nucléaires à la Russie fut assez facile. En décembre 1991, à peine trois semaines après la création de la CEI, un accord nucléaire intra-CEI fut signé. Cet accord prévoyait un commandement conjoint des forces nucléaires par la CEI, sous le contrôle du commandant en chef de la CEI (qui n'était pas encore nommé) et du Président Russe, en accord avec les autres présidents de la CEI. Selon cet accord, les armes nucléaires tactiques devaient être rapatriées en Russie avant juillet 1992 et les armes nucléaires stratégiques stationnées en Ukraine devaient être démantelées avant la fin de 1994. Le 7 mai 1992, il fut déclaré que toutes les armes nucléaires tactiques dispersées sur le territoire de l'ancienne URSS avaient été mises sous contrôle Russe. Cette étape marquait un net progrès vers l'objectif assigné : un contrôle unifié et unique des forces nucléaires de l'ex-URSS.

Une des questions dominantes dans le domaine de la sécurité au Kazakhstan, depuis son indépendance, fut la présence des missiles nucléaires stratégiques, héritage militaire de la période soviétique. Les leaders politiques de la république ont accepté le principe du contrôle du commandement commun de la CEI sur les armes nucléaires³⁰, mais malgré différents appels d'un certain nombre de responsables internationaux, le Kazakhstan s'est montré réticent quant à une restitution pure et simple de ces armes nucléaires; comme l'avait fait l'Ukraine. Tout au début de 1992, un officier Kazakh expliquait que: " *le*

³⁰ Interview du président Nazarbaïev avec Le Monde du 27 septembre 1992.

Kazakhstan est voisin avec deux puissance nucléaire; les missiles pourvoient une garanti pour la sécurité du Kazakhstan. Les accords substantiels avec la Russie et un accord avec la Chine sur la réduction mutuelle d'une présence militaire sur les frontières kazakho-chinoise semblent avoir réduit la peur du Kazakhstan qui se sentait sous l'épée de Damokles nucléaire de ses voisins". Ce discours de menace nucléaire chinoise et russe était entendu et répété pendant une longue période entre 1992 et 1994 au sein des jeunes ministères de la défense et des affaires étrangères³¹. Pendant une visite effectuée à Washington, en mai 1992, le président Nazarbaïev a déclaré au journaliste du Washington Post: "*Le Kazakhstan demande des garanties de sécurité de la Russie, des Etats-Unis et de la Chine avant de restituer son arsenal nucléaire*"³².

Après la visite d'un grand nombre de ministres des affaires étrangères des pays européens pour la promotion des échanges commerciaux entre le Kazakhstan et le monde occidental, au début de 1992, l'accent a été mis sur la restitution de ces armes à la Russie ou leur destruction pure et simple. Les responsables Kazakhs ont déclaré qu'ils souhaiteraient adhéré au Traité de non-prolifération (TNP); étant considéré comme un Etat non-nucléaire, les représentants Kazakhs ont signé le START I et le Protocole de Lisbonne et les accords ont été ratifiés par le Soviet Suprême du Kazakhstan³³. Mais dès l'accord de l'adhésion du Kazakhstan aux accords de START I, une opposition importante, hostile à cette signature, s'est organisée dans le pays; en février 1992, on dénombrait plus de 30% d'opposants³⁴. Un conseiller auprès du président Nazarbaïev, Dr Bukut Ayaganov a suggéré que le Kazakhstan devienne un Etat nucléaire³⁵.

Durant les années 1992 et 1993, des responsables Kazakhs, au cours de leur nombreux déplacements à l'étranger, ont, à plusieurs reprise, annoncé que le Kazakhstan allait signé le TNP, mais il n'en a rien été jusqu'au printemps 1994. En novembre 1992, les experts américains se sont rendus au Kazakhstan afin de discuter des aspects techniques de la destruction des missiles dans le pays³⁶. La visite des experts américains avait été demandée par des dirigeants Kazakhs mais une fois de plus, cela n'a abouti à aucun résultat concret. En 1993, une autre visite des américains a été programmée et il devenait alors de plus en plus difficile d'avoir une idée claire du jeu kazakh. Sont-ils vraiment prêts à céder leurs missiles ou n'est-ce que le début d'un long marchandage entre le Kazakhstan et la communauté internationale pour mieux évaluer la valeur de cet

³¹ Des divers entretiens de l'auteur avec les responsables dans ces 2 ministères lors du premier voyage du décembre 1993 au février 1994 dans la région.

³² Washington Post 6 mai 1992.

³³ Itar-Tass 21 janvier 1992.

³⁴ VAUGHN. Bruce "*Shifting Geopolitical Realities Between South, Southwest and Central Asia*" in: Central Asian Survey Vol 13, N°2, 1994.

³⁵ ZAGORSKI. Andreï "*Post-Soviet Nuclear Proliferation Risks*" in: Security Dialogue septembre 1992.

³⁶ Interfax 19 Février 1993.

arsenal nucléaire et ainsi obtenir des financements plus importants dont seulement une partie serait affectée à la destruction de ces missiles? Toujours est-il que ces parties de promesses et de menace tacites contribuaient à apporter d'une part une notoriété et une personnalité aux Kazakhs par rapport aux autres membres de la CEI qui avaient accepté la réédition, à la Russie, de leur arsenal nucléaire sans conditions particulières, mais, d'autre part, mettaient sérieusement en cause la légitimité de ce même Etat et de ses engagements vis-à-vis de la communauté internationale en générale et des Etats-Unis, son financier potentiel, en particulier.

Après avoir signé et ratifié les accords START-I, le Kazakhstan s'est engagé à accélérer le processus de démantèlement de ses armes stratégiques. Le 12 mars 1993, une délégation d'experts de l'OTAN et du centre des études politiques et internationales auprès du ministère des affaires intérieures de la Fédération de Russie qui se trouve à Almaty a été reçue par le directeur de cabinet du ministre de la défense du Kazakhstan. Au cours de cet entretien, ce responsable a renouvelé fermement les engagements de son pays concernant le moratoire dont il était question dans le traité START-I. Il a été par ailleurs question d'une accélération du processus de démantèlement des missiles nucléaires.

La présence de ces missiles compliquait, en outre, les relations de ce pays avec la Russie qui augmentait la pression afin d'obtenir des Kazakhs le fait d'honorer leurs engagements relatifs à la reddition de ces missiles à la Fédération. Pendant ce temps-là, et à plusieurs reprises, ont circulé des rumeurs concernant la vente du nucléaire Kazakhs aux Etats turbulents du Proche et Moyen-Orient. En effet, les dirigeants Kazakhs insistaient sur le fait que les énoncés selon lesquels quelques têtes nucléaires avaient disparu en 1992-93 n'avaient d'autres buts que de discréditer le Kazakhstan et sa capacité de garantir la sécurité de son arsenal nucléaire. En novembre 1993, le vice-ministre de la défense russe, Boris Gromov s'est déclaré indigné, au cours d'une interview avec *Izvestia*, du fait que le Kazakhstan ne remplissait pas ses obligations quant à laisser sous la juridiction russe les missiles dont un certain nombre pourrait dépasser la date limite de leur utilisation et pouvaient, vite devenir dangereux³⁷. Ces types de discours alimentaient les allégations de cet Etat qui se déclarait victime de discrédits car malgré les kazakhs, les russes ont toujours disposé du contrôle des missiles depuis l'indépendance.

Le législateur kazakh a finalement ratifié les accords du TNP, le 13 décembre 1993, pendant la visite du vice-président américain, Al Gore à Almaty. Gore et Nazarbaïev ont signé un accord dans lequel les Etats-Unis reconnaissent une créance de 70 millions de dollars à l'égard du Kazakhstan pour le démantèlement de leurs missiles SS-18 et 14 millions dollars pour la sécurité des armes. Quelques semaines plus tard, au cours d'une rencontre économique en

³⁷ *Izvestia* 27 novembre 1993.

Suisse, Nazarbaïev a annoncé que le Kazakhstan avait reçu des garanties de sécurité de ses voisins nucléaires et que les Etats-Unis et la Russie avaient accepté de dédommager le Kazakhstan pour la destruction de l'uranium enrichi présent dans les têtes nucléaires qui allaient être détruites³⁸. Il nous semble qu'avec la signature et la ratification de cet accord par le Parlement Kazakh, " *l'aventure nucléaire kazakh touche à sa fin* " ³⁹.

3-2-1-2-2-1 La vraie nature du nucléaire kazakh.

Le Kazakhstan était le foyer des 104 SS 18 missiles balistiques intercontinentaux essentiellement basés à Derzhavinsk et Zhangiz-Tobe. Le SS 18 est qualifié de missile lourd, le plus grand dans l'ensemble des forces stratégiques soviétiques. Chaque missile transporte 10.000 kilos tonne de têtes nucléaires. 14 TU-95 bombardiers ont été déployés sur la base de Semipalatinsk. Le Kazakhstan a été le premier terrain pour les essais nucléaires soviétiques; plus de 300 essais souterrains ont été menés à Semipalatinsk et plus de 40 dans la partie ouest du pays, tout près de la mer Caspienne⁴⁰. En février 1992, on évaluait à 1400, le nombre des armes nucléaire kazakh, soit près de 5% de la capacité de l'ensemble de l'URSS⁴¹. Le potentiel nucléaire kazakh se dessinait comme suit, sur le sol de la république: une base de missiles à Derzhavinsk et à Zhangia-Tobzhur, une base de test des missiles à Tyuratam, un site de tests nucléaires et un radar d'alerte à Sary Shagan⁴².

Une question qui requiert une attention particulière à propos du futur statut d'Etat dénucléarisé du Kazakhstan est celle du stock de matériels liés au nucléaire et des installations de production de cette ancienne République Soviétique. Si le Kazakhstan tient sa promesse de se débarrasser des SS-18 actuellement stationnés sur son territoire ou des 40 bombardiers lourds Bear-H déployés dans tout le pays en les transférant sur le territoire Russe ou en les transformant en des avions conventionnels (ce qui est possible dans le cadre des accords START), la question de son statut nucléaire ne serait pas pour autant résolue.

C'est un fait notoire que le surgénérateur, implanté à Aktau, a la capacité de produire, par an, assez de plutonium pour la fabrication de 20 bombes nucléaires. Et l'usine de production de combustible nucléaire de Ust-Kamenogorsk fournit la grande majorité des pastilles de combustible nucléaire pour les réacteurs nucléaires fabriqués sur le territoire de l'ancienne Union Soviétique. Que le Kazakhstan poursuive sa politique d'étroite coopération avec d'autres anciennes républiques soviétiques, ou préfère continuer tout seul, il

³⁸ Itar-Tass 30 janvier 1994.

³⁹ BROWN. Bess " National Security and Military Issues in Central Asia " in: PARROTT. Bruce Op Cit.

⁴⁰ COCHRAN. William M. in : Norris Robert S. Nuclear weapons data book. Some IV : Soviet nuclear weapons New York Ed : Harper and Row, 1989.

⁴¹ NORRIS. R " The Soviet Nuclear Archipelago " in: Arms Control Today janvier-février 1992.

⁴² NORRIS. R " The Soviet Nuclear Archipelago ", op-cit.

semble, dans les deux cas, très improbable que les installations nucléaires puissent être démontées sans porter atteinte de manière importante à l'économie et à l'intérêt national.

3-2-1-2-2-2 Une carte nucléaire pour une négociation politico-financière.

Cependant, les autorités officielles kazakhes sont tout à fait conscientes de ce dilemme: sans les armes nucléaires, peu de dirigeants occidentaux seraient venus courtiser le Kazakhstan. “ *si nous n'avions pas eu d'armes nucléaires, James Baker ne serait jamais venu ici deux fois. Ni Thatcher, ni Roland Dumas* ”, rapporta un diplomate kazakh. Le fait que le Kazakhstan ait eu des armes nucléaires est l'une des raisons pour lesquelles le reste du monde s'est préoccupé de son existence. Ce fut une carte maîtresse entre ses mains.

Parmi les instances créées, en mars 1992 il y eut le “ Centre d'Etudes Stratégiques ”, le premier en Asie centrale. Selon les avis des experts kazakhs, “ *la république ne doit pas se démunir de l'arme nucléaire, vue sa position entre la Russie et la Chine* ”⁴³. Kassimov, directeur de ce centre nous confiait, en décembre 1993 “ *qu'il serait prématuré de renoncer aux armes nucléaires alors que le Kazakhstan n'a encore aucune garantie internationale* ”⁴⁴.

En effet, après le rapatriement de toutes les ogives *nucléaires tactiques* vers la Russie en 1991 et avant l'indépendance, les spécialistes ont commencé à se poser des questions sur l'avenir du statut nucléaire de la république. Le nucléaire tactique ou de combat est l'arme nucléaire qui peut être utilisée sur un champ de bataille avec une portée maximale 500 km; cette arme nucléaire de courte-portée avait été installée dans toutes les républiques de l'Asie centrale. Au Kazakhstan il y en avait 13.000, mais selon des sources américaines, au moment du rapatriement de ces engins, on dénombre de 5 à⁴⁵ têtes manquantes. Les spécialistes se posent la question de savoir si le Kazakhstan, après l'indépendance, est en mesure de respecter les accords et les traités de non-prolifération, signés par l'URSS. Toujours est-il que les armes nucléaires stratégiques, au nombre de 100 ogives avec leurs missiles de longue-portées, sont restées sur place.

Les arguments militaro-stratégiques pour conserver des armes nucléaires n'ont jamais été très convaincants. Les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) installés au nord du Kazakhstan ne pouvaient constituer une dissuasion militaire nationale du fait que pour les utiliser ils devaient obtenir l'autorisation de Moscou et que les objectifs ne pouvaient être changés par les techniciens

⁴³ WOLF. R “ *Kazakhstan National Defence and Security Forces* ” in Jane's intelligence review n° 4 mars 1993.

⁴⁴ Lors de ma première visite de la région à la fin 1993.

⁴⁵ “ *Kazakhstan National defence and security forces* ” op.cit. Mais aussi des rapports de secrétaire de la défense aux Etats-Unis Washington Post 12 octobre 1992, Frankfurter Allgemeine 13 octobre 1992.

kazakhs. Ils ont une durée de vie limitée et leur utilisation et leur entretien nécessitent des compétences techniques poussées.

En réalité le Kazakhstan attendait, de sa diplomatie en matière nucléaires, des gains politiques plutôt que militaro-stratégiques. Du fait que les armes nucléaires restaient sous le contrôle de la CEI/Russie, les dirigeants Kazakhs pouvaient compter sur la présence continue de telles armes au Kazakhstan pour “ *lier* ” la Russie à la défense de l'Etat contre les menaces de pays tiers (telle que la Chine). Si, d'un autre côté, cette garantie s'avérait incertaine, le Kazakhstan pourrait toujours espérer utiliser l'élimination des armes nucléaires sur son territoire comme un moyen d'obtenir des garanties des Etats-Unis pour sa sécurité. Nazarbaïev a joué à la fois sur les inquiétudes de la Russie et des Etats-Unis concernant l'influence islamique en Asie centrale, y compris le rôle de l'Iran, de l'Afghanistan (pour la Russie) de la Turquie, et les intérêts communs des Etats-Unis et de la Russie à contenir les futures ambitions régionales de la Chine dans cette partie de l'Asie. Il peut avoir aussi caressé l'idée d'un rôle majeur pour un Kazakhstan indépendant (et laïc) dans un monde musulman par le biais “ *d'un profil nucléaire* ”.

Finalement, étant donné les voix qui s'élevaient pour demander l'intégration du Nord-Est du Kazakhstan dans la Russie, et qui ne venaient pas exclusivement de la droite nationaliste en Russie, mais aussi d'officiers considérés par ailleurs comme des libéraux modérés⁴⁶, Nazarbaïev et d'autres autorités officielles kazakhs ont fini par faire allusion aux capacités de dissuasion des armes nucléaires héritées par le Kazakhstan. Suite aux déclarations du porte-parole du Président Russe Yeltsine qui, à la fin de l'année 1991, affirmait que la Russie chercherait à redéfinir ses frontières avec les Etats qui proclamaient leur indépendance, le Président Nazarbaïev s'adressa publiquement à Yeltsine pour le prévenir de ne pas effectuer de pressions d'ordre territorial sur le Kazakhstan, étant donné que “ *un danger particulier relève du fait que le Kazakhstan est une république nucléaire* ”⁴⁷. C'est ainsi que Nazarbaïev a fini par suggérer que son pays souhaite avoir sur son territoire une force nucléaire stratégique contrôlée par les Russes, pour les quinze années à venir, jusqu'à ce qu'Almaty puisse être certaine de leur destruction. “ *La Chine, notre voisin, a des armes nucléaires, la Russie, notre voisin, a elle aussi des armes nucléaires. Certains hommes politiques Russes expriment des revendications territoriales sur le Kazakhstan. Certains livres chinois revendiquent des parties de la Sibérie et du Kazakhstan. Dans de telles conditions, comment voulez-vous que le Kazakhstan réagisse ?* ”⁴⁸. Soulignant que le Kazakhstan est entouré de puissances nucléaires, le conseiller du Président, Burkutbay Ayagonov, fit remarquer que le Kazakhstan

⁴⁶ Pour ces déclarations, voir RFE/RL Daily Report n° 163, 28 août 1991 ; Interfax 9 avril 1992, dans FBIS/SOV, 10 avril 1992.

⁴⁷ RFE/RL Daily Report n° 162, 27 août 1991 et FBIS/SOV 30 août 1992.

⁴⁸ Washington Post 6 mai 1992.

“ *se sentirait toujours plus sûr avec des missiles armés de têtes nucléaires sur son territoire que sans eux* ”⁴⁹. Si l'on prend en considération le développement croissant des efforts militaires chinois depuis 1992 et l'évolution des transferts d'armements et de savoir-faire entre la Russie et la Chine, il n'est pas difficile de comprendre les inquiétudes kazakhs.

En fait, les dirigeants du Kazakhstan étaient gagnés par la méfiance des Ukrainiens, inquiets du glissement de la Russie vers la droite. Ils étaient aussi impressionnés par le statut international que leur conférait le simple fait d'avoir des armes nucléaires stationnées sur leur territoire. Comme l'avait souligné le conseiller du Président, Burkutbay Ayagonov, l'arsenal nucléaire hérité de l'URSS avait fait du Kazakhstan “ *un Etat égal aux autres Etats indépendants* ”⁵⁰. Ils découvraient que le nucléaire est un “ *égalisateur de puissance* ” indéfectiblement lié à l'indépendance nationale⁵¹. La rhétorique nucléaire était devenue un lieu commun, même dans des pays où il n'y a pratiquement aucun potentiel nucléaire militaire crédible. Par exemple, l'ancien ministre de l'intérieur d'Azerbaïdjan, Iskandar Hamidov, avait déclaré que l'Azerbaïdjan possédait six armes nucléaires qui seraient utilisées contre Erevan si les Arméniens “ *ne revenaient pas à la raison* ”⁵². Or l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont très loin d'avoir les moindres capacités nucléaires militaires.

Il est apparu difficile pour le Kazakhstan de continuer de justifier son intérêt pour les armes nucléaires après avoir signé le traité sur la sécurité collective de mai 1992 qui lui donnait des garanties en matière de défense et qui d'une manière implicite l'attirait sous le parapluie nucléaire CEI/Russie (une position apparemment confirmée une fois que la Russie et le Kazakhstan se mirent d'accord pour constituer un “ *espace de défense commun* ”). Ceci, conjugué à un vague geste politique de soutien de la part des Etats-Unis (qui n'ont rien à voir avec des garanties de sécurité), fut suffisante pour obtenir l'accord kazakh d'accéder au TNP et d'éliminer les armes nucléaires stratégiques de son territoire d'ici 1997 conformément aux accords START⁵³

En effet, la question nucléaire de cette république devait être étudiée dans son contexte régional et temporaire et ne devrait surtout pas susciter le développement d'une polémique qui a duré plus de quatre ans., mais le déplacement des points de vente d'arme, depuis un certain temps, a laissé planer des doutes relatifs à l'avenir du *nucléaire stratégique* de cette république. Les rumeurs de la vente d'armes nucléaires kazakh à l'Iran durant les années 1990-92, ont élevé le niveau du débat et alimenté le jeu kazakh.

⁴⁹ RFE/RL Daily Report n° 41, 28 février 1992.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ A cet égard, se référer aux travaux des Généraux Beaufre et Poirier.

⁵² RFE/RL Daily Report n° 221, 16 novembre 1992

⁵³ Déclaration du ministère des affaires étrangères du 17 mai 1992, rapportée dans *Itar-Tass*, Moscou service étranger, 17 mai 1992 dans SU1385.

Malgré d'intenses spéculations, en Occident, à la fin de l'année 1992, le gouvernement et le parlement kazakh ont nié les accusations affirmant que leur pays avait vendu des armes nucléaires à l'Iran et donné accès à des technologies et des installations de production nucléaires à Israël en contrepartie d'une aide économique. Cela n'empêche pas les spéculations de continuer et le problème de demeurer. La période de 7 ans après laquelle la république ne doit plus avoir d'armes nucléaires est une durée assez longue pour démanteler les ogives nucléaires et détruire les silos. Mais l'avenir des installations de production, leur sécurité et leur utilité, dépendra largement des relations entretenues avec la Russie, de la faisabilité d'une alliance, d'une confédération et d'une distribution des rôles au sein de celle-ci.

Il apparaissait évident que le Kazakhstan ne voulait pas “ rendre ” ces armes nucléaires, sans en tirer le maximum de bénéfices, tant au niveau économique - comme l'aide de plus de 8 millions de dollars accordée par les Etats-Unis en 1992 - que politique, dans le cadre des divers négociations bilatérales avec la Russie. Le problème essentiel lié à la puissance nucléaire kazakh, hormis des cas similaires de “ perte ” pendant le rapatriement ou le démantèlement, est la question liée à la maintenance de ces armes.

En effet la république n'était pas en mesure de payer le personnel de la cité de Sémipalatinsk-21, toute seule mais réclamait cependant le contrôle, même provisoire des armements, de sa cité d'une manière souveraine. Selon Vaughn, le degré d'expertise des kazakhs dans le nucléaire étant limité, ils chercheront l'assistance éventuelle des pakistanais pour diminuer le poids des Russes dans la république⁵⁴.

Par ailleurs, “ *il existe le fait de prendre une décision kazakh, émanante des seules autorités de ce pays, sur l'avenir de la cité* ”⁵⁵.

Concernant les autres Etats d'Asie centrale, la plupart ont fait connaître leur volonté de devenir des Etats non-nucléaires. La nouvelle doctrine de défense de l'Ouzbékistan, entrée en vigueur en août 1992, déclare qu'il accepte de se comporter conformément aux trois principes non-nucléaires : ne pas déployer, ne pas produire et ne pas se doter d'armes nucléaires. De son côté, le Turkménistan mit rapidement en place une législation de contrôle des exportations sensibles. De toutes les façons, il est clair que “ *même si tous ces Etats avaient quelques installations nucléaires sur leurs territoires, les probabilités de voir l'un d'entre eux réussir à développer des capacités nucléaires militaires propres dans un avenir prévisible seraient pratiquement nulles* ”⁵⁶.

⁵⁴ VAUGHN. Bruce “ *Shifting Geopolitical Realities Between ...* ”, op.cite.

⁵⁵ Nucleonics Week 5 août 1993.

⁵⁶ DAWISHA. Karen & PARROT. Bruce. The Russia and the New States of Eurasia New York Ed : Cambridge University Press 1994.

3-2-1-2-3 Politique étrangère.

Le Kazakhstan montre, dans le cadre de sa diplomatie, l'image parfaite d'une république eurasienne. Nazarbaïev n'arrête pas de multiplier ses contacts avec l'Europe occidentale. C'est dans ce cadre que le président français, F. Mitterrand, a effectué un voyage dans cette république, le 17 septembre 1993, suite à l'invitation de son homologue kazakh. Ces types de contacts permettent à ce pays de multiplier les partenaires ouest-européens, en vue d'obtenir une meilleure marge de manoeuvre sur la scène internationale. Entretien déjà des relations étroites avec l'Allemagne et l'Autriche, ce pays n'entend pas rester dans l'atmosphère des conflits des pays de l'Europe occidentale. Nazarbaïev a démontré, à plusieurs reprises, qu'il savait exploiter, d'une manière incomparable, des situations qui lui semblent, d'emblée défavorables. En nouant des contacts de haut niveau avec Paris, cette république fait comprendre, d'une part à Moscou et d'autre part, à Bonn, que si ces derniers essayent de faire pression sur le Kazakhstan, la jeune république ne sera pas pour autant à leur merci.

Par le passé, dans un cas similaire, Nazarbaïev avait déjà joué cette carte. Au moment de la réunification de l'Allemagne et alors qu'un sentiment national *allemand* parcourait les divers communautés germanophobes, aussi bien en Europe que sur d'autres continents, la minorité allemande de ce pays a manifesté très peu d'intérêt pour l'immigration; toute fois la réputation de leur bonne situation sociale et économique semble ne pas être fondée. Face à cette situation, Nazarbaïev a demandé une aide économique en faveur de sa minorité allemande décidée à rester dans son pays, le gouvernement allemand se voyant contraint d'accepter du fait qu'ils avaient eux-mêmes conseillé aux populations germanophones d'autres pays, de ne pas prendre pas le chemin de l'exode en échange d'une contrepartie financière.

L'essentiel de sa politique étrangère est destinée aux voisins du nord; "*Notre avenir est lié à celui de la Russie*", déclarait Nazarbaïev, en 1994⁵⁷. Le Kazakhstan reste coincé entre la Russie et la Chine. Seul un jeu subtil lui permet de retrouver une véritable indépendance. Tout en affirmant son rôle de puissance régionale et son appartenance à l'aire islamique - une façon de contrecarrer les ambitions de l'Ouzbékistan - le Kazakhstan rejette toute idée de fédération islamique. Afin de contourner la Chine, le Kazakhstan a pris plusieurs initiatives; il y a l'ouverture de la voie ferrée Almaty-Ouroumchi (la Capitale du Sinkiang), mais elle demeure largement tributaire du réseau russe déjà surchargé. Les efforts se concentrent alors sur le réseau ferroviaire Almaty-Téhéran-Istanbul.

L'ouverture diplomatique s'est déployée en direction de deux axes: l'Occident et l'Asie. Ce sont les Etats-Unis qui sont les plus actifs par l'intermédiaire de multiples fondations. Un véritable *lobby* américain s'est

⁵⁷ Entretien accordé au Figaro du 17 septembre 1993.

constitué, animé par de jeunes spécialistes nommé au sein de l'appareil de l'Etat, à l'issu de stages effectués outre-Atlantique.

*“ Le développement des relations avec le Japon, la Corée du sud et plus largement l'Asie, est perçu à Almaty comme un contrepoids au FMI et aux recettes occidentales uniformes et simplistes ”*⁵⁸.

3-2-2 Tadjikistan ou les aléas d'une servitude involontaire.

La frontière tadjiko-afghane est vue par la Russie comme sa sphère d'influence. Or se pose la question de savoir si le Tadjikistan constitue un Etat souverain selon les termes du droit international. Autrement dit, où s'arrêtent les frontières entre le droit théorique et souvent utopique et celles de la politique réelle, de la géostratégie telle qu'elle se vit sur le terrain ?

3-2-2-1 Forces militaires Tadjiks ...

Les responsables de la défense tadjik ont rejeté d'emblée, le modèle turkmène d'accord avec la Russie de commandement joint ou double des troupes mais ont signé un accord d'amitié et de défense avec Moscou en mai 1993 qui prévoit une étroite coopération militaire. Par exemple, les forces aériennes de défense russes protégeront le Tadjikistan des attaques afghanes. Le Kirghizistan, à son tour, plutôt à reculons, a accepté en juin 1992 de développer des forces armées communes avec la Russie au sein *“ d'un espace de défense commun ”*. Au mois d'avril suivant, un accord bilatéral, réaffirmait le rôle de la Russie, concernant l'approvisionnement du matériel militaire et fixant les modalités d'utilisation des installations militaires russes en territoire kirghize⁵⁹. Le Tadjikistan et le Kirghizistan espèrent tous deux empêcher leurs forces militaires d'être intégrées complètement au sein de l'organisation militaire russe mais sont conscients que seuls ils ne pourraient développer et entretenir que de petites unités paranilitaires.

Le Tadjikistan est destiné à posséder un potentiel militaire beaucoup plus faible. Il est vrai que la 201^{ème} division restera en tant qu'unité Russe jusqu'en 1999. Composée à la fois de conscrits russes et tadjiks, ses équipements vont être progressivement transférés sous contrôle tadjik. Mais cela ne constituera pas la base d'une armée nationale. Des infrastructures séparées vont être mises en place dans ce but avec l'assistance de spécialistes militaires russes qui vont rester au Tadjikistan. Le haut commandement russe prévoit que le développement des forces armées nationales ne sera pas achevé avant l'an 2000, quand elles comprendront trois à quatre régiments avec des forces de soutien et des forces à

⁵⁸ RADEVANEYĪ. J. *“ La voie étroite du Kazakhstan ”* in : *Le Monde Diplomatique* février 1993.

⁵⁹ Interview du colonel-général S. Petrov, *Krasnaya Zvezda*, 14 avril 1993.

but spécifique⁶⁰. Certains rapports suggèrent que les forces Tadjiks pourraient finir par atteindre le nombre d'environ 20.000 hommes.

Ces objectifs peuvent être considérés comme réalistes uniquement si la bonne volonté et l'assistance technique russes sont disponibles de manière consistante et si la guerre civile tadjik qui fait des ravages économiques et sociaux est résolue. Si le régime de Douchanbé venait à armer les forces nationales pendant la guerre civile actuelle, les armes de la nouvelle armée finiraient par être partagées entre les différents groupes d'opposition. Privé de l'aide russe, le Tadjikistan peut seulement espérer une milice territoriale faiblement équipée qui serait utilisée principalement à des fins de contrôle interne. Le pays n'aurait aucune force aérienne et ne pourrait espérer avoir des unités aéroportées.

3-2-2-2 ... conditionnées par l'instabilité politique interne.

Le Tadjikistan est un exemple du processus d'escalade qui démarre par des combats politiques pour finir par basculer dans la violence et la guerre. Au début de 1990 le gouvernement communiste du Tadjikistan avait l'habitude de fomenter des troubles communautaires et des manifestations locales pour justifier des répressions et l'exclusion de tous les candidats d'opposition des élections législatives de la république, ce qui permettait de s'assurer de la permanence d'un parlement fortement conservateur. Cependant, trois partis réformateurs - le Parti Rastokhez (Renaissance), le Parti Démocratique du Tadjikistan et le Parti de la Renaissance Islamique - furent enregistrés au cours de la deuxième moitié de 1991. Après l'élection, par les parlementaires, d'un ancien dirigeant du Parti Communiste Tadjik, Rakhman Nabïev, comme nouveau président du pays, ces partis commencèrent à fomenter des manifestations contre Nabïev et contre sa politique autoritaire, en particulier contre sa décision de réinstaurer le Parti Communiste du Tadjikistan qui avait été interdit. Forcé d'abandonner temporairement son poste de Président, Nabïev se présenta aux élections populaires pour la présidence qui eurent lieu en novembre 1991. Dans un dépouillement dont l'impartialité a été mise en doute par ses opposants, Nabïev gagna par une majorité de 58 % contre 30 % au candidat de l'opposition.

A partir de là, les méthodes de lutte politique ont rapidement été remplacées par la violence. Au printemps 1992, après une série de manifestations, Nabïev se retrouva piégé dans un affrontement sans issue avec son ministre de l'intérieur, qu'il essaya de démettre mais sans succès. En mai, les manifestations croissantes de l'opposition commencèrent à se frotter à la répression du gouvernement. Après la mort d'une douzaine de manifestants, le chef de la Garde Nationale rompit avec

⁶⁰ Interview du Colonel A. Ivlev, Commandant de la 201^{ème} division, *Interfax*, Moscou, 11 avril 1993, in SU/1668B/17; Ministre de la défense Grachev, *Itar-Tass*, Moscou, Service international, 6 février 1993, in SU/1607.

Nabïev, soutenu par des membres de l'opposition, auxquels il distribua des armes prélevées dans les dépôts du gouvernement. De son côté Nabïev mis en place une milice paramilitaire recrutée pour l'essentiel dans la région de Kulyab. Lorsque en décembre 1992 Nabïev approuva avec hésitation les demandes de l'opposition qui réclamait de nouvelles élections législatives, cette milice paramilitaire refusa le compromis et refusa de déposer les armes⁶¹. De ce fait, les deux parties se retrouvèrent face à face et fortement armées. En septembre Nabïev fut obligé de fuir et fut remplacé par Akbarsho Iskandarov, qui fut, à son tour, obligé de se démettre en novembre pour être remplacé par Imam-Ali Rakhmanov, un des alliés de Nabïev. En juin 1993 le parlement interdit tous les partis d'opposition. Et malgré toutes les tentatives pour aboutir à un compromis le pays reste plongé dans la guerre civile.

Rakhman Nabiyev, l'ancien Président du Tadjikistan, a démontré avoir été plus vulnérable aux pressions de la société que tout autre dirigeant d'Asie centrale. En mai 1992, bien conscient de la précarité de son statut, Nabïev chercha à désamorcer le mécontentement populaire en introduisant dans le gouvernement 33 représentants de groupes qui avaient été antérieurement exclus, dont des représentants des régions du sud et de l'est du pays, membres du Parti de la Renaissance Islamique et des intellectuels de Doushanbe. Le directeur adjoint du Parti de la Renaissance Islamique, Davlat Usmon, fut nommé vice-premier ministre. C'est à ce titre qu'il essaya de convaincre de la nécessité d'imposer l'appartenance religieuse comme facteur primordial de l'orientation de la politique étrangère du Tadjikistan, pour qu'à ce titre "le Tadjikistan se tourne vers l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan"⁶². Un exemple significatif de l'influence des Islamistes pendant cette période fut leur demande à Nabïev, qui n'avait encore rendu visite à aucun chef d'Etat étranger, de commencer par la République Islamique d'Iran. Et en effet, au début du mois de juillet 1992 Nabïev visita l'Iran et le Pakistan au cours de son premier voyage à l'étranger, signant tout un ensemble d'accords économiques et techniques⁶³.

La difficulté de la cohésion ethnique et sociale empêche le Tadjikistan d'avoir une armée nationale respectable. Shademan Youssouf, le dirigeant du parti démocrate du Tadjikistan estime qu'il n'existe même pas un hymne national au Tadjikistan qui soit accepté de tout le monde". Il met en avant le fait que la pensée régionaliste permet le développement des uns au détriment des autres.

Ce régionalisme est flagrant dans toute l'Asie centrale. Le Turkménistan, où la structure tribale est une des plus prononcées de l'ensemble de la région, n'a pas encore connu des heurts sérieux. Cela est dû en partie aux politiques de Niyazov qui s'est fait nommé le Turkinenbashi, la tête de tous les Turkmènes,

⁶¹ BROWN. Bess " *Tajikistan: The Conservative Triumph* ", RFE/RL Research Report Vol 2, n° 7, 12 février 1993.

⁶² Interfax 18 juin 1992, dans *FBIS-SOV*, 19 juin 1992.

⁶³ Dushambe Radio Network, 4 juillet 1992, in : FBIS-SOV 7 juillet 1992.

bien qu'il soit Tékké de part ses origines. Il ne cesse de répéter à qui veut l'entendre que le fait d'avoir grandi dans un orphelinat, lui a enlevé tout attachement tribal. Les turkmènes sont divisés en plusieurs grandes tribus dont les Tékkés, les Iioumoudes, les Toughlans, les Sélires, les Sérighes, les Tchoudars,

....

Depuis un certain temps, le pouvoir est dans les mains des Samarcandis, dont Islam Karimov est également natif⁶⁴, d'où le mécontentement des élites de Tachkent. Tel est également le cas en Kirghizie où une fracture entre le nord plus industriel et le sud plus agricole se fait sentir de manière croissante. Akaév, natif de Kimingué au nord se trouve de plus en plus confronté aux gens du sud.

Comme nous l'avons dit, nous reviendrons sur le cas tadjik dans un chapitre particulier.

⁶⁴ Il Paraît qu'il parle le tadjik aussi mais qu'il l'évite.

3-3 La sécurité sans l'autre, version 'quête de neutralité'.

Il est d'usage d'examiner la place de la Kirghizie juste après celle du Kazakhstan, vu leur rapprochement culturel, ethnique et linguistique ainsi que le partage d'un passé commun vis-à-vis de la Russie. Nous pensons que la Kirghizie, tout comme le Turkménistan, se différencie de plus en plus de ce bloc non-homogène qu'est l'Asie centrale, par le biais de la quête d'une neutralité régionale. Par *sécurité sans l'autre dans ces deux cas nous entendons une recherche de la protection russe mais un refus de la CEI pour le Turkménistan et un besoin croissant de la Russie mais un refus de composer avec les autres voisins tels la Chine, l'Ouzbékistan, voir même le Tadjikistan*. Cette neutralité permettra au Turkménistan de valoriser ses richesses énergétiques et de se forger un statut économique respectable; elle permettrait à la Kirghizie de justement compenser sa pauvreté économique par une image démocratique pour mieux attirer les investissements des bailleurs de fonds internationaux. Pour cette raison, ces deux pays ont été respectivement baptisés le Koweït et la Suisse d'Asie centrale. Le Turkménistan a cependant plus de chance de s'en sortir économiquement, mais aussi politiquement - vue la plus grande homogénéité ethnique et la maîtrise de la tension tribale par le haut, alors que la Kirghizie s'enfoncé dans un labyrinthe économique incommensurable.

3-3-1 Turkménistan : Indépendance politique contre concessions stratégiques ?

Ce pays a d'autres points communs avec le Koweït. Nous sommes en présence d'un *conté* qui ressemble à un domaine privé du Turkmenbachi; en cela, il se rapproche également de la Principauté de Monaco du Prince Régner. Avec la *bienveillance* d'un grand seigneur de l'époque féodale, Niyazov se charge de la prospérité de "son" pays.

Peut-être inspiré par Atatürk, *Turkmenbachi* s'est lancé dans la réforme politique la plus radicale chez les anciens membres de la Fédération Soviétique. Nulle part, même dans les républiques baltes, la désoviétisation n'est allée si loin et si vite. Dès la fin de 1991, le parti communiste du Turkménistan cesse d'exister et est remplacé par un parti démocratique (appellation empruntée à l'opposition) qui ne joue pas de rôle notable dans la vie politique. En mai 1992, le parlement vote une nouvelle constitution abolissant le système des Soviets locaux (7 000 députés ont perdu leur mandat). Le pouvoir régional revient aux *khakims* (gouverneurs) nommés par le président. Le parlement est transformé en *medjlis* (assemblée) composé de 157 députés et privé de sa fonction d'organe représentatif suprême. En vertu de la nouvelle constitution, l'instance supérieure est le Conseil Populaire (le Khalgh Maslakhati) dont l'élection remonte au mois

de septembre 1996; il se compose de 60 élus, des députés du *medjlis* et des chefs des administrations locales et des représentants tribaux, avec à leur tête le président lui-même.

Les perspectives, pour le Turkménistan, du succès éventuel d'une intégration économique dans le monde libre plus rapidement que les autres Etats a contribué à la construction d'une image de ce pays qui se veut plus indépendant de Moscou. En effet, depuis le début de la mise en place de la CEI, le Turkménistan a refusé de signer tout acte multilatéral, même le traité de sécurité collective, signé à Tachkent, avec les Etats de la CEI, privilégiant des accords bilatéraux avec les Etats notamment avec la Russie⁶⁵. En outre, ce pays n'a pas participé au sommet de Bichkek, en octobre 1992

Pour peu que Niyazov réussisse à ne pas dévier du chemin choisi, le Turkménistan a toutes les chances de devenir, dans les prochaines décennies, un des pays les plus riches de l'ex-URSS. Ce n'est pas pour rien que beaucoup le comparent aux Emirats du Golfe Persique et que l'ancien secrétaire d'Etat américain Alexander Haig figure aujourd'hui parmi les plus ardents défenseurs de la politique de Niyazov. Le nouveau modèle turkmène lui rappelle même des propos naguère entendus en Chine : *“ Deng Xiaoping m'a dit un jour que dans son pays le problème des droits de l'homme se résume à la nécessité de nourrir un milliard de Chinois. Je suis près à penser comme lui ”*. Le Turkménistan, certes, compte à peine plus de 3,5 millions d'habitants, mais eux aussi devront payer au prix du silence leurs marmites bien remplies.

3-3-1-1 *Le retour vers le futur : redevenir une zone tampon.*

En matière de défense, le Turkménistan souhaite établir une relation bilatérale avec la Russie; les structures de la CEI ne lui paraissent ni réalistes ni vivables. Au milieu de l'année 92, on voyait de plus en plus clairement que le Turkménistan devenait membre d'un bloc de pays incluant l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan qui préféraient ne pas s'intégrer entièrement aux structures de la CEI.

Cependant, tant que cet Etat ne pourrait pas financer sa propre force militaire, il devrait suivre une stratégie duale. D'un côté, les dirigeants de l'Etat se sont acharnés à souligner à quel point ils désiraient coopérer étroitement avec la Russie et de l'autre, il leur faut progressivement envisager une plus grande autonomie.

⁶⁵ *Interfax* 24 mars 1993.

3-3-1-1-1 Coopérations et accords avec la Russie.

Le ministre de la défense, Danatar Kopekov, déclarait que *“ le Turkménistan souhaite fermement conclure un traité militaire avec la Russie ”*. En outre, le Ministre déclarait que la Russie pouvait, en entraînant des soldats et des officiers du pays, servir au Turkménistan s'ils le souhaitaient⁶⁶. Par ailleurs, on entendait des propos comme ceux tenus par l'ancien ministre Turkmène des affaires étrangères, Khalykberdy Atayev: *“ Je suis convaincu de la nécessité d'instaurer des relations particulières avec la Russie ”*. *“ On peut compter sur eux [les Russes] dans les époques de troubles.. Si les Russes n'avaient pas été là, nous aurions eu de gros problèmes avec notre politique de défense. Le fait que nous soyons en train de défendre les frontières sud de la Russie est devenu une réalité géographique incontournable ”*⁶⁷. Plus important, au cours des négociations entre le Président Saparmurad Niyazov et le Ministre de la défense Russe Pavel Grachev, la partie Turkmène ne se limita pas à apporter son soutien à la création d'un commandement conjoint des troupes sur son territoire (l'armée soviétique avait quatre divisions motorisées et une brigade aérienne au Turkménistan), elle alla même jusqu'à accorder aux Russes le contrôle sur les unités de défense aérienne et les unités aéroportées. Les accords bilatéraux concernent le financement et le commandement commun des forces turkmènes, l'accès russe aux bases et équipements militaires sur place, l'emploi des officiers russes dans les forces armées turkmènes, patrouille commune entre les deux pays sur les frontières communes du Turkménistan avec l'Iran et l'Afghanistan et le pourvoie de l'équipement et de l'entraînement russe.

Un ensemble de traités signés entre la Russie et le Turkménistan en juillet 1992 va plus loin en transformant le Turkménistan en une sorte de protectorat militaire russe. Il est vrai que la confiance turkmène en la Russie est inévitable du fait du financement et de l'entretien de l'ensemble des forces de l'ancien District Militaire du Turkestan. Certaines forces au Turkménistan seront laissées sous le contrôle direct de la Russie. Parmi ces troupes, les forces aériennes et les unités de défense aériennes sont passées sous le commandement de celle-ci.

En juin 1992, le Turkménistan a signé un accord bilatéral avec la Russie pour la mise en place de son armée nationale; la Fédération de Russie aurait accepté de prêter assistance en fournissant l'équipement nécessaire, l'entraînement des officiers et des soldats ainsi que le financement. Cette armée serait sous le commandement commun turkmèno-russe et ne pourrait participer à aucune action militaire sans l'accord des deux parties. Selon les termes de Valerii

⁶⁶ Interfax 16 juillet 1992, dans *FBIS-SOV*, 17 juillet 1992.

⁶⁷ Interfax 7 août 1992, dans *FBIS-SOV*, 10 août 1992.

Otchersov, le numéro deux du Turkménistan⁶⁸, le ministère des affaires étrangères russe a rejeté l'idée d'une force armée commune.

En septembre 1993, la Russie et le Turkménistan ont signé un accord comprenant les dits points et qui programmait son entrée en vigueur au janvier 1994⁶⁹. Par ailleurs, en décembre 1993, a été signé un accord prévoyant la protection des frontières turkmènes par les forces russes⁷⁰.

Souvent, cependant, les accords sont plus faciles à signer qu'à mettre en oeuvre. Dans le cas du Turkménistan, cet accord était à peine signé que les Turkmènes demandaient la subordination de ce commandement conjoint à l'autorité Turkmène. Avant de quitter Achghabad, Gratchev signa un protocole d'accord qui créait un commandement conjoint, mais il n'approuva pas sa subordination au Turkménistan, pour satisfaire la fierté nationale russe.

Les deux Parties discutèrent de la création d'une petite armée Turkmène qui serait encadrée principalement par des officiers Russes. En outre, le Turkménistan s'était opposé aux Russes sur la question des troupes frontalières que la Russie pensait garder sous sa propre juridiction. Pour le Président Niyazov, *« une telle approche est inacceptable car elle peut empiéter sur notre dignité nationale : dans un futur proche, les troupes frontalières seront composées à 90 pour cent de citoyens Turkmènes »*⁷¹. Les russes assument la défense de l'espace aérien turkmène; par ailleurs, ils sont en train de construire trois usines de munitions. Ils utilisent la région de Mary comme base d'entraînement pour les combats aériens avec des aircrafts⁷².

En avril 1993, il existait une troupe de 16 000 personnes, dont 15 000 sous le commandement direct des russes et le reste sous un commandement commun. Très peu d'officiers étaient d'origine turkmène et, depuis, seulement 300 officiers ont été envoyés en Turquie pour des entraînements.

L'accord de double nationalité est signé le 23 décembre 1993. Dès cette signature, Boris Yeltsine a donné son accord pour aller plus loin dans la coopération militaire. La Russie a fait rapatrier trente deux de ces cent soixante cinq aircrafts de combat pour sa propre défense aérienne. Ces avions ont été équipés par Moscou, immédiatement après ces accords. Il existe par ailleurs, 900 chars russes au Turkménistan.

Mais la Russie a commencé à remettre en question l'accord signé en juillet 1992 pour la fourniture des éléments techniques et le financement des nouvelles forces militaires nationales au Turkménistan sous le commandement commun Russo-turkmène. Cela compromet les plans turkmènes, notamment en ce qui concerne la réduction d'une manière limitée son personnel militaire de 34.000 à

⁶⁸ Depuis le mois de septembre 1996, Otchersov n'occupe plus cette place privilégiée, laissée symboliquement à un russophone par le turkmènbashi.

⁶⁹ RFE/RL News Briefs 30 août-3 septembre 1993.

⁷⁰ New York Times 12 décembre 1993.

⁷¹ Interfax 4 août 1992, dans FBIS-SOV, 5 août 1992.

⁷² EIU 3ème trimestre 1994.

28.000 et cela jette un doute sur l'intention de former l'armée turkmène à partir de deux divisions stationnées à Kushka et Kyzylavat. Cela laisserait deux divisions motorisées et trois brigades d'artillerie directement sous le commandement russe (considérant la dissolution du District Militaire du Turkestan en juin 1992) qui pourraient être réduites. Les forces aériennes et les forces aériennes de défense au Turkménistan, organisées pour faire partie des forces armées de Russie, ne seront certainement que faiblement réduites.

Le Turkménistan où était concentré l'essentiel des forces soviétiques d'Asie centrale, en raison de sa longue frontière avec l'Iran et l'Afghanistan, est un élément essentiel dans le verrouillage des frontières de la CEI. Moscou conserve sur le territoire turkmène une station de surveillance des vols cosmiques servie par un personnel mixte.

3-3-1-1-2 Prise en compte du rôle de “ tampon ”.

Le Turkménistan est en passe de vouloir créer un potentiel militaire moins impliqué dans la pensée stratégique, désormais classique de la CEI. Il occupe une place particulière parmi les pays du sud de la CEI. Ses relations directes avec la Russie et sa politique de coopération avec l'Iran sont le fruit d'un accord commun entre ces deux derniers pays. L'ex grand frère russe et la puissance régionale du sud entretiennent des relations très étroites. Par ailleurs, la crainte des turkmènes de leur puissant voisin l'Ouzbékistan, les fait se rapprocher de la Russie qui souhaite maintenir une présence très active dans la région; cette puissance peut être militaire, comme au Tadjikistan ou sur toutes les frontières sud de la CEI, ou politique, comme au Kazakhstan et au Turkménistan. En particulier, le président turkmène devait avoir à l'esprit que son pays bénéficie d'un plus grand potentiel économique et d'une plus grande stabilité que la plupart de ses voisins et souhaite éviter toute forme d'implication dans leurs problèmes de politique intérieure. Au début de 94, il n'a montré aucun enthousiasme concernant les propos du président kazakh pour l'établissement d'une forme d'union Eurasiennne à travers un ensemble d'ex-pays soviétiques et éventuellement d'autres membres concernant le maintien de bonnes relations avec les autres Etats de la région.

Le Turkménistan a énoncé, au mois de mars 1993, sa première doctrine militaire; il a été le premier Etat d'Asie centrale à avoir élaboré une doctrine militaire. Les traits essentiels de cette doctrine sont les suivantes :

- la mise en place d'une force armée en matière d'autodéfense
- le refus de joindre des alliances militaires
- le refus de toute présence de troupes étrangères au Turkménistan
- le refus de l'installation de toute arme nucléaire
- l'assistance militaire russe et la défense de ses frontières par ce dernier.
- la nomination du président comme le commandant en chef

Les Turkmènes bénéficient d'une situation géographique et démographique plus favorable. Le pays est séparé de la Russie par une grande parcelle de territoire ouzbek et kazakh au nord et au nord-est, mais aussi par la mer Caspienne à l'Ouest. Les turkmènes composent plus de 71% de la population de leur république qui est donc le pays le plus homogène d'Asie centrale. Les accords bilatéraux lui permettent de bénéficier de la protection russe, tout en restant en dehors des actuels et futurs conflits au sein d'une CEI instable.

Selon les frères Choukourov qui voient dans le Turkménistan un protectorat turk de la Russie " Les troupes de gardes-frontière des confins méridionaux de la CEI sont désormais placées sous un double commandement russo-turk, à l'exception de la frontière tadjiko-afghane où sont basées des unités russes. A ce jour, par exemple, les forces armées turkmènes comptent 40 000 hommes, 2 000 avions et 1 500 chars T-72. Toutes les infrastructures et la logistique militaires héritées des Russes sont restées sur place en état opérationnel : routes, aérodromes, transmissions, entrepôts d'armes et de munitions, etc.... Il aurait fallu plusieurs décennies aux républiques centra-asiatiques pour accumuler pareil arsenal ⁷³ .

La guerre d'Afghanistan et la menace iranienne avaient fait de cette république, " *le front sud* " de l'ex empire. 80% des effectifs de l'Armée Rouge en Asie centrale, soit 107.000 hommes, auxquels s'ajoutaient 30.000 gardes-frontières, plus de 1.000 avions de combat et plus de 2.000 blindés s'y trouvent encore concentrés. Les armes nucléaires tactiques ont été rapatriées vers la Russie, mais les divisions de lance-missiles et leurs matériels sont toujours là. Les effectifs de cette armée sont pour 90% russes, ukrainiens ou biélorusses. Leur entretien coûte plus de 7 milliards de rouble par an. " *Nous ne voulons plus payer pour cette armée dont nous ne voulons pas* ", déclare S. Niyazov⁷⁴. La création d'une armée nationale est en cours; elle ne compte encore que 7 à 800 hommes.

Dans son discours devant une délégation du Forum Mondial Economique (World Economic Forum), à Dawos, Niyazov a annoncé qu'il demanderait à l'OTAN de former des officiers de l'armée turkmène⁷⁵. Le président turkmène a expliqué qu'il ne voyait pas de menace sérieuse contre la sécurité de son pays au moins dans les dix années à venir. Selon Niyazov la guerre au Tadjikistan ne représente qu'un danger relatif pour son pays et malgré les 1.200 km de frontière commune et une relation très étroite avec la république islamique d'Iran, son pays reste à l'écart d'un fondamentalisme islamiq.

Le Turkménistan a été le premier pays d'Asie centrale à avoir rejoint le programme du Partenariat pour la Paix de l'OTAN⁷⁶. Boris Chikhmuradov, le vice-président de la république qui a signé ce document au quartier général de

⁷³ CHOUKOUROV Charif et Roustam *Peuples d'Asie centrale* Paris Ed : Syros 1994.

⁷⁴ Rapporté en " *Les Turkmènes entre Téhéran et Ankara* " *Libération* 20 mars 1992.

⁷⁵ *Interfax* 22 avril 1992.

⁷⁶ *Itar-Tass* 10 mai 1994.

l'OTAN a déclaré que le Turkménistan ne cherchait pas à obtenir une aide auprès de l'OTAN mais que la signature de ce programme était tout simplement la confirmation de son indépendance et la volonté d'être accepté par la Communauté Internationale. Selon ce dernier, le Turkménistan est en train de négocier l'entraînement de ces officiers et d'autres types de coopération militaires avec les membres de l'OTAN.

Soutenu par des garanties militaires russes, le Turkménistan retrouve un rôle, qui lui est traditionnellement dévolu, "*de tampon contre les Etats peu sûrs du sud*"⁷⁷.

3-3-1-2 La volonté de jouer un rôle régional

Parmi les dirigeants d'Asie centrale, le turkmène Saparmurad Niyazov s'est imposé comme l'homme contrôlant le mieux la définition des priorités de la politique étrangère de son pays. Il est clair que dans le domaine diplomatique Achghabad a les mains plus libres que pour les questions stratégiques; un *rapprochement avec l'Iran* lui permet de revendiquer une *neutralité active*.

3-3-1-2-1 Retrouvailles avec une vieille voisine.

Le 28 octobre 1994, le jour de l'indépendance, le Turkménistan a vu défiler presque tous les chefs d'Etat de la région : M Rafsandjani d'Iran, M Demirel de la Turquie et Mme Binazir Bhutto du Pakistan. Mais une autre présence semblait inhabituelle et attirait plus l'attention; il s'agissait de Rashid Dostoum, à l'époque, allié de M Golbbedin Hekmatyar et opposant au gouvernement de Kaboul avant la chute de la ville dans les mains des Talibans. Bien qu'il soit d'origine Ouzbek et qu'il ait reçu armes, munitions et fioul d'Ouzbékistan, sa présence à Achghabad montre bien d'une part son habileté à manier la rivalité entre l'Ouzbékistan et le Turkménistan, et d'autre part, le souci du gouvernement turkmène de voir que plus de 600 km des 850 km de ses frontières avec l'Afghanistan sont occupées par Rashid Dostoum; il faut mentionner également la présence d'une grande minorité turkmène dans la zone occupée par le général Ouzbek.

L'Iran occupe une place particulière dans la diplomatie turkmène. "*Nous avons besoin de l'Iran pour nous désenclaver et comme contrepoids pour défendre nos intérêts face à la Russie, à l'Ukraine et à l'Ouzbékistan*"⁷⁸, affirme Boris Cheikmuradov, le vice-premier ministre. Les bonnes relations avec l'Iran sont l'objet d'une inquiétude grandissante en Asie centrale. Le président Ouzbek Karimov a exprimé son inquiétude sur le danger d'une telle connexion pour

⁷⁷ ALLISON. Roy *Adelphi Paper* n° 280 Octobre 1993.

⁷⁸ Entretien avec Patrick Karam, cité dans : COLLECTIF *ASIE CENTRALE L'apprentissage de la démocratie* in : Cahiers de l'Orient Numéro spécial Asie centrale- premier trimestre. 1996, mais aussi les propos du Chikmuradov à Achghabad au cours d'une fête nationale en mai 1996

l'avenir de l'établissement des liens stratégiques routiers et ferroviaires pour l'Asie centrale et la possibilité de passage au fondamentalisme à la Tadjik⁷⁹. Il a par ailleurs affirmé “ *notre voisin, le Turkménistan, approfondit peu à peu et trop d'après moi - ses contacts dans tous les domaines avec l'Iran* ”⁸⁰.

Le fait de posséder une large frontière avec l'Iran, ne facilite pas la tâche des dirigeants de cette république. Sa grande capacité en matière énergétique, lui permet de prendre ses distances, plus que ses autres voisins centre-asiatiques, avec la Russie; mais la question de la politique interne de ce pays est au premier plan; c'est sur cette base que sa politique étrangère de la *neutralité positive* prend forme.

Se pose alors la question de laisser “ *un échappatoire à un adversaire que l'on menace de représailles au demeurant pénibles pour les deux parties; l'existence de cette 'porte de sortie' ne diminue pas la crédibilité de la menace?* ”⁸¹. Depuis l'embargo américain, l'Iran se trouve dans une position de quasi enclavement économique et politique. La récente condamnation du tribunal de Berlin, en février, des dirigeants iraniens n'arrange pas les affaires de la république islamique. Le Caucase est pratiquement inaccessible à l'Iran, suite aux refus du consortium exploitant le pétrole azéri d'une participation iranienne. Mais suite à un accord tacite de la Russie, des Etats-Unis, du Turkménistan et de l'Iran, ce dernier pourrait s'intéresser de près au Turkménistan. “ *La présence non-officielle de Brejinsky, l'homme, le plus pro-iranien de l'administration américaine en mai 1996 à Achghabad en est un signe* ”⁸². L'Iran a bel et bien besoin d'une échappatoire pour que le sentiment d'enfermement ne pousse pas la faction la plus extrémiste à prendre le dessus et engendrer une nouvelle instabilité régionale.

Nomade pour plus de la moitié, la société turkmène reste peu sensible à l'Islam; sunnite de confession, les turkmènes se sont toujours méfiés du chiisme militant iranien. Dans le cadre des échanges culturels qui ont eu lieu après l'indépendance, les dirigeants turkmènes se sont montrés très habiles. D'une part ils ne pouvaient pas refuser ouvertement toutes les offres iraniennes, sous peine de vexer un puissant voisin très encombrant. D'autre part ils ne pouvaient pas laisser tous les organismes et les institutions de la République Islamique d'Iran s'y installer. Après divers entretiens et de multiples voyages des dirigeants des deux républiques, Separmurad Niyazov, le président turkmène, a adopté la “ *neutralité positive* ”, comme principale ligne de conduite de sa république.

En outre, Niyazov s'est rendu deux fois à Téhéran, où plus de huit accords ont été signés entre les deux pays. C'est à Achghabad que l'Iran a ouvert sa

⁷⁹ Segodrya 01/07/94.

⁸⁰ Entretien dans *Libération* du 08,10,1992.

⁸¹ SCHELLING. Thomas C *Stratégie de conflit* Paris Ed: PUF 1986.

⁸² TAVASSOLI. Darius “ *Le Turkménistan est une oasis sur la Route de la soie* ” in : *Le MOCI* n° 1249, 9 janvier 1997.

première ambassade en Asie centrale ex-soviétique; la banque iranienne *Saderat* (la banque de l'Exportation) a été la première à y ouvrir un bureau. Les relations avec l'Iran relèvent de bons rapports de voisinage. Il faut dire que l'intégrisme à la Khomeiny ne trouve pas un terrain a priori très fertile dans cette république vaste comme la France. Les turkmènes sunnites ont une longue histoire de guerre contre leurs voisins perses et chi'ites; l'actuel régime en Iran n'a par ailleurs, pas une bonne réputation au Turkménistan, du fait des massacres de turkmènes en Iran, en 1980, où il y eût des centaines de morts.

3-3-1-2-2 La délicatesse du jeu turkmène: “ *la neutralité active* ”.

La neutralité active, évoquée par ailleurs par les dirigeants iraniens, consiste à rester neutre concernant le choix d'un camp quelconque, mais à être actif sur la scène régionale et internationale, en ce qui concerne une présence dans le cadre d'un règlement des litiges et des différends régionaux.

L'Iran et la Russie souhaitent maintenir un espace stable entre les deux pays; une sorte *d'oasis de paix*, qui, dans le cadre d'un conflit éventuel, puisse servir de lieu de rencontre. Les pourparlers de paix entre le gouvernement et l'opposition tadjik en mai dernier et les bons-offices de Niyazov entre Ismaïl Khan et Massoud au début de 1996 en sont des exemples concrets. La politique étrangère de Niyazov, “ *la neutralité active* ” va dans ce sens. Il semble que, même les américains, malgré leur hostilité croissante à l'égard de l'Iran, ont accepté cet accord tacite; chose inimaginable dans d'autres régions du Moyen-Orient (le Liban), du Caucase (le cas du consortium du pétrole azéri) ou encore de l'Asie centrale (les négociations en Afghanistan pour le départ des russes et la résolution des conflits). Malgré la présence permanente d'Alexander Haig en 1993-94 à Achghabad comme conseiller personnel de Niyazov et les voyages répétés des diplomates américains dans ce pays, les Etats-Unis respectent la convergence de vue de l'Iran et de la Russie sur le Turkménistan pour pouvoir espérer jouer un rôle plus actif en Ouzbékistan, via sa politique afghane et son soutien particulier au Pakistan.

La présence des hommes d'affaires américains dans ce pays fait sentir le poids économique de la Turquie au Turkménistan mais cela ne signifie pas pour autant que cette dernière soit un partenaire politique privilégié; serait-elle encore dû à la politique américaine vis-à-vis l'Iran ?

3-3-2 La République Kirghize ou la hantise de l'échec de la neutralité.

En Kirghizie, l'Armée Rouge est toujours en place, suite à la demande de maintien des forces communes par Akaév; pour l'instant le Kirghizistan ne dispose que d'une Garde Nationale de 1.000 hommes et les dirigeants prônent une politique de *parfaite neutralité* sur la scène régionale. Ses réels soucis sont de

trois ordres : éviter de se retrouver seul face à la Chine, favoriser une structure de sécurité collective et activer une diplomatie qui puisse rapporter respect et argent.

3-3-2-1 Une île au milieu des requins ?

Si la capacité économique, politique et militaire du Kirghizistan n'est pas la même que celle de son puissant voisin du nord, l'importance de sa place géostratégique est quant à elle aussi considérable. Etendue sur une superficie de 198.500 km, cette république a pour voisin, outre trois autres républiques centro-asiatiques - le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan - la Chine. Il est vrai qu'il n'a plus de frontière commune avec la Russie, mais avec tous les liens économiques, politiques et militaires qui lient les deux pays, le Kirghizistan se trouve face aux trois puissances régionales au nord et sur la première ligne d'une instabilité croissante - le Tadjikistan et la vallée de Ferghana - au sud.

Nous remarquons la même ambivalence turkmène dans le jeu politique kirghize vis-à-vis de Moscou. Par exemple, après avoir conclu un traité d'amitié et de coopération entre la Russie et le Kirghizistan, le président Akaév déclara que les deux Etats allaient coopérer pour garantir la défense des deux pays et qu'ils allaient préserver et maintenir les forces militaires stratégiques de la CEI sous commandement conjoint (une division motorisée était stationnée au Kirghizistan). En outre, le traité indiquait que *“ la Russie et le Kirghizistan coopéreront dans l'établissement d'une politique de défense commune fondée sur le fait que les territoires des deux Etats font partie d'un même espace stratégique militaire commun ”*⁸³.

Par décret du 1er juin 1992, le Kirghizistan fait passer sous sa juridiction les unités et infrastructures militaires implantées sur son territoire, 15.000 hommes d'une force aérienne et terrestre qu'il prévoit de réduire des deux tiers. 60% des officiers sont russes. Le 10 juin 1992 est signé un traité d'amitié, de coopération et de mutuelle assistance avec la Russie et trois mois plus tard un traité sur la coopération en matière de contrôle de l'espace aérien et de défense aérienne. La frontière avec la Chine reste sous la responsabilité des gardes-frontières russes.

Pendant une visite au Japon au milieu de 1993, Akaév a déclaré que la Kirghizie était le seul Etat d'Asie centrale qui ne disposait pas de sa propre armée⁸⁴. Il n'existait aucun ministère de la défense; les fonctions relatives à la défense étaient sous le contrôle d'un Comité d'Etat à la Défense. La réduction de la sécurité nationale à un rôle mineur reflète la détermination d'Akaév de vouloir éviter tous les blocs militaires; il envisage de faire de la Kirghizie le terrain neutre d'Asie centrale. Elle reflète également le pragmatisme des dirigeants kirghizes quant à la difficulté économique de supporter de telles charges militaires.

⁸³ ITAR-TASS 10 juin 1992, dans *FBIS-SOV*, II juin 1992.

⁸⁴ Kyodo News Agency 23 avril 1993, cité en BROWN. Bess op cit.

La république, peu sensible à l'Islam, a tourné son regard vers le Kazakhstan, la Chine, et l'Europe. Le Kirghizistan connaît de nombreux contentieux frontaliers avec ses voisins; l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, mais surtout la Chine qui conteste plusieurs " *traités inégaux* " comme celui de Saint-Petersbourg en 1881, à la suite duquel la Russie avait annexé des terres chinoises, se trouvant dans la république de Kirghizistan aujourd'hui.

Mais le sentiment d'insécurité kirghize est très fort car cette république n'est pas en mesure de financer une armée ou une structure militaire respectable ; ce sentiment est d'autant plus fort que la Chine ne reconnaît pas sa frontière établie lors du traité de Saint-Petersbourg de 1881. Le Kirghizistan qui dispose de mines d'uranium convoitées par la Chine possède une longue frontière avec l'ennemi héréditaire de la Russie. L'académicien Emile Shukurov, président d'un mouvement écologiste kirghize explique les craintes de son pays: " *L'histoire du peuple ouïgour nous sert de repoussoir. Par rapport aux Kirghizes, les Ouïghours étaient nombreux et disposaient d'un niveau culturel important. Leur intégration à la Chine a arrêté net leur développement. Et ce peuple est en passe d'être exterminé culturellement. Si l'expansion russe n'avait pas existé, nous aurions pu connaître le destin des Ouïgours* ".

Toutefois, une partie importante de la population estime qu'une armée est un des facteurs de garantie de la souveraineté nationale. En février 1993, le journal *Svobodrye gory* a publié un sondage selon lequel 78% de la population interrogée considérait normal le fait que la Kirghizie ait sa propre armée⁸⁵. Dans le courant de 1993, le gouvernement kirghize a accepté la demande populaire et au mois de septembre de la même année, la construction de l'armée nationale avait déjà commencé.

Bien que les forces Kirghizes vont manoeuvrer conjointement avec les unités russes, Bichkek envisage d'avoir sa propre armée régulière de 5.000 à 7.000 hommes, soutenue par une armée de réserve de 11.000 hommes. Le Kirghizistan espère appuyer son armée nationale sur les forces réduites mais plus efficaces de la 8ème division motorisée. Mais à moins de recevoir une aide importante de la Russie ou d'ailleurs, le pays n'aura pas, pendant plusieurs années, d'armes complexes et coûteuses (comparé à ses voisins de la CEI, la Kirghizie possède très peu d'armes lourdes). Dans ce cas le Kirghizistan devra se contenter d'une simple milice. Bichkek espère que dans chaque région du Kirghizistan des détachements spéciaux mobiliseront la population et s'engageront dans des activités de guérilla en cas d'agression. Un tel concept de défense territoriale est adapté au terrain et au manque de moyens pour des armes sophistiquées. Cependant, en dernier ressort, le Kirghizistan aura besoin de contrecarrer les menaces extérieures moins par le biais d'une politique de défense qu'en renforçant son image internationale à l'ouest et en encourageant les Etats de la CEI à

⁸⁵ *Svobodrye gory* 23 février 1993, cité en: BROWN. Bess op cit.

développer le principe de la sécurité collective. Pour le Kirghizistan, comme pour les autres Etats faibles d'Asie centrale de la CEI, l'enjeu est de pouvoir compter sur sa défense sans pour autant devenir un vassal militaire de la Russie.

Pendant l'année 1992, les nombreux visiteurs étrangers ont été rassurés par le fait que la république réduise le nombre de troupes actives sur son territoire⁸⁶. Malgré de multiples déclarations officielles selon lesquelles les troupes de l'ex-URSS, basées en Kirghizie ne passeraient pas sous le contrôle du gouvernement kirghize, en juin 1992, Akaév, en publiant un décret présidentiel a pris le commandement de ces troupes. Au même moment, le vice-président kirghize, Félix Koulov a déclaré la naissance de la première doctrine militaire de la république en la qualifiant de " *neutralité armée* " et en ajoutant que l'effectif des troupes pourrait être réduit de moitié sans qu'il y ait pour autant un danger quelconque menaçant la sécurité du territoire et qu'il serait subvenu aux besoins de la défense sans effectuer des dépenses importantes.

Quand le Kazakhstan s'est approprié ce qui constituait auparavant les troupes du *District des Frontières de l'Est de l'URSS*, la Kirghizie s'est trouvée sans support logistique ni médical pour ses gardes-frontières; les dirigeants kirghizes ont eu recours à l'aide de la Russie. Un accord, signé en octobre 1992, entre les deux pays a donné à la Russie la responsabilité des frontières de la Kirghizie jusqu'à ce qu'un nouvel arrangement soit trouvé. Cette entente a été complétée par un accord de coopération militaire en avril 1993. Selon les termes de cet accord la Kirghizie aurait donné à la Russie la permission de mettre sur pieds un centre de communication navale sur son territoire⁸⁷. Selon l'agence Interfax, les autorités kirghizes ont justifié cet accord par le fait que les installations russes pourraient créer des emplois dans le secteur militaire dans l'ensemble de l'Asie centrale⁸⁸. Juste après la signature de ces accords, Akaév a déclaré qu'il souhaitait que la Russie retire de son territoire les troupes sous son contrôle.

Les déclarations d'Akaév concernant le retrait des troupes russes de son territoire relève plus du domaine d'une stratégie déclaratoire d'un homme pacifique que de la réalité économique de son pays où la présence de ces troupes lui évite des dépenses énormes tout en lui donnant une crédibilité militaire dans son pays. Il est vrai que la Kirghizie ne fait pas face à une menace militaire sérieuse si ce n'est la perspective de la propagation de la guerre au Tadjikistan et la possibilité du débordement des éléments armés incontrôlables. Apparemment un certain nombre des forces d'opposition tadjik ont cherché refuge en Kirghizie en janvier 1993, alors que les forces pro-gouvernementales auraient conquis des grandes parties du territoire tadjik. La Kirghizie craignait d'être impliquée dans la

⁸⁶ Interfax 25 mars et 5 novembre 1992.

⁸⁷ Il est d'ailleurs amusant de rencontrer un amiral de la marine kirghize dans ce pays probablement le plus éloigné de toutes les mers de l'Asie centrale.

⁸⁸ Interfax le 9 avril 1993.

guerre au Tadjikistan; le législateur a refusé d'envoyer des troupes pour des opérations de maintien de la paix en automne 1992 et les troupes gardes frontières envoyées sur les frontières tadjiko-afghanes ont été rappelées en mars 1993. En août de la même année, la Kirghizie a participé aux accords de défense commune avec les autres Etats d'Asie centrale (à l'exception du Turkménistan) et la Russie pour envoyer des troupes; le parlement kirghize n'y a pas vu d'objection.

La réaction officielle de la Kirghizie au moment de l'intervention unilatérale de l'armée ouzbek dans la région d'Osh en mars 1993, est révélatrice des priorités du gouvernement de Bichkek quant aux questions relatives à la sécurité. *“ Alors que la presse indépendante kirghize s'est indigné du scandale de l'incursion de l'armée ouzbek et de massacres des civils kirghizes, le pouvoir a tout mis en place pour banaliser cet incident, craignant la complication avec le Tadjikistan voisin ”*⁸⁹.

Les kirghizes sont conscients, tout comme leurs voisins centre-asiatiques du fait que l'issue de la démocratie dans leur pays dépend de l'évolution de la situation intérieure en Russie. *“ Les conquêtes démocratiques en Asie centrale sont fragiles. Elles sont liées à la situation intérieure russe. L'amélioration du fonctionnement démocratique en Russie ou sa détérioration auront les mêmes conséquences dans notre république ”*, affirme le vice-premier ministre du Kirghizistan, Osmon Ibrahimov⁹⁰.

3-3-2-2 Croyance en une sécurité collective, utopie ou réalisme ?

La République Kirghize a été l'un des premiers pays de la CEI à établir une relation de coopération avec l'OTAN, et elle demeure l'un de ses partenaires les plus actifs. Le pays participe à de nombreuses activités aux côtés des pays de l'Alliance, dont un certain nombre d'exercices de maintien de la paix dans le cadre du Pfp. Cette coopération avec l'OTAN est considérée non seulement comme un avantage pour la sécurité et la stabilité de la région, mais également comme un pilier des réformes politiques et économiques intérieures.

Pour les kirghizes, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) sont les principales institutions impliquées dans ce processus et aussi dans l'architecture de la sécurité de l'Europe toute entière. En effet, ces derniers temps, l'envergure de ces deux organisations s'est nettement amplifiée. Pour la République kirghize, le renforcement de son partenariat avec l'OTAN est dicté par un certain nombre de facteurs internationaux et régionaux, dont la dynamique des événements actuels et l'imprévisibilité de leur impact sur la situation politique du pays. A cela, il conviendrait d'ajouter l'incidence de l'afflux croissant de réfugiés,

⁸⁹ BROWN. Bess *op cit.*

⁹⁰ Entretien à Paris en juin 1996.

l'expansion du trafic des stupéfiants et les problèmes engendrés par notre situation socio-économique interne. Dans ce cadre, notre programme de partenariat individuel avec l'OTAN constitue une démarche qualitative.

Cette ère nouvelle faite de progrès partagé et d'une dynamique évolutive implique des formes de coopération autres que l'adhésion. Pour nous, la base de cette coopération demeure le besoin de stabilité et de sécurité au niveau intérieur et régional, ainsi que le progrès socio-économique fondé sur des réformes démocratiques. Au fur et à mesure que la relation entre l'OTAN et les états nouvellement indépendants va s'étoffer, son attrait devrait certainement croître.

Les possibilités de coopérer avec l'OTAN en dehors du domaine militaire n'avaient jamais été explorées auparavant. Un rideau opaque était tiré et l'idée même de relations mutuellement profitables était rejetée d'emblée.

Initialement, le processus d'ouverture de l'OTAN a été l'œuvre de ses anciens adversaires. La République kirghize fut l'un des tous premiers pays de la CEI (à l'exclusion des pays baltes) à s'engager sur la voie de la coopération avec l'OTAN.

Dans le cadre du Partenariat pour la paix, il est prévu que la République kirghize prenne part à des dizaines d'exercices de maintien de la paix, dont Cooperative Osprey 96 avec l'aide financière des pays de l'OTAN. A ce sujet, parallèlement aux débats réguliers qui ont lieu au sein de l'OSCE, une coopération estimable s'est instaurée grâce au centre d'études de sécurité George C. Marshall, à Garmisch, en Allemagne, qui finance diverses activités liées aux problèmes de l'Asie centrale. La première d'une série de conférences internationales a d'ailleurs eu lieu à Tachkent, en Ouzbékistan, du 12 au 17 août 1996. Elle portait sur le thème de "*la stabilité et la sécurité régionale en Asie centrale*". Les kirghizes sentent que l'heure est venue pour leur République d'élaborer sa propre stratégie de sécurité nationale, un objectif fondamental qui requiert le renforcement de la sécurité économique du pays et la stabilisation de son développement socio-économique.

3-3-2-3 Une diplomatie en quête difficile de la nouveauté démocratique.

Le président du Kirghizistan Askar Akaév a affiché le même pragmatisme, cherchant obstinément à développer des relations aussi bien avec l'Est qu'avec l'Ouest. Même si Akaév n'a pas caché son souhait de développer la politique étrangère de son pays vers l'Ouest séculier et capitaliste, il a également cherché à construire des liens avec les pays musulmans et les pays de l'Est, de manière à maximaliser les relations internationales de Bichkek tout en répondant aux demandes formulées par une partie des forces de l'opposition politique intérieure. Selon Akaév, ces forces "*ont tenté de nous détourner vers les Etats islamiques,*

en critiquant souvent notre attraction pour l'Ouest ⁹¹. Akaév, comme certains de ses collègues en Asie centrale, à cherché à améliorer ses relations avec les Etats islamiques, surtout à cause des flux d'argent qui peuvent accompagner le renforcement des liens religieux. Dans un entretien Akaév admit assez clairement son attitude instrumentale vis-à-vis de l'islam, une approche partagée par plusieurs autres dirigeants politiques d'Asie centrale:

Q : *Quel est votre planning pour les jours à venir ? Que ferez-vous, disons, dans trois jours, à trois heures de l'après-midi ?*

A. Akaév : *Je serais en train de rencontrer le roi d'Arabie Saoudite et de lui demander de l'argent.*

Q : *Bien sûr, vous avez décidé de ne pas faire moins que vos voisins - Niyazov et Karimov - et d'aller en pèlerinage à la Mecque ?*

A. Akaév : *Non, je n'y ait pas pensé. Cependant, si le succès de ma mission en dépend ou si l'on me donne pour cela un crédit de cent millions de dollars, j'irai en pèlerinage à la Mecque sans y réfléchir une minute*⁹².

La communauté russophone de la république ressent ici, plus qu'ailleurs, un sentiment d'insécurité, notamment après les événements qui se sont déroulés au Tadjikistan; depuis le début 1992, cela se traduit par de nombreux départs. Si l'antagonisme kirghizo-russe semble mort-né du fait de l'abandon du combat politique par les russophones, il est un autre problème ethnique qui, lui, continue à avoir un effet déstabilisateur: le conflit kirghizo-ouzbek. Plus d'un demi-million d'Ouzbeks (13 % de la population) vit en effet au sud de la république, dans la région d'Och. A l'été 1990, les Kirghizes installés depuis longtemps, sur les terres les plus incommodes et les moins fertiles, décident d'imiter l'initiative d'Achar en occupant des terres voisines et en provoquant ainsi une vive réaction de la communauté ouzbek. Le gouvernement de l'époque, conduit par Massaliev, montrera des gestes d'impuissance, voire même de provocation, qui ne feront qu'aggraver le conflit et le faire dégénérer en combats armés entre Ouzbeks et Kirghizes.

Il y eut, selon des témoins des milliers de victimes. La tragédie d'Och fut en fait le premier affrontement ethnique d'envergure en Asie centrale, qui dépasse de loin par son ampleur un pogrome ou une fusillade. Ajoutons que les dessous de l'affaire d'Och ne sont pas aussi clairs qu'on pourrait le croire de prime abord. Selon deux fonctionnaires du ministère des relations économiques extérieures de la Fédération de Russie, " *le scénario de la tragédie d'Och au Kirghizistan a été mis au point et réalisé par les services spéciaux ouzbeks et turcs* ". Les Ouzbeks de la région d'Och, ainsi que la petite communauté de Tadjiks qui s'y trouve, sont

⁹¹ *Interfax* 20 juillet 1992, dans *FBIS-SOV*, 24 juillet 1992.

⁹² *Komsomolskaya pravda* 17 octobre 1992. Le 19 octobre le Président Akaév rencontra le Roi Fahd, qui exprima les dispositions favorables de l'Arabie Saoudite pour investir dans l'économie kirghize. Le jour suivant, avant de revenir au Kirghizistan, le Président Akaév trouva le temps de visiter les sanctuaires Islamiques de Médine.

fortement islamisés, à la différence du reste de la population du Kirghizistan, ce qui tend à aviver leur aspirations sécessionnistes.

Que les Etats-Unis se posent désormais en garant et créancier des réformes au Kirghizistan ne relève pas du hasard. Dès le début de 1992, les Américains y ont vu un avant-poste de leur politique en Asie centrale, à tel point que leur intervention se manifeste jusque dans le domaine culturel et religieux. Certains analystes n'excluent pas que la Kirghizie soit appelée à devenir un Israël centre-asiatique du fait de sa situation stratégique privilégiée au coeur même de la région sino-russo-centre-asiatique.

Akaév est à son tour une des figures emblématique de l'indépendance de son pays. Fervent partisan de l'économie de marché, il estime pourtant que *“ la démocratie avait commencé bien avant l'économie de marché avec la consolidation d'une société civile en Asie centrale ”*⁹³.

A l'époque moderne, comme l'a observé le Président Akaév, le peuple kirghize *“ a absorbé, peut-être plus intensément que nos voisins de la région, diverses vagues de civilisation. C'est un phénomène que l'on ne peut ignorer. Autrement dit nous, peuple kirghize, pouvons nous définir comme Eurasiens. Non pas, peut-être, de par nos origines, mais par notre histoire récente et, surtout, nos affinités sociales ”*.

3-4 Sécurité sans l'autre, version hégémonique

Islam Karimov, le président ouzbek, élu avec 86% des voix le 29 décembre 1991, estime *“ qu'il ne peut y avoir de vraies frontières entre son pays et le Tadjikistan ”* et *“ que les problèmes posés par la guerre civile au Tadjikistan, nous concernent directement ”*⁹⁴. L'Ouzbékistan commence à se poser non pas seulement comme *“ le défenseur de tous les ouzbeks de l'Asie centrale ”*⁹⁵, mais plutôt comme le *gendarme* de la région.

Deux paramètres majeurs sont à prendre en considération dans le jeu ouzbek, sur la scène régionale: premièrement, cette république est en train de devenir une puissance régionale. En second lieu, étant plus structurée que les autres Etats de la région, la diplomatie ouzbek est plus active que celle de ses voisins : bien que celle de Niyazov soit plus claire et bien définie, les relations internationales ouzbeks sont une partie du labyrinthe de l'esprit ouzbek. La voie choisie par l'Ouzbékistan est celle d'une sécurité avec les autres Etats, mais d'égal à égal; pour cela, il faut que l'Ouzbékistan se pose comme une puissance hégémonique sur le plan militaire, mais sur son chemin, un certain nombre d'obstacles au niveau international surgissent pour s'ajouter aux limites déjà existantes au niveau aussi bien économique que celui de la politique interne.

⁹³ Intervention en 1994 à l'Institut Français des Relations Internationales, l'IFRI.

⁹⁴ *Libération* interview avec I.Karimov *op cit*.

⁹⁵ ROY. O Intervention au colloque du Sénat en 1991, *op.cit*.

3-4-1 Hégémonie régionale ouzbek

A l'été 1992, le législateur ouzbek promulgue une loi, stipulant la formation d'une " *armée de terre et une force aérienne ouzbek* ". La même loi met l'accent sur la *neutralité* de l'Ouzbékistan et sur le fait que " *l'existence d'une armée ouzbek n'est concevable que dans des buts purement défensifs* " ⁹⁶. Mais la vraie doctrine ouzbek a pris forme au cours du mois de janvier 1993, quand les forces de ce pays ont largement participé aux conflits du Tadjikistan. La quête d'une place hégémonique passe par la mise en place d'une armée indépendante, le rétablissement de la stabilité régionale et l'imposition de son statut comme une puissance régionale.

3-4-1-1 Une vraie armée centre-asiatique

En été 1992, le législateur ouzbek promulgue une loi, stipulant la formation d'une " *armée de terre et une force aérienne ouzbek* ". La même loi met l'accent sur la *neutralité* de l'Ouzbékistan et sur le fait que " *l'existence d'une armée ouzbek n'est concevable que dans des buts purement défensifs* " ⁹⁷. Mais la vraie doctrine ouzbek a pris forme au cours du mois de janvier 1993, où les forces de ce pays ont eu une large participation dans les conflits du Tadjikistan. A la suite de ces actions, les autres chefs d'Etat centre-asiatiques ont ressenti le danger des actions de telles ampleur par ce pays et ont signé un accord de renvoi des volontaires au Tadjikistan⁹⁸. Toutefois, seuls les ouzbeks et les russes ont participé à la force en question.

Il y a eu peu de débat en Ouzbékistan concernant les forces militaires nationales, qui prennent appui sur une division d'artillerie et une division aéroportée déployée dans le pays. L'emprise militaire de la Russie en Ouzbékistan, par le biais de l'organisation d'une force commune, est inévitable même si Tachkent conserve une marge de manoeuvre économique pour calculer la taille de ses futures forces. Le projet propose des forces armées composées de 25 à 30.000 hommes (forces aériennes, forces de défense aérienne, les forces terrestres et une garde nationale sur une base multi-ethnique qui doublerait le nombre d'hommes sous les drapeaux). Avec les aides russes, ce plan est tout à fait réalisable pour un pays qui compte une population de plus de 20 millions.

L'Ouzbékistan a mis en place une Garde Nationale sur la base de son ministère de l'intérieur en janvier 1992⁹⁹. La mise en place d'un établissement de

⁹⁶ BROWN. B " *Central Asian States Seek Russian Help* " *op.cit.*

⁹⁷ BROWN. B " *Central Asian States Seek Russian Help* " *op.cit.*

⁹⁸ Accord signé par les présidents kazakh, kirghize, ouzbek, russe et tadjik; le Turkménistan n'a pas pris part au vote.

⁹⁹ *Izvestia* 30 janvier 1992.

défense et d'une doctrine militaire a s'est faite sans incident comme ce fut le cas pour les autres institutions économiques et sociales. Pendant l'été 1992, le législateur ouzbek a adopté une loi qui spécifiait que la création de l'armée nationale serait au niveau des unités de l'armée de terre, de l'air, les forces de défense aériennes, des troupes spéciales d'élite et une Garde Nationale¹⁰⁰. La même loi spécifiait aussi que l'Ouzbékistan souhaite rester un Etat neutre et que l'armée ouzbek ne jouerait qu'un rôle purement défensif. La doctrine militaire de l'Ouzbékistan a pris forme en janvier 1993 alors que ses forces armées étaient déjà engagées dans le conflit tadjik.

Karimov, lors de son entretien au journal Libération en septembre 1992 a déclaré que face à la menace en provenance du Tadjikistan et de la révolution afghane, la Russie devient la principale garantie de l'Ouzbékistan¹⁰¹. Suite à ces déclarations, Pavel Gratchev, le ministre de la défense de la Russie s'est rendu à Tachkent en février 1993 pour évaluer les possibilités d'accroître la coopération militaire et l'utilisation des installations stratégiques entre les deux pays. La Russie a été en mesure de retrouver sa place de grande puissance régionale. Mais il est clair que cette situation n'est pas souhaitable, à long terme, pour Tachkent; une fois la guerre du Tadjikistan finie, l'Ouzbékistan se mettrait à son compte. D'un autre côté, la presse libérale russe n'est pas favorable à une telle coopération; le régime autoritaire de Karimov et le rôle joué par l'Ouzbékistan dans le conflit tadjik sont les raisons principales évoquées par les libéraux. En effet, ils sont persuadés que le gouvernement conservateur de Documenté ne tiendrait pas longtemps sans l'aide de Tachkent. Mais Karimov a réussi à convaincre les russes et les autres Etats d'Asie centrale que la protection de la frontière tadjiko-afghane est la clé pour garantir la stabilité de tous les Etats de la région et son intervention sous toutes ces formes; les bombardements aériens contre les positions des opposants Tadjiks vont dans ce sens. Selon Bess Brown cette position de Karimov traduit avant tout sa peur de l'instabilité créée par les forces musulmanes ouzbeks qui seraient soutenues par un Tadjikistan fondamentaliste, une fois Imomali Rakhmonov destitué du pouvoir par les islamo-démocrates.

Après l'échec de la tentative de créer les forces armées de la CEI, Tachkent prend le contrôle, en juillet 92, des unités stationnées sur son sol. 30.000 hommes devraient servir sous les drapeaux.

Mais l'Ouzbékistan cherche un autre allié dans la région: les Etats-Unis. Une manoeuvre conjointe des forces ouzbeks et américaines a déjà eu lieu dans la vallée de Ferghana, en mai 1996. Par ailleurs, le président ouzbek, Islam Karimov, a rencontré au Pentagone le secrétaire d'Etat américain à la défense William Perry. Ils ont évoqué non seulement l'établissement d'un partenariat entre la Garde Nationale de Louisiane et les forces armées ouzbeks, mais aussi la

¹⁰⁰ Interfax 6 août 1992.

¹⁰¹ Libération 8 septembre 1992.

participation ouzbek au PpP. La formation d'un bataillon de maintien de la paix avec le Kazakhstan et la Kirghizie ainsi qu'un exercice du PpP de l'OTAN en Asie centrale courant 1997, ont aussi été évoqués¹⁰².

3-4-1-2 Quête de la stabilité régionale

L'argument, le plus solide de Karimov, qui est partagé par tous les acteurs étatiques de la région, est d'ordre géostratégique mais aussi socio-politique. Avant la chute de l'URSS et en 1989, des émeutes sanglantes ont eu lieu dans la vallée de Ferghana faisant apparaître la fragilité de cette zone où le nationalisme pourrait se conjuguer au présent laissant voir la naissance d'un islamisme fondamentaliste qui n'a jamais existé auparavant en Ouzbékistan. Un peu plus tard, ont commencé les attaques contre les russophones dans diverses parties de la république, notamment dans la même vallée. Et finalement, en janvier 1992, quand le blocage des prix a été levée dans l'ensemble de la CEI, l'Ouzbékistan fut le seul théâtre de violences dans la rue. La guerre du Tadjikistan et la naissance d'un islam politiquement et militairement présent dans le cadre du jeu régional ont renforcé la conviction de Karimov et de Nazarbaïev sur le fait que la stabilité peut constituer un facteur de pression sur la Russie pour leur laisser une marge de manoeuvre; dans le cas de l'Ouzbékistan cela c'est traduit par l'intervention directe au Tadjikistan et en même temps par l'augmentation de la répression contre l'opposition.

La stabilité politique et militaire de l'Ouzbékistan face au Tadjikistan et à l'Afghanistan est considérée comme vitale non seulement par la Russie mais aussi par les Etats-Unis qui voient dans l'Ouzbékistan un futur allié solide; une propagation de l'agitation dans cette république remettrait en question le fait que ce pays devienne la porte d'entrée des américains dans la région. Finalement, il faut ajouter qu'il nous paraît incontestable que si cette république venait à connaître des tensions d'ordre politique ou militaire, ce serait une grande partie de l'Asie centrale qui serait mise en péril. La faiblesse de la tradition étatique dans les pays voisins s'ajouterait à la pauvreté relative de la population frontalière ouzbek et laisserait ouverte la possibilité d'incursion de ces dernières dans les territoires des Etats voisins où une grande majorité des habitants est ouzbek ; c'est notamment le cas du nord du Tadjikistan (la région de Khodjend), du sud du Kazakhstan (la région de Chimkent), du nord-est du Turkménistan (la région de Tachaouz) et de la région d'Och en Kirghizie où effectivement l'Ouzbékistan est intervenu en 1992 dans le cadre des conflits interethniques.

Une autre question, qui paraît, après celle du conflit tadjik comme la plus urgente est celle concernant le règlement du conflit afghan. Les voies maritimes à portée de la main de l'Ouzbékistan, sont essentiellement les ports de Karatchi au

¹⁰² TTU 4 juillet 1996.

Pakistan et la mer indienne, sans parler du Golfe, où l'Iran occupe une place importante. L'Ouzbékistan a noué de multiples contacts avec le Pakistan au centre desquels se trouve le règlement de la question afghane. Le Pakistan de Navaz Sharif soutenait la faction de Hekmatyar et l'Ouzbékistan, les milices ouzbeks du Général Dostoum. Aujourd'hui, le Pakistan de Benazir Boutho soutient les Talibans au pouvoir en Afghanistan, mais Dostoum s'est rangé aux côtés de Massoud. Par ailleurs, les Ouzbeks ne veulent pas d'un islam conservateur à la Talibans, soutenu par les Saoudiens et les Pakistanais et qui risque d'arriver aux frontières de la République via Termez ou dans toute l'Asie centrale par un Tadjikistan islamique. D'un autre côté, pour les Ouzbeks, il est clair *“ que l'Afghanistan est pakistanais et tant que ce moment n'est pas venu, la paix et la stabilité et par la même occasion l'ouverture de l'Ouzbékistan vers le sud ne seront pas réalisées ”*¹⁰³.

Il existe deux points d'accord tacite entre les deux pays: d'une part tous deux ont intérêt à ce que la question afghane se termine le plus rapidement possible. Si l'Ouzbékistan cherche à accéder au port de Karachi, via l'Afghanistan, cela nécessite la construction de routes plus larges et plus modernes; cette construction, à son tour nécessite un contexte calme dans un Afghanistan, plus stable, avec un Etat fort. Le Pakistan recherche la même stabilité, mais cette fois-ci dans un Afghanistan gouverné par les *pachtoune*. L'Ouzbékistan et le Pakistan sont unanimes pour affirmer qu'un gouvernement pachtoune à Kaboul est la base d'une nouvelle recomposition des forces en leur faveur et aux détriment des Tadjiks, des iraniens, voire de la Russie. Le désaccord réside dans le statut accordé aux Ouzbeks afghans. Par ailleurs, l'inconnu de la question réside dans l'attitude de Dostoum.

Le deuxième point d'accord implicite entre ces deux Etats est la perception qu'ils ont d'eux mêmes. Le Pakistan a été conçu pour *“ réunifier tous les musulmans du sous-continent ”* indien, l'Ouzbékistan se veut le *“ réunificateur de tous les turcophones de l'Asie centrale ”*. Cette acceptation des champs d'intérêts respectifs de ces deux acteurs par eux-mêmes, les amènent à traiter les problèmes, en tenant compte des intérêts des uns et des autres jusqu'à un certain point.

Lors de l'anniversaire du fils de Dostoum dans un hôtel, le 23 mai, à Tachkent, on apprend que les officiers ouzbeks iraient sur la frontière pour apprécier avec les milices de Dostoum, l'avancée des Talibans vers Kaboul et plus tard on apprend que les négociations entre Islamabad et les représentants de Dostoum ne se sont pas déroulées comme prévu.

¹⁰³ Entretien avec le général Abdoulaïev, le ministre ouzbek de la défense à Tachkent en mai 1996.

3-4-1-3 La Naissance d'une Nouvelle Puissance Régionale.

Tachkent est à l'Asie centrale ce que Francfort est à l'Europe en matière de liaisons aériennes. Il est plus facile d'aller à Douchanbé, à Bichkek ou à Almaty, via Tachkent, d'Achghabad, que de tenter d'y accéder directement. En matière politique, Tachkent est également le centre de l'Asie centrale.

L'Ouzbékistan, volontiers nationaliste, est le pivot de la stabilité dans la région. Ses minorités disséminées dans les territoires voisins, sa position géostratégique au centre de l'Asie centrale lui permettent de projeter son influence et d'exercer des pressions sur le Kirghizistan, le Turkménistan, le Tadjikistan et même l'Afghanistan avec le général ouzbek, Dostoum. Situé au centre de l'Asie mineure, cette république avec une superficie de 447.400 Km est la seule république de l'ex-URSS qui possède des frontières communes avec les autres républiques musulmanes de cet empire. Au sud l'Afghanistan constitue son cinquième voisin. L'Ouzbékistan est confronté à un ensemble de problèmes, qui pour la plupart se posent à la totalité des Etats centre-asiatiques: la question des minorités ethniques, le rôle de l'Islam, les problèmes liés à la stabilité (actuelle ?) des frontières, etc. ... Sa position centrale est telle qu'il constitue un pont entre un nord plus industriel, moderne, et quasi européen, et un sud plus traditionnel, agricole et asiatique. Si le Tadjikistan est confronté à un problème interne qui se régionalise, l'Ouzbékistan se voit face à un problème presque d'ordre inverse; d'une part il doit faire face à un Islam à plusieurs façades, et d'autre part il doit consolider sa position diplomatique; le plus important restant son jeu stratégique régional.

“ Indépendamment du rôle joué par la Russie, la stabilité en Asie centrale est conditionnée par d'autres facteurs au nombre desquels figure la place de l'Ouzbékistan. La différence de force entre ce pays et ses voisins fait que l'Ouzbékistan se démarque des autres républiques d'Asie centrale. Sa population est le double de celles de la Kirghizie, du Turkménistan et du Tadjikistan réunies. A lui tout seul, l'Ouzbékistan réunit près de la moitié de la population musulmane de la région. Son PIB est le double du total de l'ensemble des trois pays cités ci-dessus. Ce qui rend ce déséquilibre conséquent est le danger du conflit irrédentiste, l'héritage de l'ère soviétique de création des républiques entre les ouzbeks et les Tadjiks mais aussi avec les kirghizes ”¹⁰⁴.

Forte de plus de 20 millions d'habitants, cette république est la plus peuplée de la région. En dehors de son handicap majeur, à savoir, l'absence de débouchés maritimes, qui peut être considéré comme un des facteurs de puissance, cette république dispose de plusieurs atouts: d'une part, une plus grande homogénéité ethnique que les autres républiques d'Asie centrale; ensuite le fait de ne plus avoir de frontières communes avec la Russie, ni aucune autre puissance (contrairement

¹⁰⁴ MENON. Rajan “ *In the Shadow of the Bear* ” in: *International Security Op Cite*.

au Turkménistan avec l'Iran ou au Kirghizistan avec la Chine). En dernier lieu, il faut mentionner l'action entreprise par les dirigeants de cette république, en vue de se doter le plus rapidement possible d'une armée nationale afin de faire jeu égal avec Moscou.

Cette république a, par ailleurs, démontré à plusieurs reprises qu'elle souhaiterait jouer un rôle unificateur en ce qui concerne la population turcophone en Asie centrale; l'intervention dans la guerre du Tadjikistan a clairement démontré que ce pays ne veut pas voir l'instabilité s'approcher de ses portes.

Les autres Etats d'Asie centrale se méfient de l'Ouzbékistan pour plusieurs raisons mais surtout à cause de sa volonté clairement exprimée d'agrandissement territorial aux dépens de ses voisins. En 1990, par exemple, la presse Ouzbek diffusa un article provoquant qui suggérait que l'Ouzbékistan devait être rebaptisé " *Turkestan* " ou " *Touran* ", ce qui impliquait, implicitement, que tout les territoires compris dans l'ancienne région tsariste du Turkestan - soit tous les Etats d'Asie centrale sauf le Kazakhstan - étaient partie intégrante du domaine Ouzbek¹⁰⁵. Depuis 1990, les ambitions que l'on voyait poindre dans cet article sont devenues plus perceptibles. Selon un observateur, " *les nationalistes Ouzbeks...ont été les défenseurs les plus actifs de la reconstitution d'un Grand Turkestan. Il y a des inquiétudes de plus en plus importantes parmi les populations non-Ouzbeks de l'Asie centrale au sujet des tentatives Ouzbeks d'affirmation de la prépondérance de la nation Ouzbek dans la région* " ¹⁰⁶. En résumé, les autres Etats d'Asie centrale considèrent que les appels à une unification pan-Turke sont une tentative à peine voilée de l'Ouzbékistan pour rechercher une position dominante - voire hégémonique - dans la région. Au Kirghizistan, par exemple, " *l'Ouzbékistan semble bien plus insidieuse que la russification* " et une telle approche sous-tend les réactions Kirghize à toutes les propositions pan-Turkes ou pan-Islamiques¹⁰⁷.

Une ligne de fracture supplémentaire sépare les Ouzbeks Turks des Tadjiks persanophones. Les tensions de longue date entre les Ouzbeks et les Tadjiks de la vallée du Ferghana (et d'ailleurs) sont dues au refus de chacune des parties de reconnaître l'histoire spécifique de l'autre. Les Tadjiks considèrent que les Ouzbeks sont des " *Iraniens Turkifiés* ", tandis que les chauvinistes Ouzbeks soutiennent soit que les Tadjiks sont arrivés en Asie centrale après la conquête Arabe (et de ce fait qu'ils ne sont pas originaires d'Asie centrale), soit que ce sont des Turks qui ont été progressivement iranisés¹⁰⁸.

¹⁰⁵ CRITCHLOW. James " *Will Soviet Central Asia Become a Greater Uzbekistan ?* " in : Report on the USSR Vol 2 n° 37 14 septembre 1990.

¹⁰⁶ KAISER. Robert " *Ethnic Demography and Interstate Relations in Central Asia* " in : Russian Littoral Project Working Paper n° 18, UMCP/SAIS juin 1993.

¹⁰⁷ HUSKEY. Gene " *Kyrgyzstan : The Politics of Demographic and Economic Frustration* " in : BREMMER. Ian & TARAS. Ray Nations and Politics in the Soviet Successor States Cambridge University Press, 1993.

¹⁰⁸ ATKIN. Muriel " *Religious, National, and Other Identities in Central Asia* " in : GROSS. Jo-Ann Muslims in Central Asia Durham, N.C Ed : Duke University Press, 1992.

Selon les auteurs Tadjiks, “ *les services spéciaux ouzbeks, kirghizes et russes travaillent main dans la main au Tadjikistan ; les agents ouzbeks opèrent sans entrave non seulement dans les républiques voisines mais aussi jusqu'à Moscou, conjointement avec la police secrète kazakhe* ”¹⁰⁹. Pour Karimov il ne fait aucun doute que les nationalistes Tadjiks, actuellement dans l'opposition, s'intéresseront, une fois au pouvoir, aux villes de Boukhara et Samarcande.¹¹⁰ La Russie a encouragé l'Ouzbékistan à fournir des armes et de la logistique au Front Populaire de Tadjikistan, des armes en provenance des forces afghanes pro-communistes, mais l'Ouzbékistan est intervenu directement avec son aviation, des hélicoptères et des personnels armés, utilisant la population ouzbek locale à la fois comme prétexte et comme ressource. Une fois l'opposition chassée du pouvoir et un gouvernement pro-ouzbek, des Kouliabis et des Léninabadis, installés au pouvoir, Tachkent a assuré l'entraînement du service de sécurité et l'intelligentsia tadjik¹¹¹. Il ne faut pas oublier que le ministre de la Défense du Tadjikistan, le général Shishliannikov, est un russe, originaire d'Ouzbékistan et a été le candidat de Karimov pour ce poste. Le résultat de l'intervention ouzbek au Tadjikistan a été la mise en place d'un gouvernement, directement soutenu et protégé par l'Ouzbékistan.¹¹²

“ *L'Ouzbékistan se perçoit comme le leader régional naturel; une vision qui n'est pas partagée par ses voisins* ”¹¹³. Parmi les Etats d'Asie centrale, l'Ouzbékistan et le Turkménistan sont les Etats qui ont le plus tendance à aller à l'encontre des regroupements régionaux. En effet, tout regroupement de cette nature suppose une présence hégémonique russe, ce qui ne laisse qu'une place minime à l'Ouzbékistan pour se promouvoir en puissance régionale. Même si le Turkménistan est en retrait constant concernant la question des rapprochements régionaux, il reste présent dans tous les domaines en privilégiant les accords bilatéraux. De son côté, l'Ouzbékistan qui ne peut accepter une présence russe dans les cadres politique et économique, privilégie le domaine d'actions militaires qui lui semble un terrain favorable pour atteindre ses objectifs. A ce trait principal, il faut ajouter le fait que ce pays est de loin le seul qui représente une structure étatique cohérente correspondant à une réalité dans le sens moderne de ce terme.

¹⁰⁹ CHOUKOUROV Charif et Roustam *Peuples d'Asie centrale* Paris Ed : Syros 1994.

¹¹⁰ ROBIN. Barnett R “ *Tajikistan, From Soviet Republic to Russian-Uzbek Protectorate* ” in : MANDELBAUM. Michael *Central Asia and the World* New York Ed : Council on Foreign Relations 1994.

¹¹¹ Cité in : MENON. Rajan “ *In the Shadow of the Bear* ” in: *International Security* op.cit.

¹¹² Dans un meeting en janvier 1993, à l'initiative de l'Ouzbékistan et avec la présence de 5 pays d'Asie centrale, un traité de coopération entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan a été signé ; il est, en quelque sorte, la codification de la dépendance du Tadjikistan à l'Ouzbékistan. Immomali Rakhmonov, le président tadjik a déclaré que Islam Karimov, le président ouzbek “ *est comme un père pour l'ensemble du peuple tadjik* ” (Megapolis-express, janvier 1993, cité in : MENON. Rajan “ *In the Shadow of the Bear* ” in: *International Security* op.cit.

¹¹³ BROWN Bess *Op cit.*

3-4-2 Les limites à l'hégémonie des héritiers de Tamerlan.

Il s'agit plus d'actions obligatoires et inévitables que des limites proprement dit, mais l'Ouzbékistan s'en serait passé pour le moment. L'urgence de ces questions réside dans le fait que Tachkent doit composer avec la Russie pour pouvoir se créer un nouveau statut mais aussi avec l'environnement de ce sous-système. Finalement, sa légitimité face à l'opposition démocratique interne provient d'une fabrication d'ennemis réels mais avec des traces venues du passé.

3-4-2-1 Le colonisateur d'hier, l'allié/adversaire d'aujourd'hui.

Question : *“ L'armée russe a été très présente tout au long de ce conflit. Moscou continue de financer la force d'interposition au Tadjikistan à hauteur de 50%. Faut-il en déduire que vous dépendez toujours de la Russie ? ”*

- Islam Karimov : *“ Sans aucun doute. Nous sommes étroitement liés à Moscou dans le domaine économique, mais aussi en matière culturelle. N'oubliez pas que, chez nous, des millions de personnes parlent russe et sont, de ce fait, directement intéressées par ce qui se passe en Russie. Actuellement les pays de l'Asie centrale ne peuvent assurer leur défense de façon totalement autonome. Dans ces conditions, elle doit être garantie d'une manière collective, en collaboration avec l'armée russe. Le Président géorgien Edouard Chevardnadze l'a bien compris dans le conflit qui l'opposait aux sécessionnistes abkhazes. A l'inverse, le Président azerbaïdjanais Aboufaz Eltchibey a été contraint de démissionner pour avoir voulu affronter seul les troupes arméniennes ”*¹¹⁴.

Ces quelques lignes résument très bien la perception de l'Ouzbékistan de la place encore occupée par la Russie et de ses encouragements ou de ses châtiments qui peuvent tomber à tout moment ; et c'est justement cela que l'Ouzbékistan essaye d'éviter dans l'état actuel des choses.

L'Ouzbékistan sait plus que ses autres voisins centre-asiatique que le fait de prendre trop d'indépendance par rapport à la Russie signifierait d'une part, la perte de toute garantie vis-à-vis d'un islamisme intégriste en plein essor et, d'autre part, la perte de toute possibilité de se positionner comme un acteur stable dans la région.

Par ailleurs, l'orientation pro-russe du régime de Karimov et son opposition farouche à tout intégrisme islamique ont convaincu la Russie de le laisser exercer de facto le rôle de policier de la région. C'est la première ligne de défense contre l'avancée du fondamentalisme islamique et les risques de la fragmentation ethno-nationaliste. Un alignement total sur l'Ouzbékistan n'est pourtant pas sans inconvénients en cas de chute du régime. Qu'advierait-il du matériel fourni pour

¹¹⁴ RAD. Mina entretien avec Islam Karimov *“ L'Ouzbékistan à l'heure de Moscou ”* in : Politique Etrangère. Paris n° 64 été 1994.

l'aider dans la lutte intérieure et régionale? La politique russe ne peut ignorer la méfiance des autres Etats d'Asie centrale. Un soutien trop appuyé à Karimov pourrait les conduire à rechercher d'autres alliances. Enfin, il n'est pas dans l'intérêt de la Russie de laisser se constituer un pôle d'influence turcophone autour de l'Ouzbékistan qui affaiblirait sa propre hégémonie.

L'Ouzbékistan, à la recherche d'une intégration militaire avec la Russie, mais sur la base de forces nationales indépendantes, a choisi de signer un traité bilatéral avec la Russie plus proche de la version Kazakh¹¹⁵. Plus récemment, le ministre de la défense russe a étudié les possibilités d'un accord bilatéral avec l'Ouzbékistan sur l'utilisation des installations stratégiques, une mobilisation des troupes communes et des manoeuvres communes russo-ouzbeks.

Les relations entre Moscou et Tachkent se sont détériorées dans la dernière année de l'URSS, alors que nous avons assisté à la naissance d'une perception en Asie centrale qui dénonçait la demande croissante du coton de la part de la Russie comme une menace pour l'environnement de l'Ouzbékistan et pour la santé de sa population; elle aurait, entre autre détruit l'économie de ce pays.

En effet, les Ouzbeks estiment qu'un des grands dangers qui menace l'indépendance des Etats d'Asie centrale, dans un avenir proche, peut provenir de la Russie; une Russie où le nationalisme et l'impérialisme pourraient renaître de leurs cendres séculaires, une Russie dont tous les Etats d'Asie centrale sont dépendants pour leur développement militaire.

Aujourd'hui la question est de savoir si la dissuasion dite de "*faible au fort*" peut avoir une signification ou si le concept peut avoir une validité entre la Russie et les pays d'Asie centrale, notamment l'Ouzbékistan. Tenant compte de la guerre en Tchétchénie, la réponse reste mitigée. Quel sera le prix à payer pour un éventuel conflit avec un Etat qui aurait basculé dans le fondamentalisme islamique? Cette dissuasion existe *de facto* mais dans quelle mesure les Républiques d'Asie centrale s'en serviront-elles?

3-4-2-2 Une politique étrangère hésitante.

L'essentiel de la diplomatie ouzbek consiste à brandir la menace de l'Islam qui vient du sud pour faire pression sur la Russie. En invoquant cette question, le président Karimov en conclut que "*la Russie reste garante de la stabilité de l'Ouzbékistan*" et que ce pays a intérêt à veiller sur la situation dans les confins sud de la CEI, pour mieux prévenir les diverses menaces qui peuvent se transformer en crise, voire en conflit¹¹⁶.

En Ouzbékistan, le Président Islam Karimov a fait de la politique étrangère et de la politique intérieure ses domaines réservés. En 1992, le Mouvement National Ouzbek Birlik (Unité) a accusé Karimov de "trahir les intérêts de nos

¹¹⁵ Les modalités de ce traité demeurent obscures.

¹¹⁶ L'interview avec Le Monde le 8 septembre 1992 op. cit.

frères d'Azerbaïdjan" avec la signature du traité de sécurité collective de la CEI, qui cherche à mettre en place une force armée multilatérale sous juridiction de la CEI mais sous un contrôle opérationnel essentiellement Russe. Karimov répondit en organisant une campagne terroriste contre les dirigeants de l'opposition et les militants politiques qui déboucha entre autres sur une tentative d'assassinat de Abdurrahim Pulatov, directeur adjoint de Birlik¹¹⁷. Dans la constitution ouzbek, approuvée en octobre 1992, on trouve au milieu de nombreux principes démocratiques un article (n° 10) qui statue de la manière suivante : “ *seuls le Conseil Supérieur et le président de la république, élus par le peuple, peuvent parler au nom du peuple d'Ouzbékistan. Aucune partie de la société, aucun parti politique, aucune association publique, mouvement ou individu peuvent parler au nom du peuple d'Ouzbékistan* ”. Cette clause a permis de limiter de façon extraordinaire les capacités de tout groupe en-dehors du gouvernement à influencer la politique étrangère.

Tandis que les chercheurs et les journalistes en occident soutenaient l'hypothèse selon laquelle “ *..la Turquie pourrait être un modèle économique pour les pays ex-soviétiques de l'Asie centrale (...), l'Ouzbékistan a montré plus d'intérêt dans le développement économique et la stratégie de la Chine et de l'Indonésie* ”¹¹⁸.

Il est vrai que la Turquie a des affinités culturelles et linguistiques avec ces républiques, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'elle cherche à remplacer l'ancien grand frère, la Russie. Plus loin, nous allons voir les engagements de la Turquie envers ces républiques, mais je suis en mesure d'affirmer que cette république n'est en aucun cas, ni le premier modèle ni le premier partenaire des pays de l'Asie centrale. L'exemple de l'Ouzbékistan montre le développement logique de ces propos.

Le leader de l'Ouzbékistan, Islan Karimov, a été vite découragé par les difficultés économiques auxquelles son pays a dû faire face après l'indépendance. Pour lui, la voie choisie par la Turquie ne peut pas être empruntée car cela demanderait beaucoup de temps; l'Ouzbékistan se trouve dans une situation, où il lui faut des modèles plus modernes et plus rapides. Par ailleurs, “ *la perspective de voir la Turquie se transformer en un nouveau grand frère, pour dominer la vie politique et culturelle du pays, ne plaît pas à un grand nombre d'intellectuels ouzbeks* ”¹¹⁹. Karimov lui-même déclare que “ *l'Ouzbékistan indépendant ne doit pas suivre aveuglement le modèle turc, les propos d'un certain nombre de*

¹¹⁷ Nézavisimaya gazeta 26 mai 1992 ; Interfax 5 juillet 1992, dans FBIS-SOV, 10 juillet 1992. Pulatov déclara aussi que l'attaque était aussi une tentative pour déjouer ses plans pour unifier Erk et le Birlik.

¹¹⁸ Pour la nouvelle diplomatie ouzbek voir : CAVANAUGH Cassandra. “ *Uzbekistan Looks South and East for Role Models* ”. In : RFE/RL Research Report. Vol. 1 n° 40. Oct. 1992.

- PANICO. Christopher, G. “ *Uzbekistan's Southern Diplomatie* ”. *ibid.* Vol. 2 n° 13. mars, 1993.

¹¹⁹ CAVANAUGH. C “ *Uzbekistan Looks South and East for Role Models* ” op. cit.

politiciens selon lesquels l'Ouzbékistan a un nouveau vieux frère, sont absolument faux ¹²⁰.

Le modèle chinois de développement économique semble davantage intéresser l'Ouzbékistan. Après le putsch manqué du mois d'août 1991, à Moscou, Karimov a annoncé que son pays serait tenté par l'expérience chinoise de développement économique. Cette déclaration, faite dans un climat de bras de fer entre les conservateurs et les réformateurs du PCUS, a été démentie quelques jours plus tard par Karimov lui-même, mais le modèle économique chinois exerce une réelle influence sur l'Ouzbékistan.

Une économie planifiée du type soviétique qui entreprend des démarches pour se transformer en économie de marché, c'est le cas de tous les républiques d'Asie centrale soviétique, mais c'est surtout le cas de la Chine. Les réformes entreprises par les dirigeants chinois, dans les années 80, ont favorisé les changements économiques plus que les changements politiques¹²¹. Le *printemps de Tien-En-Men* a démontré l'absence quasi totale de réformes politiques. Depuis ces réformes, la Chine est en train d'abandonner progressivement l'économie planifiée. Le fait d'avancer la théorie d'un Etat et de deux systèmes à propos de la reddition de Hong Kong et de la cohabitation du socialisme et du capitalisme signifie la possibilité d'une transition douce et s'effectuant secteur par secteur.

Après le voyage, en juillet 1992, du Président Karimov en Corée du sud, en Malaisie et en Indonésie, l'Ouzbékistan est devenu membre de l'Organisation des non-alignés. Il est vrai que cette organisation a un peu perdu ses vraies raisons d'être avec la fin de la guerre froide et la disparition du clivage "Est/Ouest". Mais le rapprochement avec l'Indonésie de Soeharno est un moyen important de démontrer qu'après la fin du communisme, tous les pays d'Asie centrale n'ont pas eu à se précipiter dans la voie d'un rapprochement avec l'occident, en suivant les traces de la Turquie.

3-4-2-3 Une existence, basée sur la fabrication des nouveaux ennemis et la défense des " Ouzbeks ".

L'attitude de l'Ouzbékistan vis-à-vis des ethnies ouzbeks installées en dehors du pays a fourni des raisons supplémentaires d'inquiétude aux autres Etats d'Asie centrale. Le Président de l'Ouzbékistan Islam Karimov a mis en place une politique étrangère semblable à celle de la Russie - le droit de son pays à intervenir au nom de la protection des Ouzbeks, indépendamment de leur " *lieu de résidence* ". Etant donnée la présence d'importantes minorités ouzbek dans la plupart des autres Etats d'Asie centrale, cette politique a contribué à exacerber les

¹²⁰ *Pravda Vostoka*, 1er août 1992.

¹²¹ Selon un grand nombre d'auteurs, dont M.Lessage ou J. Lesvéques, La différence entre la *Pierestroïka* et les réformes chinoises réside dans ce fait; les uns ont privilégié la voie politique, les autres, celle de l'économie; l'échec des premiers a fait de la deuxième voie, la seule alternative.

tensions entre ces minorités et leurs gouvernements d'accueil. Si les sentiments ethnonationalistes s'accroissent dans les pays d'accueil, *“ les minorités ouzbeks qui y vivent seront de plus en plus confrontées aux mêmes choix que les Russes d'Asie centrale : émigrer ou faire dissidence ”*¹²². Même si ce scénario n'a pas de raisons de se concrétiser - en fait, le résultat dépend en partie de la politique que suivra l'Ouzbékistan - ce scénario a néanmoins le mérite de bien mettre en valeur la puissance des forces centrifuges qui sont aujourd'hui en oeuvre dans l'Asie centrale post-soviétique. Au mieux, les propositions de coopération pan-Turk semblent ne pas devoir avoir plus d'effet que n'en a eu au Moyen-Orient le mouvement pan-arabe postcolonial. Islam Karimov déclare: *“ L'Ouzbékistan est la terre d'accueil de tous les Ouzbeks et nous avons une responsabilité envers nos frères en Afghanistan ”*¹²³. Selon Vaugn, le nationalisme pan-ouzbek constitue un facteur de déstabilisation, aussi grand, si ce n'est pas plus, que le fondamentalisme islamique. Parlant du nord de Tadjikistan, ils sont conscients que *“ Cette province a toujours regardé vers le nord; il faut trois heures pour relier Khodjend à Tachkent, il en faut le double pour la relier à Douchanbé ”*¹²⁴. Par ailleurs les ouzbeks ont profité de toutes les occasions pour dire que cette province faisait partie de leur République, avant d'être attribuée au Tadjikistan en 1929. Par contre, ils ne veulent rien entendre de l'éventuel souhait des villes persanophones de la république d'Ouzbékistan, notamment Samarcande, Boukhara, mais aussi Chakhrisabze, Namangan - dans la vallée de Ferghana - d'être rattachées au Tadjikistan.

Selon Olivier Roy *“ ces conflits intercommunautaires vont finir par uniformiser les populations hétérogènes dans ces pays, mais seulement là où le degré de cette hétérogénéité est faible; dans les cas comme Samarcande, Osh ou la vallée de Ferghana, un équilibre se maintiendra ”*. Quel sera l'état de la province de Khodjend dans un Tadjikistan déchiré par la guerre civile et où plus de 25% de la population est d'origine ouzbek ? Cette question trouve sa réponse dans la perception qu'ont également les Tadjiks de leurs frères/ennemis. *“ L'Ouzbékistan se distingue historiquement, sur le plan socioculturel, par une assimilation exceptionnelle du modèle tadjik de civilisation. A la différence de tous les autres peuples turks d'Asie centrale, les Ouzbeks ont pratiquement perdu le souvenir de leurs vieilles structures tribales et de leur passé nomade. L'influence tadjik sur le mode de vie et la culture traditionnelle des Ouzbeks est totale: nourriture, vêtements, vie urbaine et rurale, musique et art. Reste la langue ouzbek, dernier et unique rempart du sentiment national turk. Par l'hétérogénéité de ses emprunts, le phénomène ouzbek est comparable au type anatolien à la fois hellénisé et iranisé ou au type azerbaïdjanais simultanément iranisé et*

¹²² KAISER. Robert *“ Ethnic Demography and Interstate Relations in Central Asia ”* in : Russian Littoral Project Working Paper n° 18, UMCP/SAIS juin 1993.

¹²³ AHMED. Rashid *“ Picking up the Pieces ”* in : The Far Eastern Economic Review 1992.

¹²⁴ GRESH. A Les républiques d'Asie centrale ... op.cit.

*arménisé*¹²⁵. En lisant ces quelques lignes, il devient évident que l'histoire de la querelle tadjiko-ouzbek est plus qu'un contentieux territorial et que la réponse à apporter à cette question nécessite la prise en compte de tout un ensemble d'éléments.

Dans ce climat, nous assistons à *la fabrication d'un ennemi* dans ces républiques; l'ennemi n'est plus l'ex-occupant, le russe mais l'ouzbek, le tadjik, le turc Meshket, etc. Il est intéressant de voir que dans le cas de l'Ouzbékistan, les russes avaient été écartés de fait des centres de décisions politiques *internes* de la République. Dans les années 70, le Parti communiste ouzbek avait réussi à arracher une indéniable autonomie par rapport à Moscou, favorisant dans toutes les institutions et à tous les niveaux, le recrutement des ouzbeks au détriment des minorités, y compris des russes¹²⁶. L'émigration des russes hors de cette république, n'est d'ailleurs pas un phénomène nouveau; leur population est passée de 14% en 1959 à 10% en 1979 et à 8,3% en 1989.

Pour exister, les Ouzbeks sont en état de se positionner par rapport à une autre entité (voir le premier chapitre). Les Tadjiks ne font pas le poids, d'où la nécessité d'invoquer un plus grand *ennemi*. Hormis l'ancien colonisateur russe et le fondamentalisme islamique, ils se positionnent par rapport à l'Iran, qui est à la fois un allié de Moscou dans la région, face aux intérêts des américains, mais également le fief d'un type particulier du fondamentalisme et qui, finalement se vend mieux en Occident.

Conclusion du chapitre

Face à un environnement international rempli d'incertitudes, chacun des nouveaux Etats d'Asie centrale a pris des mesures pour mettre en place ses propres forces armées. Ce processus est passé par la création de nouvelles structures institutionnelles et de nouvelles allégeances au moment même où l'instabilité politique s'accroît et les économies nationales s'effondrent. Dans la plupart des Etats post-soviétiques, des difficultés conceptuelles ont aussi surgi : comment planifier et structurer des forces armées sans connaître la nature et la portée des défis militaires que ces forces auront à surmonter ? Pour la majorité d'entre eux, les pays d'Asie centrale ont hérité d'une toute petite part des installations militaro-industrielles de l'ex-URSS. Ce problème est d'autant plus grave qu'il n'existe que très peu d'indigènes d'Asie centrale ayant la formation et le savoir-faire nécessaires pour les faire tourner ou pour commander des forces militaires modernes et bien équipées. Les déclarations du Kazakhstan, reconnaissant son incapacité à gérer de manière indépendante le centre d'essais de

¹²⁵ CHOUKOUROV Charif et Roustam *Peuples d'Asie centrale* Paris Ed : Syros 1994.

¹²⁶ CHRICHLOW.J " *Prelude to independence, How the Uzbek Parti Apparatus broke Moscow Grip's on Elite Recruitment* " in: FIERMAN, William *Soviet Central Asia: The Failed Transformation* Westview Press Boulder 1991.

Baïkonour en est un exemple. Si l'instabilité régionale devait déclencher une guerre entre deux de ces anciennes républiques de l'URSS, les problèmes rencontrés pour dégager les ressources nécessaires aux budgets militaires deviendraient rapidement démesurés.

Le dilemme pour les Etats d'Asie centrale de la CEI est de savoir comment bénéficier d'une aide militaire et d'une aide financière de la Russie sans pour autant abandonner le contrôle sur leurs fragiles structures militaires naissantes ou leurs priorités en matière de défense. Il y a une certaine convergence entre les intérêts stratégiques et militaires de la Russie et de ces pays. Cependant, il s'agit là d'une divergence notable, guidée par le besoin russe d'une zone tampon sur ses frontières méridionales et l'absence de ressources militaires propres aux Etats d'Asie centrale. Nous en tirons deux principaux enseignements.

Premièrement, un lien peut être établi entre les perceptions des menaces nationales émergentes, les scénarios de conflit (qui sont à l'origine des doctrines militaires naissantes) et les projets d'organisation des forces pour la plupart des Etats en question. Cette relation, cependant, est tempérée, du fait que l'organisation militaire est fortement influencée par les diverses ressources financières et autres dont dispose chaque Etat.

L'émergence de la perception de ces menaces nationales éloigne les nouveaux Etats de leur héritage soviétique. Pour chacun de ces Etats, les menaces internes à la stabilité du régime sont cependant, plus immédiates et représentent un défi plus grand que les menaces externes directes, bien que les principales menaces internes soient perçues comme étant dirigées de l'extérieur. Les liens politiques et militaires avec la Russie sont perçus par les principaux pays d'Asie centrale de la CEI, particulièrement le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, comme ayant une influence stabilisatrice.

La deuxième conclusion principale est que la dépendance militaire vis-à-vis de la Russie, ou même la quasi-alliance qui existe, est l'évolution probable pour un grand nombre de ces nouveaux Etats d'Asie centrale. Cela comporte le danger que la Russie devienne l'otage des conflits qui se déroulent dans ces pays. Une telle confiance dans la Russie traduit l'inégal potentiel militaire de ces Etats post-soviétiques. Les plus faibles et plus fragiles Etats d'Asie centrale sur le plan économique subissent de fortes pressions pour percevoir la Russie comme le *patron* naturel pour permettre le développement de leurs forces militaires. Au Kazakhstan, l'importante population russe fournit des motivations supplémentaires en faveur d'un tel choix.

Nous sommes amenés à poser deux questions :

- 1) Ces Etats sont-ils *réellement indépendants*? Au sein de ce sous-système, un certain nombre de Républiques ont des visées expansionnistes et se comportent comme des puissances régionales; en tenant compte des "*facteurs de puissances*" selon R. Aron, ont-ils la qualité de puissance? Et finalement

- 2) quels scénarios peut-on envisager pour l'avenir? pour être qualifiés d'indépendants ces Etats doivent regrouper les éléments essentiels d'une indépendance: *“ une population ”, un appareil structuré étatique sous forme d'un “ Gouvernement ”, reconnu par cette population., ainsi que par La Communauté Internationale, un “ territoire déterminé ” et finalement les “ moyens économiques ”.*

Les nations ‘artificielles’ deviennent progressivement des réalités charnelles. Ce trait a été souligné par des universitaires, tels Olivier Roy ou Michel Foucher qui estiment que les facteurs de différenciation entre les Etats l'emportent de plus en plus sur ceux de la fusion. La politique et le discours des autorités corroborent cette observation ; l'objectif est bien de conforter les identités nationales et nous avons vu que les politiques ¹²⁷extérieures respectives ont bien du mal à promouvoir une simple coopération inter-étatique qui serait pourtant très utile.

Parmi ces républiques l'Ouzbékistan a les vellétés de devenir une puissance régionale et semble être en mesure d'y parvenir. Sa population atteint presque les 20 millions, il est au centre de la région (comme l'Allemagne en Europe où sa position au centre constitue sa force et sa faiblesse); son gouvernement est populaire, aussi bien à l'intérieur que parmi la population ouzbek des autres républiques. Son armée est la plus puissante de la région.

Quatrième chapitre : Sécurité contre l'autre : le sommet de la fragmentation ?

“ Le fait d'expliquer comment la paix peut être plus rapidement atteinte, nous permet de comprendre les raisons de la guerre ”.

Kenneth Waltz¹

Introduction.

Le mot tadjik désigne les populations persanophones de l'Asie centrale². A l'heure actuelle, la République compte environ 5.093.000 habitants sur un territoire qui s'étend sur plus de 143.000 Km. Ce pays se trouve au milieu d'un poudrier hérité de la guerre d'Afghanistan. Hormis ce dernier, les autres voisins de la République sont la Chine, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. La seule république persanophone de l'Asie centrale n'a aucune frontière commune avec l'Iran.

Cette guerre a engendré une panique au sein des quatre autres républiques d'Asie centrale; la thèse d'une république islamique, englobant l'ensemble de la région - sous l'égide des Moudjahidin afghans - paraissait la plus vraisemblable. Il fallait, avant tout, trouver une explication aux agissements des nouveaux dirigeants Tadjiks, car il est vrai qu'avec la fin de l'empire soviétique, la nécessité de définir un nouveau rapport de force pour combler le vide laissé par la présence de l'Armée Rouge, s'est manifestée; dans une telle atmosphère, les pouvoirs régionaux et les forces politico-militaires de la région se sont insérés dans le jeu.

La question est de savoir pourquoi le Tadjikistan s'est retrouvé pris dans une guerre civile alors que les autres Etats de l'Asie centrale ont connu une transition relativement pacifique. Autrement dit, quels facteurs ont pu jouer le rôle de détonateur pour qu'une opposition politique, avec d'un côté des éléments islamiques et démocrates et de l'autre le gouvernement marxiste de Douchanbé se transforme en affrontement militaire. Deux types de facteurs peuvent être invoqués pour comprendre ce conflit et les raisons de son développement disproportionné. Les premiers reflètent la nature de la société tadjik elle-même; c'est essentiellement sur celles-ci que reposent le tissu social, économique et politique du Tadjikistan. Les seconds facteurs sont liés à l'environnement

¹ WALTZ, N. Kenneth Theory of international politics New York Ed : Random House 1979.

² Dans l'Empire perse sassanide “ *tazik* ” signifiait “ *arabe* ”, du nom de la ville de Taïz, au Yémen, alors occupée par les Perses. Les habitants de l'Asie centrale ont ensuite appelé “ *tazik* ” les conquérants arabes et le mot en est venu, au VIII^e siècle, à désigner les musulmans et en particulier les musulmans sédentaires (à cette époque pour la plupart iranophones), par opposition aux nomades, en majorité turcophones, nous y reviendrons plus loin.

international de ce pays; ceux-ci sont divisés eux-mêmes en deux sous catégories: les premiers sont les effets directs de la chute de l'URSS, les seconds sont les conséquences directes de l'intervention des forces régionales.

Le conflit et son développement sont le résultat d'interactions entre ces facteurs internes et l'influence externe. Du fait de la vulnérabilité originaire de la nature de l'Etat-nation au Tadjikistan, une dialectique s'est installée entre les éléments externes qui répondaient aux signaux internes. Mais la part exacte des facteurs internes et externes doit être évaluée à sa juste mesure. Nous soutenons la thèse, selon laquelle *“ la guerre du Tadjikistan est avant tout une guerre civile ”*.

Désormais, il est impossible de parler de l'Asie centrale, en général et du Tadjikistan, en particulier, sans mentionner l'Afghanistan. Nous allons même plus loin en disant que dorénavant, l'Asie centrale sous sa forme post-soviétique - existence de cinq Etats nouvellement indépendants sur une scène régionale classique - ne peut plus exister. L'Asie centrale actuelle est une entité, non seulement non-homogène, mais aussi élargie. Il existe plus d'interactions entre le Turkménistan et l'Iran qu'entre le premier et la Kirghizie; de même, les affinités politiques, stratégiques et culturelles entre l'Afghanistan et le Tadjikistan sont plus importantes que celles entre ce dernier et le Kazakhstan. D'où le choix de traiter le cas afghan ici.

*“ Autre conséquence de la guerre afghane, et non des moindres : le renouveau culturel au Tadjikistan. avec le retour au pays des interprètes, c'est toute une vague de produits culturels naguère inaccessibles en URSS qui déferla sur la république : publications iraniennes et afghanes de littérature ancienne et moderne, laïque et religieuse, études et revues culturelles, enregistrement magnétiques de musique traditionnelle et contemporaine en vogue dans le monde persan. Au contact des Afghans, les Tadjiks ont aspiré à épurer leur langue des nombreux emprunts lexicaux soviéto-russes, souvent injustifiés, qui parasitent les langues nationales de l'ex-URSS. L'éveil des intellectuels du Tadjikistan ne fut pas suscité par la propagande antisoviétique et pro-islamique des Moudjahidins mais bien plutôt par l'exemple de vitalité d'une culture combative et restée intacte ”*³.

La lecture de ces lignes nous montre à quel point la perception tadjik du changement est liée aux événements qui ont eu lieu en Afghanistan. En effet,

*“ Il faut attendre 1895, soit il y a cent ans à peine, pour que les frontières entre l'émirat protégé par la Russie, et l'Afghanistan d'Abdur Rahman sous la tutelle de l'Inde britannique soient fixées ”*⁴. En ce qui concerne les populations,

³ CHOUKOUROV. Charif & Roustam Peuples d'Asie centrale op.cit.

⁴ CENTLIVRE. P & CENTLIVRE-DEMONT. M *“ Tadjikistan et Afghanistan : les groupes ethniques de part et d'autre ”* in : DJALILI. Mohammad-Reza & GRARE. Frédéric Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance Genève Ed : Publication de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève.

le nord-est de l'Afghanistan et le sud du Tadjikistan peuvent donc être considérés comme une seule et vaste entité, que les politiques ethniques et l'évolution socio-économique ont fait évoluer différemment de chaque côté de la frontière. En 1895, la rive droite du Pandj, qui deviendra la région du Haut-Badakhshan, est attribuée à l'émir de Boukhara, et la rive gauche est incorporée à l'Afghanistan par Abdur Rahman, l'émir de Kaboul. Pour la première fois, en cette fin de 19^o siècle, le Darya-ye Pandj, qui prend le nom d'Amou-Daria après avoir reçu le Wakhsh, devient frontière d'Etat.

Le conflit tadjik, selon Thöni est une succession de différentes phases :- la phase de préparation et de maturation, située entre août 1991 et mai 1992,- la phase de violentes confrontations qui va de mai 92 à septembre de la même année,- la phase de la radicalisation du conflit,- la phase de la restauration du gouvernement actuel et la répression contre l'opposition⁵. et finalement - la phase de mise en place des mécanismes de négociation.

A travers nos développements, nous rencontrerons ces divers phases. Nous essaierons de voir, dans un premier temps, l'absence d'une identité nationale, comme facteur interne ; cette absence est la porte ouverte aux diverses influences externes au conflit. Le cas afghan, occupant une place particulière, sera examiné séparément. Finalement nous concluons sur l'interférence entre les affaires internes et externes.

⁵ THÖNI Julien The Tajik Conflict : The Dialectic Between Internal Fragmentation and External Vulnerability 1991-1994 Suisse Ed : PSIS, papier n° 3, 1994.

4-1 L'absence d'une identité nationale, comme facteur interne, ...

La première guerre civile, en Asie centrale, dans le vrai sens du terme, a éclaté au Tadjikistan. Contrairement aux autres conflits qui embrasent la Communauté des Etats Indépendants, celui du Tadjikistan oppose avant tout des gens de la même ethnie. Ce conflit a pour toile de fond, une recherche d'identité nationale, essentiellement par rapport à son puissant voisin du nord: l'Ouzbékistan, mais aussi plus curieusement par rapport à l'Iran

Cette guerre a été expliquée de différentes manières; nous allons essayer d'apporter notre propre analyse : *une position géographique particulière dû au déroulement de l'histoire a rendu difficile la mise en place d'une identité nationale ; le tribalisme et le localisme tadjik ont contribué à une méfiance entre les montagnards et les gens des plaines et finalement dans une guerre civile éclatée, les tensions régionales ont trouvé un nouveau terrain d'expression.*

4-1-1 La géographie sert d'abord à faire la guerre ?

En effet, et hormis l'anbigüité de l'origine du mot tadjik, les questions relatives à l'identité tadjik remontent à l'époque du tracé des frontières par l'administration soviétique.

“ Dans le Tadjikistan, de culture perse, la scène est dominée par les conflits avec les minorités ouzbeks, au nombre de 1,9 millions pour 3,2 millions de Tadjiks. Un tel nombre indique assez qu'ils sont localement majoritaires. Les frontières du Tadjikistan sont parmi les plus complexes de l'Asie moyenne, car la conquête russe y fut conduite par étapes. Le Nord fut annexé aux dépends de Boukhara dès 1866 et, de ce fait, modernisé plus tôt, à partir des secteurs miniers et des villes-gares de Khodjend (Leninabad), Proletarsk, Oura-Tioubé et Kanidabam, dans cette enclave septentrionale coincée entre Ouzbékistan et Kirghizistan. Cette région fut l'un des points forts du bolchevisme à partir de 1917. Le centre et le sud étaient restés sous contrôle formel de l'émirat de Boukhara jusqu'en 1918 et furent ensuite un terrain de résistance de Basmatchis jusqu'en 1931 ”⁶.

En 1920 fut créée une république soviétique populaire de Boukhara. Le Comité Central exécutif pan-russe définit en 1925 une république autonome en Ouzbékistan, qui englobait les districts à majorité Tadjik du Nord, à l'économie plus moderne. La frontière entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan fut modifiée en 1929 pour inclure ces districts du Nord dans la nouvelle République fédérée tadjik, instituée à cette date. Mais le nouveau découpage, corrélatif d'une volonté d'écraser le mouvement Basmatchi, englobait de fortes minorités ouzbeks, tandis qu'à l'inverse les villes ouzbeks, telles Samarcande et Boukhara, conservaient d'importants groupes tadjiks. La décision soviétique de ne pas traiter les Tadjiks

⁶ FOUCHER. Michel Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique Paris Ed : Fayard 1991.

rebelles comme une simple minorité ethnique à l'intérieur de l'Ouzbékistan et de mieux les contrôler par un découpage administratif plus serré débouche aujourd'hui sur la préexistence d'un territoire spécifique, une des conditions de l'émergence d'un mouvement national. C'est entre Ouzbeks et Tadjiks que les frontières de 1924-1929 sont les plus ouvertement contestées en Asie moyenne. *“ La guerre du Tadjikistan est due en partie au fait de l'octroi des villes de Samarcande et de Boukhara à l'Ouzbékistan par la division de Staline dans les années trente. L'éloignement de leurs centres culturels et historiques leur a infligé la première défaite dans l'effort de la construction d'une identité nationale ”*⁷.

4-1-2 L'identité nationale en crise

La transition, du fait d'être une des république de l'Union, alors que tous les habitants étaient des citoyens Soviétiques, vers *“ une entité nationale à part entière ”*, a eu la mérite de poser la question de savoir *“ qu'est-ce que l'identité nationale tadjik ? ”*. D'un côté l'indépendance avait posé la question aux tadjik de savoir qui ils sont; d'un autre côté, ils devaient répondre à la question de savoir si le Tadjikistan réunissait les critères nécessaires pour définir un ensemble national à savoir : *“ une population donnée partageant un territoire historiquement défini, des mythes et mémoires historiques communes, un ensemble de culture populaire, une économie commune et des droits et devoirs communs pour tous les membres ”*⁸.

En se référant à la définition stalinienne du nationalisme, qui est assez proche de la définition occidentale, nous nous rendons compte que la création de la République Socialiste de Tadjikistan en 1929 était même en contradiction avec les fondements de l'Union. Staline définit le nationalisme comme suit : *“ La nation est une communauté humaine stable, historiquement constituée, née d'un ensemble homogène de langue, de territoire, de vie économique et d'une formation psychologique qui est reflétée à travers une communauté culturelle ”*⁹. Dans les années 1920, le Tadjikistan n'avait pas besoin de tels critères et ne pouvait donc pas être vu comme une nation. *Le conflit tadjik a démontré que la non-existence de l'identité nationale a été la réalité de la société tadjik.*

Voyons d'abord ce qui signifie être tadjik.

Malgré une cohérence ethnique (Près de 62% de la population est tadjik), les tadjiks ont eu une plus grande difficulté à se définir en tant qu'entité ethnique; cette difficulté se manifeste même à travers la dimension pluri-semantic du terme *tadjik* à travers l'histoire.

⁷ RATER. Igor *“ Est-ce que l'Asie centrale va exploser ”* in : Respoublika 06,02,1993.

⁸ SMITH. Anthony National Identity London, Ed: Penguin 1990.

⁹ STALINE. Joseph Le communisme et la Russie Paris Ed : Denoël, 1968.

Si les Ouzbeks ont une histoire ethnique et peuvent être appréhendés et se reconnaître dans des identités en quelque sorte substantielles, évoquant une origine précise, une étymologie peut-être mythique mais fondatrice tirée d'un ancêtre éponyme. Le cas des tadjiks, en revanche est plus ambigu. L'identité nationale tadjik manque de netteté. L'origine du terme, avec ces incertitudes, en est un indice parmi d'autres : *Tâz* (Tât), en effet semble être un terme signifiant "arabe" à l'époque sassanide, utilisé par les iraniens pour désigner les Arabes établis en Iran, et ce jusqu'à l'époque islamique. Pour d'autres c'est un terme utilisé par les arabes pour désigner les persanophones d'Asie centrale au lendemain de la conquête, par opposition aux turcophones. Puis ce seraient les turcophones qui auraient désigné ainsi les musulmans d'Asie centrale, donc la partie de la population non turquisée. Ce procédé de la désignation de l'autre par la négation d'une propriété est analogue à celui que l'on rencontre aujourd'hui dans beaucoup de régions d'Afghanistan où tadjik est utilisé par les Pachtounes pour désigner les non-Pachtounes, qu'ils soient persanophones ou non. Tout ce passe comme si, en Afghanistan, le terme était historiquement utilisé, et parfois jusqu'à nos jours, pour parler de populations diverses n'appartenant pas au groupe, en général dominant du locuteur.

A l'époque soviétique et suite au partage artificiel de Staline, la région peuplée de tadjiks est passée sous l'autorité ouzbek. Suite aux vieilles querelles entre ces deux peuples, les ouzbeks ont exercé une pression sur les tadjiks pour que ces derniers, ne se déclarant comme tels, soient assimilés à un ensemble *ouzbek*. Cela aurait engendré le résultat suivant, rapporté par Gissou Djahangiri

"La définition à partir des documents d'identité est discutée, certains tadjiks ayant été forcés de se déclarer ouzbeks, il en va de même de la pratique de la langue, les ouzbeks affirmant qu'une grande partie de la population est ouzbékophone. La question se pose tout particulièrement en ce qui concerne les populations de centres de civilisation tadjik comme Samarcande, Khodjend et Boukhara. A la question 'qui es-tu?' des agents du recensement, les gens répondaient souvent 'alhamdollâh (Dieu merci) je suis musulman'. En réponse on leur disait alors de partir pour l'Arabie. Dans une deuxième tentative la réponse pouvait être, 'je suis persanophone' ; réponse : 'alors pars en Iran'. 'Je suis tadjik' ; réponse : 'alors quitte l'Ouzbékistan'. 'Mais Boukhara (ou Samarcande) est ma ville natale' ; réponse 'alors déclare-toi Ouzbek'. Récit rapporté par Mohammadjân Chokuri durant l'une de nos rencontres à Douchanbé en été 1992. Sur la question du lien entre la nation et les papiers d'identité, voir Gérard Noiriel, 'identification des citoyens', Genèses, 1993¹⁰.

Olivier Roy explique ce phénomène différemment : *"Il y a une crise d'identité tadjike. En effet, qu'est-ce qu'un Tadjik ? Les Tadjiks hésitent entre*

¹⁰ JAHABGIRI. Gissou "Les prémisses de la construction de l'identité nationale tadjik : 1920-1930" in : DJALILI. Mohammad Reza & GRARE. Frédéric Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance Genève Ed : Publication de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève.

plusieurs identités : - l'ensemble des persanophones sunnites de l'ex-URSS, mais alors la moitié du territoire de la république et 30% de sa population ne sont pas tadjiks, alors que les centres culturels historiques, Samarcande et Boukhara sont hors de la république ; - l'ensemble des persanophones sunnites d'Asie centrale, et alors une bonne partie des Afghans sont Tadjiks; - ou enfin l'ensemble des 'persans' et alors les Tadjiks sont des Iraniens. Perdants du découpage stalinien des années vingt, ruralisés, dialectisés, coupés de leurs racines littéraires et historiques, les Tadjiks se sont repliés sur des solidarités localistes"¹¹.

Ce trait n'était pas propre aux Tadjiks ; à la veille de la Révolution Bolchevique, les populations majoritairement Turques d'Asie centrale s'identifiaient encore beaucoup plus par leur foi islamique que par leurs caractéristiques ethniques turques¹². C'est seulement parmi les Tatars, dont les populations sont géographiquement disséminées et qui n'ont pas de territoire qu'ils pourraient par ailleurs espérer s'approprier, que l'idéologie d'un Turkestan unifié a trouvé des appuis consistants. En outre, les annales de l'histoire de l'Asie centrale avant 1917 sont pleines d'épisodes de conflits et de guerres entre les peuples d'Asie centrale, et cet héritage n'est probablement pas moins important aujourd'hui que ne l'est l'héritage des conflits de l'Asie centrale avec la Russie.

Le fait d'être bilingue dans les villes a fait que la langue n'a pu constituer un facteur solide de la cohésion nationale; un certain nombre de gens se disent ouzbeks, même s'ils parlent tadjik, alors qu'il existe des groupes ouzbeks qui se disent tadjik. Il arrive qu'une famille change entièrement d'identité ethnique selon son lieu d'habitation. L'affaiblissement de ce facteur ne fait pas seulement affaiblir l'identité nationale tadjik comme telle, il renforce les autres références territoriales et non-territoriales comme les bases de l'identification de soi. Dans ces conditions, la priorité est donnée même aux appartenances claniques ou aux critères régionaux et géographiques comme des facteurs plus naturels et plus cohérents de l'appartenance ethnique. Il n'est pas sûr que les tadjiks se regardent comme une nation séparément existante, vue qu'ils partagent un héritage iranien; les trois sous-groupes qu'ils constituent, ont gardé un contact les uns avec les autres, alors même que le nord et le sud du Tadjikistan sont reliés par une seule route, souvent fermée l'hiver. Cette fragmentation du pays, entérinée par l'histoire

¹¹ ROY, Olivier " *Le conflit du Tadjikistan est-il un modèle des conflits d'Asie centrale ?* " in : DJALILI, Mohammad Reza & GRARE, Frédéric *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance* Genève Ed : Publication de l'Institut,, Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève 1995.

¹² " *En 1917,...lorsque le Gouvernement Provisoire démocratique ne montra aucune intention d'intervenir administrativement, l'utilisation ininterrompue d'une terminologie religieuse plutôt que nationale (par les habitants indigènes d'Asie centrale) ne faisait que refléter le peu d'intérêt que des plans purement nationaux pouvaient soulever dans une population Musulmane de Russie encore très traditionaliste. En mai 1917, la décision du Premier Congrès de Tous les Musulmans Russes d'appeler son organe exécutif un Conseil 'Musulman' - et non 'Turko-Tatar' - fut la démonstration la plus éloquente de la faiblesse des sentiments nationalistes Turks parmi les Turks de Russie.* " (ZENKOVSKY, Serge *Pan-Turkism ans Islam in Russia* Cambridge Mass Ed : Harvard University Press.)

(le Nord a été conquis par les Russes vers 1864, le sud est resté dans le giron de l'émirat de Boukhara, devenu république populaire en 1920, jusqu'en 1924) a entraîné le développement de fortes identités régionalistes, au détriment d'un sentiment national très faible. Le régionalisme est la clé du jeu politique tadjik.

- La partie Est du pays. La région autonome de Gorno-Badakhchan est caractérisée par les hautes chaînes de montagnes de Pamir et ces parties centrales relativement inaccessibles. Historiquement, cette région est restée loin de l'influence externe et est habitée par différentes ethnies pamiris de confession ismaélite, une des branches du chiisme qui croit seulement en sept imams, dont Ismaïl, le frère de Moussa et le fils de Djafar-é-Sadegh. Ils parlent un dialecte, de l'est des langues iraniennes qui est différent du tadjik à proprement parler. Proche de la culture afghane, Gorno-Badakhchan couvre 44% du territoire du Tadjikistan, mais représente seulement 3% de la population totale du pays. La région du Gorno-Badakhchan (le Haut-Badakhchan), quant à elle, est autonome depuis 1925.

- Le Nord du pays. Cette partie, la région de Khodjend, ex-Léninabad, est également coupée du centre par les montagnes de Zarafchan. Historiquement cette partie appartient au Khanat de Khoghand qui faisait essentiellement partie de l'ère culturelle ouzbek et a été la première à tomber aux mains des russes au XIX^e siècle. Plus industrielle et urbaine que les autres parties du pays, Khodjend a été rattachée à la République en 1929 pour lui apporter une base économique et industrielle solide. Les ouzbeks forment plus de la moitié de la population de la région; avec près de 65% du PNB et seulement une consommation de 40% de celle-ci, cette région est la partie vitale et indispensable à la survie du pays.

- La région de sud et du centre. Cette région faisait historiquement partie de Khanat de Boukhara et se posait comme différente, voire même ennemi du Khanat de Khoghand; avec une prédominance agricole, cette région est un des centres de la production de coton en Asie centrale. Cet ensemble englobe trois provinces : Douchanbé, qui s'étend de la région de Hissar à la vallée de Garm et les deux oblasts de Gourgane-Tyubbe et de Kouliab¹³.

Les habitants du nord et de l'ouest du pays, plus modernes et plus industrialisés, ont, la plupart du temps - notamment pendant l'époque soviétique -, eu la quasi-totalité du monopole du pouvoir. Cette partie du nord et de l'ouest, par ailleurs proche de la frontière de l'Ouzbékistan, abrite près de 1.200.000 d'ouzbeks; un quart de la population du pays. Les gens de l'est de la République habitent dans les hauts montagnes du Pamir.

En 1950, à cause d'une hausse de la production de coton, les Garmis et les Pamiris ont été incités à s'installer dans les provinces de Gourgane-Tyubbe, et de Kouliab, faisant de la région une mosaïque de différents peuples. Les nouveaux arrivés ne se sont jamais intégrés aux structures sociales existantes. Ils ont fondé

¹³ Ces deux régions ont fusionné, une fois que les communistes ont reconquis le pouvoir à Douchanbé en 1992. Depuis les deux régions forment l'oblast Khatlon, sous l'administration de Kouliab. Le Monde 7.12.1992.

leurs propres kolkhozes et ont commencé à mener une vie sociale séparée en pratiquant leurs propres coutumes. Ils sont donc restés attachés à leur propre région et ce malgré leur éloignement.

Malgré toutes ces diversités, l'élite urbaine a essayé de développer une identité tadjik et de la diffuser à travers les diverses populations du pays. Cette " *idéologie nationale* " se basait sur l'énoncé, selon lequel: " *les tadjiks sont le fruit d'une synthèse de la civilisation iranienne de l'est et de l'ouest dont on peut trouver les racines dans le royaume des Samanides (875-899)* ". Cette tentative de la découverte d'une légitimité nationale, datant des siècles derniers, a commencé à se manifester sous diverses formes depuis 1991. Cette date peut être retenue comme le début de la construction sociale d'une " *réalité sociale* " qui est celle de la nation tadjik.

Deux autres raisons peuvent être évoquées pour expliquer la faiblesse des théories nationales sur la scène interne du Tadjikistan. Premièrement, les discours nationalistes se positionnaient par rapport aux russes en tant qu'agresseurs; ces discours reflétaient d'avantage une position défensive vis-à-vis d'une situation plus ou moins ancienne qu'un véritable programme pour unir les divers clans tadjiks dans le pays. La population rurale (78% de la population totale) ne se sentait pas concernée par un discours de type nationaliste, évoquant le passé glorieux du Tadjikistan. " Le concept de nation a eu du mal à pénétrer dans les campagnes, où la population continuait à exercer ses pratiques anciennes à travers l'islam qui, à son tour refuse l'idée de l'Etat-nation. Les paysans n'ont, donc, jamais adopté la culture moderne et sécularisée des élites urbaines "14. Un grand nombre de paysans tadjiks se définissent encore par des termes locaux et religieux; ils n'ont pas encore acquis le " *sens d'une nouvelle identité nationale tadjik* "15.

Deuxièmement, et cela peut heurter la sensibilité des intellectuels tadjiks, les Tadjiks ont du mal à se défaire de leur passé soviétique; ce passé est indissociable de l'histoire soviétique. Tous ces éléments s'additionnent pour rendre encore plus difficile la construction nationale au Tadjikistan.

L'absence d'un nationalisme tadjik a été une des causes fondamentale du conflit car elle entraîne à son tour la non-existence d'une solidarité nationale. L'Etat et ses institutions n'ont jamais été considérés comme des instruments pour le fonctionnement et le bien-être de la nation, mais plutôt comme un gâteau dont les différentes parties du pays se battent afin d'obtenir le plus gros morceau. Les institutions nationales ne sont pas perçues comme un corps dans lequel l'esprit national tadjik pourrait être insufflé, cet esprit national semblant avoir laissé sa place à l'idéologie internationaliste soviétique.

¹⁴ EDEN, Naby " *Ethnicity and Islam in Central Asia* " *Central Asian Survey* Vol 12 n° 2, 1993.

¹⁵ ATKIN, Muriel " *Tajikistan: Ancient Heritage, New Politics* " in : BREMMER, Ian & TARAS, Ray *Nations and Politics in the Soviet Successors* Cambridge Ed : Cambridge University Press, 1993.

4-1-3 La résurgence d'une politique micro-ethnique

Quand l'ethnicité, prise comme un lien particulier entre les personnes, leur permettant de se considérer comme un groupe distinct d'autres, est basée sur son expression la plus minime et plus petite que ceux qui lient ces groupes à la nation, nous pouvons parler de la "micro-ethnicité". Cette micro-ethnicité constitue la base de la vie politique, économique et sociale au Tadjikistan et depuis l'indépendance, ce trait fondamental a émergé avec vigueur. Elle explique une grande partie des tensions existantes entre les divers groupes ethniques au Tadjikistan. Les Léninabadis ont dominé le leadership du parti communiste; grâce à leurs liens ethniques avec les ouzbeks et le rapprochement avec les russophones - qui ont joué un rôle décisif dans la République -, ils ont franchi un pas important vers Moscou. Dans les années 70, un régime clientéliste s'est installé dans les relations entre les Léninabadis, aux leviers de commande, et les Kouliabis; depuis ils ont constitué une faction.¹⁶

Le fait que les Ouzbeks et les Russes - qui ont aidé l'économie du Tadjikistan par l'apport d'une main d'oeuvre qualifiée - ont favorisé la domination des khodjendis (léninabadis) et des kouliabis, a ajouté un nouvel élément macro-ethnique dans le jeu politique interne entre les divers régions et clans. Pendant la guerre, on a observé un grand nombre d'attaques contre les kolkhoziens ouzbeks par les islamo-démocrates. L'hostilité contre les russes, qui sont désormais perçus comme des oppresseurs étrangers, est devenue de plus en plus fréquente. *Mais le conflit ne s'est pas pour autant transformé en une guerre contre les forces russo-ouzbeks; il demeure, avant tout une guerre entre les factions tadjiks en quête de pouvoir.*

Pendant cette phase de la guerre, la division politique entre les régions s'est accentuée. La première élection libre et démocratique¹⁷ de toute l'histoire du Tadjikistan, tenue en décembre 1991, a accéléré l'alliance entre les régions de Kouliab et de Khodjend. Avec plus de 60% de la totalité de la population du Tadjikistan, ils ont facilement pu amener Nabïev, un khodjendi, - apparatchik de l'époque Brejnevienne, limogé par Gorbatchev en 1985 - à la présidence. Par ce choix, ils ont perpétué leur domination sur les appareils d'Etat. L'opposition, les habitants de Garm, de Pamir et de Gourgan-Tuybbe, ont vu dans cette élection une continuation de la domination politique de ceux qui détenaient le pouvoir depuis bien longtemps. Pour protester, ils ont demandé la dissolution du PC et la démission de Nabïev.

¹⁶ BARNET. Rubin. A " *The Fragmentation of Tadjikistan* " in : *Survival* Vol 35 n° 4 hiver 1993-1994.

¹⁷ Il a été élu avec 64% des voix face à un candidat d'une opposition officielle; les présidents Nazarbaïev de Kazakhstan, Niyazov de Turkménistan et Akaév de la Kirghizie sont élus comme candidat unique avec plus de 95% des voix en moyenne.

Il reste que le discours de l'équipe de Nabiev au pouvoir est celui du Parti communiste, à défaut, les opposants ont choisi des appellations telles que démocratique ou *islamique, pour les pamiris*. Le Parti communiste tadjik reste le dernier parti de l'ensemble de la CEI (de l'ancien bloc communiste ?) à garder son étiquette, à ne pas changer de nom comme ses homologues kazakhs, ouzbeks, etc. L'explication donnée par des auteurs comme H.C. d'Encausse, ou des journalistes comme M. Rad sont de moins en moins convaincantes ¹⁸. Nous trouvons une explication plus solide à ce phénomène. *“ Le Président R. Nabiev était originaire de la région de Khodjent, au nord-ouest du Tadjikistan, la région la plus industrialisée, dont sont issus les cadres modérés du régime communiste. Le Président Immomali. Rakhmonov est l'émanation des forces communistes ultra-conservatrices qui dominent la région de Kouliab, au sud du pays. Ce sont ces forces qui ont pris les armes contre les “ Islamistes ” et qui ont formé une coalition avec les communistes de la région de Khodjent.*

Les observateurs neutres de ce conflit soulignent que ces oppositions régionales sont davantage structurées par les rivalités de clans que par les idéologies. Dans la région de Kouliab, au cours de l'année 1992, la guerre opposait dans les mêmes villages les Garmis aux Kouliabis. Les combats n'avaient pas pour seul objet la conquête du pouvoir, mais surtout l'extermination ou le départ des adversaires. Les autres nationalités ont subi le contrecoup de la guerre mais elles n'étaient pas directement partie prenante. En fait, il semble que l'indépendance ait ouvert l'opportunité d'une revanche pour les régions jusque-là dominées, alors que la crise économique, frappant un pays surpeuplé, notamment dans la région de Kouliab, a exacerbé les rivalités. Dans un pays agraire et sous-développé, où le pouvoir joue un rôle éminent dans la distribution des richesses, les conflits ont pour principal enjeu la survie économique. Par ailleurs, la déliquescence du pouvoir et la guérilla ont favorisé l'apparition de seigneurs de la guerre qui ont intérêt à ce que la situation se perpétue ”.

De telles explications essayent de démontrer que *l'unique cause de la guerre au Tadjikistan est bel et bien le maintien du Parti communiste au pouvoir*. Ce parti, et en général la faction de Nabiev, est soutenu par la Russie et en particulier par la personne d'Yeltsine. Au milieu du mois de septembre 1993, le Parlement de Moscou, à majorité communiste, s'est insurgé contre Yeltsine et sa *“ démocratie ”*¹⁹. Comment peut on s'expliquer que le communisme soit soutenu là, réprimé ailleurs?

En effet, fidèle à la tradition politique de l'Asie centrale avant l'avènement de l'Etat-nation, les dirigeants communistes de Douchanbé ont montré leur

¹⁸ D'ENCAUSSE H.C *“ La guerre ignorée du Tadjikistan ”* in : Figaro le 08.02.1993 . Ou encore : RAD. Mina *“ L'Islam au Tadjikistan ”* in Les Cahiers de l'Orient . 3ème trimestre 1992 n° 27.

¹⁹ Ce rapport de force, entre Eltsine, qui a dissout le Parlemaet, d'une part, et Khazboulatov et le Général Rouskoi, d'autre part, a pris fin le lundi 04 octobre 1993 en faveur de Yeltsine.

allégeance envers Moscou, comme ils l'auraient prêtée à n'importe quel souverain ou prince jadis en échange d'une protection vis-à-vis des opposants internes et des Etats voisins. Reste à savoir si les dirigeants islamo-démocrates qui n'ont été au pouvoir que du 10 décembre au 21 novembre 1992, auraient adopté ou non les mêmes attitudes envers la Russie (ou d'autres puissances voisines) .

Quand le conflit a commencé, toutes les couches de la société ont choisi leur camps selon leur provenance géographique; les soldats, les fonctionnaires, les membres du corps politique, mais aussi les mollahs et les intellectuels ont tous opté pour une des parties en présence²⁰. Pendant la guerre, les gens mourraient non pas à cause de la langue qu'ils parlaient (tadjik, ouzbek, russe), mais du fait de leur lieu de naissance. La première et la plus sanglante des batailles a eu lieu dans le sud : Douchanbé, la région de Garm, Gourgan-Tuybbe et Kouliab, qui se compose de la population la plus hétérogène du point de vue des origines géographiques. La région de Khodjend est demeurée calme et Gorno-Badakhchan n'a connu la guerre que lorsque les islamo-démocrates se sont retirés.

4-1-4 Le localisme.

Un autre facteur, expliquant les caractéristiques du conflit tadjik est le localisme.

Le localisme peut être défini comme : une attitude politico-culturelle et un processus qui consiste à recruter et à assurer la promotion sociale des élites dans un cadre de patronage politique basé sur la solidarité selon la religion, le sang, la caractéristique régionale et l'amitié sociale ou issue de l'affiliation. C'est le processus dit normal de la promotion sociale au Tadjikistan²¹. Il existe un phénomène profondément marquant qui dans le cas tadjik est plus particulièrement basé sur l'appartenance régionale. Depuis la politique soviétique de déplacement des populations, que ce soit pour des raisons politiques ou économiques, l'origine géographique des individus est devenue le premier critère de reconnaissance sociale et politique. Avec la modernisation de la période soviétique, le localisme a apporté, de la campagne vers les centres urbains émergents, des modèles de reproductions des solidarités traditionnelles. Le degré élevé du conservatisme qui caractérise le localisme, tend à rendre ce phénomène social comme une des causes responsables du conflit. Le fait de recruter des élites toujours du même clan, engendre une hiérarchisation qui ne peut s'appuyer sur aucun centre d'intérêt commun et qui ne peuvent articuler leurs efforts collectifs autour d'une valeur dominante. Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant de voir les Garinis et les Pamiris demander la mise en place de la démocratie ou la restauration de l'islam, moyens idéologiques pour

²⁰ CSCE Report on Tadjikistan Août 1993.

²¹ RAKOWSKA-HARMSTONE *op.cit.* l'auteur considère le localisme comme un facteur important et une source traditionnelle des conflits dans la vie politique tadjik.

surpasser le système de la discrimination politique et sociale. Un autre facteur contribuant à la phase de la mise en place des conditions de la guerre civile au Tadjikistan est bel et bien l'importance de la place de l'économie tadjik et les conditions sociales. Nous nous limiterons volontairement à quelques explications sommaires car nous avons consacré un chapitre à l'importance de l'économie centre-asiatique.

En terme de PNB par tête d'habitant, le Tadjikistan a été la république la plus pauvre de l'ensemble de l'Union; dans les années 80, il a enregistré un déclin significatif de l'ensemble des indicateurs sociaux. Le pays survivait grâce aux subventions en provenance de Moscou (près de 40% des recettes budgétaire du gouvernement) et de la structure commerciale inter-républicaine (entre 80 et 90% de l'importation et de l'exportation de la république se faisait avec les autres composants de l'URSS)²². En 1987, les experts russes avaient estimé que le maintien des standards de vie au Tadjikistan nécessiterait une hausse de l'investissement de l'ordre de 250% dans ce pays; un chiffre que l'économie déclinante de l'URSS ne pouvait pas assumer. Le secteur industriel y est relativement faible, alors que le secteur des services y est a son état embryonnaire; la vulnérabilité de l'économie tadjik est mise en évidence par sa dépendance à la culture intensive du coton, imposée par le principe soviétique de la division du travail. En 1991, plus de 43% de la population active était employée dans le secteur agricole et près de 29% du PIB du pays venait de ce secteur²³.

*“ Les désastres économiques du pays se sont inévitablement reflétés dans la vie sociale. A l'aide des indicateurs sociaux, on a mis en évidence le fait que plus de 60% de la population tadjik vivait au dessous du seuil de la pauvreté ”*²⁴. En 1989, le chômage frappait 25% de la population active de la république, alors qu'avec 3,28%, le Tadjikistan disposait du chiffre, le plus élevé en terme de croissance démographique de l'ensemble de l'URSS ; 52% de la population était âgée de moins de 18 ans. Dans les campagnes, le malaise se manifestait davantage autour de la possession de la terre; on y retrouve le même clivage ethnique et la même lutte entre les clans. Le besoin de la terre s'est vite transformé en guerre pour la terre entre les kolkhozes en mai/juin 1992. Les Garnis et les Pamiris installés à Gourgan-Tuybbe ont commencé à s'approprier la terre des Kouliabis et des ouzbeks; ceux-ci les ont définitivement exclus de leurs kolkhozes; le kolkhoze qui représente l'unité économique et sociale de base au Tadjikistan rural, a vite été perçu comme un gâteau à partager

4-1-5 La disposition des forces et le déroulement des combats.

²² International Monetary Fund (IMF) *Economic Review on Tadjikistan* Washington D C Ed : IMF 1992.

²³ *The Far Eastern Economic Review* 9,1,1992.

²⁴ THÖNI. Julien *The Tajik Conflict : The Dialectic Between Internal Fragmentation and External Vulnerability 1991-1994* Suisse Ed : PSIS, papier n° 3, 1994.

Dans les dernières années de la Piérestroïka, d'innombrables clubs politiques et culturels sont nés au Tadjikistan, parmi eux le Parti Rastakhize (Renouveau tadjik), fondé en septembre 1989. Avant même sa légalisation en tant que parti en septembre 1991, il a été le principal aiguillon de la vie politique à Douchanbé. Il est dirigé par un groupe *d'intellectuels patriotes*, qui occupent des positions de pointe depuis le début du mouvement de démocratisation. Il réclamait, dès l'été 1990, l'arrêt de toutes les activités du PC dans l'appareil d'Etat de la république. La distribution de sa presse est restée différente de celle de la presse officielle, et ce jusqu'à son interdiction. La naissance de ce type de mouvement est, en grande partie, le fruit d'une désintégration intellectuelle des cadres du PC et de nombreuses scissions successives dans l'*intelligentsia européenne*; il en va ainsi du " *Parti démocratique du Tadjikistan* ".

Bien que les mouvements d'opposition soient d'une grande diversité, ils partagent tous le même but : *effectuer un changement dans la structure du pouvoir en mettant fin au monopole de l'exercice de la fonction politique, détenu par les communistes*. Les revendications des partis d'opposition vont de la promotion de la culture traditionnelle persane par le biais de l'établissement de l'alphabet arabo-persan - comme le réclamait le *Rastokhiz* (Renouveau), à un retour à la *Sharià*, les fondements des lois islamiques - comme le demandait le PRI. Un discours plus nationaliste, anti-russe et anti-ouzbek a été adopté par le Parti Démocratique (PD); quant au quatrième membre de la coalition, le parti *Làli-Badakhchan* (joliment appelé le rubis de Badakhchan), son alliance avec les autres composantes de l'opposition était d'une nature purement instrumentale. Son ultime but consistait en une indépendance pure et simple de cette province. Ces quatre partis seront interdits le 24 juin 1993, suite à la " *normalisation* " prônée par Rakhimov, le successeur du président par intérim de l'opposition, Eskandarov.

En ce qui concerne l'islam, l'instauration d'un régime islamique au Tadjikistan n'avait jamais été un objectif des dirigeants des mouvements islamiques de Tadjikistan comme Tourandjanzadeh qui a désavoué publiquement, à plusieurs reprises, cette conception de l'islam. L'islam tadjik ne peut jamais être considéré comme la cause de la guerre, vu son manque fondamental de cohérence et sa profonde division. La majorité des mollahs venaient des confréries soufis. Au Tadjikistan le nombre de mosquées a augmenté de 17 en 1990 à 2870 en 1992. Dans ce pays, l'idéologie n'a jamais été ni la cause du conflit (sinon sa simple expression), ni le critère principal pour définir les parties en conflit²⁵.

Une composition aussi disparate des mouvements d'opposition est due essentiellement à l'appartenance ethnique de ces mouvements, les *Garmis* et les

²⁵ La construction d'un Etat islamique n'a jamais été l'objectif des dirigeants des mouvements islamistes, ce fait a été dénoncé à plusieurs reprises par Tourandjanzadeh publiquement.

Pamiris. Mais il existe également deux autres facteurs contribuant à la construction d'une telle opposition : la relative ouverture du PRI qui n'avait pas fait campagne pour la création immédiate d'un parti islamique, et la volonté de deux autres partis, numériquement plus importants, de vouloir se libérer de cette construction traditionnelle des élites par le clan dominant. Le soutien moral de Ghazi Ali-Akbar Tourandjanzade, la plus haut figure du clergé officiel fait accélérer le rapprochement entre le Parti Démocratique et le PRI. Ils deviennent très rapidement les plus importants partis de l'opposition avec respectivement 20,000 membres pour le PRI et 15,000 pour le PD. Avec l'intensification du conflit, ils ont joint leurs milices sous l'appellation de “ *Front National de Salut* ” et suite à leur défaite en décembre 1992, ils se sont organisés en unités de guérillas.

Face à cette coalition de nature ethnique de l'opposition, les forces gouvernementales se sont constituées de la même manière; une coalition des Kouliabis, des Khodjendis (de la province de Léninabad) et des Hissaris (du district à l'ouest de Douchanbé); elles seront rejointes plus tard par les deux larges minorités ouzbeks du Tadjikistan.

Au début de l'automne 1992, les islamo-démocrates décident d'en finir avec la dualité du pouvoir. Après avoir contraint Nabïev, sous la menace de pistolets-mitrailleurs, à signer sa démission, ils le font remplacer par une figure inconnue, manifestement provisoire : Akbarcho Iskandarov. Mais déjà les divers fronts se fissurent et les détachements communistes s'apprêtent à franchir les cols séparant la capitale de la vallée du Vakhch. Vers la moitié de l'automne 1992 éclatèrent de sanglants combats à Gourgane-Tuybbe, ville de 100 000 habitants située à 90 km de la capitale. En octobre, ce fut une insurrection dans l'ouest du Tadjikistan qui bloqua la seule voie ferrée rattachant Douchanbé et la république au monde extérieur. A Regar et Hissar, l'ancien président du parlement Kendjaïev mobilisa des Ouzbeks locaux ainsi que des bandes de voyous. Kendjaïev, pour devancer Sangak Safarov, un cas particulier de seigneurs de guerre (nous verrons ce concept plus loin), encore occupé à briser la résistance islamo-démocratique dans le sud, porta contre Douchanbé une violente attaque dans la nuit du 23 au 24 octobre. Les postes du comité de sécurité nationale et du ministère de l'intérieur laissèrent pénétrer dans le centre-ville une colonne de camions chargés de plusieurs centaines de combattants. Au soir du 25 octobre, pourtant, après de rudes combats, les défenseurs de Douchanbé vinrent à bout du commando de Kendjaïev. Ce dernier dût quitter la ville, couvert dans sa fuite par les militaires russes.

Comme l'avait promis Moscou, les pays de la CEI, une fois close la session parlementaire, apportèrent un soutien armé massif au gouvernement légal du Tadjikistan, fut-il pro-communiste. Flanqué de son nouveau ministre de l'intérieur, Rakhmonov se rendit en décembre 1992 à la base militaire de Termez, en Ouzbékistan, où l'on formait à la hâte un commando de choc tadjiko-ouzbek.

Entre-temps Sangak avait nettoyé de la “ *vermine démocratique* ” le sud du Tadjikistan.

La plupart des morts furent des civils, victimes des purges ethniques. La faute, certes, en incombe aux deux camps. Il faut toutefois souligner que l'ampleur des tueries a été aggravée par un phénomène d'ailleurs commun à bon nombre de pays issus de l'ancienne URSS : l'irruption des milieux criminels dans le combat politique. En Géorgie, en Transnistrie (la république russophone autoproclamée en Moldavie), dans la guerre azéro-arménienne et dans les conflits du Nord-Caucase, partout l'on voit agir des structures mafieuses renforcées grâce à la crise et la désagrégation de l'URSS. Il arrive que d'anciens truands accèdent à des postes élevés, comme en Géorgie et en Transnistrie. Au Tadjikistan, Sangak Safarov, chef de file des détachements pro-communistes, n'était pas le seul ancien du *milieu*. Yakoub Salimov, devenu ministre de l'intérieur dans le gouvernement, Rakhmonov était l'un des *cerveaux* du racket à Douchanbé et avait écopé en son temps de quatre années de prison fermes pour extorsion de fonds. Même phénomène, quoique plus restreint, au sein des troupes islamo-démocratiques.

Les milieux du crime n'ont pas manqué d'utiliser la guerre civile pour écraser leurs rivaux. Il est notoire que l'Asie centrale est en train de devenir un fournisseur mondial de stupéfiants. Plus grave encore, au “ *club* ” centre-asiatique s'est jointe, à la faveur de la guerre, la puissante mafia afghane. Comme l'a fort bien analysé Alain Labrousse²⁶, directeur de l'Observatoire géopolitique des drogues, les ruines de l'URSS voient surgir un nouveau marché à l'image de celui de la Colombie ou des pays du Sud-Est asiatique. Rien d'étonnant puisque, selon les services spéciaux kirghizes, l'écoulement de l'opium brut rapporte une marge bénéficiaire de 1 000 %.

Après la conquête du pouvoir par les conservateurs, ils avaient prévu de créer l'armée nationale tadjik sur la base du *Front Populaire du Tadjikistan*, une des principales forces pro-communistes pendant la guerre civile. Ce plan semble rencontrer un faible succès depuis le déclin considérable de ce Front Populaire suite l'abandon de discipline imposée par leur chef. En effet, ce groupe de guérilla a été la création d'un seul homme, Sangak Safarov, tué, lors d'un accrochage avec un de ses alliés en juin 1993. Ce groupe est l'exemple type d'un mouvement politique de type clientéliste où au sein du même groupe on trouve aussi bien des membres de la mafia régionale, des aventuriers, des mercenaires et des bandits de toute sorte. Le leader de ce groupe est ce qu'on appelle communément le Warlord ou le seigneur de guerre; un phénomène qu'on rencontre plus dans le Caucase qu'en Asie centrale. “ *A la fin de 1993, l'armée tadjik n'est qu'une création russe et ouzbek avec des recrues tadjiks* ”²⁷.

²⁶ LABROUSSE. A. *La planète des drogues* Paris Seuil, 1993.

²⁷ BROWN Bess *Op cit.*

4-2 ... entraîne les influences externes au conflit

Le conflit prend une autre dimension, quand le 13 juillet 1993, un poste frontalier des forces militaires russes est attaqué par des opposants tadjiks, en provenance d'Afghanistan. Cela a engendré une nouvelle phase d'internationalisation du conflit, comprise comme une plus grande implication de la Russie et de l'ensemble de la CEI au Tadjikistan et l'augmentation du risque d'un nouveau conflit russo-afghan. Le bombardement des villages afghans, par l'aviation russe, qui avaient hébergé les opposants tadjiks a donné une dimension internationale à ce conflit et a conduit l'ONU à lancer un appel en août 1993 aux belligérants pour trouver une issue politique au conflit.

Le conflit interne au Tadjikistan, qui selon de nombreuses sources, avait fait plus de 50.000 morts²⁸ en 1992 et de 300.000²⁹ aujourd'hui, a commencé à se régionaliser, d'une part, du fait des interactions avec l'Afghanistan, et notamment avec les factions tadjiks au sein des Moudjahidins, et d'autre part, du fait de l'intervention des troupes russes, et plus tard ouzbeks, au nom de la “ *défense des frontières de la CEI* ”³⁰.

Nous essaierons de voir l'interaction avec l'Afghanistan non pas comme une intervention de l'étranger, mais plutôt comme une constitution d'un grand sous-ensemble régional au sein de l'Asie centrale, dans la section suivante. A présent, les tentatives russes pour protéger ses flans sud et celles de l'Ouzbékistan, le gendarme régional, pour empêcher la propagation de l'islam sur son territoire seront examinées; un aperçu du rôle pragmatique de l'Iran dans la région, permettrait de mieux comprendre la régionalisation du conflit tadjik en dehors des frontières de la CEI.

4-2-1 La Russie.

La Russie joue au Tadjikistan un jeu ambigu, car tiraillée par des courants contradictoires. D'une part, elle agit dans la hantise de s'enliser dans un nouveau borbier afghan, hantise entretenue par la répétition des embuscades contre les soldats russes. D'autre part, elle n'a pas renoncé à son rôle de puissance dominante et souhaite probablement pérenniser sa présence aux frontières du Tadjikistan pour des raisons géostratégiques mais aussi pour protéger ses ressortissants et ses intérêts économiques. Son action semble perturbée par des divergences entre les responsables de l'armée russe et ses diplomates, les premiers accordant leur confiance aux Kouliabis, les seconds misant plutôt sur les

²⁸ Les lettres de la IFP, l'Institut Français de Polémologie. Conflit dans le monde. n° 6, janvier 1993, citant Le Monde du 25.11.1992.

²⁹ SIPRI Yearbook 1994.

³⁰ Le vendredi 4 septembre 1992, les Présidents de la Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan ont décidé d'apporter “ *assistance au peuple frère, tadjik pour la stabilisation de la situation dans le pays* ” Le Monde 07.09.1992.

forces de Khodjent, plus libérales. La crédibilité de sa neutralité s'est trouvée gravement affectée par ces contradictions.

“ *La Russie de Yeltsine avait répudié le communisme mais c'est mis à le soutenir au Tadjikistan* ”³¹. La présence des troupes russes (sous le drapeau de la CEI) et leur augmentation continuelle est non seulement le signe de la volonté de la Russie de contrôler la situation, mais aussi indique sa volonté de vouloir marquer le début d'une nouvelle jurisprudence en ce qui concerne *le maintien de la sécurité des confins de l'ex-empire*³².

De mai à novembre 1992, Moscou a préféré rester à l'écart des événements internes au Tadjikistan; les gardes frontaliers s'occupaient de la sécurité des limites externes de la république, alors que la 201^{ème} division avait la charge de protéger des sites stratégiques comme les casernes et les dépôts de munitions. Par ailleurs, ils épaulaient les gardes frontières sur les lignes de marquage avec l'Afghanistan. Le colonel Anatoly Ivlev le précisait ainsi : “ *la division russe a toujours adhéré au principe de 'neutralité active' et dès le premier jour du conflit s'est gardée d'intervenir dans le conflit interne* ”.

Moscou était particulièrement concerné par l'intégrité territoriale du Tadjikistan ainsi que par l'instabilité croissante de la région. Les inquiétudes de Moscou se sont accentuées quand ils ont commencé à constater que l'est du Tadjikistan était en train de devenir une nouvelle zone de trafic de drogue et d'armes de l'Afghanistan vers l'Europe occidentale en passant par la Russie.

La première étape vers le renforcement de la stabilité a été achevée le 15 mai 1992, quand le Tadjikistan a signé le traité sur la sécurité collective co-signé par la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. Le document stipulait que l'agression contre l'un des signataires serait perçue comme une agression contre tous. Le 21 juillet, et suite au fait que le Tadjikistan se voyait incapable de prendre en main la défense de ses propres frontières, Moscou a annoncé qu'il pourrait y avoir une prise en charge par sa juridiction de ces forces frontalières³³.

Avec cette intervention le rôle de l'armée russe prend des couleurs de plus en plus ambiguës; il devient de plus en plus difficile de déterminer la place de la Russie dans les affaires internes du Tadjikistan. Depuis quasiment les tous débuts du conflit, les forces pro-communistes pouvaient acheter des armements lourds comme les missiles et des chars des forces russes présentes au Tadjikistan. Par ailleurs, les officiers russes dissimulaient à peine leurs affinités idéologiques pour

³¹ MENON. Rajan “ *In the Shadow of the Bear* ” in: International Security été 1995, Vol 20, n° 1.

³² Le Monde du 29,03,1994 avance le chiffre de 20,000 pour la présence russe au Tadjikistan, The Economist du 13,12,1993 avait donné le même chiffre, mais celui du 21, 05,1994, c'est-à-dire celui, daté de cinq mois plus tard parle de 25,000 hommes. Par ailleurs, le SSII Military Balance de 1992 ne mentionne que 8,500 personnes pour la seule période de 1992.

³³ MESBAHI Mohiaddin “ *Russian Foreign Policy and Security in Central Asia and the Caucasus* ” in: Central Asian Survey Vol 12, n° 12, 1993.

les forces communistes³⁴ et leur réserves à l'égard des forces islamistes. Avec une désobéissance volontaire et obstinée à l'égard des ordres en provenance de Moscou, les troupes russes ont modifié sinon affecté le cours des événements dans le conflit du Tadjikistan.

La Russie a agi au Tadjikistan avant tout pour préserver ses intérêts. En premier lieu, les 1300 km de frontières du Tadjikistan sont regardées comme les seules frontières sud assurant non seulement la sécurité de la CEI, mais de la Russie elle-même : *“ en défendant la section tadjik des frontières, nous ne faisons que défendre l'arrière-cours de la Russie. Nous n'avons aucune frontière au sud et si on perd nos alliés, il sera de plus en plus difficile pour nous de défendre nos vraies limites qui seraient devenues perméables et franchissables (...). Aujourd'hui les gardes frontières russes détiennent non seulement la clé de la sécurité des frontières tadjiks, mais quelque part celle de la Russie, voire celle de la Communauté ”*³⁵.

Le point le plus crucial pour Moscou est *l'effet de domino* qui pourrait se produire à partir du poudrier tadjik pour se répandre aux Etats voisins; dans ce cadre il serait plus difficile de se soucier des frontières indéfendables du Kazakhstan. Mais l'aspect le plus important, pour Moscou, consiste à assumer pleinement son nouveau rôle de *puissance régionale*³⁶. Avec la fin du monde bipolaire, la Russie se voit de plus en plus impliquée dans des conflits de *moyenne intensité* de type Tadjikistan, Azerbaïdjan ou comme celui qui se déroule en Géorgie. Pour les militaires à Moscou, *la guerre du Tadjikistan coïncide avec un début de résurgence d'équilibre du pouvoir en Asie centrale*. Etre au premier rang du conflit au Tadjikistan est un signal en direction des puissances voisines : l'Iran, la Turquie, le Pakistan et la Chine. Les Russes sont assez explicites pour démontrer que malgré les apparences, *il n'existe aucun vide stratégique à combler*.

Etant un pays habité par un grand nombre de musulmans, souvent sécessionnistes, comme au Tatarstan, en Tchétchénie ou d'une manière générale en Transcaucasie, les Russes sont assez méfiants et sensibles aux questions relatives à l'islam³⁷. Par ailleurs, la Russie a toujours partagé une histoire ambiguë avec le monde musulman; une religion qui a été pour longtemps considérée comme une religion *‘de sang et de guerre’*. Pour ces deux raisons la résurgence de l'islam au frontières sud du pays a créé une vraie menace pour la sécurité de la nouvelle Russie, encore assez fragile.

³⁴ Le Monde, 21,11,92.

³⁵ Le ministre Victor Baranikov Ostankino Channel I TV 25,07,1993 BBC SWB 27,07,1993 cité in : THÖNI. Julien The Tajik Conflict : The Dialectic Between Internal Fragmentation and External Vulnerability 1991-1994 Suisse Ed : PSIS, papier n° 3, 1994.

³⁶ Pour la transformation de la nature de la puissance russe d'une superpuissance mondiale vers une régionalisation de ces actions voir la deuxième partie.

³⁷ De TAINGUY. Anne *“ La Russie a-t-elle une politique à l'égard de son sud ”* in : Cahiers d'études sur la Méditerranée et le Monde Turco-Iranien juillet 1993.

La deuxième question qui affecte la Russie, et qui est commune à l'ensemble des ex-républiques, est l'avenir de la minorité russe ou russophone. A l'origine, cette minorité soutenait la faction des communistes face aux nationalistes et aux islamistes. Par ailleurs, l'élite tadjik est incapable de prendre en main la direction politico-économique du pays sans l'aide des russophones. La montée du nationalisme et des conflits inter-ethniques au Tadjikistan ne pouvait pas laisser Moscou indifférent. “ *La Russie était directement concernée par la situation chaotique et anarchique du Tadjikistan qui allait se transformer en une vraie libanisation* ”³⁸. Pour les autorités russes, l'intervention au Tadjikistan, afin de défendre la minorité russe face à l'instabilité locale, pourrait servir d'exemple aux dirigeants des autres républiques centre-asiatiques. Les russes préfèrent voir aux postes de commandes des présidents comme Nazarbaïev ou Niyazov, qui de la protection de la minorité russe ont fait une priorité dans le cadre des mesures de politique interne. L'exode massif de la minorité russe des anciennes républiques serait un coup dur pour la fragile économie russe, mais elle aurait également une conséquence politique grave pour les autorités russes. La droite nationaliste est devenue la force politique la plus populaire aux yeux des russes qui reviennent au pays. Pour ces populations, qui ont du tout abandonner pour sauver leur vie, le nationalisme local ne peut être contrôlé que par les moyens proposés par les ultra-nationalistes ou par les néo-communistes. Il leur paraît tout naturel de vouloir rétablir l'empire pour leur permettre un retour vers leurs terres et retrouver leur statut de l'époque où ils appartenaient à la nomenklatura locale, alors qu'*au retour vers la mère patrie*, ils se retrouvent souvent aux échelons les plus bas de la société.

Avec le retour au pouvoir des communistes au Tadjikistan, en novembre 1992, les autorités russes ont décidé de passer de la politique de *neutralité active* à un soutien total du gouvernement communiste *légal* en place. Moscou est intervenu directement et indirectement dans le conflit tadjik. Premièrement, et en sachant qu'elle serait qualifiée de néo-impérialiste, la Russie a soutenu son allié régional, l'Ouzbékistan qui combattait l'opposition tadjik. Mais l'interférence croissante dans les affaires internes du Tadjikistan est devenue de plus en plus évidente dès l'instant où le colonel russe Shishlianikov s'est emparé du poste de ministre de la défense du Tadjikistan³⁹. Moscou a par ailleurs pris l'initiative unilatérale de créer l'armée nationale tadjik sur les bases de la 201^{ème} division et les milices Kouliabis⁴⁰. Une précision sur le rôle de la 201^{ème} division semble nécessaire. La présence de cette division de l'Armée Rouge au sud du Tadjikistan suscite plusieurs problèmes, et tout d'abord du fait même de la structure de l'Armée Rouge. Cette armée coloniale, qui jusqu'en 1991 défendait *le monde*

³⁸ THÖNI. Julien *The Tajik Conflict*, op cit

³⁹ *Le Monde*, 05,12,1992.

⁴⁰ “ *Trente et un officiers russes sont arrivés en février 1993 à Douchanbé pour assister le gouvernement pour la construction de cette nouvelle armée* ” in : MESBAHI, op cit

communiste face au péril du capitalisme, si elle est toujours présente sur les mêmes frontières internationales, défend aujourd'hui une autre cause : les frontières de la CEI⁴¹. Quel est le vrai rôle de ces forces? “...la grave crise que traverse la Russie et les composants de l'ex-URSS n'a pas épargné cette armée, atteinte par les mêmes maux que l'ensemble de la société: inefficacité, désillusion, manque de perspectives et de motivations, corruption”⁴².

Mais en dehors de ces considérations, la Russie a participé directement au conflit. Dès décembre 1992, les bombardiers russes ont massivement soutenu les attaques lancées par les forces gouvernementales pour conquérir les forteresses de l'opposition dans les régions de Garm et de Kaffernkon⁴³, alors qu'en février 1993, Pavel Gratchev donnait comme directive à la 201^{ème} division d'épauler les forces gouvernementales pour rétablir l'ordre, après avoir, dans un premier temps, renforcé l'état d'urgence au début du mois de janvier 1993.

Les engagements de la Russie dans les affaires internes du Tadjikistan ne signifient pas seulement que ce pays est devenu “*stratégiquement significatif*”, mais aussi le fait que la clé de la guerre ou de la paix se trouve avant tout à Moscou. Toutefois, la partialité de l'intervention de la Russie a eu des conséquences pernicieuses. D'un point de vue militaire, elle a rompu l'équilibre du pouvoir en faveur des forces Kouliabis. Elle a, par ailleurs, aggravé le niveau de la violence en introduisant des armements lourds et en favorisant la course aux armements de part et d'autre. La conséquence ne s'est fait pas attendre et la traversée régulière des parcelles de frontières communes avec l'Afghanistan et détenues par l'opposition armée sont devenues inévitables; ce qui a eu pour effet immédiat d'accroître considérablement le niveau d'insécurité aussi bien pour le Tadjikistan que pour l'ensemble des pays de l'Asie centrale. Mais la conséquence la plus grave due à l'introduction d'armes nouvelles dans la région est sans doute le fait que *les Islamistes ont été encouragés dans leur conviction d'opter pour une solution militaire plutôt que pour une solution négociée*. La question est de savoir : *jusqu'où les russes avaient-ils calculé les conséquences qu'entraînerait le soutien d'une faction contre l'autre?* Désormais les troupes du Kremlin ont perdu tout espoir d'être considérées comme une partie tiers potentiellement neutre à ce conflit. L'image des russes a de nouveau été volontairement confondue avec son passé colonial. Du point de vue politique, l'intervention russe a eu pour effet direct d'exclure l'opposition tadjik de la scène politique et de ce fait, elle a contribué à la pousser vers une guérilla incontrôlée le long de la frontière afghane; cela a eu une autre conséquence inévitable : *conduire des forces étrangères au conflit à se présenter sur le terrain des hostilités*.

⁴¹ Interview d'Islam Karimov, le Président de la république d'Ouzbékistan, dans *Libération*, 8 septembre 1992.

⁴² AMENON. Kapeliouk. “*L'Armée Russe, comme force de police...*”. *Le Monde Diplomatique* Décembre 1992.

⁴³ *Far Eastern Economic Review* FEER, 03,06,1993.

La signature du traité bilatéral de défense et d'amitié, du 23 mai 1993 entre la Russie et le Tadjikistan, a eu pour effet immédiat d'étendre le système de défense aérienne de la Russie au territoire tadjik⁴⁴; un fait qui a coïncidé avec l'interdiction de toutes les parties de l'opposition en juin 1993 et qui n'a laissé pratiquement d'autre choix aux opposants que d'agir par des actions violentes. L'attaque sanglante contre un poste de gardes-frontières russes le 13 juillet 1993 en provenance des frontières afghanes a marqué, comme on l'a précisé précédemment, une nouvelle étape dans la radicalisation du conflit⁴⁵; elle a, par ailleurs, contribué au changement d'attitude de Moscou à l'égard de celui-ci. Désormais la politique russe oscille entre une politique de représailles massives et de tentatives de négociation. Les discours militaires semblent de plus en plus reprendre le dessus; quelques jours après l'assaut, Pavel Gratchev s'est rendu à Douchanbé et a déclaré : *“ Cette attaque se veut en effet comme une guerre non-déclarée à la Russie; mon souhait et mon devoir est aujourd'hui et demain de développer des mesures adéquates pour restreindre l'ennemi dans ses actions hostiles et de lui infliger de telles punitions que désormais personne n'ose attaquer sur leurs terres encore le peuple russe ”*⁴⁶.

Les représailles militaires ne se sont pas fait attendre; pendant les mois de juillet et d'août les forces de la CEI, à l'aide de l'aviation, ont bombardé les villages afghans susceptibles d'abriter des rebelles tadjiks. Mais le coût de ce type d'opération militaire, le risque de se voir impliquer de nouveau dans un borbier à l'"afghane", l'apparition d'une opinion internationale hostile à cette intervention, ont incité les autorités russes à rechercher une solution politique; en effet, elles se sont rendues compte qu'une assistance et une implication asymétrique pourraient contribuer à la mise en place d'un conflit de longue durée et sans issue.

Dès la fin du mois de juillet, les actions russes au Tadjikistan ont pris une nouvelle direction. Le 24 septembre, la Russie a renforcé son action militaire au Tadjikistan; un processus qui a été concrétisé par l'établissement de *'forces collectives de maintien de la paix'* sous le commandement direct du général-colonel Boris Pyankov⁴⁷. Parallèlement au renforcement de la présence militaire, les prises de contact avec les parties tiers et l'opposition se sont multipliées; l'Iran et l'Afghanistan ont été les principaux intéressés. Finalement, une rencontre avec l'opposition a été organisée. Le 28 juillet, Kozyrev a reçu le mandat d'ouvrir les négociations⁴⁸. Le besoin de développer un dialogue entre Douchanbé et l'opposition a été clairement mis en évidence lors du sommet du 6/7 août de la

⁴⁴ BROWN. Bess *“ Central Asian States Seek Russian Help ”* in : RFE/RL Research Report Vol 2, n° 25, 18,06,1993.

⁴⁵ 200 paysans, 60 rebelles tadjiks et 25 soldats russes ont périés dans cette attaque.

⁴⁶ ITAR-TASS news agency 16,07,1993 BBC SWB 19,07,1993.

⁴⁷ La prédominance de la Russie au sein de la proposition de la création de ces forces d'intervention de maintien de la paix est. incontestable : 50% de Russes, 15% de Kazakhs, 15% d'Ouzbeks, 10% de Kirghizes et 10% de Tadjiks. (in UN Security Council Document S/26610 octobre 1993, cité in : THÖNI. Julien *The Tadjik Conflict* op cit.

⁴⁸ UN Security Council Document S/263, 11 septembre 1993.

CEI à Moscou où Yeltsine a formellement averti les autorités tadjiks de sa décision de suspendre son assistance si ces derniers n'engageaient pas des négociations immédiates avec l'opposition⁴⁹.

Il est clair que Moscou a choisi d'opérer sur deux fronts comme Kozyrev le laissait entendre : *“ La première ligne commune du cadre du travail au sein de la CEI est d'assister l'autorité tadjik à établir la stabilité à l'aide des forces de la coalition et la coopération afin de protéger les frontières communes entre le Tadjikistan et l'Afghanistan (...). Mais la deuxième ligne consiste en un établissement du dialogue politique car les issues ne peuvent pas être trouvées par une utilisation de la force ”*⁵⁰.

Mais cela n'a pas été aussi simple car le contrôle du centre sur les troupes a été quasi inexistant ; des troupes russes désemparées, éloignées du centre et faisant face à la crise économique et identitaire auxquelles l'ensemble de l'Armée Rouge devait faire face, se sont livrées aux ordres des commandants locaux. Des informations plus ou moins vérifiées rapportaient que des officiers de la 201^{ème} division basés au Tadjikistan avaient exécuté des soldats sans jugement, victimes imputées aux violents combats les opposant aux Tadjiks. Le commerce illicite d'armements atteignait une ampleur inouïe : on pouvait acheter de tout dans les casernes, depuis les cartouches jusqu'aux chars. Les gardes-frontières, en service dans la zone tadjiko-afghane, laissaient passer, moyennant finances, les voyageurs en quête d'armes, qu'ils vinrent du camp islamique et démocratique ou du camp opposé. Des islamo-démocrates ont reconnu que leur arsenal provenait d'achats illégaux auprès des militaires russes et non de prétendues livraisons des Moudjahidins afghans, comme Islam Karimov s'entêtait à l'affirmer. Les premiers signes du rétablissement d'un contrôle central sur les troupes russes apparaissent après la visite au Tadjikistan du maréchal Chapochnikov, ancien ministre de la Défense de l'URSS, à l'époque commandant en chef des Forces armées de la CEI. Fin août 1992, il se rendit à Kouliab chez Sangak, puis au 191^{ème} régiment de Gourgan-Tuybbe. Pourquoi une telle visite? Chapochnikov refusa de s'exprimer devant la presse. Cependant, quelques jours après son départ de Douchanbé (où il avait catégoriquement refusé de rencontrer les ministres islamo-démocrates), les commandos de Kouliab, en interaction avec les chars du 191^{ème} régiment percèrent le front de la vallée du Vakhch, ce qui décida de l'issue de la guerre. De même, la position de l'armée russe fut sans équivoque, en octobre, lors de l'offensive des détachements ouzbeks contre Douchanbé : la 201^{ème} division soutint Kendjaïev et il fallut qu'Iskandarov et Khoudonazarov fassent appel à Yeltsine pour que Moscou enjoigne aux troupes russes de conserver leur neutralité.

Il faut signaler, bien qu'ils ne soient pas mis en avant, que l'attitude russe est motivée par d'autres aspects qui peuvent avoir des prolongements qu'on ne

⁴⁹ Cité in : DANNREUTHER *op cit*.

⁵⁰ World Service 16.01.1993 BBC SWB 19.01.1993.

saurait sous-estimer. Le degré d'implication actuelle des Etats-Unis dans le conflit tadjik reste évidemment une question floue. Certains faits commencent néanmoins à émerger. Par exemple, la " *Directive 13* " de la Maison-Blanche qui envisage l'action financière et diplomatique des Etats-Unis à l'égard des conflits géorgien, azerbaïdjanais et tadjik. En avance sur les Russes, les américains avaient arrêté leur position vis-à-vis du conflit tadjik dès le mois de mai 1992 en soutenant sans hésiter les communistes alors perdants. Escudero, ambassadeur des Etats-Unis à Douchanbé, rencontrait régulièrement Nabiev et, circonstance éloquente, également les chefs militaires de Kouliab. C'est à Kouliab que convergeait l'aide humanitaire des Américains. Par cette attitude, ils ne pouvaient qu'inciter la Russie, au cours de l'automne 1992, à une alliance avec les forces pro-communistes du Tadjikistan. Le service russe de Radio Liberty, généralement proche des sources américaines, avançait alors l'idée que la ligne de démarcation entre la *mentalité européenne* (le régime de Nabiev !) et le *despotisme asiatique du fondamentalisme* passait au Tadjikistan. Les américains contribuent aussi à la neutralisation des rebelles tadjiks réfugiés en Afghanistan ; Washington a notamment redoublé d'efforts pour racheter aux Moudjahidin afghans les lance-missiles sol-air Stinger qu'ils leur avait vendus, de crainte que cette arme efficace ne soit utilisée par les opposants tadjiks contre l'aviation russe et ouzbek au Tadjikistan. Nul doute que les Américains misent désormais sur un Ouzbékistan et, plus largement, sur une Asie centrale stable, destinée à servir aussi de rempart face à l'Iran considéré comme dangereusement intégriste.

4-2-2 L'Ouzbékistan.

Le nombre croissant des facteurs justifiant l'intervention ouzbek au Tadjikistan facilite la tâche des observateurs pour démontrer la volonté de Tachkent de s'imposer de plus en plus sur la scène régionale. Chacun d'entre eux représente un des aspects des caractéristiques du jeu régional en Asie centrale et il ne semble pas pertinent de les classer selon un degré d'importance. Ces facteurs sont les suivants :

- le premier, aux yeux de Islam Karimov, a été le fait de savoir que toute libéralisation politique ou encore tout coup impuni de l'opposition tadjik pourraient être initiés par sa propre opposition,
- la volonté de défendre la minorité ouzbek au Tadjikistan qui est traditionnellement alliée à l'élite kouliabis,
- le fait de contrôler sa propre minorité tadjik,
- le souhait de contrebalancer la présence croissante de Moscou et d'Almaty dans la région,
- la peur du renouveau du fondamentalisme islamique en tout genre,
- la quête de la stabilité régionale afin d'attirer les investissements étrangers, vitaux pour l'économie ouzbek en période de transition.

Tous ces facteurs sont à l'origine du fait que l'Ouzbékistan se met à se doter des moyens pour devenir une hégémonie régionale. Ce phénomène ne peut uniquement être réduit au rang des facteurs mentionnés⁵¹ puisqu'il en est le résultat. Il s'agit là de la conséquence directe de la volonté ouzbek de vouloir transformer ces menaces en atout. Depuis 1992, Karimov insistait sur l'importance d'inscrire les questions relatives à la sécurité des frontières sud à l'ordre du jour de l'agenda des sommets successifs de la CEI⁵². La signature du premier pacte de sécurité au sommet de Tachkent n'est pas une coïncidence. Karimov a accentué le mouvement en faisant pression sur Nabïev. Le 7 décembre 1992, l'Ouzbékistan a annulé tous les vols vers le Tadjikistan et a fermé les frontières⁵³. Couper la route aux vivres et aux combustibles ne signifiait pas autre chose que la mort pour la coalition gouvernementale au pouvoir.

Mais le point le plus important reste l'intervention directe de l'Ouzbékistan dans le conflit interne au Tadjikistan; Tachkent a apporté son aide militaire aux forces communistes en leur fournissant des pièces d'artilleries lourdes pour conquérir Douchanbé. Après la conquête de la capitale, les forces aériennes ouzbeks ont lancé des attaques massives contre les forces islamo-démocrates qui battaient en retraite. Par ailleurs, une brigade des forces tadjiks a été entraînée par l'armée ouzbek pendant le conflit.

*“ Il est évident que sans l'aide militaire et politique de l'Ouzbékistan, les forces pro-communistes n'auraient jamais réussi à reprendre le pouvoir à Douchanbé ”*⁵⁴. Cette intervention a accéléré la tendance à un déséquilibre parmi les forces en présence au Tadjikistan; mais l'intervention directe de l'Ouzbékistan donne une nouvelle tournure au conflit : elle a contribué à transformer une guerre civile en une question de sécurité régionale. A la différence de l'intervention russe - soucieuse d'assurer un retour vers un statut antérieurement établi -, la présence des troupes de Tachkent dans ce conflit marque le début d'une volonté de changement des rapports de forces. L'Ouzbékistan a réussi à transformer les risques du conflit tadjik en une occasion d'imposer ses propres règles du jeu. Pour la première fois, les ouzbeks ont montré que désormais il faudrait compter avec eux, au moment où une question régionale se pose aux acteurs internes ou externes.

L'intervention de l'Ouzbékistan a été justifiée par la nécessité de prévenir toute contagion islamiste dans la vallée de la Ferghana et de protéger les 1,2 millions d'Ouzbeks qui vivent au Tadjikistan. Le Kirghizistan a lui aussi été sensible à cette menace et a envoyé un contingent. Le Kazakhstan a approuvé l'action de la CEI mais le bataillon kazakh promis n'est toujours pas en place. Le Turkménistan, en revanche, est resté à l'écart.

⁵¹ THÖNI Julien *The Tajik Conflict*, op cit.

⁵² BROWN Bess “ *Central Asian States* ” op cit.

⁵³ *Izvestia* 12,1,1993 *BBC SWB* 14,1,1993.

⁵⁴ THÖNI Julien *The Tajik Conflict*, op cit.

Islam Karimov n'avait pas tardé à comprendre que les islamo-démocrates arrivés au pouvoir à Douchanbé sur une base anticommuniste et nationaliste représentaient une grave menace pour la stabilité de son pays. En raison des millions de “ vrais ” ou “ faux ” Tadjiks vivant en Ouzbékistan, mais aussi parce que les Tadjiks afghans Rabbani et Ahmed Shah Massoud venaient d'entrer à Kaboul en avril 1992. La capitale ouzbek, qui avait jusque-là fustigé violemment la nouvelle politique de Boris Yeltsine en prenant ses distances avec la Russie démocratique, opta soudain pour un rapprochement avec Moscou, tant il était clair qu'elle ne pourrait assurer le contrôle de ses frontières sans l'aide militaire russe. Karimov fut le premier à définir le coup d'Etat islamo-démocratique de mai 1992 à Douchanbé comme une victoire du fondamentalisme; il s'agissait de montrer qu'une menace intégriste pesait sur les frontières sud de la Russie elle-même. Argument entendu : du 11 au 13 mai Andreï Kozyrev, ministre Russe des Affaires étrangères, fit une visite éclair à Boukhara, Samarcande et Kaboul (le choix des villes parle de lui-même). Le 15 mai 1992 Karimov profita du sommet des chefs d'Etat de la CEI, à Tachkent, pour poser à nouveau la question du fondamentalisme tadjik et d'une éventuelle agression afghano-tadjik contre l'Ouzbékistan. Certes, il ne put alors inciter ses partenaires à une ingérence active dans la crise du Tadjikistan, mais Yeltsine montra son attachement au principe de l'inviolabilité des frontières de la CEI en se rendant à Samarcande avec Karimov pour y signer un traité russo-ouzbek.

L'Ouzbékistan recherche à la fois l'intervention russe et est encouragée par la Russie pour intervenir militairement afin de protéger les détenteurs traditionnels de pouvoir au Tadjikistan. “ *L'intervention ouzbek et son soutien ont été un facteur important dans la victoire de clan des Kouliabis-Léninabadis* ”⁵⁵. Toutefois, le Kremlin, jusqu'à l'automne 1992, n'alla pas plus loin que cette manifestation de soutien à Karimov, évitant toute immixtion dangereuse dans la zizanie tadjik. Alors Karimov décida d'agir à ses risques et périls. “ *L'Ouzbékistan ouvrit plusieurs canaux d'ingérence dans les affaires du Tadjikistan. Sur la ville de Kouliab, coupée du monde extérieur par la guerre et en proie à la pénurie alimentaire depuis le début de l'été, l'Ouzbékistan envoya par avion une aide alimentaire généreuse, assortie d'armes à feu et de munitions. Fin septembre 1992, Karimov parvint à réveiller ses partisans dans la région limitrophe Régar-Guisar. Des Ouzbeks de la région de Sourkhandaria participèrent à l'assaut de Douchanbé le 23 octobre 1992, avec du matériel fourni par l'Ouzbékistan* ”⁵⁶. Un peu plus tard, ce même pays livra au Front Populaire du Tadjikistan quelques milliers de pistolets-mitrailleurs, une cinquantaine d'engins blindés dont vingt chars T-62. L'assaut de Douchanbé et Kofarnikhon, en décembre, fut appuyé par des hélicoptères de combat et des avions de chasse SU-25 ouzbeks. L'aviation du régiment de l'armée de l'air basé à

⁵⁵ MENON. Rajan “ *In the Shadow of the Bear* ” in: International Security été 1995, Vol 20, n° 1.

⁵⁶ CHOUKOUROV. Charif & Roustam Peuples d'Asie centrale op.cit.

Andijan et du régiment d'intervention hélicoptérée de Kagan (près de Boukhara) participaient, encore il y a un an, à toutes les grandes opérations des forces gouvernementales du Tadjikistan contre les opposants.

4-2-2-1 La formation d'une géostratégie ouzbek.

Essayons de voir sous un autre angle la contribution de l'Ouzbékistan à la victoire des forces communistes au Tadjikistan. Sangak et Rakhmonov eux-mêmes l'ont maintes fois souligné dans leurs discours. Détail éloquent, Chichliannikov, actuel ministre de la Défense du Tadjikistan, est un homme de Tachkent⁵⁷. Bien plus, Islam Karimov est allé jusqu'à nouer des contacts avec les formations du général Dostoum, Ouzbek afghan, et de Nodiri, un Hazara, qui contrôlent les régions nord-ouest de l'Afghanistan. Peu après l'une des visites de Dostoum à Tachkent (qui s'est achevée le 18 août 1993), ce dernier lança ses troupes contre les opposants tadjiks retranchés dans le nord de l'Afghanistan. Les régions sud du Tadjikistan, désertées du fait des opérations militaires (Chartouz, Kabodien) sont peuplées par des colons ouzbeks depuis le printemps 1993. Il s'agit de doubler le cordon de Dostoum, de l'autre côté de la frontière, par une large ceinture ouzbek qui séparera les Tadjiks de Transoxiane des Tadjiks afghans.

La connivence de Tachkent avec les Moudjahidins afghans et les autorités communistes du Tadjikistan prouve que l'Ouzbékistan commence à prendre à coeur son rôle de superpuissance régionale. C'est le premier Etat de l'ex-Union soviétique qui étende son influence non seulement sur une république voisine, mais aussi hors des frontières de l'ancienne fédération.

*“ Il s'agit, d'une manière générale, de trouver un moyen de se contraindre soi-même à l'exécution si nécessaire de sa propre menace. Il est par exemple possible de mettre en jeu à cet effet sa réputation pour impressionner son adversaire, ou encore d'avoir recours à un engagement formé faisant appel à une tiers partie. Les traités de défense mutuelle conclus entre nations importantes et nations plus petites peuvent être considérés sous cet angle; il s'agit alors moins de la protection des petites nations que d'un dispositif visant à retirer aux grandes une liberté de choix qui risquerait de se révéler embarrassante dans certaines situations ”*⁵⁸ et ⁵⁹. Il est clair que le fait que Tachkent mette en jeu sa réputation par rapport à l'intervention au Tadjikistan, n'est plus une menace. Si cela l'a été avant l'arrivée des islamo-démocrates au pouvoir, il a montré que dans ses attentes stratégiques du jeu régional, il existe

⁵⁷ BROWN. Bess “ National Security and Military Issues in Central Asia ” in : PARROTT. Bruce State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia New York Ed : MS Sharpe 1995.

⁵⁸ SCHELLING. Thomas. C La Stratégie de conflit Paris Ed : PUF.

⁵⁹ L'asymétrie habituelle entre sanction et récompense. C'est ainsi qu'il est nullement nécessaire pour être efficace que la menace implique des inconvénients plus marqués pour la partie menacée que pour celle qui formule la menace. Une menace n'est trop forte que si elle est trop manifestement exagérée pour être crédible.

une doctrine régionale cohérente ; en cela, l'Ouzbékistan confirme qu'il est le seul Etat d'Asie centrale soviétique disposant d'une doctrine militaire et étatique. Ce trait caractéristique de l'Ouzbékistan se manifeste de plus en plus dans les discours des dirigeants ouzbeks, notamment ceux du Président Karimov ; cette interview en est le témoignage :

- Q : *“ Le risque majeur que vous décrivez implique qu'une issue politique soit rapidement trouvée à cette crise (le conflit tadjik) pour éviter le pire. Maintenant que les troubles ont cessé, quelles sont, selon vous, les conditions d'un accord de paix durable ? ”*

- Islam. Karimov : *“ Dans un conflit d'une telle ampleur, où sont impliquées de nombreuses puissances régionales, il ne peut pas y avoir de règlement militaire. Pour parvenir à une paix durable, les différentes parties prenantes, c'est-à-dire les dirigeants du Tadjikistan, de l'Afghanistan, de l'Iran, du Pakistan (et, si nécessaire, ceux de l'Arabie Saoudite à laquelle sont liés les islamistes), n'ont d'autre solution que de se rencontrer pour négocier sans intermédiaires. Je le répète : c'est la stabilité de l'ensemble de la zone qui en jeu ”*.

Toujours est-il que *“ les actuels dirigeants du Tadjikistan ne font plus aucun effort pour cacher leur dépendance des forces militaires de la Russie ou de l'Ouzbékistan ”*⁶⁰. Mais est-ce que nous pouvons aller jusqu'à affirmer que *“ ... quant à l'Ouzbékistan, son action pourrait, elle aussi, être inspirée par une ambition hégémonique. Il est a priori hostile à un compromis avec les 'islamo-démocrates', convoite sans doute la région de Khodjent, et entend probablement maintenir le Tadjikistan dans une situation d'affaiblissement durable ”*⁶¹ ?

4-2-3 L'Iran.

En effet, l'influence de Téhéran dans le conflit ne paraît pas forte. Les affinités avec les Tadjiks sont linguistiques et culturelles mais l'Iran est préoccupé avant tout par la stabilité régionale. Son prosélytisme idéologico-religieux est beaucoup plus limité que celui des Saoudiens. Malgré le fait que l'Iran a eu la même attitude que l'Afghanistan en aidant l'opposition tadjik en armes, nourritures et financements, Téhéran a continué de poursuivre une politique de neutralité dans le conflit tadjik. Depuis le début du conflit, Téhéran a opté pour un pragmatisme presque inattendu; en laissant de côté l'exportation des valeurs de la révolution islamique, l'Iran a proposé ses bons offices et sa médiation dans le conflit. L'ambassadeur iranien à Douchanbé a gardé de très bonnes relations avec le gouvernement en place, ce qui n'était pas du goût de l'opposition; une

⁶⁰ ROWN Bess *Op cit.*

⁶¹ Rapport d'information n° 151 de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, présenté par MONTESQUIOU. Aymeri Asie centrale : une indépendance inachevée.

opposition dont les chefs résident à Téhéran⁶². L'intervention directe des forces russo-ouzbeks dans le conflit et la défaite des islamo-démocrates a provoqué l'indignation des autorités de Téhéran.

Nous allons voir les limites de l'action iranienne dans la région, ultérieurement, mais il est nécessaire de préciser quelques points sombres qui ont beaucoup servi à des analyses journalistiques, favorables à un rapprochement irano-tadjik (tous les nostalgiques d'un passé royal et leurs intellectuels), ou défavorable à ce phénomène (chercheurs de base américains et des simplistes en France), dans les premières années d'indépendance de ces pays. Ces lignes feront en partie le travail d'élucidation. *“ L'Iran, superpuissance régionale ayant ses propres intérêts au Moyen-Orient, n'est pas moins préoccupé que l'Ouzbékistan de l'émergence possible d'un grand Tadjikistan allant de Kaboul à Boukhara. Autre facteur décisif déjà évoqué : malgré l'affinité ethnique des Tadjiks et des Perses, l'Iran chiite regarde d'un oeil méfiant les Tadjiks sunnites. L'intérêt géopolitique de l'Iran prévaut sur les considérations de parenté ethnique avec les Tadjiks, tout comme il prévaut dans la position de Téhéran vis-à-vis de la question kurde : quelles que soient leurs similitudes ethniques avec les Kurdes disséminés en Turquie, en Irak et en Iran, les Iraniens s'opposent à l'idée d'un Kurdistan unifié. C'est ce qui explique que l'Iran soit volontiers entré dans le jeu auquel le conviaient les diplomates russes qui ont souvent évoqué le problème tadjik avec Téhéran : en échange d'un rapprochement russo-iranien dans le domaine économique et militaire, l'Iran s'est distancié de la querelle tadjike et a même été parmi les premiers à reconnaître la restauration du pouvoir communiste au Tadjikistan ”*⁶³.

Tout d'abord, il ne nous semble plus nécessaire de signaler que l'Iran n'est pas *le méchant chiite* que nous voyons dans la littérature basique occidentale; c'est avant tout *une puissance régionale sécularisée* qui, indépendamment de son idéologie, reste avant tout *une puissance régionale avec ses intérêts et ses limites*. Autrement, il a été aussi chiite pour les azéris que persanophones pour les tadjiks. Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et la prise de position à peine cachée pour la première ont bel et bien montré que la parenthèse islamique a depuis longtemps laissé la place au pragmatisme iranien. D'ailleurs, nous sommes amenés à reprendre Olivier Roy qui estime que *“ la diplomatie iranienne depuis Amir-Kabir, le grand ministre d'un des rois de la dynastie des Qhadjars, reste la même : le maintien d'équilibre et la neutralité ”*⁶⁴ pour expliquer que l'Iran est prêt à renoncer à ces buts définis à un moment donné pour qu'il n'y ait aucun changement majeur dans son environnement. La raison de ce conservatisme

⁶² THÖNI. Julien *The Tajik Conflict*, op cit.

⁶³ CHOUKOUROV. Charif & Roustam *Peuples d'Asie centrale* op.cit.

⁶⁴ ROY. Olivier *“ Sous le turban, la couronne : la politique extérieure ”* in : ADELKHAH. F, BAYART. JF, ROY. O *Thermidor en Iran* Paris Ed : Complexe 1993.

réside dans le fait que le vieil Etat-nation iranien est de plus en plus fragile; le risque d'éclatement se manifeste d'une manière plus pressente.

Nous verrons plus loin que l'Iran a plus d'intérêt vis-à-vis du Turkménistan - pourtant turcophone -, qu'au Tadjikistan, persanophone ; cela pour un grand nombre de raisons au nombre desquelles la grande réserve d'hydrocarbure au Turkménistan et la continuité territoriale entre les deux pays pour le transport terrestre des marchandises et de transport du gaz et du pétrole. Ces limites d'actions sont: l'absence de grand moyens économiques, la peur d'irriter la Russie et les autres Etats centre-asiatiques, plus solvables et, finalement, le souhait de pouvoir résoudre les questions régionales à travers une organisation régionale de type du pacte de Saadabad, de SENTO ou, pourquoi pas de l'ECO et de ne pas laisser le conflit armé faire jurisprudence.

En quelque sorte, l'Iran s'est maintenu à l'écart comme la position d'un sage, presque comparable à la position qu'il a eu pendant l'invasion de l'Irak par les forces de la Coalition Internationale. Par ailleurs, Thöni reconnaît le danger des états du type multi-ethniques comme c'est le cas de l'Iran et le danger de nourrir des conflits inter-ethniques avec l'effet de *boomerang* que cela peut avoir. Pour l'Iran comme pour toutes les entités étatiques de la région, la paix, la stabilité et le maintien du statu quo sont la meilleure alternative.

A la fin, signalons qu'une mission de la CSCE - dirigée par Olivier Roy - a participé au règlement du conflit par son assistance technique aux rédacteurs de la future constitution tadjik et par sa présence aux négociations entre les parties.

4-3 Afghanistan : l'interminable compte à rebours .

Dans ce conflit interviennent diverses forces qui en font un *conflit de type régional*. Mais une partie de l'opposition tadjike est consciente du fait " *qu'une guerre entre les tadjiks et les afghans peut faire exploser toute l'Asie centrale* "; par ailleurs, en 1993 " *on ne pouvait pas exclure que Hekmatyar ait un plan perfide à long terme* "65.

Ce sont les propos de *Davlat Khodanazarov*, cinéaste révérend des studios *Tadjikfilm*, ancien conseiller en communication de Mikhaël. Gorbatchev, avant de faire un score très honorable à la tête de l'opposition unie, au scrutin présidentiel tadjik de l'automne dernier.

" *Le début de la fin de l'influence soviétique en Asie centrale vient avec les accords de Genève en 1988; cela a été suivi par la sortie des troupes soviétiques de l'Afghanistan en février 1989* "66.

Dans ce contexte, l'unité fragile de l'Afghanistan est en danger; l'absence d'un Etat central fort, la pauvreté et la misère de la population lassée par plus de 19 ans de guerre, la destruction des superstructures économiques et la généralisation du banditisme en tout genre peuvent entraîner la dislocation de cet Etat; le dénouement de l'énigme stratégique de l'Asie centrale passe par l'Afghanistan67.

A l'exception de l'Afghanistan, les Etats voisins tels que l'Iran, le Pakistan et la Chine ont essayé d'influencer les Etats d'Asie centrale par des méthodes plus culturelles et économiques que militaires. Les autorités Tadjikes ont accusé l'Afghanistan d'avoir violé, à plusieurs reprises, la frontière entre les deux pays. Jusqu'au mois de juillet 1992, près de quatre mille infractions frontalières ont été rapportées. Il s'agissait d'écouler des armes des Moudjahidins d'Afghanistan aux groupes de l'opposition au Tadjikistan.

Bien que les interactions entre l'opposition Tadjik et l'Afghanistan n'aient pas été d'une aussi grande importance que celles avec l'Ouzbékistan, l'intervention des forces de ce pays a été très rapidement perçue d'une manière exagérée par les commandants militaires de la Russie et de la CEI, vu le poids historique des relations russo-afghanes. De plus il faut mentionner le fait que la complexité des relations entre les diverses factions de Moudjahidins aurait compliqué davantage les données aussi bien à Tachkent qu'à Moscou. La guerre en Afghanistan, et l'anarchie qui en a découlé, ont parfaitement fourni le modèle de ce qui devrait être évité au Tadjikistan. Non seulement l'instabilité pourrait franchir les frontières du nord, mais le Tadjikistan pourrait devenir la base arrière des diverses factions de Moudjahidins. De ce fait, ils pourraient augmenter leurs

65 - Déclaration faite à *Nezamissimalia Gazeta* du 26 septembre, reproduite par SWB, 26 septembre 1992.

66 VAUGHN. Bruce " *Shifting Geopolitical Realities Between South, Southwest and Central Asia* " in: *Central Asian Survey* Vol 13, N°2, 1994.

67 QUINTANA PALI. Santiago. *Afganistan, encrucijada estratégica del Asia Central* Mexico Ed : Unam 1986.

activités de propagation des discours militants et islamiques au Tadjikistan et recruter de nouveaux combattants parmi les milices de l'opposition tadjik. En tout état de cause, il ne serait pas impossible d'imaginer que les Moudjahidins puissent compter sur une coalition islamo-démocrate à Douchanbé pour améliorer leur propre position.

En réalité, l'intervention afghane a été en quelque sorte considérée comme une occasion justifiant la main mise commune de la Russie et de l'Ouzbékistan dans le conflit interne du Tadjikistan. Sur ce fait, il faut remarquer qu'une régionalisation du conflit par l'Ouzbékistan et sa conséquence directe à savoir l'interaction avec la guerre d'Afghanistan ont servi d'alibi pour établir une première jurisprudence en matière d'opération de maintien de la paix dans l'ensemble de la CEI. Derrière le souci affiché de la stabilité, la vraie préoccupation de la Russie a été de renforcer le contrôle des frontières sud de la CEI. Cela aurait vite permis à la guérilla tadjik de rétablir l'équilibre du pouvoir et de reconsidérer le degré des violences. Un tel renforcement militaire des opposants leur aurait permis d'acquérir une plus grande force politique et aurait contraint les dirigeants des Etats de la CEI de modifier leur approche du conflit. Sans l'aide afghane le Tadjikistan aurait été pacifié en quelques mois et les russes et les ouzbeks auraient eu le temps de se retirer sans s'impliquer durablement. Mais l'intervention afghane a compliqué les choses. Le regain de tension, en janvier 1994, entre la faction tadjik de Massoud et la coalition ouzbeko-pachtoun a eu pour effet de transformer l'Afghanistan en morceaux, des entités politiques fragmentées, ce qui, à son tour, a engendré une énorme difficulté pour le rétablissement de la stabilité à la frontière tadjiko-afghane.

Pour mieux comprendre le sens de l'intervention afghane dans le conflit tadjik, il faut d'abord avoir un aperçu général de plus de dix-neuf ans de guerre en Afghanistan, de sa composition ethnique et, finalement, de la disposition des forces internes et de l'intervention des puissances régionales. Encore une fois, il nous semble nécessaire de préciser que l'Afghanistan est une partie indissociable de l'Asie centrale et n'est plus considéré comme un élément d'environnement de ce sous-système.

4-3-1 L'agonie afghane.

Michel Foucher dit à propos de l'Afghanistan : *“ dans le meilleur des cas, c'est une solution “ à la finlandaise ” qui est envisagée pour l'Afghanistan par les Etats occidentaux : un “ Etat neutre et non aligné ”, ne menaçant pas son grand voisin, comme c'était du reste le cas jusqu'à ce que l'Armée Rouge crée, par son intervention, les conditions du développement inéluctable d'actions de résistance sur la rive droite de l'Amou-Daria, dans le Tadjikistan soviétique ”*⁶⁸.

⁶⁸ FOUCHER. Michel Fronts et frontières Paris Ed : Fayard 1991.

Mais les Etats-Unis exerçaient parallèlement des pression depuis 1974 sur le Chah pour que ce dernier implique l'Afghanistan dans la sphère d'influence économique et de coopération militaire occidentale avec une proposition de 2 milliards de dollars à la condition que Kaboul cesse sa politique de coopération avec Moscou. Il existe aussi des informations sur les activités subversives *The Central Intelligence Agency* en Afghanistan même avant le coup d'Etat d'avril 1978⁶⁹. Mais la situation de l'Afghanistan s'est avérée plus complexe du fait de sa composition ethnique. En effet, dans ce pays, nous sommes probablement dans une des partie du monde où un conflit basé sur des questions ethniques paraît impossible à résoudre.

L'ethnie dominante, les Pachtounes, n'a pas de représentation politique unique. En effet, cette ethnie, divisée elle même en plusieurs familles, connaît en permanence des conflits internes; de Zahershah à Dawoud Khan, de Babrak Karmel à Nadjiboulah et de Hekmatiar à Guilani, les Patchounes ont toujours connu des dissensions intra-communautaires, un combat des chefs.

Après le départ des dernières troupes russes de Kaboul, en février 1989, le pouvoir du président communiste Nadjiboullah a tenu, contre tout attente, face à une coalition des Moudjahidins - une palette large et non-homogène - jusqu'au mois d'avril 1991, où l'arrivée des Moudjahidins à Kaboul, l'a contraint à démissionner. A partir de cette date, un *reclassement des forces politiques, selon les clivages ethniques, a commencé en Afghanistan, comme dans toute l'Asie centrale.*

Désormais, quatre grands groupes ethniques ont commencé à se livrer un combat aussi violent qu'avant la prise de Kaboul par les forces des opposants Islamistes ; ces quatre groupes sont les Pachtounes, les Tadjiks, les Hazaras et les Ouzbeks. A chacune de ces forces correspondent respectivement: Hezb-i Islami avec son leader charismatique Gulbudin Hekmatyar, Djamiat-e Islami avec Borhannedin Rabani comme chef politique et surtout le commandant Ahmad Chah Massoud, le héros des Tadjiks afghans, mais aussi de ceux de l'extérieur. Cheikh Mazahéri, éduqué en Iran, dirige la parti Wahdat qui fédère une grande partie de l'ethnie Hazara chi'ite pro-iranienne. Les milices du nord, pour la plupart pro-gouvernementales à l'époque de Nadjiboulah, sont l'expression de l'ethnie ouzbek avec Rashid Dostoum à leur tête. Disposant chacun de plus de 30.000 hommes⁷⁰, ces forces se sont mises à partager les fruits de la victoire dès la chute du gouvernement communiste.

⁶⁹ KORNEIYENKO. Georgy. M " *Soviet Policy in the Middle East* " in : EICKELMAN Dale F *Russia's Muslim Frontières* Indiana University Press 1993.

⁷⁰ Selon l'*Année Stratégique* (IRIS 1992), la part des forces de l'opposition afghane est la suivante:

Hezb- i Islami (Parti islamique) de G Hekmatyar :	50.000
Deuxième branche de ce Parti, Khalis (après sission) :	40.000
Jamiat-i Islami (la société Islamique) de Massoud :	60.000
Les partis basés en Iran au total :	116.000
Milices tribales surtout du Général ouzbek Dostom :	60.000
Autres partis et mouvements au total :	55.000

Les alliances en Afghanistan sont d'une déroutante volatilité. Dès 1992, à la chute du régime communiste, Burhanuddin Rabbani prend la tête d'une coalition de minorités ethniques pour contester la suprématie des Pachtounes, représentés par Hekmatyar. A cette époque, le soutien militaire des Islamistes du Tadjikistan est assuré pour une grande part par Hekmatyar. Rabbani, le tadjik, est l'allié de la milice du général ouzbek Rashid Dostoum, qui soutien le pouvoir communiste de Douchanbé et bénéficie de l'aide de l'Ouzbékistan. Le 7 mars 1993 à la suite de la signature à Islamabad d'un accord de paix, le mandat présidentiel de Rabbani est prorogé jusqu'à la mi-1995 tandis que Hekmatyar devient premier ministre. Au début de l'année 1994, Dostoum abandonne le président afghan et rejoint Hekmatyar. Rabbani et Massoud peuvent dès lors soutenir plus franchement l'opposition islamique du Tadjikistan. La grille politique en Afghanistan recoupe alors les différends qui se règlent au Tadjikistan entre Ouzbeks et Tadjiks. On retrouve au sud de la frontière marquée par le fleuve Amou-Daria, des clivages ethnico-politiques rappelant ceux du nord: des Tadjiks, majoritaires surtout à l'est, tenue par des partis de la résistance islamique, tandis que l'ouest est contrôlé par le Jumbesh, les milices ouzbeks du général Abdul-Rashid Dostoum, dont le parti est composé essentiellement de communistes.

“ L’Afghanistan est en train d’exploser ”, disait l’ambassadeur de ce pays à Almaty, en décembre 1993, “ même la chute de communisme n’a pas pu unifier notre peuple musulman ”, rajoutait avec amertume ce diplomate d’origine pachtoune. Cette hypothèse commence à prendre forme dans la région. Perçue comme une fin par les uns, elle constitue une source de dangers pour les autres. “ Ces dangers se présentent de la manière suivante: si on juxtapose la carte des républiques d’Asie centrale et de leur voisins, du point de vue ethnique, on observera que les frontières des pays centre-asiatiques et caucasiens ont été dessinées par les empires russe, anglais et ottoman selon leur intérêt. Du point de vue historique, on peut dire que les pays voisins peuvent prétendre à la propriété d’un certain nombre de parcelles de leur territoire en réclamant leur reddition. Par exemple, si l’Afghanistan s’affaiblit, le Pakistan et les pays d’Asie centrale pourraient, vue leur composition ethnique, exprimer des revendications territoriales et, par le même biais causer sa dislocation. Mais dans le cas d’un renforcement de ce pays, vu le nombre de tadjiks y vivant, l’Afghanistan pourrait à son tour développer une attitude expansionniste ”⁷¹.

Les seuls éléments structurels de cette lutte sont l'opposition irréductible entre Hekmatyar et Massoud, ainsi que le refus par les non-pachtounes d'un

Ces chiffres sont, plus ou moins confirmés par un article paru dans la presse iranienne, Ahmad Zidabadi-Nejad. *“ Afghanistan, les combats pour le pouvoir ”* in : Iran-é Farda n° 2, août-septembre 1993.

⁷¹ MORTEZA. Matin Olrahman, dans le journal Takbir, juin 1993, en Ourdou, diffusé à Karachi. Il a été traduit en persan par Mohammad Kordzadeh et publié dans Madjalay-é Motaléat Assiay-é Markazi va Ghafghaze sous le titre: *“ Complot international pour éloigner l’Iran et le Pakistan de l’Asie centrale ”* Téhéran Ed: Ministère des affaires Etrangères Vol 2, n° 3, hiver 1994.

retour à l'hégémonie pachtoune, tout le reste étant négociable. Cependant il y a deux éléments dans le cadre de la lutte actuelle en Afghanistan.

- 1) Bien " *qu'aucun parti afghan ne se réclame d'un nationalisme ethnique, ni ne demande l'autonomie, l'indépendance ou le rattachement de son groupe ethnique à un autre pays* "72, les iraniens accusent le général ouzbek Dostoum de " *vouloir instaurer un fédéralisme afghan pour préparer les préludes de l'indépendance* "73. Par ailleurs Hekmatyar dénonce à son tour " *les ingérences de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan* " dans les affaires de son pays74.

- 2) Toutes les parties veulent recréer un Etat central, mais chacune réclame la reconnaissance de ce qu'elle perçoit comme le droit historique de son groupe: pour les Pachtoues, *le retour au statu quo ante*; pour les Tadjiks, *l'égalité avec les Pachtoues*, pour les Hazaras, *un tiers des sièges au Parlement*. Pour les Ouzbeks, les turkmènes, les Babouches, *la simple reconnaissance de leur existence*. Mais avec les nouvelles configurations, et avec l'affaiblissement du modèle d'Etat-Nation, le cas de l'Afghanistan devient préoccupant.

4-3-2 Les frontières non existantes

Dans l'état actuel des choses, le conflit afghan ne saurait se comprendre sans l'intervention des puissances régionales qui soutiennent plus ou moins des acteurs antagonistes. Notons au passage que la guerre d'Afghanistan a causé la mort de 40 à 60 000 personnes et a créé plus de 3 millions de réfugiés hors des frontières et plus de 60 000 à l'intérieur même de l'Afghanistan. Il s'agit d'étudier successivement l'intervention des puissances étrangères dans un Afghanistan déchiré et le débordement des factions de Moudjahidins dans le conflit tadjik.

Tout d'abord, le **Pakistan**, avec son rôle actif pendant douze ans de guerre des Moudjahidins contre le gouvernement communiste et les troupes russes, a soutenu la résistance afghane, notamment les Pachtoues. Avec l'appui du milieu arabe, surtout l'Arabie Saoudite, ce pays soutint longtemps Golbédin Hekmatyar, avant que sa fin soit annoncée par l'arrivée des Talibans. Aujourd'hui, il est clair, pour tout le monde que le Pakistan se perçoit comme le véritable héritier de l'empire soviétique en Afghanistan, voire dans toute l'Asie centrale. Le vieux rêve de reconstituer un grand et fort empire Pachtoue apparaît de plus en plus réalisable. L'émergence d'un phénomène *Taliban* a cependant compliqué davantage les données du problème afghan. Selon les auteurs fondamentalistes pakistanais, " *les Etats-Unis ne veulent pas qu'il y ait une relation entre les pays d'Asie centrale et les pays musulmans du sud (Pakistan, Afghanistan, Turquie) car vue la présence de l'arme nucléaire, il serait dangereux de laisser naître un*

⁷² ROY. O " *La crise afghane au miroir des ambitions étrangères* " in : *Le Monde Diplomatique* juin 1993 .

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Le Monde* 15 octobre 1992 .

regroupement islamique dans cette zone stratégique du globe”⁷⁵. Il est clair que le Pakistan est en quête de nouvelles zones d’influence qui pourraient même s’étendre jusqu’en Asie centrale ex-soviétique. “*Le Lieutenant-Général Akhtar Abdoul Rakhman, le chef des services secrets du président Zia a déclaré que le djihad, la guerre sainte, contre le communisme, ne s’arrêterait pas en Afghanistan mais continuerait son chemin en Asie centrale*”⁷⁶. En novembre 1991, les responsables de Moscou rencontrent les principaux dirigeants des Moudjahidins; l’indépendance des pays d’Asie centrale a modifié la position du Pakistan vis-à-vis du conflit afghan.

Actuellement, les Talibans doivent une grande part de leur victoire à l’intervention directe des services pakistanais. Ils disposent de blindés, d’une aviation et de télécommunications efficaces, dont le maniement n’est pas enseigné dans les *medrassas*. L’interception, en 1995, d’un avion-cargo russe au-dessus de Kandahar supposait une couverture radar dont seul le Pakistan dispose dans la région. Les *madrasas* des Talibans sont des succursales d’un réseau plus large, installé au Pakistan et dépendant du mouvement fondamentaliste réformiste des Déobandis. Son expression politique est le Jami’at-i Ulema Islami, allié au Parti du peuple pakistanais de Benazir Bhutto. Cette alliance apparemment contre nature s’explique par l’hostilité du Jami’at-i Ulema au parti Islamiste radical Jama’at Islami, allié autrefois au général Zia ul Haq - arrivé au pouvoir, en juillet 1977, à la faveur d’un coup d’Etat militaire qui renversa Zulfaghar Ali Bhutto, père de Benazir Bhutto. Le général Zia ul Haq dirigea le Pakistan jusqu’à sa mort accidentelle, en août 1988. Durant de longues années, cette formation a soutenu, en Afghanistan, le Hezb-e-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar, lui-même principal bénéficiaire de l’aide pakistanaise jusqu’en 1991⁷⁷. A partir de 1993, les services pakistanais cherchèrent un autre pion que M. Hekmatyar.

Les Saoudiens, eux, veulent toujours empêcher l’Iran - comme, actuellement, les islamistes sunnites radicaux - d’occuper le champ de la légitimité religieuse. Ils doivent se trouver de nouveaux alliés après la défection des Frères musulmans, du FIS algérien et du Hamas palestinien durant la guerre du Golfe. L’islam des Talibans leur convient. S’il n’est pas wahhabite sur le plan théologique, il est très proche de leur conception rigoriste, associée à une attitude pro-occidentale. Riyad a aussi intérêt à écarter l’Iran de l’exploitation des hydrocarbures d’Asie centrale, pour diminuer son rôle stratégique au Proche-Orient.

Apparemment vainqueur, le Pakistan, pourrait, quant à lui, payer cher son succès. Le triomphe des Talibans a fait disparaître la frontière entre l’Afghanistan

⁷⁵ MORTEZA. Matin Olrrahman, dans le journal *Takbir*, juin 1993, en Ourdou, diffusé à Karachi, *op.cit.*

⁷⁶ VAUGHN. Bruce “*Shifting Geopolitical Realities Between South, Southwest and Central Asia*” in: *Central Asian Survey* Vol 13, N°2, 1994.

⁷⁷ ROY. Olivier “*La crise afghan au miroir des ambitions étrangères*” in : *Le Monde Diplomatique* Juillet 1993.

et le Pakistan. Des deux côtés, des tribus pachtoune glissent vers le fondamentalisme et s'impliquent plus dans le trafic de drogue. Elles acquièrent une autonomie, et déjà de petits émirats tribaux fondamentalistes apparaissent en terre pakistanaise.

Le Pakistan est de plus en plus déchiré par une violence intercommunautaire entretenue par la corruption et la dérive mafieuse de mouvements initialement politiques. En particulier, les conflits entre chiites et sunnites ne vont certainement pas se calmer si la tension s'installe entre l'Iran et le Pakistan. L'absorption de fait de l'Afghanistan va accentuer les tendances centrifuges au Pakistan, et l'on peut compter sur l'Inde pour mettre de l'huile sur le feu. L'URSS s'est effondrée dix ans après avoir atteint son expansion territoriale maximale, à la suite de l'occupation de l'Afghanistan. C'est le scénario noir qui peut menacer le Pakistan si un accord entre Afghans n'est pas trouvé.

La Russie passe en second plan, du fait de la présence croissante du Pakistan. Il s'agit d'une continuité par rapport à l'URSS, mais aussi une relation de la nouvelle Russie avec l'Afghanistan. Des conflits entre les russes et l'opposition tadjik en Afghanistan: en juillet 1993, les combattants tadjiks et les Moudjahidin afghans ont franchi la frontière et ont attaqué un poste frontalier russe, faisant 30 morts. Moscou a riposté en envoyant 10.000 hommes, de l'artillerie lourde et des avions au nord de l'Afghanistan; ils ont tué plus de 300 personnes. Selon le New York Times du 12 avril 1995, les troupes russes et la 201^{ème} division motorisée du Tadjikistan ont fait une incursion au nord de l'Afghanistan. La Russie est de plus en plus obligée de réaffirmer sa rôle face aux afghans mais cette fois-ci d'une manière défensive.

La Russie craint une relance du conflit tadjik. Le général Lebed, avant son renvoi du conseil de sécurité russe, stigmatise la horde des Talibans qui bousculerait les postes-frontières russes pour s'enfoncer en Sibérie ou provoquerait un conflit " *devant lequel la Tchétchénie semblerait une égratignure* ". Le 4 octobre 1996, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan mettent en garde les Talibans contre tout débordement. Il est douteux que la Russie respecte l'accord tacite russo-américain de l'été 1996 qui prévoit un embargo sur les livraisons d'armes à tous les partis afghans. Plutôt qu'une erreur de stratégie, les événements sanctionnent sa perte croissante d'influence en Asie centrale. Au sommet d'Alma-Ata⁷⁸, le 4 octobre, Moscou a agité le spectre de la contagion islamiste dans la région pour essayer de constituer un front de la Confédération des Etats indépendants. Impossible: l'Ouzbékistan et le Turkménistan veulent le gazoduc, comptent sur le soutien américain et, moyennant certaines garanties, n'ont rien contre le pouvoir des Talibans. Pour les Ouzbeks, la garantie passe par Rashid Dostoum. Les Etats-Unis et le Pakistan vont encourager ce dernier à négocier avec les Talibans, tout

⁷⁸ Ce sommet exceptionnel, consacré à l'Afghanistan, a réuni la Russie et quatre pays d'Asie centrale: le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan.

en protégeant son fief. Habilement, Dostoum a accepté de s'allier à nouveau avec Massoud, tout en menant des pourparlers avec les Talibans.

La Russie devra, en revanche, faire face à une tension accrue au Tadjikistan. Très active sur le terrain et basée en Afghanistan, l'opposition islamiste avait été bridée par Rabbani et Massoud, soucieux de se concilier avec les Russes, mais elle disposait d'un soutien arabe⁷⁹. La victoire des Talibans risquerait de relancer les hostilités. Or Moscou est de plus en plus isolée dans sa guerre tadjik. Elle paie ses erreurs: un soutien inconditionnel au clan Kouliabi, vainqueur de la guerre civile, mais incompetent et discrédité, et son refus (appuyé par Washington) de discuter avec une opposition certes islamique, mais modérée. Mais le Kremlin n'obtiendra pas non plus sur ce point le soutien de l'Ouzbékistan, très hostile aux Kouliabis.

Ce qui est en jeu pour la Russie, ce n'est pas la montée des Talibans vers Kazan - le fondamentalisme n'est pas une maladie contagieuse -, mais tout simplement sa perte d'influence en Asie centrale, au profit des Etats-Unis. Les événements d'Afghanistan ne sont qu'un épisode du lent retrait russe de l'espace sud de l'ex-URSS, de Bakou à Douchanbé.

Moscou recherche une accalmie de la situation en Afghanistan, susceptible de stabiliser par contrecoup le front tadjik. Il craint que l'ultra-intégrisme des Talibans - miliciens islamistes formés dans les écoles coraniques du Pakistan - ne se répande en Asie centrale. L'appui de Rabbani qui exerce une grande influence sur les islamistes du Tadjikistan permet à la Russie d'éviter de prendre un visage d'agresseur et de maintenir un rôle d'arbitre. Préoccupé par le déploiement de 25.000 soldats de la CEI sur sa frontière nord, menacé par les représailles russes, notamment les bombardements aériens à la suite des violations de frontière, déstabilisé par la montée en puissance des Talibans en 1994, Rabbani met de l'eau dans son vin. A la suite du premier sommet afghano-tadjik à Kaboul, du 28 au 30 août 1993, il signe le 22 décembre 1993 un accord avec le Tadjikistan prévoyant le retour des réfugiés tadjiks ainsi que la normalisation de la situation à la frontière. Il propose aussi sa médiation pour un dialogue entre le gouvernement et l'opposition. Ses efforts débouchent le 16 mai 1995 sur trois entretiens à Kaboul, entre le président Rakhmonov et Saïd Abdullah Nouri, chef de l'opposition armée. La bonne volonté de Rabbani trouvera une oreille attentive à Douchanbé où depuis janvier 1996, des vols quotidiens apportent des armes à Kaboul pour le soutenir contre les Talibans.

L'Iran n'a jamais essayé de disputer aux pakistanais le contrôle des fondamentalistes sunnites; la minorité persanophone, Hazaras chi'ites de confession ismailite. En soutenant le parti Wahdad, l'Iran cherche simplement une représentation au sein des vainqueurs de l'Empire Rouge. Mais l'Iran ne soutient en aucun cas les Moudjahidins de Massoud pour deux raisons: après

⁷⁹ Une antenne de l'Organisation internationale du secours islamique, dirigée par un Saoudien était très active à Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan.

l'indépendance de la république du Tadjikistan, ce dernier se reconnaît davantage tadjik que persanophone; par ailleurs “ *la création d'un Etat fondamentaliste en Afghanistan, en tenant compte de l'excès des sunnites dans leur anti-chi'isme et des tendance wahabites des groupes fondamentalistes de ce pays n'aura pas une conséquence favorable pour l'Iran; pour cette raison il n'est pas impensable que Téhéran ait préféré un gouvernement national en Afghanistan* ”⁸⁰. Et finalement, comme nous verrons plus loin, il n'est pas dans l'intérêt de l'Iran de remuer des questions ethniques. En dernier lieu, pour les Tadjikes de la république nouvellement créée, Massoud devient le héros de tout un peuple, le symbole de la nation Tadjike et le signe d'une force nationale qu'ils n'ont pas chez eux.

Viendra ensuite le tour de l'**Ouzbékistan**, qui, comme nous l'avons dit, est le seul Etat centre-asiatique qui déborde des frontières de la CEI et qui aide Dostoum; les ambitions régionales de ce pays sont de plus en plus hégémoniques.

Dans le jeu régional, les dirigeants de l'Ouzbékistan disposent des 1,5 à 2 millions d'Ouzbeks qui habitent le nord de l'Afghanistan et dont le principal dirigeant entretient des liens étroits avec Tachkent. Les réfugiés dans les camps contrôlés par le *Jumbesh* sont politiquement neutralisés et désarmés. Une grande partie de la frontière est sous le contrôle de Dostoum et les Ouzbeks comme les Russes y voient la meilleure garantie de stabilité du nord de l'Afghanistan. Un soutien logistique et des armes sont fournis par Tachkent au général Dostoum et l'aviation ouzbek n'a pas hésité dans le passé à bombarder les camps de Rabbani. L'Ouzbékistan craint une déstabilisation provenant d'Afghanistan, terre d'asile des Tadjiks qui ont fui les régions de Samarcande, de Boukhara et d'Andigan après la révolution de 1917. Après une visite de Dostoum à Karimov, à l'été 1993, le général ouzbek lance ses troupes contre les opposants tadjiks retranchés dans le nord de l'Afghanistan. Mais l'offensive de grande envergure échoue dans sa tentative de réduire l'influence des Tadjiks. Le désenclavement économique de l'Ouzbékistan dépend de l'Afghanistan qui lui permet d'avoir accès à l'Océan Indien par le Pakistan et au Golfe Persique par l'Iran. “ *Nous devons tout faire pour régler le problème avec l'Afghanistan* ”, estime Karimov en 1993⁸¹.

D'après le témoignage d'un officier russe, deux hélicoptères de Dostoum ont pris part à l'assaut de Douchanbé, en octobre 1992. Selon d'autres sources, les Afghans approvisionnaient Sangak en armes. Et Rabbani, lui-même précairement assis dans son fauteuil présidentiel, a choisi le camp fort en signant avec Rakhmonov un traité d'amitié durant l'été 1993.

Un autre volet de l'interaction a lieu dans le sens inverse. Les afghans de tout bord craignent un ou plusieurs acteurs centre-asiatique; il y a 4 ans nous disions que le fait de parler de l'influence de l'environnement sur les pays d'Asie centrale n'est qu'une partie de ce qui se passera dans cette zone. L'effet de Feed-

⁸⁰ Zeidabadi-Nejad. op. cit.

⁸¹ Interview de Karimov Libération du 27 octobre 1993

back, dans une analyse systémique montre qu'un jours ces pays - certes moins riches et moins expérimentés, mais potentiellement plus aptes et stratégiquement bien placés - pourraient exercer une influence sur l'environnement (l'Afghanistan, la Chine, l'Iran, le Pakistan, la Turquie et, pourquoi pas la Russie?)⁸², mais ces affirmations paraissaient difficiles à croire seulement deux ans après l'indépendance de ces républiques.

“ *L'Ouzbékistan envoie des tanks à nos adversaires* ”, disait il y deux ans Burhanuddin Rabbani, le président afghan déchu⁸³.

Depuis la fin de 1992, les Moudjahidins afghans ont manifesté une plus grande volonté d'intervenir dans le conflit tadjik et cela suite à la transformation de l'échec de l'opposition en un exode massif de réfugiés vers l'Afghanistan. Les partis de l'opposition pouvaient ainsi s'acheter des armes en Afghanistan, s'entraîner à l'aide des diverses forces en présence et lancer des attaques contre la frontière tadjik à partir du territoire afghan. Les leaders des diverses factions afghanes Ahmad Shah Massoud, le ministre de la défense d'origine tadjik et son rival pachtoune Golbédine Hekmatyar leur ont donné abri, nourriture, armes et entraînement⁸⁴. Mais il faut noter que si les deux chefs de guerre afghans ont eu une action similaire, leurs buts recherchés diffèrent largement. Massoud, en accordant un refuge aux masses tadjiks cherchait à avoir une carte supplémentaire dans les négociations avec Moscou. Sa politique à moyen terme consistait à provoquer le soutien de la Russie au gouvernement de Rabbani face aux pressions de Hekmatyar et plus tard les Talibans; en échange il aurait désarmer et pacifier l'opposition tadjik résidant sur les terres qu'il contrôle. Son ennemi Golbédine Hekmatyar, soutenu par le Pakistan et l'Arabie Saoudite, aurait renforcé son soutien aux opposants musulmans afin d'accélérer le départ des troupes russes du Tadjikistan et de là, la chute du gouvernement pro-communiste. Par le biais de l'isolement progressif du Tadjikistan et suite à un conflit inter-ethnique entre les tadjiks de Massoud et les ouzbeks de Dostouni⁸⁵, Hekmatyar aurait pris une grande option pour la victoire. Ultérieurement et pour des raisons différentes, en janvier 1994, Hekmatyar optera pour une alliance avec Dostouni.

D'ailleurs, selon les auteurs Tadjiks, “ leur seul appui militaire, les islamo-démocrates l'ont paradoxalement trouvé auprès de Gulbuddin Hekmatyar qui agissait à l'encontre de Rabbani. Quant à certains chefs d'origine tadjik à la tête d'unités à demi indépendantes dans le nord de l'Afghanistan, ils ont accordé leur

⁸² TAVASSOLI, Darius A.R La recomposition de l'Asie centrale Paris, université de la Sorbonne, mémoire de DEA (non-publié) 1992-93.

⁸³ Le Monde 08,07,1995.

⁸⁴ FEER 03,06,1993 La guérilla tadjik a été équipée des missiles Stinger anti aérien, vendu par le CIA aux Moudjahidins pendant la guerre de l'Afghanistan contre l'Armée Rouge. Newsweek 09,08,1993.

⁸⁵ DJALILI, M.R et GRAN, F “ *Le conflit du Tadjikistan, Convoitises et enjeux régionaux* ” in : DJALILI et GRAN, F Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance Genève Ed : Institut des Hautes Etudes Internationales 1994.

protection aux réfugiés du Tadjikistan par solidarité ethnique et anticommuniste ”⁸⁶.

4-3-3 Les Talibans, émergence d'un éclair du milieu des ténèbres des siècles

“ Une faction fondamentaliste des Moudjahidins s'empare du pouvoir à Kaboul ”. Cette information diffusée par la radio n'en serait pas une, si elle n'était diffusée par la Radio officielle de la République Islamique d'Iran⁸⁷ ; elle laisse pensive l'auditeur qui se demande quelle pourrait être la nature de ce nouveau venu. Les reportages des télévisions occidentales ont essayé d'apporter un éclaircissement à ce sujet.

Les Talibans sont apparus sur la scène afghane au même titre que Laurent-Désiré Kabila au Zaïre. Une force inexistante, il y en a encore deux ans, est aujourd'hui au pouvoir à Kaboul et contrôle plus de deux tiers du territoire afghan. Forts de seulement 15.000 personnes, ils ont réussi à faire en deux ans, ce que Hekmatyar n'a pu faire en plusieurs années à savoir détrôner les tadjiks et rétablir l'ordre pachtoun. L'aval américain, l'argent saoudien et la main d'œuvre et la logistique pakistanaises se sont avérés efficaces. L'Occident a réussi à répéter son erreur d'antan. En favorisant un islam militant contre le communisme, en aidant les Moudjahidins contre un gouvernement afghan en difficulté après 1989, les ils ont cautionné, sinon contribué à la création de ces conflits interminables. Avec les Talibans, cela se manifeste de la même façon: créer des forces islamiques nébuleuses qui trouvent leur raison d'être avant tout dans une violence de plus en plus extrême et dans une instabilité anarchique qui peut même arriver jusqu'en Occident⁸⁸

“ Mais son expansion rapide et la prise de Kaboul le 26 septembre 1996, ne peuvent se comprendre sans le soutien direct des services pakistanais, avec l'accord des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite, dans le cadre d'un grand projet visant à exporter les hydrocarbures d'Asie centrale par l'Afghanistan et le Pakistan, au détriment de l'Iran et de la Russie ”⁸⁹.

Cette résurgence répond aussi à l'épuisement du modèle politique Islamiste, incarné par Massoud et Gulbuddin Hekmatyar, le chef du Hezbe-Islami. Plus

⁸⁶ CHOUKOUROV. Charif & Roustam Peuples d'Asie centrale, *op.cit.*

⁸⁷ Radio Téhéran, informations de 20 heures, le 27 septembre 1996.

⁸⁸ N'oublions pas les “ *afghans* ” de la guerre d'Algérie ou d'une manière générale, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite qui avaient réalisé tardivement que les réseaux islamistes sunnites qu'ils avaient contribué à mettre sur pied contre les Soviétiques s'étaient retournés contre eux - par exemple, en soutenant le président Saddam Hussein. Ces réseaux s'appuyaient notamment sur le Jama'at-Islami pakistanais. M. Hekmatyar, M. Oussama ben Laden (riche saoudien, déchu depuis de sa nationalité et qui appelle au djihad contre les Américains) et des ONG saoudiennes et soudanaises installées à Peshawar, au Pakistan. Les attentats antiaméricains d'après 1992 ont été le fait de membres de ces réseaux, qui n'ont, par ailleurs, aucun rapport avec l'Iran: on l'a vu avec l'attentat du World Trade Center, à New York, en 1993 ou les attaques contre des conseillers américains en Arabie Saoudite (novembre 1995).

⁸⁹ Roy. Olivier “ *Avec les Talibans, la charia plus le gazoduc* ” *Le Monde Diplomatique* Novembre 1996.

moderne et plus idéologique, il s'est discrédité dans les luttes de factions et s'est révélé incapable de fonctionner dans la société afghane. Les ingénieurs islamistes doivent céder le pas aux mollahs traditionalistes, dont le programme se ramène à la seule charia et à l'expulsion des femmes de la scène publique⁹⁰.

Les Etats-Unis ont toujours considéré le gouvernement de Rabbani et Massoud comme une faction parmi d'autres, et n'ont jamais envisagé de rouvrir leur ambassade à Kaboul. Or, à peine la ville aux mains des Talibans, le département d'Etat publie un communiqué qualifiant de " *positive* " leur victoire et annonce l'envoi d'une délégation officielle à Kaboul.

Bref, la passivité iranienne devant la chute d'Herat a scellé le déclin de l'influence de Téhéran. Mais la République islamique ne peut accepter sans réagir ce qu'elle perçoit comme un encerclement américain, du Golfe à la mer Caspienne, au moment où les Russes sont en difficulté. Il faut donc s'attendre, sinon à une contre-attaque sur le terrain, dont Téhéran n'a pas les moyens, du moins à des manoeuvres plus souterraines.

L'irrésistible montée en puissance des Talibans, *étudiants islamistes ultratraditionalistes*, dans les régions pachtounes du sud, de l'automne 1994 au printemps 1995, et la défaite militaire de Gulbuddin Hekmatyar en février 1995, évincé de son quartier général de Charasyab, au sud de Kaboul, entraîne une nouvelle recomposition des alliances. Hekmatyar, lâché par ses protecteurs pakistanais au profit des Talibans, et tenu en suspicion par les Américains en raison de ses liens supposés avec les auteurs de l'attentat du World Trade Center de New York en 1993, doit se réconcilier avec Rabbani qui le nomme premier ministre. Malgré cette alliance de dernière minute, les Talibans s'emparent de Kaboul fin septembre 1996, forment un gouvernement et décrètent l'application de la *charia*. Le pouvoir déchu s'enfuit vers le nord du pays et invite d'autres factions, comme celle du général Dostouni, à rejoindre la coalition autour d'un même objectif: défaire les Talibans et reprendre la capitale.

La victoire provisoire des Talibans consacre le retour aux commandes de l'Etat des Pachtounes, écartés du pouvoir par les Tadjiks à l'issue de la guerre contre les soviétiques. Outre les mesures caractéristiques des courants intégristes (refus de la musique, port de la barbe, discrimination envers les femmes, obligation d'aller à la mosquée), ils prônent le retour au califat du début de l'Islam avec la charia comme base des relations à l'intérieur de la société comme avec l'extérieur.

Le Pakistan a créé de toute pièce le mouvement vainqueur pour reprendre le contrôle de l'Afghanistan, qui, amputé d'une partie des terres pachtounes au

⁹⁰ Beaucoup d'observateurs mettent dans le même sac tous les " *fondamentalismes islamiques* " et ne comprennent pas comment les Etats-Unis peuvent soutenir des fondamentalistes, alors qu'ils sont opposés à l'Iran, ou bien comment le Parti du peuple pakistanais de Mme Benazir Bhutto peut entretenir des liens avec des fondamentalistes. Il faut distinguer entre l'islamisme, radical et politique, et le fondamentalisme, sans projet politique précis. Lire Olivier Roy, *L'Échec de l'islam politique* Ed : Le Seuil Paris, 1992.

profit des Britanniques, lui était hostile dès sa création en 1947. En installant des Pachtounes loyaux à Kaboul, Islamabad cherche aussi à désamorcer les tentations séparatistes de sa propre minorité pachtoune (les Pathans) et à inquiéter l'Inde, alliée traditionnelle de Kaboul, qui redoute par contrecoup l'embrassement du Cachemire convoité, seul Etat de l'Union indienne à majorité musulmane.

*“ Lorsqu'un individu ou un pays ont perdu toute chance de retourner la situation à leur profit ou d'éviter des dommages réciproques dans le conflit en cour, l'adversaire se trouve placé devant l'alternative suivante: assumer le coût de l'issue finale ou accepter le risque d'un échec ”*⁹¹. C'est ce qui est finalement arrivé en Afghanistan. Pour les américains, comme les pakistanais, il arrive le moment de conclure sur leurs investissements de longue date : rétablir une stabilité et un ordre (pachtoune) pour transporter le pétrole et le gaz centre-asiatique. Mais c'est également le cas des russes qui recherchent également la stabilité mais à leur profit ; un Afghanistan fondamentaliste pachtoune et allié aux Etats-Unis est loin de leurs objectifs : perte d'influence en Asie centrale et du même coup, perte du monopole du tracé des pipelines. Arrive le temps où il faut tenter le tout pour le tout. *Peut-on dire que les américains et les pakistanais vont arriver à la position russe dans les années 80, un souhait de maintenir le statu quo, si les Talibans pacifient l'Afghanistan ?*

Comme dit Solodovnik, il est de plus en plus évident que *“ l'issue de la guerre en Afghanistan sera déterminante pour le rapport de force entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ”*⁹².

⁹¹ SCHELLING. Thomas C *Stratégie de conflit* Paris Ed: PUF 1986.

⁹² SOLODOVNIK. Sergeï. V. *“ Central Asia : A New Geopolitical Profile. ”* Moscou, MGIMO, l'Institut Russe des Relations internationales, Papier non-publié 1994.

4-4 L'interférence entre les affaires internes et externes.

L'essentiel du travail sur le Tadjikistan consiste à articuler la vulnérabilité externe avec la fragmentation interne.

“ *La fragmentation du Tadjikistan relève avant tout de l'absence d'identité nationale; un élément qui a facilité le développement de la potentialité du conflit* ”⁹³.

En effet, la vulnérabilité externe du Tadjikistan et la peur qu'elle a engendré, ont permis à la Russie et à l'Ouzbékistan de transformer le conflit interne du Tadjikistan en une guerre entre les islamo-démocrates et la CEI. D'un point de vue géostratégique nous pouvons remarquer le fait que l'intervention externe a fait se déplacer le théâtre des opérations de la scène interne au niveau régional avec le résultat du renforcement du recours à l'intervention étrangère. Comme conséquence directe l'intervention afghane a eu comme effet le rétablissement de l'équilibre de forces, interrompu en faveur des unités gouvernementales, entre les belligérants. Mais cela a provoqué la crainte de voir le Tadjikistan se transformer en un nouvel Afghanistan.

L'étude des effets internes de cette intervention extérieure montre la gravité de la situation pour la société tadjik. Cette intervention a engendré une course aux armement et donc l'augmentation du degré de la violence au niveau interne. Mais la conséquence la plus néfaste pour le Tadjikistan réside dans le fait que les russes en soutenant les Kouliabis au pouvoir ont aggravé (à jamais?) la situation des clivages au niveau interne. L'opposition s'est vue exclue du point de vue ethnique, non seulement au niveau interne comme la continuité d'une situation séculaire, mais aussi comme minorité opprimée qui n'a pas été entendue au niveau régional. La violence et la haine pourraient se présenter comme l'ultime voie d'expression des sentiments d'une partie de la population qui a essayé plusieurs moyens mais chaque tentative fut un échec soit politique, soit militaire. La Russie n'a pas su exploiter sa position initiale d'arbitre pour améliorer ce clivage interne. Nous sommes en mesure d'affirmer que *les considérations géostratégiques du ministère de la défense à Moscou à moyen terme l'ont emporté sur la volonté de s'attaquer aux vraies causes du conflit tadjik.*

La guerre a dévasté les infrastructures du pays et a augmenté la dépendance du Tadjikistan à l'égard de Moscou et, dans une moindre mesure de Tachkent, en terme économique, politique et militaire. L'Ouzbékistan comme la Russie sont des passages obligés pour le Tadjikistan enclavé pour tout ce qui concerne la communication et le commerce routier. La part de la Russie dans le commerce extérieur du Tadjikistan a augmenté à 70%⁹⁴ alors que plus de 45% du budget du gouvernement de Douchanbé est subventionné par Moscou⁹⁵.

⁹³ THONI. Julien *The Tajik Conflict* op cit.

⁹⁴ *Interfax* 13,04,1993 *BBC SWB* 21,04,1993

⁹⁵ Rashid op cit.

L'Ouzbékistan continue à fournir une aide alimentaire et agricole, tandis que le Tadjikistan demeure dans la zone rouble et que l'idée de lancement de son unité de monnaies le *somon* a été abandonnée; ce qui ne fait qu'augmenter le degré de dépendance de ce pays à l'égard de Moscou.

La tentative de mise en place d'un système d'arbitrage par la Russie a échoué du fait que cette dernière a privilégié ces priorités géostratégiques au détriment de l'instauration d'une jurisprudence. Nous avons assisté à la création d'un nouveau concept de "*sécurité collective*" mais qui a désormais du mal à s'imposer.

Cette tentative faisait suite à une demande initiale d'aide militaire formulée par le gouvernement tadjik en septembre 1992. La 201^{ème} division d'infanterie motorisée, basée à Douchanbé, serait portée à sa puissance maximale; le Kazakhstan et le Kirghizistan lui fournissant chacun un bataillon alors que l'Ouzbékistan lui apporterait un régiment mobile. Un "*groupe d'intervention*" serait formé contre les forces antigouvernementales au Tadjikistan et contre les raids transfrontaliers, lancés à partir de l'Afghanistan. Mais ces forces de maintien de la paix, dites de "*la coalition de la CEI*" (commandées tout d'abord par le colonel-général Piankov et, depuis avril 1994, par le colonel-général Valery Patrikeïav), ont servi de couverture aux opérations de l'armée et du ministère de la défense russe.

La force commune de maintien de la paix au Tadjikistan devrait totaliser quelques 25000 soldats, dont la grande majorité devrait appartenir à l'armée russe. La 201^{ème} division d'infanterie qui compte 18.000 hommes, ainsi que d'autres unités auraient été affectées aux forces de maintien de la paix. Jusqu'ici, un seul bataillon de cette division a été spécialement désigné en tant qu'unité de *maintien de la paix*, malgré les fonctions étendues attribuées à l'ensemble de la division comme la protection des installations clefs, les opérations de patrouilles dans des zones névralgiques, l'accompagnements des convois de secours.

En effet, la dépendance vis-à-vis de la Russie est renforcée par les accords sur son rôle de maintien de la paix. Les unités de la 201^{ème} Division motorisée stationnées au Tadjikistan constitueront les bases pour une force future de maintien de la paix de la CEI de 5.000 hommes (pour établir des points de contrôle aux frontières, aider au désarmement de groupes armés, etc). Mais les unités russes vont continuer à jouer le rôle principal en gardant les frontières afghano-tadjik et sino-tadjik, du fait que le Tadjikistan n'a pas les moyens d'assumer cette tâche.

4-4-1 Poursuivre le conflit par d'autres voies : les mécanismes.

Nous sommes amenés à reprendre cette analyse de Olivier Roy : "*Dans les autres Etats d'Asie centrale, c'est sans doute la Kirghizie qui connaît le plus de divisions tribales et claniques, mais il y manque l'élément idéologique qui*

permettrait de radicaliser le factionnalisme. La spécificité tadjike est l'idéologisation brutale d'un conflit localiste dans un Etat à faible identité. Ce cas ne se retrouve nulle part ⁹⁶.

La mise en place des négociations entre le gouvernement de Douchanbé et les diverses factions de l'opposition ouvre une nouvelle étape dans le déroulement du conflit tadjik. Le pouvoir de négocier a souvent été défini comme la capacité de tromper ou de bluffer l'adversaire ou encore comme la faculté d'établir un prix qui soit le meilleur pour vous même tout en persuadant l'autre partie qu'il s'agit de l'offre maximum que vous puissiez vous permettre. Il est vrai que la duperie et le bluff ont un rôle à jouer dans une telle situation, *“ Mais il y a deux manières de tromper l'adversaire. La première consiste à le leurrer sur les faits ”*. il s'agit de lui cacher une partie de l'information ou de ne pas lui dévoiler la totalité des faits (accord tacite entre Moscou et Téhéran pour que ce dernier se garde de soutenir une partie contre l'autre ?). *“ La seconde est d'ordre purement tactique. Si nous supposons que chacune des parties connaît l'ensemble du dispositif adverse, et sait en outre que l'adversaire dispose de la même information ”*.

Les négociations intertadjikes, lancées à Moscou en avril 1994 sous l'égide de l'ONU n'ont jusqu'à présent pas abouti, malgré les initiatives récentes de la Russie et de l'Ouzbékistan. Les négociations de paix ont commencé en 1994 à Moscou, Téhéran et Islamabad⁹⁷. La première conférence de paix a eu lieu à Moscou du 5 au 7 avril; au cours de cette conférence un agenda a été mis en place et une déclaration signée⁹⁸. Les parties en présence ont reconnu la nécessité d'instaurer un cessez-le-feu, de répartir les réfugiés en Afghanistan et de faire participer tous les tadjiks dans le processus de construction du pays.

Le deuxième tour des négociations a eu lieu du 19 au 27 juin à Téhéran; le gouvernement tadjik a accepté de libérer des prisonniers politiques et d'accorder une grande amnistie aux opposants⁹⁹. Finalement les négociation à Téhéran, sous l'égide de l'ONU, de l'Iran et de la Russie, ont abouti, le 17 septembre, à la signature d'un accord de cessez-le-feu temporaire, supervisé par le représentant de l'ONU, arrivé à Douchanbé le 18 octobre.

Par la suite, le Soviet Suprême tadjik a décidé la tenue d'élections présidentielles et d'un référendum constitutionnel. Ces élections auraient pu permettre à l'aile modérée de la coalition de reprendre la direction des affaires.

La Russie paraissait décidée à saisir cette opportunité. Sous sa pression, les autorités tadjiks ont accepté de reporter ces élections au 6 novembre, ce qui permit à Abdoulladjanov, ambassadeur de son pays à Moscou et originaire de la

⁹⁶ ROY. Olivier “ Le conflit du Tadjikistan est-il un modèle des conflits d'Asie centrale ?) in : DJALILI. Mohammad Reza & GRARE. Frédéric Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance Genève Ed : Publication de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève 1995.

⁹⁷ MENON. Rajan “ *In the Shadow of thr Bear* ” in: International Security été 1995, Vol 20, n° 1.

⁹⁸ L'ONU Rapport du secrétaire-général sur la situation au Tadjikistan mai 1994.

⁹⁹ *Ibid.*

région de Khodjend, de se présenter contre Rakhmonov. Cependant, le scrutin s'est traduit par la victoire du Président sortant avec 60 % des suffrages. La mission de la CSCE a estimé que ces élections ne pouvaient pas être considérées comme démocratiques. En effet, l'opposition n'a pu participer au scrutin et de nombreuses irrégularités ont été constatées. La victoire des *Kouliabis* augurait mal des chances du processus de paix. Parallèlement, en septembre et à l'initiative de la Russie, les négociations ont repris. Un accord de cessez-le-feu a été conclu et l'ONU a envoyé des observateurs pour son contrôle. Cet accord n'est pas respecté et les observateurs ne sont pas déployés dans la zone de combat.

Le troisième tour des négociations a eu lieu le 19 octobre à Islamabad au Pakistan; les participants ont reconduit le cessez-le-feu tout en insistant sur le retour des réfugiés et l'établissement d'un nouveau mode de gouvernement.

Vu sous cet angle, nous constatons que la stratégie de conflit est la traduction du fait que *la plupart des situations de conflit sont également des situations de négociation*. Dans de nombreuses situations, la possibilité pour l'un des partenaires de parvenir à ses fins dépend dans une large mesure des choix et des décisions de son vis-à-vis, d'où les dynamiques de la négociation ; cela a été visible tout au long du conflit. L'intervention russe en faveur des communistes a engendré un élargissement de partenariat entre les tadjiks d'Afghanistan et les islamo-démocrates, qui, à son tour, a entraîné les forces de Dostoum aux côtés des premiers.

“ *La négociation peut être explicite comme par exemple lorsque l'une des parties fait une concession, mais elle peut aussi être tacite, par exemple lorsque un territoire d'une valeur stratégique incontestable est envahi ou au contraire évacué* ”¹⁰⁰. Cette prise en compte du phénomène conflictuel sous l'angle de la négociation présente l'intérêt du point de vue méthodologique de ne pas centrer trop l'étude exclusivement sur le cas du pur conflit ou au contraire sur le comportement associé à la recherche d'un bénéfice commun. Cela laisse à voir qu'au delà des divergences, quant aux objectifs visés, les notions de négociation et de guerre limitée ont un puissant intérêt pour la recherche d'une issue au conflit qui ne mette pas en cause d'une manière trop grave les systèmes en vigueur.

La présence d'Islamabad, de Téhéran et finalement, de Moscou comme intermédiaire, ajoute une nouvelle dimension dans ces négociations. Le recours à un mandataire restreint la capacité de contracter un engagement, essentiellement, pour au moins deux raisons. En premier lieu, parce que le mandataire voit son champ limité par des instructions difficilement modifiables et qui peuvent être connues de l'autre partie. En second lieu, le mandataire peut avoir tendance à déformer ses instructions en fonction de ses propres sentiments.

Par ailleurs, la “ *négociation croisée* ” est une technique selon laquelle une des parties essaie de montrer au cours de la négociation avec un adversaire qu'il

¹⁰⁰ SCHELLING. Thomas C Stratégie de conflit Paris Ed: PUF 1986.

est en ce moment en train de mener une autre négociation sur un autre front. Le fait de pouvoir faire allusion à son engagement dans d'autres conflits et au préjudice que ne manquerait pas d'entraîner la moindre concession de sa part constitue pour la partie qui en bénéficie un avantage certain. *La valeur de réputation*, attachée à une négociation particulière dépend d'ailleurs davantage des qualités de caractère du négociateur que du résultat final. Cette tactique a été utilisée par Moscou face au gouvernement et aux diverses factions d'opposition. En se montrant préoccupée dans les divers conflits en cours dans les différentes parties de la CEI, la Russie a réussi à montrer qu'elle cherchait avant tout la stabilité dans son étranger-proche, mais aussi le maintien de celle-ci dans son espace vital ; pour les tadjiks, le message a été clair : *l'indépendance est conditionnée par la Russie et le restera au moins à moyen terme*. Pour contrer cette tactique, il est possible, entre autre chose, d'exploiter une éventuelle erreur d'interprétation de la position de l'adversaire ou d'essayer de faire en sorte que l'issue de la négociation soit sans rapport avec le résultat attendu.

Une des variantes de cette négociation croisée se présente lorsque les parties en présence doivent discuter simultanément ou à intervalles rapprochés, de sujets différents. L'un des négociateurs peut alors tenter de persuader son vis-à-vis qu'il ne peut pas céder en lui déclarant : *“ Si je cède aujourd'hui, vous penserez que je céderai plus tard, c'est pourquoi pour sauvegarder ma propre réputation, il est nécessaire que je fasse preuve de fermeté ”*. Le second négociateur joue alors le rôle d'une tierce personne virtuelle.

Il s'impose un certain nombre de conditions aux négociateurs; il s'agit essentiellement de *“ la nécessité de parvenir à un point d'équilibre commun ”* à partir duquel ils peuvent espérer une certaine coordination des attentes. La deuxième condition se résume dans le rôle important *“ des messages ”*.

4-4-2 L'avenir du Tadjikistan en trois actes?

Avec ces considérations, nous sommes en mesure d'envisager trois scénarios pour l'issue du conflit tadjik ; cela peut aller du scénario le plus pessimiste: la fragmentation du pays, au scénario le plus optimiste à savoir la fin de la guerre et le rétablissement de la paix: le cas intermédiaire serait la survie du Tadjikistan malgré une guerre latente.

- 1) Le **premier scénario** est un premier pas vers la reconstitution géostratégique de l'Asie centrale au Moyen-Orient en passant par le Caucase. Il est désormais incontestable que la guerre a permis au Kouliabis de s'emparer des positions de pouvoir relatives à la sécurité¹⁰¹. Les Kouliabis considèrent la poursuite de la guerre comme le meilleur moyen de conserver le pouvoir. Mais les Khodjendis ne sont plus en mesure de privilégier la guerre car elle met en

¹⁰¹ Le Monde 19,03,1994.

danger la base de leurs dominance traditionnelle et renforcerait la position de leur rivaux¹⁰². Les Khodjendis comme les Kouliabis restent réticents à prendre en charge les dettes de la guerre. Il est désormais possible que Khodjend coupe les relations économiques avec le sud en se raillant voir s'intégrant à l'économie ouzbek.

Dans ce cadre la réalisation du projet des sécessionnistes de Gorno-Badakhchan serait de plus en plus probable; les régions du centre et du sud du pays seront incapables de retenir économiquement la charge du Pamir. Le rejet de Badakhchan à la proposition de faire du Tadjikistan un Etat fédéral révèle leur conviction de ne pas être trop loin de leur objectif¹⁰³.

Par ailleurs, l'augmentation des confrontations ethniques au Tadjikistan et la nouvelle dimension de la rivalité tadjiko-ouzbek, notamment dans la vallée de Hissar, pourrait inciter l'Ouzbékistan à profiter de la situation pour amener sous sa protection la minorité ouzbek du nord de Tadjikistan et intégrer les zones à majorité ouzbek. Les tentatives de Tachkent pour se poser en puissance hégémonique régionale et son intervention dans le conflit local pourrait s'avérer fructueuse.

- 2) **Le deuxième scénario**, le maintien d'une situation de "*ni guerre, ni paix*" est celui auquel nous assistons aujourd'hui. La suite des événements dépend de l'attitude des gouvernements de la CEI et de leur patience à supporter les coûts de cette situation aussi bien en terme humains que financiers. Les débuts des négociations se situent en avril 1994 et en l'espace de trois mois, le 17 août 1994 la signature des traités de la sécurité des frontières, entre la Russie, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan intervient. Cette signature ré-officialise la présence des troupes russes dans ces trois pays.

Mais compte tenu de la situation économique et de la destruction d'un grand nombre des infrastructures de l'époque soviétique, ainsi que de la fragmentation de la société tadjike, il nous semble que cette situation ne pourrait durer que très peu de temps.

- 3) **Le troisième scénario** apparaît comme le plus souhaitable car toute les parties engagées dans le conflit semblent prendre conscience de l'importance de la paix. Premièrement la Russie est le partisan acharné d'une solution politique pour le conflit et le seul qui dès le début a affiché la volonté d'imposer une paix, et de là, une stabilité à ses frontières du sud. Le second facteur important de l'intervention extérieure, l'Ouzbékistan, semble cesser la répression contre les islamo-démocrates; il prend conscience de l'importance des négociations comme moyen privilégié de mettre fin à une guerre qui ne fait que prolonger la présence russe dans la région. Une présence qui ne permettrait à l'Ouzbékistan de peser sur la balance politique de l'Asie centrale. Au début de 1994, Karimov a manifesté une volonté de changement dans ses déclarations en appelant à une conférence

¹⁰² THÖNI. ulien *The Tajik Conflict op cit.*

¹⁰³ RFE/RL *Daily Report* n° 137 21,07,1994.

pour une paix régionale et pour des négociations entre le gouvernement et l'opposition¹⁰⁴.

Un facteur important, dans le cadre de ce troisième scénario, est la réussite des efforts déployés par l'ONU et la CSCE. L'ONU a commencé ses activités dans les premiers mois de 1993 en mandatant un envoyé spécial du secrétaire-général qui s'est mis à déployer un effort continu pour rassembler les parties internes et externes au conflit autour d'une table de négociations. De son côté, la CSCE, par le biais de ses spécialistes a proposé sa collaboration pour la rédaction d'une nouvelle constitution, tout en accentuant la pression sur le gouvernement de Douchanbé pour qu'il respecte des principes de base du Document de Helsinki de 1993 (les Droits de l'Homme, la règle de la loi, et le respect des minorités nationales).

Un élément important se situe dans le changement d'attitude de Douchanbé à l'égard de son opposition depuis la fin de 1993. Bien que le gouvernement tadjik ait continué à privilégier la victoire militaire à la négociation politique, il a cessé d'ignorer les réfugiés et a commencé à considérer cette question comme un des éléments du conflit. La signature d'un accord trilatéral entre Douchanbé, Kaboul et le Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies, pour la répartition des réfugiés tadjiks en Afghanistan, en décembre 1993, a constitué un pas vers la reconnaissance de ces réfugiés et a affirmé la volonté du gouvernement tadjik d'opter pour une prise en compte des opposants¹⁰⁵. Les processus de paix ont gagné du terrain depuis que Douchanbé et l'opposition ont accepté de participer aux négociations de paix sous les auspices de l'ONU et supervisées par l'Afghanistan, l'Iran, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Pakistan, la Russie et l'Ouzbékistan, ainsi que les représentants de la CSCE. Le développement de ce processus montre que Douchanbé a pris conscience de l'importance des leaders de l'opposition et qu'ils devaient être considérés comme de vrais représentants ou tout du moins comme des acteurs ne pouvant pas être ignorés.

INSTITUT KUR'NE DE PARIS
— BIBLIOTHÈQUE

¹⁰⁴ FEER 03,02,1994.

¹⁰⁵ L'ONU Document du Conseil de Sécurité 05,01,1994.

